

FACTUMS

POUR

LE SYNDIC DU CLERGE'

DU DIOCESE DE SAINTES

CONTRE

LES PRETENDUS REFORMEZ

DE SAINTONGE.

At. Ex libris the Genovesæ Santiensis. 1752.

SUR LE SUJET DES TEMPLES

& des exercices publics de leur Religion qu'ils
ont établis dans le Diocèse de Saintes, par
contravention aux Edits.

THE ACTS

OF

THE SYNOD OF ELDER

OF THE

CONTENTS

THE SYNOD

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

P R E F A C E.

POUR l'intelligence des matieres qui sont traitées dans ces *Factums*, il est necessaire d'expliquer plusieurs choses generales qui se sont passées en France touchant l'établissement de la R. P. R. & aussi de rapporter certains faits particuliers arrivez en Saintonge sur ce mesme sujet, depuis l'année 1560. jusqu'au commencement de ce siècle.

Après la mort du Pape Jules II. le Cardinal de Medicis fut élevé au Pontificat en l'année 1513. à l'âge de trente-six ans, & prit le nom de Leon X. C'estoit un Pape qui possedoit de grandes qualitez: il avoit le cœur noble, l'esprit fin, la conversation agreable: il estoit sçavant dans les belles Lettres, il aimoit les personnes de science & de vertu, & les gratifioit volontiers: il estoit liberal & magnifique, & avoit pour tout le monde une douceur & une bonté merveilleuse. Quelques Auteurs disent de luy qu'il auroit esté un tres-digne Pape, s'il avoit eu plus de piété & plus de connoissance dans les matieres de Religion, qu'il n'en avoit; mais ces paroles sont trop fortes. Leon X. peut avoir fait quelques fautes dans son Pontificat; mais pour cela il n'est pas juste de le faire passer pour un homme sans piété, & pour un Pape qui ne se mettoit guere en peine de la Religion.

Jules II. son predecesseur, qui estoit d'une humeur altière, s'estoit brouillé avec Louis XII. Roy de France, & avec plusieurs Cardinaux des plus considerables. Leon X. ne fut pas plutôt élu Pape qu'il appaisa le Roy de France & les Cardinaux maltraitez par son predecesseur, & éteignit ainsi avec beaucoup de prudence & de facilité un feu qui commençoit à s'allumer, & dont les suites estoient à craindre: de sorte que beaucoup de personnes esperoient que le Pontificat de ce Pape seroit heureux, & que l'Eglise y pourroit prendre un nouveau lustre.

En effet, tout y estoit en paix, & l'on n'y voyoit aucun sujet de division: les troubles que Wiclef avoit excitez en Angleterre dans le quatorzième siècle, en enseignant des erreurs contraires

à la Foy de l'Eglise, estoient tout-à-fait appaisez, & cét heresiarque n'avoit plus de sectateurs : les Hussites qui avoient ravagé & pillé le royaume de Boheme dans le siècle suivant, & qui s'estoient separez de l'Eglise, estoient reduits à rien : le Pape n'avoit plus d'adversaires ; & excepté quelque reste de Vaudois, qui estoient renfermez & cachez dans un coin de montagne, & qui ne faisoient aucun corps considerable, tous les Chrestiens de l'Europe estoient Catholiques Romains.

L'Eglise se trouvoit donc dans cét état paisible, & tous les schismes estoient éteints, lorsque par un malheur qu'on ne peut assez déplorer, le Pape Leon X. donna occasion à de nouveaux troubles, qui produisirent enfin ce schisme épouvantable, qui tient depuis si long-temps tant de peuples en Allemagne, en Suede, en Dannemarc, en Pologne, en Angleterre, en Hollande & en France, separez de la communion de l'Eglise. On peut dire avec verité, que si l'Eglise eust esté gouvernée pour lors par un Pape aussi saint, aussi vigilant, & aussi zélé pour le salut des ames, qu'est celuy qui est assis aujourd'huy dans la Chaire de Saint Pierre ; peut-estre que jamais ni Luther ni Calvin n'auroient troublé l'Eglise, ni causé les malheurs & les guerres sanglantes qu'ils ont excitées dans l'Europe. Voici donc comme les choses se sont passées.

En l'année 1517. Leon X. fit publier en divers endroits de l'Europe des Indulgences, les plus amples & les plus plenières qu'on avoit jamais accordées : il promit aux vivans la remission de toutes les peines dûës à leurs pechez ; & à l'égard des morts, il declara que les Fidèles les délivreroient des peines du Purgatoire, & abregeroient la satisfaction dûë à leurs pechez, pourvû qu'ils ouvrirent leurs bourses, & donnassent quelque somme d'argent pour les necessitez pressantes de l'Eglise. Outre cela il adoucissoit les jeusnes du Carême, en permettant de manger des œufs, du fromage & du lait, & donnoit à un chacun la permission de se choisir tel Confesseur qu'il voudroit.

Les motifs d'une grace si extraordinaire estoient plausibles : on en proposoit deux. Le premier tendoit à lever une nombreuse armée pour combattre le Turc, & l'empescher de faire des progrès contre les Chrestiens ; & le second estoit d'achever le superbe bastiment de l'Eglise de S. Pierre de Rome : ce qu'on ne pouvoit executer sans une somme considerable d'argent,

Les Indulgences accordées par le Pape estoient bien plenières & bien amples, & la profusion en estoit peut-estre excessive; mais ce n'est pas ce qui causa le mal. Le scandale arriva par la faute de ceux dont on se servit pour publier les Indulgences. Celuy qui se mesla principalement de cette affaire dans cette province d'Allemagne, qu'on appelle la Saxe, & qui en eut toute la direction, ce fut un Evêque Italien appelé Archambault, qui avoit fait autrefois le métier de marchand à Genes. Cét homme qui estoit accoutumé au commerce, estant arrivé en Saxe, mit au plus haut prix qu'il pût, la publication des Indulgences: il usa mesme d'un si grand ménage, que pour recueillir l'argent que donnoient les Fidèles pour gagner l'Indulgence, il n'employoit que des misérables & des personnes d'une vie déréglée, sous pretexte que les honnestes gens luy eussent demandé davantage pour leur salaire.

L'usage estoit en Saxe de se servir des Religieux Augustins pour la publication des Indulgences; c'estoit eux ordinairement qui les preschoient aux peuples, lorsque les Papes en accorderoient. Archambault ne les employa point, il s'adressa aux Religieux de l'Ordre de Saint Dominique, qu'on appelle autrement Jacobins, croyant sans doute que ces bons Peres luy coûteroient moins, & le serviroient mieux que les Augustins.

Les Jacobins firent donc de leur mieux pour s'acquitter dignement de la commission qu'Archambault leur avoit donnée; ils ne manquerent pas dans leurs predications d'exagerer la valeur des Indulgences, & d'en parler en des termes trop forts: à les entendre dire, jamais les Papes n'avoient accordé de si grands Pardons, & toutes les Indulgences qu'on avoit données cy-devant, n'estoient rien en comparaison de celles qu'ils preschoient. Ces sortes d'exagerations, & quantité de propositions nouvelles qu'ils avancerent dans leurs sermons touchant la valeur excessive des Indulgences, scandalizerent beaucoup de monde, & principalement les personnes intelligentes: mais la vie indigne des questeurs & autres ministres subalternes qui recueilloient l'argent qui provenoit des Indulgences, & qui en dépensent une bonne partie au jeu & dans des lieux infames, faisoit beaucoup d'impression sur l'esprit du menu peuple, & on commençoit à ne plus faire tant de cas des Indulgences, comme on faisoit auparavant.

Les Augustins qui avoient quelque jalousie contre les Domini-

quains, à cause qu'on ne s'estoit pas servi d'eux, & qu'au contraire on avoit employé les autres pour publier les Indulgences, se scandalizerent les premiers des predications des Dominiquains, & prirent resolution de s'opposer à eux, & de les contredire. Stambitz, Superieur & Vicaire General de l'Ordre des Augustins, ordonna à Martin Luther, Religieux du mesme Ordre, de monter en chaire, de prescher contre les Jacobins, & de refuter les propositions extravagantes qu'ils avoient avancées touchant les Indulgences. Luther estoit hardi, il parloit avec facilité, il avoit du talent pour la predication, & dans son Ordre il passoit pour un des plus habiles Theologiens de son temps, quoyque dans le fond il eust plus de vivacité, & de ce qu'on appelle eloquence exterieure, que de science & d'erudition: il estoit jeune, & estoit pour lors dans la force de son âge, n'ayant guere plus de trente ans. Dans ces dispositions, & estant un peu animé contre les Jacobins, il obeit volontiers aux ordres de son Superieur, & prescha fortement contre les prescheurs d'Indulgences: d'abord il ne s'emporta que contre les Predicateurs & la mauvaise vie des questeurs; de là il passa aux abus qui s'estoient introduits dans l'Eglise touchant les Indulgences; & enfin dans la chaleur de la dispute il luy échappa quelques propositions contre la doctrine mesme des Indulgences.

Les Jacobins ne manquerent pas de luy repliquer, la dispute s'échauffa de part & d'autre; & la contestation de vive voix dégénéra enfin en un procès par écrit. Luther fit soutenir des theses touchant la doctrine qu'il avoit preschée, par des Ecoliers de Vistemberg, où il enseignoit la Theologie: Techel, Religieux Dominiquain & son antagoniste, proposa des theses contraires. De la matiere des Indulgences on passa à celle de l'autorité du Pape qui les accordoit; puis après on examina la doctrine de la remission des pechez, du Sacrement de Penitence, du Purgatoire & de la Foy, & touchant tous ces points, Luther s'écartoit souvent de la doctrine commune, qui estoit reçüe dans l'Eglise: de sorte qu'à Rome on estoit tres-mécontent de luy, & il y estoit en tres-mauvaise odeur.

Le Cardinal Cajetan estoit pour lors en Allemagne en qualité de Legat du Pape: Luther eut quelques conférences avec luy sur le sujet des Indulgences & autres doctrines qu'il avoit soutenues. Le Cardinal tascha de luy faire voir ses erreurs, & de l'en con-

vaincre ; mais il ne gagna rien sur l'esprit de Luther , qui devoit estre ménagé avec beaucoup d'adresse. Un autre homme que Cajetan , qui n'auroit pas tant sceu de formalitez de l'Ecole , mais qui auroit esté plus politique & plus versé dans le manége des affaires , auroit peut-estre mieux réüssi que ce Cardinal , en trouvant quelque expedient , pour appaiser une contestation qui n'étoit rien dans son commencement , mais qui dans la suite devint implacable , & causa d'épouvantables desordres.

Cette querelle de Religion excitée à l'occasion des Indulgences , commençoit à faire grand bruit en Allemagne : Luther y avoit de l'appui ; de sorte que le mal augmentoit tous les jours. Cela obligea le Pape Leon X. de citer Luther à Rome , & ne comparoissant point , il condamna sa doctrine , & prononça contre luy une sentence d'excommunication. Luther , qui devant qu'il fut condamné par le Pape , avoit fait de grandes protestations de soumission à sa Sainteté , promettant de s'en tenir à tout ce qu'elle decideroit , se voyant condamné par le saint Pere , ne fit pas grand cas de son autorité , il s'en moqua dans la suite , & se sentant appuyé par l'Electeur de Saxe & autres Princes de l'Empire , il se fit chef d'un parti considerable dans l'Allemagne : il quitta son habit de Moine , il se maria avec une Religieuse , ce qui n'estoit guere édifiant pour un Reformateur ; & enfin il se separa de la communion des Catholiques , pour faire une secte à part , & établir de nouvelles Eglises , où l'on n'enseignoit , à ce qu'il pretendoit , que la pure parole de Dieu.

Cette division causa beaucoup de troubles en Allemagne. Le Duc de Saxe , le Landgrave de Hesse , & beaucoup d'autres personnes de qualité , qui pour des interets temporels , & quelques mécontentemens qu'ils avoient reçûs de la Cour de Rome , soutenoient le parti de Luther , prirent les armes pour se maintenir , & on ne voyoit de tous costez que guerres civiles dans l'Empire sur le sujet de la Religion : la secte de Luther s'augmenta considerablement durant la guerre , & s'affermir par cette voye dans l'Allemagne , où elle fait encore à present un parti fort nombreux , qu'on appelle le Parti Protestant.

La contagion passa de l'Allemagne dans les autres Provinces , elle penetra jusques au cœur de la France , & peu s'en a falu que tout le royaume n'ait esté perverti. Jamais temps ne fut plus propre pour l'établissement de l'herésie , que celui dans lequel

on estoit pour lors. Les Papes depuis plusieurs siècles s'estoient mis sur un certain pied de grandeur temporelle & de domination, qu'il sembloit qu'ils fussent les Souverains des Princes & des Rois de la terre: ils faisoient souvent des entreprises sur les Couronnes; & quand ils avoient quelque démêlé avec elles, & qu'on leur resistoit, on les voyoit aussi-tost excommunier les Rois, les priver de leurs royaumes, & donner leurs états au premier occupant. Ce que Jules II. avoit fait contre le Roy de France, & contre celui de Navarre, estoit recent; & cela rendoit les Papes odieux aux Princes souverains, & diminuoit beaucoup du respect & de la soumission que l'on doit avoir pour leurs decisions dans les choses qui regardent le gouvernement de l'Eglise.

D'un autre costé, les peuples avoient un grand mépris pour les Prestres & les Ecclesiastiques, à cause de leur ignorance & de la corruption de leurs mœurs qui estoit grande: on ne pouvoit mesme pas nier qu'il n'y eust pour lors dans l'Eglise quelques abus à corriger; & les honnestes gens auroient fort souhaité qu'on y eust apporté quelque remede, & que sans rien innover dans la Foy & dans les pratiques usitées de tout temps dans l'Eglise, on eust travaillé peu à peu à rétablir l'ordre ancien de la discipline ecclesiastique. Toutes ces choses jointes ensemble faisoient que l'on écoutoit plus volontiers les Sectaires, lorsqu'ils preschoient leurs nouvelles doctrines, beaucoup de personnes se laissoient surprendre, & jugeoient assez favorablement d'eux, parce qu'ils affectoient une Morale severe; & l'on voyoit que les abus, contre lesquels ils declamoient plus fortement, estoient sensibles: car quant aux doctrines erronnées & heretiques qu'ils enseignoient, la plupart du monde n'estoit pas assez intelligent pour les entendre & pour les penetrer.

Sous le regne de François I. quatre ou cinq ans après que Luther eut levé l'étendart, & se fut séparé de l'Eglise Romaine, le Lutheranisme commençoit à faire quelques progrès en France. Guillaume Briçonnet, Evêque de Meaux, en estoit infecté, & raschoit d'en établir les maximes dans son Diocese. Quelques Docteurs de l'Université de Paris qui donnoient aussi dans les nouveautez, secundoient assez, quoy-que secrettement, le dessein de l'Evêque; mais le Chancelier du Prat, Archevêque de Sens, qui estoit tout-puissant à la Cour, & qui haïssoit ces Reforma-

teurs Pretendus, dissipa toutes leurs cabales, & étouffa, pour ainsi dire, en France le Lutheranisme dans sa naissance : il intimida l'Evesque, & l'obligea de renoncer aux doctrines nouvelles; & ceux de l'Université de Paris qui estoient du complot de l'Evesque, & qui favorisoient les erreurs de Luther, furent contraints de s'enfuir, comme Jacques Fabri, Gerard Roussel, & Guillaume Farel.

Jean le Clerc, Cardeur de laine, se méloit aussi de debiter à Meaux les nouvelles opinions : il fut surpris, & eut le fouët & la fleur-de-lis; & s'estant refugié à Mets, où il continuoit à enseigner le Lutheranisme, on luy fit son procès, & il fut exécuté à mort en l'année 1524. Trois ans après, c'est-à-dire, en 1527. un nommé Berquin, Gentilhomme d'Artois, fut aussi condamné à mort pour le mesme sujet, & il fut pendu & brûlé à Paris à la Place Maubert. La fermeté extraordinaire qu'il fit paroistre en mourant, luy attira beaucoup de disciples; de sorte que l'heresie s'insinuoit peu à peu dans plusieurs endroits de la France, nonobstant les rigueurs que l'on exerçoit contre ceux qui en estoient entachez.

Marguerite, sœur de François I. & Reine de Navarre, avoit beaucoup de panchant pour les opinions nouvelles, & protegeoit ouvertement ceux qui estoient soupçonnez du Lutheranisme : elle donna retraite dans ses terres de Bearn à Jacques Fabri & à Gerard Roussel, qui, quoy-que partisans de la doctrine de Luther en beaucoup de points, ne voulurent pourtant jamais se separer de la communion Catholique. Cette Princeesse passa plus avant; non seulement elle aimoit & protegeoit ceux qui estoient Lutheriens, mais mesme elle communiqua son panchant à Henri d'Albret, Roy de Navarre, son mari. Ce Prince facile & complaisant pour sa femme, & d'ailleurs fort chagrin contre l'autorité des Papes, (car en vertu de l'excommunication que Jules II. avoit fulminée contre luy, il avoit esté dépouillé de son royaume de Navarre) écouta les nouveaux Predicans, & approuva leurs sentimens. Il assistoit aux assemblées secretes qu'ils faisoient à Pau; de sorte que l'heresie, par le moyen du Roy & de la Reine de Navarre s'introduisoit dans le Bearn, & y avoit un accès libre. Elle passa de là dans la Guienne & dans l'Agennois, & s'y est toujourns conservée depuis ce temps-là. François I. estant averti de cela, entra dans une grande colere

contre sa sœur, luy témoignant qu'il ne souffriroit jamais l'établissement de l'heresie dans son royaume. La Princesse vit bien que la conjoncture des temps ne luy permettoit pas de faire aucun éclat, elle dissimula ses sentimens, & contrefit la Catholique. Peu de temps après elle eut assez de credit pour faire Roussel Evêque d'Oleron; cela acheva de gaster le Bearn: car quoyque cét Evêque demeurast toujours dans la communion Catholique, il enseignoit néanmoins dans ses instructions les doctrines Lutheriennes, & les insinuoit dans le cœur des peuples de ce pays-là.

Environ ce temps-là, c'est-à-dire, vers l'année 1530. Calvin commença de paroître. Il naquit à Noyon ou proche de Noyon ville de Picardie, l'an 1509. Son pere estoit Procureur Fiscal de l'Evêché de Noyon; & comme il estoit Officier de l'Evêque, il luy fut facile d'avoir quelque Benefice pour son fils; il obtint une Chapelle dans l'Eglise Cathedrale. Ce petit Benefice qu'on avoit donné à Calvin, l'engagea à l'étude, où il fit en peu de temps de tres-grands progrès, il sçavoit tres-bien le Latin, & parloit admirablement bien la langue François: il avoit l'esprit vif, il estoit laborieux, & une humeur melancolique qui estoit dominante en luy, l'appliquoit sans cesse à l'étude. Après qu'il eut achevé ses humanitez, on l'envoya à Orleans étudier en Droit. Il tomba par malheur entre les mains d'un Professeur Allemand, qui s'appelloit *Melchior Wolmar*, & qui estoit Lutherien caché: la plupart des gens de Lettres qui venoient pour lors du costé d'Allemagne, estoient infectez des opinions de Luther. Calvin se distinguant notablement entre les autres écoliers, & ayant donné des marques d'un grand genie, *Wolmar* le prit en amitié particuliere, & luy inspira les maximes du Lutheranisme. Calvin attiré par la nouveauté, les goûta, & ayant quitté l'étude du Droit, il s'appliqua entierement à celle de la Theologie, & par les frequentes conversations qu'il eut avec *Wolmar* touchant la Religion, il devint partisan zélé des nouvelles opinions.

Wolmar ayant esté attiré à Bourges pour y enseigner la jeunesse, y mena Calvin avec luy: ils vivoient ensemble dans une grande union, & tous deux travailloient adroitement à semer & à établir l'heresie dans le Berri. De là Calvin yint à Paris, & fit habitude avec quelques-uns de l'Université, qui estoient de la nouvelle Religion; mais il n'y demeura pas long-temps, parce

parce qu'il y avoit pour lors un appellé Morin, Lieutenant Criminel, qui estoit grand ennemi des Sectaires, & qui les pouffoit à outrance : il avoit des espions de tous costez, & il estoit adroit à surprendre les gens ; & quand on estoit une fois tombé entre ses mains, on couroit grand risque de la vie. Calvin pensa estre attrapé une fois au College du Cardinal le Moine où il logeoit ; mais ayant entendu du bruit proche de sa chambre, & se défiant que c'estoit à luy à qui l'on en vouloit, il se jeta promptement par la fenestre de sa chambre, qui donnoit sur le jardin des Bernardins, & se sauva par là.

Ce danger qu'il courut, luy fit quitter Paris, & il alla se retirer en Engoulesme chez un nommé Louïs du Tillet, Chanoine de l'Eglise Cathedrale de ce lieu, dont on luy avoit procuré la connoissance. Ce Chanoine estoit un homme accommodé, qui aimoit l'étude, & qui avoit amassé une belle bibliotheque, & il estoit ami de ceux qui souûtenoient les nouvelles opinions. Calvin demeura quelque temps avec luy, & se servant de sa bibliotheque, il étudia avec assiduité les matières de Theologie : il se forma une idée de Religion à sa fantaisie ; car il ne suivoit pas en tout les sentimens de Luther, il s'en écartoit en beaucoup de points, & principalement sur celuy de l'Eucharistie, où il n'admettoit point la presence réelle du corps & du sang de JESUS-CHRIST.

Comme les confins du Diocèse de Saintes, en allant vers la source de la rivière de Charante, ne sont pas beaucoup éloignez de la ville d'Engoulesme, Calvin fit amitié avec l'Abbé de Bassac & le Prieur de Bouteville ; (ces deux lieux sont du Diocèse de Saintes) & trouvant en eux beaucoup de panchant pour les nouvelles opinions, il avoit souvent des conversations avec eux, & leur inspiroit par ce moyen insensiblement ses erreurs : & dès ce temps-là l'heresie de Calvin commença de se communiquer en Saintonge ; mais cela se passoit dans l'obscurité, & le progrès n'en estoit pas grand.

Calvin s'estant donc formé une nouvelle idée de Religion, & se l'estant fortement imprimée dans l'esprit, devant que d'entreprendre de l'établir, il voulut aller faire un voyage en Allemagne, pour en conferer avec les plus habiles Theologiens du parti de Luther & de celuy de Zuingle. Ce Zuingle estoit un autre Reformateur, qui à l'exemple de Luther avoit introduit

en Suisse de nouvelles opinions touchant la Religion. Dans les voyages que fit Calvin en Allemagne, il passa par Strasbourg, où il vit Bucer, Theologien tres-habile, qui fit grande estime de son esprit, mais qui n'approuva pas toutes ses idées. Il vit aussi les plus celebres Docteurs d'entre les Lutheriens; mais il connut bien-tost qu'il n'estoit pas possible de les persuader de toutes les maximes dont il estoit prevenu: & comme Erasme, quoy-qu'attaché à la communion Catholique, passoit en ce temps-là pour un des plus beaux genies de son siècle, Calvin le voulut visiter; & l'Histoire rapporte qu'Erasme ayant vû le tour de l'esprit de Calvin, & sa manière de raisonner, dit qu'il estoit une peste qui s'estoit formée dans le sein de l'Eglise pour l'infester.

Ces voyages que fit Calvin, & les conferences qu'il eut avec les plus habiles Theologiens du parti Protestant, n'ayant pas eu le fruit qu'il en esperoit, il se resolut de retourner en sa patrie, & voir s'il n'y pourroit point établir le plan de la Religion qu'il s'estoit formée: il revint donc en France vers l'année 1535. & il alla demeurer à Poitiers. Comme il avoit en teste d'établir une nouvelle secte, il relascha un peu de son humeur austere, & devint beaucoup plus civil & plus complaisant qu'il n'avoit accoutumé d'estre: il faisoit de frequentes visites à ceux qu'il voyoit estre curieux, & qu'il jugeoit avoir quelque disposition pour entrer dans les nouvelles opinions: en un mot, il se servoit de toutes sortes d'artifices pour avoir des disciples.

Il ne fut pas long-temps à Poitiers sans se faire connoistre dans l'Université, & sans y acquerir une grande reputation: il passoit pour un bel esprit, & pour une personne d'une science extraordinaire, on aimoit sa conversation; & quand il voyoit que ce qu'il disoit, estoit bien reçu, il expliquoit plus au long ses sentimens, & dogmatizoit sur les matieres de Religion. Il contracta de cette maniere des liaisons particulieres avec des Docteurs de l'Université, & avec des Ecclesiastiques qu'il instruisoit: en peu de temps il se fit un bon nombre de disciples, il gagna mesme le Lieutenant General de la Ville, qui s'appelloit Regnier, il s'insinua adroitement dans son amitié; & un jour s'entretenant avec luy dans son jardin en presence de plusieurs de ses amis, il fit tomber le discours sur la Messe. Comme Calvin estoit de ces gens, dont parle l'Apostre Saint Paul dans sa seconde epistre à Timothée chap. 3. qui sont *corrompus dans l'esprit, & pervertis*

dans la Foy, reprobi circa Fidem ; il parla du sacrifice de la Messe que nous faisons à l'Autel , & qu'on a toujours fait dans l'Eglise Chrestienne : il en parla, dis-je, avec tant de mépris, & en ridiculisa si fort les ceremonies, ajoutant qu'il falloit estre fou pour croire que les Prestres Papistes eussent le pouvoir d'attirer JESUS-CHRIST sur l'Autel, & le rendre present sous les especes du pain & du vin, qu'il ébranla tous ceux qui l'écoutoient, & leur inspira ses erreurs. Cela nous montre que la conversation des heretiques & des libertins est dangereuse à ceux qui ne sont que mediocrement sçavans dans les matieres de Religion : on se laisse souvent surprendre par des raisons foibles, quand elles sont dites avec quelque agrément.

Le nombre des Calvinistes estant cru notablement à Poitiers & aux environs, Calvin établit des assemblées secretes, où les Pretendus Reformez venoient faire une espece d'exercice de leur nouvelle Religion : il consistoit uniquement dans la manducation du pain & du vin, ce qu'ils appellerent depuis la Cene ; & dans des explications de quelque passage de l'Ecriture sainte, que celui qui estoit proposé pour instruire les autres, (on l'appela depuis Ministre) faisoit à l'assemblée.

Calvin n'en demeura pas là, il jugea à propos de choisir entre ces disciples quelques-uns des plus habiles & des plus hardis pour aller prescher son nouvel Evangile dans l'Engoumois, dans la Saintonge, & autres Provinces voisines du Poitou : il leur enseigna la maniere adroite dont ils devoient se comporter ; & sur tout il leur recommanda de s'attacher à la jeunesse, & aux Religieux, qui las de vivre pour la plupart, à ce qu'il disoit, dans l'esclavage & dans la servitude, estoient plus susceptibles que les autres, des nouveautez. En peu de temps ces nouveaux Evangelistes parcoururent le Poitou, la Saintonge, l'Engoumois & la Guienne : il y en eut mesme qui allerent jusques à Toulouse ; & dans tous ces endroits ils firent beaucoup de profelytes : ils corrompoient les jeunes gens, en leur inspirant du mépris pour les mysteres de la Religion & les ceremonies de l'Eglise : ils gaignoient les Prestres & les Moines par divers moyens.

Ils representoient aux Religieux l'état miserable où l'on les avoit engagez, leur disant que les vœux monastiques estoient de purs ouvrages de la superstition, & que rien n'estoit plus contraire à la loy naturelle que ce que les Religieux promet-

toient à Dieu par leur vœu d'obéissance aveugle & de chasteté perpetuelle. Pour les Prestres, qui estoient pour lors ordinairement ignorans & vicieux, il estoit facile de les seduire: le moindre avantage qu'on leur faisoit, avec une vie douce & un mariage qu'on leur promettoit, les rendoit Calvinistes; & ainsi par un motif de libertinage ils renonçoient aisément à leur état saint qu'ils n'aimoient point, parce qu'ils en estoient indignes; & à la verité qu'ils ne connoissoient pas, parce qu'ils estoient ignorans.

Les emissaires Calvinistes ne manquoient pas aussi d'insinuer leurs maximes dans les monasteres de Filles: tantost par des conversations secretes qu'ils trouvoient moyen de pratiquer, & tantost par des lettres qu'ils avoient l'adresse de faire passer par les grilles, ils inspiroient aux Religieuses un grand mépris pour la vie monastique; celles que leurs parens avoient engagées par force dans le monastere, ou qui y estoient entrées si jeunes qu'elles ne sçavoient ce qu'elles faisoient, lorsqu'elles firent Profession; & enfin toutes celles qui n'avoient qu'une mediocre vertu, & dont la vocation n'estoit point tout-à-fait reguliere, se laissoient seduire par les discours des Predicans. Les raisons fondées sur la chair & le sang faisoient impression sur leur cœur, & les peines que l'on souffre souvent sous la domination des Supérieures qui sont quelquefois incommodés, déraisonnables & impérieuses, leur devenoient insupportables. Mais la honte les retenoit; & l'Edit que le Roy avoit fait en l'année 1535. contre les Sectaires, par l'avis du Chancelier du Prat, estoit severement executé: de sorte qu'en France il n'y eut point de Religieuses, au moins dans les commencemens, qui sortirent de leurs convents pour embrasser la Reformation Pretendue.

Les conquestes que Calvin avoit faites dans le Poitou & dans les lieux circonvoisins, commençoient à faire de l'éclat, & la correspondance qu'il avoit avec tant de personnes qui estoient engagées dans son parti, ne luy permettoit pas de demeurer caché & inconnu, comme il auroit bien souhaité. Les Magistrats faisoient des recherches exactes, cela l'obligea de quitter Poitiers, où plusieurs personnes le connoissoient déjà pour le chef de ceux qui suivoient les nouvelles opinions. Il s'en alla le plus secrettement qu'il put en Bearn, dans le dessein de conferer avec le Fevre, & Roussel Evêque d'Oleron, des moyens qu'il falloit

prendre pour établir la nouvelle Reformation. Roussel luy dit nettement, qu'il estoit bien vray qu'il y avoit des abus considerables dans le Christianisme qu'il seroit à souhaiter qu'on corrigéast; mais qu'il croyoit qu'on ne pouvoit point se separer de la communion de l'Eglise, & encore moins la renverser pour établir de nouvelles Eglises: le Fevre de son costé n'approuvoit point toute l'œconomie de la doctrine de Calvin, & il croyoit qu'on feroit mieux de s'en tenir au Lutheranisme, tel que Melancton l'avoit mitigé.

Calvin n'ayant pu attirer ces deux Theologiens à son parti, s'en revint à Paris, où il crut qu'il seroit plus en assurance qu'en aucun autre lieu. Mais il se trompoit: car on y faisoit une perquisition si exacte, & on y traitoit si rigoureusement tous ceux qui estoient soupçonnez d'estre de la nouvelle Religion, qu'il vit bien qu'il ne pouvoit y demeurer long-temps. Cela luy fit prendre le dessein de quitter tout-à-fait la France, & de s'établir ailleurs. Il fut donc à Strasbourg, où Bucer qui avoit grand credit dans la Ville, le reçût tres-bien, & obtint pour luy du Magistrat de Strasbourg la permission de pouvoir diriger & instruire dans la pureté de l'Evangile (c'est ainsi que ces Messieurs parloient) les François persecutez pour la Religion, & qui s'étoient refugiez en cette Ville: il y en avoit beaucoup qui avoient suivi Calvin en ce pays-là. Ayant obtenu cette permission, il eut la commodité d'établir une Eglise à sa mode, & de fonder une Religion selon les idées qu'il en avoit prises: il travailloit incessamment à cet ouvrage, il preschoit souvent & catechizoit tous les jours les personnes qui témoignioient vouloir estre instruites de ses sentimens: en peu de temps il s'acquit une grande reputation, & se fit un grand nombre de disciples.

Renée de France, fille de Louis XII. qui avoit épousé le Duc de Ferrare, ayant entendu parler du grand merite de Calvin, eut dessein de le voir & de conferer avec luy sur les matieres de Religion. Cette Princesse avoit infiniment d'esprit, elle estoit tres-sçavante, elle avoit étudié à fond les matieres de Philosophie & de Theologie, & penetrait aisément ce qu'il y a de plus difficile & de plus élevé dans ces deux sciences. Comme elle aimoit l'étude, & qu'elle en faisoit sa principale occupation, elle lisoit toutes sortes de livres, & se faisoit instruire de toutes les questions agitées en ce temps-là parmi les sçavans. Calvin sça-

chant la curiosité qu'elle avoit de le voir, se mit en chemin, & s'en alla déguisé à Ferrare: la Duchesse le reçut avec de grands témoignages d'estime; & ayant eu plusieurs conversations avec luy sur le sujet de la Religion, elle en fut tres-satisfaite: & la secrette aversion qu'elle avoit contre l'autorité des Papes, à cause que son pere avoit esté maltraité par Jules II. fit qu'elle entra aisément dans les sentimens de Calvin, & approuva la Reformation qu'il vouloit établir.

Mais le Duc de Ferrare ayant sçû les menées de sa femme, & le dessein qu'elle avoit de changer de Religion, estant venu à sa connoissance, il la querella fortement; & luy faisant entendre que si elle se separoit de la communion du Pape, cela ne manqueroit pas de luy attirer des affaires fascheuses avec le Saint Siège, & qu'il seroit en danger de perdre ses Etats, la Princesse n'osa pas passer plus avant, & elle fut obligée de congédier Calvin, qui ne manqua pas de quitter promptement l'Italie. En s'en retournant il passa par Geneve, où il demeura quelque temps avec Farel: ils estoient fort unis tous deux, & travailloient ensemble à l'ouvrage de leur Reformation Pretendue: miserable Reformation, dont les suites ont esté si funestes à l'Eglise Chrétienne, puisqu'elle en a esté déchirée comme en pièces par un schisme qu'on ne scauroit trop déplorer.

Les Habitans de Strasbourg qui connoissoient le merite de Calvin, l'obligerent de retourner chez eux: il y fut, & y enseigna la Theologie jusques en l'année 1541. Après il revint à Geneve où il s'établit tout-à-fait, & y forma enfin avec Farel & avec Beze ce corps de Religion qu'on appelle le Calvinisme, qui y subsiste encore, & que ceux qui ont pris la qualité de Reformez en France, ont suivie. Il estoit facile à Calvin d'entretenir commerce en France, le séjour de Geneve n'en estant pas beaucoup éloigné: de sorte que par lettres il consolait & confirmoit tous ceux qu'il avoit gagez à son parti, lorsqu'il estoit en France; & estant consulté de divers costez touchant les matieres de Religion, il se faisoit tous les jours de nouveaux disciples, sa secte s'augmentoît peu à peu en France. Cependant tout se passoit en secret & sans aucun éclat, à cause des recherches exactes qu'on faisoit contre ceux qui suivoient les nouvelles opinions.

Il y avoit encore en Provence & en Daupiné certains particuliers qui suivoient les anciennes erreurs des Vaudois. Quand

ils entendirent parler qu'on preschoit en Allemagne & à Geneve un Evangile qui avoit quelque conformité avec la doctrine qu'ils avoient reçûe de leurs peres, il leur prit envie de se faire instruire; & ayant envoyé querir quelques-uns des nouveaux Predicateurs, ils embrasserent aisément les doctrines Lutheriennes & celles de Calvin, quoy-qu'elles fussent differentes en beaucoup de points de celles des anciens Vaudois: mais il suffisoit qu'elles fussent contraires aux dogmes & aux pratiques de l'Eglise Catholique, pour les leur faire recevoir. En effet, nous voyons par experience, que l'averfion que les Heretiques ont conçûe contre l'Eglise Romaine, leur fait aisément embrasser tout ce qui se trouve contraire à ce qu'elle enseigne: pourvû qu'ils soient ses ennemis, & qu'ils condamnent sa creance, cela leur suffit.

A Merindol en Provence il y avoit grand nombre de ces sortes de gens. En l'année 1539. ils se souleverent, & firent de grandes violences contre les Catholiques, ils renverserent les Eglises, briserent les Autels, abolirent les Images, & chasserent les Prêtres. Cela obligea le Parlement d'Aix d'informer touchant cette affaire; & en l'année 1540. il fut rendu un Arrest sanglant contre eux, qui fut executé après avec beaucoup de severité.

Jusques à la mort de François I. qui arriva en 1547. il ne se passa rien en France de particulier touchant la Religion: le Calvinisme faisoit toujours quelque progrès dans plusieurs endroits du Royaume. En Touraine on faisoit des assemblées secretes, & mesme dans Tours ceux de la nouvelle opinion s'assembloient dans des caves proche une porte de la Ville qu'on appelloit la *Porte Hugon*: c'est de là que vient, à ce que l'on dit, l'origine du nom de *Huguenot*, qu'on imposa depuis à ceux qui suivoient en France les nouveautez de Calvin.

Sous le regne d'Henri II. fils de François I. on continua d'agir avec la mesme severité contre les Religionnaires: en l'année 1550. on établit une Chambre extraordinaire à Paris où l'on les jugeoit, & l'on les faisoit brûler sans remission. Il y eut un Tailleur d'habits de la Maison du Roy qui fut surpris, & qui fut brûlé tout vif. Cette rigueur qu'on observoit, retenoit beaucoup de monde, & empeschoit que l'heresie ne fît un progrès considerable: aussi jusques à la mort d'Henri II. le parti de ceux qui suivoient la Reformation de Calvin, ne fut point considerable en France. Mais après la mort de ce Roy qui arriva en l'année

1559. tout ayant changé de face dans le Royaume, & le gouvernement estant tombé entre les mains de la Reine Catherine de Medicis durant la jeunesse de François II. & la minorité de Charles IX. ses enfans, les Calvinistes qui n'avoient fait aucun éclat jusques-ici, commencerent à se revolter & à faire un parti considerable dans le Royaume : & les Princes du Sang mécontents du gouvernement, & se plaignant hautement qu'ils estoient méprisez, s'estant joints avec eux, cela maintint & affermit l'heresie en France, & causa pendant quarante ans des guerres civiles qui ont pensé ruiner le Royaume, & renverser le sceptre & la couronne de nos Rois.

Si le Duc de Saxe, le Landgrave de Hesse, & autres Princes de l'Empire n'avoient point pour des interets temporels embrassé le parti de Luther, l'heresie n'auroit fait aucun progrès en Allemagne, & peu à peu elle se seroit dissipée : de mesme, si en France les Princes de Bourbon & les Colignis ne se fussent point joints avec les Huguenots, & n'eussent point pris leur parti pour se venger de la Maison de Guise, & tascher de luy ôter l'administration de l'Etat; jamais le Calvinisme n'auroit fait le progrès qu'il a fait en France, peu à peu cela se seroit évanoui. Mais Dieu ayant permis que par des vûës purement humaines, des jalousies & des interets temporels, les premiers Princes du Sang qui attirerent avec eux quantité de Noblesse, se rangerent du costé des Religioneux; il ne faut point s'étonner s'ils ont formé en France un parti si redoutable, & s'ils se sont multipliez dans tous les endroits du Royaume.

Ce fut donc après la mort d'Henri II. sur la fin de l'année 1559. que ceux qui suivoient en France la Reformation Pretendue de Calvin, commencerent à faire du bruit & à se déclarer ouvertement : la conjoncture des affaires leur estoit favorable. Andelot, frere de l'Admiral de Coligny, ayant lû les livres nouveaux qui se debitoient en ce temps-là sur les matieres de Religion, suçà le poison de l'heresie, & devint un zélé défenseur de la doctrine de Calvin, jusques-là qu'Henri II. luy demandant un jour ce qu'il croyoit touchant la Messe, il eut la hardiesse de luy répondre qu'il croyoit que c'estoit une abomination; & après la mort de ce Prince il favorisoit hautement à la Cour le parti Huguenot : il inspira ces mesmes sentimens à ses deux freres, l'Admiral de Chastillon, & Odet de Coligny, Cardinal & Evêque de Beauvais.

Antoine

Antoine de Bourbon Roy de Navarre, & le Prince de Condé son frere, pensans aux moyens d'abaisser la Maison de Guise, qui avoit pour lors toute l'autorité dans le gouvernement, l'Admiral de Chastillon leur persuada que l'unique moyen de renverser la domination de ceux de la Maison de Guise, estoit de se mettre à la teste des Religionnaires leurs ennemis mortels, qui estoient en assez grand nombre dans le Royaume; & qui lorsqu'ils se sentiroient appuyez de l'autorité des premiers Princes du Sang, ne manqueroient pas de prendre les armes, attendu qu'ils estoient extraordinairement fatiguez de la severité dont on usoit à leur égard. Il ajoûtoit que ce soulèvement ne manqueroit pas d'apporter un changement considerable dans l'Etat, & qu'il seroit capable de ruiner l'autorité que ceux de la Maison de Guise avoient usurpée. Le Roy de Navarre, & principalement le Prince de Condé, qui estoit beaucoup plus entreprenant que son frere, entrerent dans le sentiment de l'Admiral, & firent des pratiques & des traitez secrets avec les principaux du parti Calviniste. Voilà l'origine de tout le mal.

Les Religionnaires qui ne demandoient que quelque occasion d'éclater, se voyant appuyez par les deux premiers Princes du Sang, & par un grand nombre de Noblesse qui suivirent le parti des Princes, conçurent de grands desseins pour établir leur Religion en France, & renverser la Catholique.

La premiere tentative qu'ils firent, fut la conjuration d'Amboise: ils s'assemblerent à Nantes, où il se trouva des Deputez de diverses Provinces; & là ils resolurent de se presenter à la Cour en grand nombre, pour demander au Roy liberté de conscience, & la permission de faire exercice public de leur Religion; & comme ils sçavoient bien qu'on ne leur accorderoit pas leur demande, leur dessein estoit de surprendre la Cour, & d'avoir pour cét effet une armée nombreuse toute preste, qui viendrait fondre dans le Palais où le Roy logeoit, & qui se saisiroit du Duc de Guise, & du Cardinal de Lorraine son frere, & les massacrerait: le Prince de Condé devoit estre present à la Cour pour les appuyer, & leur procurer la liberté de conscience.

Le jour estoit assigné pour le 15. de Mars de l'année 1560. La Renaudiere, Gentilhomme de Perigord, conduisoit toute l'intrigue, & faisoit filer des troupes par divers costez, pour se rendre au jour assigné à la Cour, qui estoit pour lors à Amboise.

La Reine Mere Catherine de Medicis, le Duc de Guise, & le Cardinal de Lorraine son frere, furent avertis de la conspiration: ils en empescherent l'effet, en envoyant promptement des troupes dans tous les endroits proche Amboise par où l'armée des Huguenots devoit passer; ainsi on leur coupa toutes les avenues. Le jour destiné les Religioneux ne manquerent pas de se rendre en grand nombre au Palais; mais ils trouverent les portes fermées, & furent rebutez par les soldats qui les gardoient: ils se retirerent, attendant que leur armée qu'ils croyoient proche de la Ville, vinst à leur secours. A la verité, l'armée s'approchoit & filoit par divers costez; mais les troupes du Roy qui attendoient les ennemis au passage, les défirent tous, & la Rënaudiere fut tué: on fit beaucoup de prisonniers, qui ayant decouvert tout le secret de la conspiration, & nommé les principaux auteurs, les uns furent decapitez, & les autres pendus aux fenestres du Chasteau d'Amboise.

Le mauvais succès de cette conjuration n'abattit point le courage des P. R. de temps en temps ils faisoient plusieurs tentatives pour avancer leurs affaires. Dans l'assemblée que le Roy François II. tint à Fontainebleau cette mesme année 1560. l'Admiral de Chastillon presenta deux requestes de la part des P. R. qui supplioient Sa Majesté de les prendre en sa protection, & de leur accorder la liberté de conscience. Ces deux requestes ne furent pas bien reçues, & on s'étonna au Conseil que l'Admiral eust eu la hardiesse de les presenter. Sur la fin de cette année au mois de Decembre on tint les Etats du Royaume à Orleans, les Religioneux y presenterent encore plusieurs requestes pour obtenir la permission de faire publiquement l'exercice de leur Religion; mais ils ne purent obtenir autre chose, sinon qu'on cesseroit de les rechercher & de les punir. Le Roy François II. estant persuadé que le Prince de Condé estoit coupable de la conjuration d'Amboise, le fit arrester aux Etats d'Orleans, & luy fit faire son procès, comme estant criminel de leze-Majesté. Le Prince de Condé courut risque de la vie, & la mort de François II. qui arriva en ce temps-là assez à propos pour luy, le délivra du danger où il estoit.

Charles IX. succeda à son frere François II. il n'avoit que douze ans lorsqu'il vint à la Couronne, & Catherine de Medicis sa mere fut déclarée Regente pendant sa minorité. Cette Prin-

cesse qui estoit grande politique, & qui ne pensoit qu'à se maintenir dans l'autorité qu'elle avoit, crut qu'il y alloit de son interest de ne pas pousser si vivement le parti Huguenot, pour contrebalancer par ce moyen la puissance de ceux de la Maison de Guise, & demeurer toujours maistresse entre deux partis: de sorte que sous main elle maintenoit les Religionnaires, & ne s'opposoit point aux entreprises du Prince de Condé. La disposition de cette Princesse gasta tout, & donna un terrible accroissement à l'heresie en France: on vit incontinent tout le Royaume divisé en deux partis; l'un Catholique, & l'autre Huguenot. Le Duc de Guise, le Cardinal de Lorraine, le Connestable de Montmorency, le Marechal de Saint-André, & le gros de la Cour tenoient pour le parti Catholique. Le Prince de Condé, l'Admiral de Chastillon, Andelot son frere, le Vidame de Chartres, le Comte de la Roche-Foucauld, & un grand nombre de Noblesse se declarerent ouvertement pour les Huguenots, & faisoient profession de leur Religion. Le Roy de Navarre favorisoit bien le plus qu'il pouvoit les Religionnaires; mais il ne s'avança pas si avant dans leur parti que le Prince de Condé son frere, & ne voulut point embrasser la Religion Huguenotte qui ne luy plaisoit pas. C'estoit-là l'état des choses au commencement du regne de Charles IX. en l'année 1561.

Le Cardinal de Lorraine ne pouvoit souffrir les grandes libertez que prenoient toujours de plus en plus les Religionnaires: il parla sur ce sujet avec beaucoup de force au Conseil du Roy, & remontra en presence de la Reine, que c'estoit une chose honteuse de voir que dans un Royaume tres-Chrestien on se moquast ouvertement de la Religion Catholique, & qu'on preschast impunément des heresies condamnées par toute l'Eglise. Il disoit, que si l'on ne reprimoit la hardiesse des Religionnaires, on verroit bien-tost toute la France heretique. Beaucoup de personnes appuyerent le Cardinal: cela fit qu'au mois de Juillet de cette année 1561. il fut donné à Paris un Edit, par lequel on défendit toutes assemblées illicites sur le fait de la Religion, & on ordonna qu'on ne prescheroit & administreroit les Sacremens que selon la forme & l'usage de l'Eglise Catholique & Romaine.

Nonobstant cét Edit les Huguenots ne laissoient pas de faire prescher leurs Ministres: les ménagemens que gardoit à leur

égard la Reine Catherine de Medicis, leur avoient inspiré une epouvantable hardiesse; ils se moquoient des Edits, & dans divers endroits du Royaume ils faisoient exercice public de leur Religion. Les Catholiques d'un autre costé vouloient faire executer l'Edit, & empeschoient autant qu'ils pouvoient les entreprises des Huguenots: cela causa dans beaucoup de Provinces des seditions & de grands troubles. On cherchoit des moyens pour appaiser ces troubles. Le Roy de Navarre proposa une conference de Theologiens de l'un & de l'autre parti, esperant que par ce moyen on pourroit pacifier les choses, & faire quelque accord sur le sujet de la Religion.

La Reine & le Conseil du Roy donnerent dans cét expedient, & on indiqua pour le mois de Septembre de cette année 1561. un colloque ou une assemblée à Poissy. On permit aux Theologiens du parti Calviniste de s'y trouver; ils y vinrent en assez grand nombre, & entre autres le fameux Theodore de Beze, disciple de Calvin. Les Theologiens de la Sorbonne y furent mandez, & le Cardinal de Lorraine qui estoit sçavant, & un des plus eloquens hommes de son temps, y soutint avec force la doctrine des Catholiques: Beze de son costé y parla aussi fort long-temps; Monsieur Despence, tres-celebre Docteur de la Faculté de Paris, répondit à Beze fort doctement. L'assemblée se termina sans aucun fruit, & chacun crut avoir remporté la victoire: quoy-que les Catholiques se fussent tres-bien défendus dans cette assemblée, & que les Ministres qui y parlerent, n'y eussent fait paroistre que beaucoup de hardiesse & de temerité, en condamnant des dogmes & des pratiques usitées de tout temps dans l'Eglise. Neanmoins ce colloque fit un tres-grand prejudice à la Religion, les Huguenots s'en prevalurent fort, publiant par tout qu'ils avoient eu la victoire, & que la Reine & les Princes avoient approuvé leur doctrine. Leur audace s'accrut tellement qu'ils s'emparerent des Eglises des Catholiques en plusieurs endroits pour y faire leurs presches, à Paris mesme & à Orleans ils faisoient prescher ouvertement leurs Ministres; & de tous costez ce n'estoit que trouble & confusion sur le sujet de la Religion. Cela obligea le Conseil du Roy de revoquer l'Edit du mois de Juillet, & d'en faire un autre favorable aux Huguenots pour les appaiser, & pacifier les troubles: ce qui fut fait au mois de Janvier ensuivant au commencement de l'année 1562.

On ordonna principalement trois choses par cét Edit. La première, que les Religionnaires rendroient aux Catholiques les Temples, les Eglises & les maisons appartenantes aux Ecclesiastiques, dont ils s'estoient emparez. La seconde, défenses à eux de prescher ou de faire prescher en public dans aucune ville du Royaume. Et la troisième, permis à eux de faire exercice public de leur Religion hors les villes. Voilà le premier Edit qu'ils extorquerent en leur faveur sous la minorité de Charles IX. on eut bien de la peine à le faire enregistrer au Parlement de Paris; il fut néanmoins publié & enregistré au mois de Mars ensuivant avec cette clause, *Que c'estoit pour la necessité des temps, sans approbation toutefois de la nouvelle Religion, le tout par manière de provision, & jusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné par le Roy.*

En consequence de ce fameux Edit les Religionnaires firent cesser leurs presches à Paris; mais la paix ne dura pas longtemps dans les Provinces, ils abusoient de l'Edit de Janvier, & l'étendirent beaucoup au delà de ce qui estoit prescrit: ils faisoient de continuelles violences aux Catholiques, pour partager les Temples par heures avec les Prestres. Les Catholiques d'un autre costé estoient tres-mécontents de l'Edit de Janvier; de sorte que les troubles recommencerent bien-tost, & les Religionnaires prirent ouvertement les armes contre le Roy: ils s'emparerent d'un grand nombre de villes de consequence, ils prirent Orleans, où ils ruinerent les Eglises, brûlerent les reliques des Saints, & massacrèrent les Prestres: ils pillerent Clery, Tours, le Mans, Lyon, & abattirent beaucoup d'Eglises en Normandie: ils prirent aussi Poitiers & Chastelleraud. Cela obligea le Roy de lever des troupes pour resister aux Huguenots; & le Prince de Condé de son costé se mit en campagne avec un grand nombre de soldats pour se défendre, & faire la guerre au parti Catholique.

D'Aubigny

En cette année 1562. les Religionnaires firent de grands desordres en Saintonge. Nous avons vû comme Calvin avoit commencé d'infecter cette Province de ses erreurs pendant le séjour qu'il fit à Engoulême & à Poitiers, après l'année 1530. Depuis ce temps-là l'heresie avoit toujours fait quelque progrès en Saintonge; mais après la mort d'Henri II. lorsque les Religionnaires commencerent à se déclarer ouvertement en France, la Saint-

tonge en fut toute remplie, & principalement le pays des Isles. Ce qui contribua beaucoup à gaster cette Province, celle de Poitou & d'Engoumois, ce fut le mariage que le Comte de la Roche-Foucauld contracta avec la belle-sœur du Prince de Condé, qui estoit une Demoiselle de la Maison de Roye. Cela lia étroitement le Comte avec le Prince, & dès l'année 1560. il se fit Huguenot, & suivit toujours le parti du Prince de Condé. Cét exemple fut d'une terrible consequence: car incontinent on vit un grand nombre de Noblesse en Saintonge; en Poitou & en Engoumois quitter la Religion de leurs peres pour embrasser la Reformation Pretendue. L'exemple du Comte de la Roche-Foucauld qui avoit grand credit dans tout ce pays, les attiroit; & de plus le libertinage, & l'avantage de pouvoir s'emparer impunément des biens de l'Eglise, les portoit à prendre ce parti. Le Seigneur de Soubize se rangea aussi de ce costé-là, le Comte de Tarnac en fit de mesme, & ils furent suivis des autres Gentilshommes; de sorte que presque toute la Noblesse de Saintonge fut pervertie en peu de temps, & l'heresie inonda toute la Province.

Le pays des Isles qui est un territoire abundant & tres-commode pour le commerce, servit comme de forteresse aux Religionnaires: ils se cantonnerent en ces endroits, & s'en rendirent les maistres en peu de temps: ils occuperent de mesme tous les bons lieux, qui sont situez le long de la rivière de Gyronde, de celle de Charante, & de la Boutonne: dès l'année 1560. on preschoit publiquement dans l'Isle d'Arvert. Le premier Ministre qui vint en Saintonge pour retirer les peuples de l'idolatrie pretendue de l'Eglise Romaine, & leur enseigner les voyes du salut, s'établit dans cette Isle; mais il fit bien voir qu'il estoit du nombre de ces faux Prophetes, qui courent sans que Dieu les ait envoyez, & qui n'enseignent que le mensonge. C'estoit un scelerat achevé, qui fut atteint & convaincu d'avoir commis un crime horrible, & qui pour ce sujet fut écartelé tout vif dans l'Isle d'Arvert, ayant esté condamné à cette peine par Arrest du Parlement de Guyenne.

Voilà quel fut le premier Apostre qui vint prescher publiquement la Reformation Pretendue en Saintonge. Est-il possible qu'on puisse croire que des scelerats, comme estoit celuy-là, estoient des gens suscitez de Dieu d'une maniere extraordinaire pour enseigner aux Fidèles la veritable Religion? & ne falloir-il

pas que les peuples fussent frappez d'un esprit de vertige & d'un étourdissement épouvantable, pour ne pas reconnoître que ces gens revoltez qui leur venoient prescher une nouvelle Religion, & qui les obligeoient de quitter celle de leurs ancestres, estoient des miserables qui estoient indignes de creance? Pour peu que les Saintongeois eussent fait reflexion sur la vie scandaleuse & abominable de ce premier Apostre qui leur venoit prescher la Reformation de Calvin, ils n'auroient jamais quitté la Foy de leurs peres pour suivre la doctrine d'un si méchant homme. Mais pour lors l'aveuglement estoit épouvantable: sans connoissance, sans reflexion, par un pur esprit d'emportement, de revolte & de nouveauté, on abandonnoit sa Religion & ses Pasteurs, pour suivre des gens qu'on ne connoissoit point.

Si ce fait, dont je viens de faire mention, n'estoit public, je ne l'aurois pas rapporté. Les P. R. de l'Isle d'Arvert produisirent eux-mêmes en 1664. l'Arrest dont est question, devant les Commissaires deputez de Sa Majesté en Saintonge, pour connoître des contraventions & innovations faites à l'Edit de Nantes & à celui de 1629. & le sieur de Pichon, qui est encore vivant, & qui est Conseiller au Presidial de Saintes, Official de Monsieur l'Evesque de Saintes, & Syndic du Clergé, a vû ledit Arrest produit par les Religionnaires d'Arvert; & un Ancien du Consistoire luy en presenta une copie, pour estre vidimée. Mais ceux d'Arvert ayant fait reflexion sur cette pièce qu'ils produisoient, & voyant qu'elle decouvroit l'infamie & la vie abominable de celui qui leur avoit le premier presché la Reformation de Calvin, la retirerent par l'avis du nommé Vivier, Avocat Huguenot au Presidial de Saintes, & ne la produisirent point au procès; mais le sieur de Pichon qui l'a vûë, est encore vivant, & peut attester de la verité du fait que j'ai rapporté.

Ce fut donc en l'année 1562. que les Religionnaires commencerent à faire du desordre en Saintonge. Au mois de Juin de cette année ils vinrent en grand nombre du costé des Isles; avec des armes, & s'emparerent de la ville de Saintes: ils entrerent par force dans l'Eglise Cathedrale, où ils rompirent les Autels, les Images, & détruisirent le Cœur où les Chanoines faisoient l'Office: il enfoncerent la porte de la Sacristie, & ayant pris tous les titres, livres & papiers qu'ils rencontrerent, ils les brûlerent devant la grande porte de l'Eglise: ils firent les mes-

Dans les
pièces pro-
duites par
le Chapitre
de Saintes
contre les
Regalistes.

Pièces
produites
par le Syn-
dic tou-
chant le
Temple de
Saint Jean
d'Angely.

mes violences au mesme temps du costé de Saint Jean d'Angely, ils se rendirent les maistres de la Ville, ils briserent les Images de là grande Eglise, & brûlerent tous les ornemens; & à la campagne ils pillerent & renverserent toutes les Eglises.

La pluspart du monde estoit scandalizé de leur voir faire ces sortes de violences; mais on l'estoit bien davantage de ce qu'ils se revoltoient contre le Roy, & prenoient les armes contre son service. Pour dissiper ce reproche qui faisoit impression sur l'esprit de beaucoup de personnes, le Comte de la Roche-Foucauld fit tenir un Synode à Saintes, pour justifier la prise des armes des P. R. Mais cela n'estoit qu'un jeu: car les raisons qu'on alleguoit pour justifier cette revolte contre le Roy, estoient ridicules. On disoit que c'estoit pour maintenir la liberté des peuples, & délivrer le Roy & la Reine sa mere de la captivité qu'ils souffroient sous la domination de ceux de la Maison de Guise; & on voyoit visiblement que le Prince de Condé vouloit luy-mesme devenir maistre, & que les P. R. vouloient à toute force établir leur Religion, & renverser la Catholique.

Le Roy voyant les troubles que faisoient en Saintonge les P. R. de ce pays-là, envoya des ordres au Seigneur de Pons qu'il avoit fait Gouverneur de Saintonge, pour lever des troupes afin de resister aux entreprises des Religionnaires. L'armée du Roy ayant assiégé Poitiers au mois de Juillet de cette année 1562. dont les Huguenots s'estoient emparez, & l'ayant prise, cela porta grand coup dans les contrées voisines. Saintes se rendit au Roy, & ceux de Saint Jean d'Angely furent si fort épouventez, qu'ils reçurent Chasteauroux, Chef des Catholiques, pour commander dans leur Ville; & le Seigneur de Pons avec si peu de troupes qu'il avoit amassées, tenoit en paix le plus qu'il pouvoit le pays de Saintonge, & y maintenoit l'autorité du Roy.

Les Rochelois se tenoient alors neutres, & n'approuvoient point les soulevemens que les Religionnaires faisoient en divers endroits du Royaume. Guy Chabot, Seigneur de Jarnac, estoit en ce temps-là leur Gouverneur; quoy-qu'il eust embrassé la Reformation Pretendue, & que la pluspart des Rochelois fussent Huguenots, il les tenoit néanmoins en paix; & ce ne fut que six ou sept ans après, que la ville de la Rochelle se déclara contre le Roy.

Après

Après plusieurs troubles arrivez en cette année 1562. sur le sujet de la Religion par le soulèvement des P. R. en Saintonge, en Poitou, & en plusieurs autres endroits du Royaume, on fit sur la fin de l'année des propositions de paix, & elle fut conclue au commencement de l'année suivante à Orleans, où l'on donna un Edit de pacification, qui fut signé à Amboise le 19. de Mars de l'année 1563.

On fit plusieurs reglemens par cet Edit touchant l'exercice de la R. P. R. & entre autres il fut ordonné :

1^o Que tous Gentils-hommes Hauts-Justiciers & Seigneurs tenans plein fief de Haubert, pourroient faire exercice de leur Religion dans leur maison pour eux, pour leur famille, & ceux de leurs sujets qui voudront s'y trouver; & à l'égard des Gentils-hommes qui ne sont pas Hauts-Justiciers dans leurs Terres, il fut dit qu'ils ne pourroient faire l'exercice que pour eux, & leur famille seulement.

2^o Qu'en chacun Bailliage & Seneschaussée ressortisans nuëment à un Parlement, il seroit donné une Ville, aux Faux-bourgs de laquelle les P. R. auroient un exercice public de leur Religion.

3^o Que dans toutes les Villes ésquelles ladite Religion estoit exercée jusques au septième du present mois de Mars de cette année 1563. on pourroit l'y continuer.

Le Roy envoya dans les Provinces des Commissaires pour l'exécution de cet Edit, & pour établir en chaque Seneschaussée un premier lieu de Bailliage accordé par cet Edit, pour y faire l'exercice de la R. P. R.

Depuis 1563. jusques en 1567. le Royaume fut assez en paix, & les P. R. ne firent aucunes entreprises, au moins qui fussent considerables; mais les troubles recommencerent en 1567. & en 1568. & dans ces années jusques 1570. la Saintonge fut le theatre des guerres civiles, & les Religionnaires y exercerent toutes sortes de violences.

Après la paix de 1563. Jeanne d'Albret Reine de Navarre, fille d'Henri d'Albret & de la Reine Marguerite, s'en retourna en Bearn dans ses Etats, où elle renonça tout-à-fait à la Catholicité, & fit ouvertement profession de la R. P. R. Non seulement elle en fit profession, mais elle contraignoit par toutes sortes de violences ses sujets de la Principauté de Bearn d'abandonner

leur ancienne Religion, & d'embrasser le Calvinisme. Elle passa mesme plus avant, & fit voir de quel esprit elle estoit animée: elle chassa tous les Prestres de son pays; elle s'empara des Eglises, & de tous les biens Ecclesiastiques; ruina les Autels, & fit jetter par terre toutes les Images qui estoient dans les Eglises. C'estoit-là le zele de cette Reine: elle estoit veuve, Antoine de Bourbon son mari estant mort en 1562. après avoir esté blessé au siège de Rouën; & nous ne voyons point qu'elle se soit remariée, au moins cela ne paroist pas, quoy-qu'elle fust encore jeune & à la fleur de son âge; car elle n'avoit que 36. ans quand son mari mourut.

Le Roy Charles I X. revenant de Bayonne avec la Reine Catherine de Medicis sa mere au commencement de l'année 1565. passa par le Bearn; & ayant vû de ses propres yeux le désordre épouvantable que la Reine Jeanne d'Albret avoit fait, les monasteres estoient ruinez, les Eglises détruites, les Prestres chassés, & la Messe interdite par tout, fut vivement touché, & conçût une averfion mortelle contre cette Reine, & contre tout le parti Huguenot: ne pouvant souffrir que dans son Royaume ils fissent des violences si horribles: il commanda qu'on rétablîst par tout l'exercice de la Religion Catholique. Ce qui fut fait.

En 1567. les chefs du parti Huguenot ne pouvant demeurer en repos, recommencerent la guerre, & armerent contre le Roy: ils s'emparerent de nouveau de la ville d'Orleans, & par les intrigues d'un nommé Truchard qui se fit élire Maire de la ville de la Rochelle, cette ville maritime, & une des plus considerables du Royaume, se revolta, & se mit sous la puissance du parti Huguenot; & ce Truchard s'y fit déclarer Lieutenant pour le Prince de Condé. Depuis ce temps-là cette Place fut pour les Religionnaires une forteresse de consequence, qu'on n'a pu remettre sous l'obeissance du Roy que long-temps après, & qu'avec bien de la peine.

Au commencement de 1568. il y eut quelque pourparler de paix, & mesme elle fut conclüe le 20. du mois de Mars; mais elle ne dura pas, & les conditions ne furent point executées: car au mois d'Aoust ensuivant les troubles recommencerent. Le Prince de Condé & l'Admiral de Chastillon se retirerent de la Cour, & s'en allerent promptement à la Rochelle, ils donnerent-là le rendez-vous aux principaux de leur parti, qui ne

manquerent pas de s'y rendre. La Reine de Navarre y fut mandée, & s'y trouva avec son fils, qui fut depuis Henri le Grand : venant de Bearn à la Rochelle, elle passa par la Saintonge, où elle faisoit tous les jours abattre des Eglises, & tous les matins elle ne manquoit pas de faire brûler la charpente de quelqu'une.

Le Roy voyant ces nouveaux soulevemens que faisoient ceux du parti Huguenot, fit un Edit par lequel il revoqua tous les autres Edits, qui avoient esté faits dans sa minorité en faveur des Religionnaires ; il interdit l'exercice de la R. P. R. par tout son Royaume ; il bannit les Ministres, & défendit sous peine de la vie à toutes sortes de personnes, de faire exercice d'autre Religion que de la Catholique : & ne doutant point que le Prince de Condé, l'Admiral & les autres du parti Huguenot ne s'emparassent de beaucoup de places, il se prepara à la guerre, & leva promptement des troupes pour leur resister. Le Duc d'Anjou son frere, qui avoit esté déclaré Lieutenant General de ses armées, se mit en campagne.

Les Religionnaires de leur costé, s'estant tous rassemblez à la Rochelle, jurèrent entre eux une union tres étroite, & résolurent de se défendre jusques à la mort, & d'établir leur Religion. En peu de temps ils firent une armée fort nombreuse, & s'emparerent avec beaucoup de facilité de tout le pays qui estoit proche de la Rochelle.

Ils vinrent en Saintonge en 1568. au mois d'Aoust, ils se saisirent de la ville & du chasteau de Taille-Bourg : c'est une place sur la Charante, qui leur estoit necessaire pour passer la rivière lorsqu'ils le voudroient. De là ils vinrent fondre dans la ville de Saintes, ils s'en emparerent, & y firent toutes sortes de violences & de cruauté : non seulement ils pillerent les Eglises ; mais ils les demolirent toutes, excepté celle des Peres Jacobins, dont ils se servoient pour faire leurs Presches. L'Eglise Cathedrale, qui estoit tres-belle, fut toute abattuë ; ils vendoient la charpente, la couverture, & mesme les pierres, à ceux qui les vouloient acheter pour bastir des maisons : ils tuerent huit ou dix Ecclesiastiques qui estoient restez dans la Ville ; ils ruinerent le Palais de l'Evesque, & toutes les maisons des Chanoines ; ils s'emparerent aussi des biens temporels, tant de l'Evesque que du Chapitre ; ils en dispoient à leur volonté, & les vendoient à un prix fort modique, au plus offrant & dernier encherisseur.

Pièces
produites
par le Cha-
pitre de
Saintes
contre les
Regalistes,

Pièces
produites
contre le
Temple de
Saint Jean
d'Angely.

Ils firent les mesmes violences dans les autres Villes & Places considerables de Saintonge; ils se saisirent de Cognac, de Pons, de Mornac, des Isles de Marennes, de l'Isle d'Oleron, de Royan, de Jarnac, & d'une infinité d'autres lieux, & par tout ils ruinoient toutes les Eglises, & maltraitoient les Prestres; de sorte que pour lors il y avoit peu d'endroits en Saintonge où l'on pust faire le Service divin. Le Seigneur de Pons par ordre de la Cour, mit des troupes dans Saint Jean d'Angely pour défendre la Ville, & y établit Gouverneur pour le Roy le sieur de la Chastegneraye: mais l'armée des Princes ayant assiégé cette Place, elle fut prise comme les autres, & la grande Eglise de l'Abbaye, qui estoit un des plus beaux bastimens de la Province, fut entièrement demolie. Tous les Prestres & les Religieux qui ne purent s'enfuir, furent massacrez, & notamment le Curé de la Ville, nommé Arnaud, fut brûlé avec de la poudre, & jetté après dans les fossez de la Ville. Pendant plus d'une année les Religionnaires furent les maistres de toute la Saintonge: à sçavoir depuis le mois d'Aoust 1568. jusques au mois d'Octobre de l'année suivante, & pendant tout ce temps ils ruinerent toutes les Eglises des Villes & de la campagne; & de six à sept cens Eglises qu'il y a dans le Diocese de Saintes, pas une n'a échappé à leur fureur.

Il y a plus de treize cens ans qu'un celebre Evêque d'Afrique, c'est Optat, Evêque de Mileve, reprochoit aux Donatistes, qui s'estoient separez de la communion de l'Eglise pour faire une secte à part, le sacrilege detestable qu'ils avoient commis en brisant les Autels, & renversant les Eglises, où les Catholiques celebrent les divins mysteres. *Peut-il y avoir, dit ce Pere, un sacrilege plus detestable que de briser, de raser ou d'enlever les Autels sacrez, où vous avez autrefois vous-mesmes fait vos prières & vos sacrifices, où les vœux des Fideles ont esté offerts, où les membres de JESUS-CHRIST ont reposé, où le Dieu Tout-puissant a esté invoqué, où le Saint Esprit est descendu, après avoir esté demandé par les prières, où tant de Fideles ont reçu l'Eucharistie, ce precieux gage du salut eternel, ce ferme appuy de la Foy, & cette esperance de la resurrection? Car l'Autel est-il autre chose que le siège où repose le corps & le sang de JESUS-CHRIST? Et c'est cependant cet Autel, que vostre rage ou vostre fureur, ou a rasé, ou a rompu, ou a enlevé. Si nous paroissions si profanes, & si impurs aux yeux trou-*

blez de vostre envie & de vostre haine; que vous avoit fait Dieu que l'on invoquoit en des lieux si saints? en quoy vous avoit offensé JESUS-CHRIST, dont le corps & le sang y estoient presens à de certaines heures!

Les P. R. de la secte de Calvin ont parfaitement imité la conduite des Heretiques, & ont fait en France les mesmes violences contre l'Eglise Catholique, que les Donatistes firent autrefois en Afrique. Nous pouvons aujourd'huy leur faire les mesmes reproches qu'Optat faisoit aux Heretiques de son temps, & nous pouvons nous servir contre eux des propres paroles de ce Saint. Nous pouvons leur dire: *Peut-il y avoir un sacrilege plus detestable, que de briser, de raser, ou d'enlever les Autels sacrez, où vous-mesmes, devant que vous vous fussiez separez de nostre communion pour faire une secte à part, avez fait tant de fois vos prières & vos sacrifices? L'Autel est-il autre chose que le siège où repose le corps & le sang de JESUS-CHRIST? Et cependant c'est cét Autel que vostre rage & vostre fureur ou a rasé, ou a rompu, ou a enlevé. Si nous paroissions si profanes, si idolatres & si impurs aux yeux troublez de vostre envie & de vostre haine; que vous avoit fait Dieu que l'on invoquoit dans des lieux si saints? & en quoy vous avoit offensé JESUS-CHRIST, dont le corps & le sang y estoient presens à de certaines heures. Si livoris judicio nos vobis sordidi videbatur, quid vobis fecerat Deus, qui illuc ~~immolari~~ consueverat? quid vos offenderat Christus, cujus illic per certa momenta corpus & sanguis habitabat.*

Innocent

Dans cette mesme année 1568. les Religionnaires s'emparerent aussi de la ville d'Engoulesme, où l'Admiral de Chastillon fit des violences & des cruantez horribles aux Prestres & aux Religieux qu'il rencontra dans cette ville: entre autres, le Gardien des Cordeliers, qui estoit Religieux du Convent de Saintes, fut épouvantablement tourmenté; après qu'on luy eut fait mille infamies & mille indignitez, il fut pendu à un arbre: mais devant que de mourir, l'Histoire rapporte qu'il dit à l'Admiral que Dieu puniroit dans peu les crimes & les profanations qu'il faisoit, qu'on le feroit mourir à son tour, & qu'il seroit jetté par une fenestre: ce qu'il luy arriva quatre ans après, la veille de la Saint Barthelemy.

Le Duc d'Anjou, Lieutenant General des armées du Roy, voyant les grands progrès que les Religionnaires avoient faits

en Saintonge, en Poitou, en Engoumois, & dans le pays d'Aunis, s'avança à grandes journées pour secourir les Catholiques, & combattre l'armée des Princes: il la joignit au mois de Mars de l'année 1569. proche de Jarnac, & le 13. de ce mois entre Bassac & Jarnac, qui sont deux lieux du Diocèse de Saintes, les deux armées en vinrent aux mains, le Duc d'Anjou demeura victorieux, les Religionnaires furent défaits, le Prince de Condé resta mort sur la place, & l'Admiral fut contraint de se retirer à Saint Jean d'Angely, où il amena le jeune Roy de Navarre avec le fils du feu Prince de Condé.

Cette victoire que le Duc d'Anjou remporta, fut de conséquence, elle releva le courage des Catholiques Saintongeais, qui estoient auparavant opprimés; & plusieurs lieux en Saintonge, & notemment la ville de Saintes (les soldats Huguenots l'ayant abandonnée) se rendirent au Roy. Saint Jean d'Angely demeura opiniâtrément dans le parti des Princes; & quoy-que le Roy Charles IX. en personne l'eust assiégée, Piles qui en estoit Gouverneur, ne la voulut point rendre; mais enfin après quatre mois de siège & davantage, le 2. de Decembre de l'année 1569. les Habitans firent leur capitulation, & la Ville fut remise sous l'obéissance du Roy.

En l'année 1570. il y eut encore beaucoup de troubles en Saintonge, & les Religionnaires y firent plusieurs entreprises; ils reprirent la ville de Saintes, ils surprirent Marennes & le pays des Isles, & assiégèrent Broüage par mer & par terre: mais au mois d'Aoust de cette année la paix fut faite, par laquelle il fut permis aux P. R. de faire exercice public de leur Religion, dans tous les endroits où il se trouvoit avoir esté fait publiquement le premier jour du mois d'Aoust, & aussi dans les maisons de ceux qui avoient Haute Justice.

Cette paix ne dura pas long-temps, elle fut troublée deux ans après par l'exécution qui fut faite à Paris la veille de la Saint Barthelemi en 1572. & trois jours après le Roy par des Lettres Patentes défendit tous Presches & assemblées de ceux de la R. P. R. Le Roy de Navarre & le Prince de Condé furent obligés de se faire Catholiques; & mesme le Roy de Navarre en cette année 1572. fit un Edit pour ses Terres de Bearn, par lequel il défendit dans ses Etats tout exercice de la R. P. R. il changea par après de sentiment, & fit un manifeste où il

declara que sa conversion à la Foy Catholique avoit esté forcée.

En 1573. le Roy relascha quelque chose en faveur des Huguenots, il fit un Edit par lequel il fut permis aux Religionnaires de la Rochelle, de Montauban & de Nîmes, & non autres, de faire exercice de leur Religion dans leurs maisons seulement: & à l'égard des Gentil-hommes Hauts-Justiciers, il leur fut permis pour tout exercice de leur Religion de faire des baptêmes & des mariages dans leurs chasteaux.

En 1574. les troubles recommencerent en Saintonge. Les P. R. s'emparerent de plusieurs Places, ils surprirent Broüage, Marennes, Pons, Tonnay-Charente, Royan, Talmond, Saint Jean d'Angely, le Chasteau de Roche-fort, Bouteville, & autres lieux. Le Roy Charles IX. mourut au mois de May de cette année, Henry III. son frere Roy de Pologne luy succeda. Les Huguenots continuerent à se soulever, & faisoient des entreprises en plusieurs Provinces. Le Duc d'Alençon, frere du Roy, chagrin de n'avoir pas l'autorité & le commandement qu'il souhaitoit, se mit à leur teste; & ce parti devint si puissant, que le Roy fut obligé de faire une paix en 1576. tres-desavantageuse à la Religion Catholique: il fit un Edit au mois de May de cette année, qui donna une ample liberté aux Religionnaires, leur permettant de faire l'exercice de leur Religion en tous lieux, & posséder telles charges, offices & dignitez qu'ils voudroient. Cette paix fut fort desagréable aux Catholiques, ils en firent de grandes plaintes aux Etats, qui furent convoquez à Blois au mois de Novembre de cette année 1576. où les trois Ordres remontrèrent au Roy combien le dernier Edit fait en faveur des Religionnaires estoit prejudiciable à l'Etat, & luy demanderent avec instance qu'il n'y eust en France que l'exercice de la seule Religion Catholique. Après beaucoup de deliberations faites sur ce sujet, il fut enfin resolu aux Etats qu'on ne souffriroit plus dans le Royaume l'exercice de la R. P. R. ce que le Roy confirma par ses Lettres Patentes du mois de Février de l'année suivante 1577. & ordonna que tous les Ministres & dogmatizans Huguenots seroient chassés hors du Royaume.

Les armées du Roy vinrent fondre en Saintonge au mois d'Avril de cette année 1577. pour faire executer cette interdiction, & elles y furent jusques à la fin de Septembre. Le Duc du Maine

qui les commandoit, s'empara de beaucoup de Places, & se rendit le maistre du pays: il prit Bouteville, Saint Savinien, Tonnay - Charente, il se saisit de Rochefort, & au mois de Juin il assiégea Broüage, qui fut obligée de se rendre sur la fin d'Aoust après un siège fort rude. Les affaires des Religionnaires estoient en fort mauvais état: en Saintonge & dans le pays d'Aunis ils n'avoient presque que la Rochelle & Saint Jean d'Angely, où ils fussent les maistres, & où ils pussent paisiblement faire exercice public de leur Religion: cela fut cause qu'ils ne se rendirent pas difficiles touchant les conditions de paix que l'on proposa pour lors: elle fut conclüe sur la fin de Septembre, & le Roy donna un Edit à Poitiers touchant l'exercice de la R. P. R. qui modifia beaucoup celuy de 1576. Par cét Edit il fut ordonné conformément à l'Edit de 1563.

1^o Que dans chacun des anciens Bailliages & Seneschauffées ressortissans nuëment és Cours du Parlement, il seroit donné aux P. R. un lieu au faux-bourgs d'une ville, ou en un bourg ou village, pour faire l'exercice de leur Religion.

2^o Que ledit exercice pouvoit estre continué dans toutes les villes & bourgs où il se trouveroit avoir esté publiquement fait le 17. du mois de Septembre de cette année 1577.

3^o Que les Gentils-hommes qui auroient au moins la troisiéme partie de la Haute Justice dans leur Terre, pourroient faire dans leurs maisons ledit exercice.

Cét Edit fut publié au mois d'Octobre; & alors ceux de la R. P. R. firent avec liberté l'exercice public de leur Religion dans les lieux accordez par l'Edit.

En 1579. au mois de Février on tint une Conference à Nerac pour l'explication de quelques difficultez touchant certains articles de l'Edit precedent; & en 1580. au mois de Novembre on en tint une autre à Flex, où l'on dressa plusieurs articles, en explication & en confirmation de ceux de l'Edit de Poitiers.

Depuis 1580. jusques en 1585. il n'y eut point de guerre ouverte entre les deux partis; mais les uns & les autres prenoient des ombrages, & se fortifioient le plus qu'ils pouvoient. Le parti de la Ligue estoit fort en ce temps-là, & augmentoit tous les jours; & les Religionnaires craignant d'estre accablez, prenoient leurs sûretez, & ménageoient toutes sortes d'intrigues pour se soutenir.

Ils firent difficulté de rendre les Places de sûreté, qui leur avoient esté baillées, quoy-que le temps accordé pour la restitution fust passé: cela aigrit le Roy contre eux, & l'obligea de s'unir avec ceux de la Ligue. Les choses allerent si avant, que le Roy fit un Edit, par lequel il revoqua tous les precedens Edits de pacification faits en faveur des Religionnaires, & ordonna que tous les Ministres de la R. P. R. sortiroient du Royaume, interdisant absolument dans tous ses Etats l'exercice de ladite Religion. Le Roy alla luy-mesme au Parlement, & y fit publier cet Edit le 18. Juillet 1585. Cela estant, on en vint à une rupture ouverte, & la Saintonge estoit toûjours le theatre de la guerres; & c'estoit dans cette Province que les armées de l'un ou de l'autre parti commençoient à faire de nouvelles entreprises. *Hac iter est bellis.*

Le Prince de Condé avoit épousé le 16. de Mars de cette année 1585. Catherine Charlotte de la Trimouille, sœur du Duc de la Trimouille: ce mariage lia ce Duc étroitement avec le Prince. Devant ce temps-là ceux de la Maison de la Trimouille avoient toûjours esté Catholiques; mais ils se pervertirent par l'alliance qu'ils firent avec le Prince de Condé. Le Duc se fit Huguenot, & suivit le parti du Prince. Taille-bourg qui estoit pour lors une Place tres-forte sur la riviére de Charante, appartenoit au Duc de la Trimouille, & appartient encore à l'heritier de cette Maison. Le Prince de Condé s'en saisit, il prit aussi tout le pays des Isles, & mesme il assiégea Broüage; mais Monsieur de Saint Luc, qui en estoit alors Gouverneur pour le Roy, la défendit vigoureusement, & en faisant de temps en temps des sorties fort à propos, il ruina l'armée du Prince, & l'obligea de lever le siège.

En 1586. le Prince de Condé envoya des troupes pour assiéger Saint Jean d'Angle, Mornac & Soubize, qui sont des Places proche Broüage: Soubize fut pris, & Mornac & Saint Jean d'Angle se rendirent sans résister.

En 1587. le Duc de Joyeuse vint en Saintonge avec une armée qu'il commandoit pour le service du Roy; il prit Tonnay-Charente: deux jours après le Prince de Condé surprit cette Place par escalade; mais l'armée Catholique la reprit d'assaut incontinent après.

En 1588. le Prince de Condé mourut à Saint Jean d'Angely.

Il estoit fils de celuy qui fut tué à la bataille de Jarnac : on croit qu'il fut empoisonné , on eut mesme quelque soupçon contre Madame la Princesse sa femme ; mais elle fut justifiée par Arrest rendu au Parlement de Paris au commencement du regne d'Henry IV. Sept mois après la mort de son mari elle accoucha d'un fils qui fut élevé dans la Religion Catholique , & qui fut pere de Monsieur le Prince d'aujourd'huy.

Le 15. Juillet de cette année 1588. le Roy donna encore un autre Edit contre les Religionnaires , il se declara Chef de la Ligue , & jura de ne souffrir dans son Royaume d'autre Religion que la Catholique. Mais voyant que les principaux chefs de la Ligue se servoient du pretexte de la Religion pour envahir le gouvernement , & qu'ils entretenoient des pratiques avec les étrangers contre son service , & qu'on commençoit déjà à ne plus reconnoistre son autorité ; il se trouva fort embarrassé : cela l'obligea de se défaire du Duc de Guise & du Cardinal son frere , qui furent tuez aux Etats de Blois au mois d'Octobre de cette année 1588. Ce remede violent luy attira l'aversion de tous les Ligueurs qui se revolterent contre luy : il fut contraint pour maintenir son autorité , de se reconcilier avec le Roy de Navarre ; ce qu'il fit au mois d'Avril de l'année suivante 1589. esperant qu'en meslant ses forces avec celles de ce Prince , il viendroit à bout des Ligueurs , & les reduiroit. Mais le premier jour d'Aoust de cette mesme année il fut tué malheureusement à Saint Clou.

Le Roy de Navarre , qui fut depuis appelé Henry IV. luy ayant succédé à la Couronne , & faisant profession de la R. P. R. les Ligueurs furent plus animez que jamais , & ne voulurent point reconnoistre pour Roy de France un Prince qui n'estoit point Catholique. Pour lors ce ne fut par tout le Royaume que guerres civiles ; les uns tenans pour le Roy , les autres pour la Ligue : mais le plus grand nombre estoit contre le Roy. Il vit bien qu'il luy seroit difficile d'appaiser les troubles de son Royaume , & de regner paisiblement , tant qu'il feroit profession de la R. P. R. qui ne s'estoit introduite dans son Royaume que depuis environ 40. ans , & qui estoit contraire à la Catholique que les François avoient toujours suivie depuis l'établissement de la Monarchie. Ces raisons l'obligerent de se faire plus amplement instruire ; & ayant esté desabusé des fausses impressions

que les Ministres luy avoient données contre l'Eglise, il se fit Catholique en l'année 1593. au mois de Juillet. Cette conversion apporta beaucoup de changement dans les affaires, & donna le coup de massue à la Ligue : peu à peu les peuples se rendirent à l'obeissance du Roy. Veritablement les chefs de la Ligue resisterent encore quelques années; mais enfin il falut bien ceder.

En 1594. au mois de Novembre le Roy fit publier une Declaration, par laquelle il confirma l'Edit de 1577. donné à Poitiers, touchant l'exercice public de la R. P. R. mais peu de temps après il pensa à faire un nouvel Edit touchant cet exercice : plusieurs raisons l'obligeoient à cela.

Premierement, les Religionnaires avoient établi depuis l'Edit de 1577. des exercices en beaucoup d'endroits, où ils n'en devoient point avoir, selon les regles prescrites par cet Edit; & pour lors il n'estoit pas facile de leur oster ces exercices nouvellement établis.

Secondement, ils en avoient perdu quelques-uns par les accords que plusieurs villes avoient faits avec le Roy, qui renonçant à la Ligue s'estoient remises sous son obeissance, à condition qu'on ne feroit point dans leur enceinte, ni dans leurs faubourgs aucun exercice de la R. P. R. où cependant les Religionnaires avoient permission d'y en faire en vertu de l'Edit de 1577.

Cela estant, cet Edit ne pouvoit point estre exactement observé, ni servir par consequent de regle assurée pour terminer les differens qui naistroient parmi les Catholiques & les Religionnaires, touchant l'exercice public de la R. P. R. Pour ces raisons le Roy se crut obligé de faire un nouvel Edit sur cette matiere, pour oster les occasions de trouble parmi ses sujets, & regler clairement toutes choses. Les années 1596. & 1597. furent employées pour digerer les articles de cet Edit, & pour entendre toutes les propositions qui se feroient de part & d'autre.

Les P. R. souhaitoient fort ce nouvel Edit, ils esperoient que le Roy auroit beaucoup de condescendance pour eux, ayant esté de leur Religion, & ayant reçu d'eux des services considerables pendant les guerres de la Ligue; & qu'ainsi il leur donneroit plus de liberté pour l'exercice de leur Religion, qu'ils n'en avoient pas par l'Edit de 1577. cet Edit leur accordant fort peu d'exercices. De plus, ils voyoient bien que durant les trou-

bles ils en avoient établi plusieurs qui n'estoient pas bien fondez, ils vouloient s'assurer sur ce sujet, & faire en sorte qu'on ne les pust point inquiéter à l'avenir touchant ces exercices, en les faisant confirmer sans distinction, soit qu'ils fussent aux termes de l'Edit de 1577. ou qu'ils n'y fussent pas.

On fit donc plusieurs conferences dans les années 1596. & 1597. pour convenir des articles de l'Edit futur. Les P. R. nommerent des Deputez pour digerer toute cette affaire; & pour en conferer avec les Deputez choisis par Sa Majesté, ils s'assemblerent tous en 1596. à Loudun & à Vendosme; & en 1597. à Saumur & à Chastelleraud; & enfin après que toutes les negociations furent finies, & que les Deputez de part & d'autre furent demeurez d'accord de tout, le Roy fit dresser le nouvel Edit, & le donna à Nantes tel que nous l'avons à present, au mois d'Avril de l'année 1598.

Cet Edit est fort ample & beaucoup plus étendu que tous les precedens qui ont esté faits en faveur des Religioneux. Le Roy ne pouvant pas réunir tous ses sujets en une mesme Religion, (ce qui n'estoit pas possible pour lors, le fera peut-estre un jour) voulut au moins, pour éviter les troubles & les contestations qui arrivoient souvent entre les Catholiques & les Religioneux, leur donner une loy claire & certaine, par laquelle tous les differens qui pourroient naistre touchant l'exercice de la R. P. R. fussent reglez.

L'Edit de Nantes est donc une loy que le Prince a faite, & qu'il a cru utile pour le bien de l'Etat, & pour le repos de son peuple, eu égard aux circonstances où l'on estoit alors. Il faut bien remarquer que l'exercice de la R. P. R. n'est que toleré dans le Royaume, & encore avec certaines modifications & restrictions spécifiées & marquées par l'Edit de Nantes. Cette tolerance est comme une espece de servitude qu'on a imposée à l'Eglise Catholique. Mais les Rois de France, eu égard aux temps facheux, dans lesquels ils se sont trouvez, ont esté necessitez, & comme contrains d'en user ainsi. Les Religioneux n'auront donc aucun sujet de se plaindre, si touchant l'exercice de leur Religion on les veut reduire precisément à l'Edit de Nantes, & suivre à la rigueur la lettre de cette loy.

C'est uniquement ce que pretend le Syndic du Diocese de Saintes dans les instances qu'il a au Conseil de Sa Majesté con-

tre les P. R. de Saintonge. Tant que le Roy voudra que l'Edit de Nantes subsiste, il consent que les Religionnaires jouissent de toutes les permissions qui leur ont esté accordées par cet Edit touchant l'exercice de leur Religion. Mais aussi d'un autre costé il est juste qu'il défende les droits de l'Eglise, & qu'il demande l'interdiction de beaucoup d'exercices qui ont esté établis en Saintonge par contravention à cet Edit. L'exercice de la R. P. R. n'estant que toleré, & estant une espece de servitude que l'Eglise souffre, il est du devoir des Evesques & des Syndics des Dioceses d'empescher, au moins autant qu'il est en eux, que cette servitude n'augmente, & qu'on ne l'étende au delà des regles prescrites par la loy du Prince.

Il y a quatre ou cinq articles principaux dans l'Edit de Nantes qui reglent la plupart des contestations qui se rencontrent touchant l'établissement des Temples & des exercices, que ceux qui font profession de la R. P. R. ont en France.

Premierement, par l'article 7. il est permis à tous Seigneurs, Gentils-hommes & autres ayans Haute-Justice dans leurs Terres, ou ce qu'on appelle en Normandie un plain fief de Haubert, de faire dans leurs maisons ou chasteaux qu'ils auront choisis pour leur principal domicile, l'exercice de la R. P. R. dont ils font profession.

Du temps de l'Edit de Nantes il y avoit beaucoup de Gentils-hommes & de Seigneurs qui faisoient profession de la R. P. R. le Roy leur voulut, conformément aux Edits precedens, accorder quelque grace touchant l'exercice de leur Religion. Par l'article 7. de l'Edit de Nantes le Roy leur accorde la permission de faire exercice de leur Religion dans leurs chasteaux ou maisons, pour eux, pour leur famille, sujets & autres qui y voudront aller, pourvû qu'ils soient Hauts-Justiciers dans leurs Terres, ou qu'ils y ayent ce qu'on appelle en Normandie un plain fief de Haubert.

Il y a deux difficultez touchant l'explication de cet article.

La premiere consiste à sçavoir, s'il est necessaire pour estre aux termes de cet article, que la Haute-Justice que les Seigneurs ont dans leurs Terres, releve immediatement du Roy; ou bien s'il suffit d'avoir seulement Haute-Justice, soit qu'elle releve immediatement du Roy, soit qu'elle releve d'un autre Seigneur duquel on la tient en arriere-fief.

Les termes de l'article sont generaux , & semblent parler generalement de tous Seigneurs Hauts-Justiciers sans distinction; neantmoins quelques Auteurs pretendent que ces mots qui suivent , *ou plein fief de Haubert , comme en Normandie* , signifient une Haute-Justice qui releve immediatement du Roy ; & veulent que par le terme de *Haute-Justice* , le Roy n'a entendu que celle qui releve immediatement de luy : ce qu'il a plus clairement expliqué , disent-ils , en ajoutant ces autres mots , comme une explication des premiers , *ou plein fief de Haubert , comme en Normandie*. Mais il n'est pas certain que ces mots , *plein fief de Haubert* , signifient une Haute-Justice qui releve immediatement du Roy. Le plein fief de Haubert en Normandie signifie un droit seigneurial particulier aux Gentilshommes de cette Province , qu'on appelloit autrefois Hauts-Barons , & il y en a beaucoup qui ont ce droit , sans avoir mesme de Haute-Justice dans leurs Terres : de sorte qu'il y a grande apparence que le sens de l'article 7. de l'Edit de Nantes , est celuy - cy , sçavoir que generalement tous les Seigneurs qui sont Hauts-Justiciers dans leurs Terres , ou qui ont ce qu'on appelle en Normandie un plein fief de Haubert , pourront faire dans leurs maisons l'exercice de la R. P. R. Les Arrests que rendent sur ce sujet Nosseigneurs du Conseil , qui sont les veritables interpretes des Edits du Roy , font mieux connoistre quel est le sens de cet article 7. que les conjectures & les raisonnemens qu'on peut alleguer.

L'autre difficulté que l'on fait touchant l'explication de cet article 7. regarde ces termes qui sont à la fin de l'article , *& autres qui y voudront aller*.

Les Religioneux pretendent que par ces mots les Seigneurs Hauts-Justiciers ont permission de recevoir à l'exercice qu'ils font faire dans leurs maisons , toutes sortes de personnes , mesme ceux qui ne sont pas de leur Justice. Et en Saintonge il y a des Seigneurs Hauts-Justiciers qui en usent ainsi ; mais cette pratique est un abus visible. L'article dont est question , est relatif au premier de l'Edit de 1563. & au 5. de celui de 1570. Par le premier article de l'Edit de 1563. l'exercice accordé aux Seigneurs Hauts-Justiciers , n'est que pour eux , leur famille & leurs sujets. Dans le 5. article de l'Edit de 1570. ces paroles , *& autres qui y voudront aller* , ont esté ajoutées , à cause que cet article a compris parmi les Seigneurs Hauts-Justiciers , mesme ceux qui n'auroient que

la moitié de la Haute-Justice ; & en ce cas il leur a permis de recevoir chez eux à l'exercice qui s'y fait , non seulement leurs sujets , mais aussi les autres qui y voudront aller. Et ces *autres* , sont ceux qui étant du lieu où les Hauts-Justiciers n'auroient que la moitié de la Justice , se trouveroient n'estre pas du nombre de leurs vassaux. Le même règlement a esté fait par l'article 7. de l'Edit de Nantes. Les Seigneurs Hauts-Justiciers qui ont toute la Justice , peuvent recevoir généralement tous leurs vassaux à l'exercice qu'ils font faire dans leur chasteau ; & ceux qui n'auroient que la moitié ou la troisième partie de la Justice , pourront aussi recevoir non seulement leurs sujets , mais même tous autres du lieu de la Justice , qui voudront aller à l'exercice chez eux.

Ce qui fait croire qu'il faut entendre ainsi ces paroles de l'article 7. & *autres qui y voudront aller* : c'est qu'il est certain qu'on a toujours distingué les exercices de fief des autres exercices qui sont publics ; & c'est pour cela qu'on a appelé les premiers des exercices privez & personnels. S'il estoit permis aux Seigneurs Hauts-Justiciers de recevoir généralement toutes sortes de personnes à l'exercice qu'ils font faire dans leur Chasteau , les exercices de fief seroient publics comme les autres : ce qui est manifestement contraire aux Edits & à l'intention de nos Rois , qui n'ont accordé cette permission aux Gentilshommes & autres Hauts-Justiciers , non pas afin qu'ils fissent chez eux de grandes assemblées de toutes sortes de personnes , mais seulement afin qu'ils pussent avoir la liberté de faire l'exercice de leur Religion sans sortir de leurs maisons ; ce qui est une commodité tres-considerable : car sans cela ils seroient quelquefois obligez d'aller fort loin de chez eux , aux exercices qui se font dans les villes ou dans les bourgs.

Ce qui est dit dans l'article 36. des particuliers de l'Edit de Nantes , confirme cette explication. L'article permet aux P. R. qui sont à la campagne , d'aller à l'exercice qui se fait dans les villes & dans les faubourgs & autres lieux où il *sera publiquement établi*. Ceux qui demeurent à la campagne dans les villages où il n'y a point d'exercice de la R. P. R. établi , peuvent aller véritablement à l'exercice ailleurs ; mais c'est seulement dans les lieux où il est *publiquement établi* , qu'ils peuvent aller , comme porte l'article. Or l'exercice n'est censé établi publiquement que dans les lieux où il y a des exercices publics , comme sont

les reels & ceux de Bailliage, qui sont distinguez des personnels. Les Seigneurs Hauts-Justiciers ne doivent donc point recevoir generalement toutes sortes de personnes à l'exercice qui se fait dans leur maison.

Il faut bien remarquer que dans l'article 7. de l'Edit de Nantes, il est parlé des Seigneurs *ayans* Haute-Justice ou plein fief de Haubert. Ce terme, *ayans*, marque que la permission que le Roy donne par cet article aux Hauts-Justiciers, s'entend de ceux qui lorsque l'Edit de Nantes a esté fait, possédoient des Terres où ils avoient Haute-Justice ou plein fief de Haubert; mais cette permission ne s'étend pas à ceux qui dans la suite acquereroient ces sortes de Terres: au moins il n'en est fait aucune mention dans l'Edit; & c'est étendre la Loy au delà de ce que portent les termes, que de l'expliquer mesme de ceux qui long-temps après l'Edit de Nantes ont acquis des Terres où il y a droit de Haute-Justice ou de plein fief de Haubert.

Marque evidente que l'Edit ne doit s'entendre que des Hauts-Justiciers, qui du temps de l'Edit de Nantes possédoient des Terres où ils avoient la Haute-Justice: c'est que cet article 7. de l'Edit de Nantes est pris mot à mot du 5. article de l'Edit de 1577. & par consequent doit estre expliqué & entendu comme cet article. Or il est constant que cet article 5. de l'Edit de 1577. ne s'entend que des Hauts-Justiciers qui estoient en possession, du temps de l'Edit, de la Haute-Justice. Il y eut difficulté sur ce point au temps de cet Edit, & elle fut réglée dans la Conference de Nerac qui se tint en l'année 1579. pour expliquer les articles de l'Edit de 1577. Voici ce que porte le premier article de cette Conference: *Que les Hauts-Justiciers. pourront faire continuer l'exercice de la R. P. R. es lieux par eux nommez pour leurs principaux domiciles, pourvu que les susdits soient en possession actuelle de ladite Justice.* Cette mesme difficulté fut encore agitée dans la Conference de Flex, qui se tint en l'année 1580. & il fut dit que la permission accordée aux Hauts-Justiciers par l'Edit de 1577. s'entendoit de ceux *qui estoient en possession actuelle de ladite Justice lors de la publication dudit Edit.* Ce sont les propres paroles de l'article 5. de cette Conference.

Pour estre donc aux termes de l'Edit de Nantes, il faut que les Seigneurs qui ont Haute-Justice, la tiennent de leurs ancestres en ligne directe ou collaterale, & que leurs ancestres en fussent en possession lors de la publication de l'Edit.

Pour

201 202 203

Pour les autres personnes qui possèdent de petits fiefs , & qui n'ont point de Haute-Justice , ils peuvent faire aussi l'exercice de leur Religion dans leurs maisons , mais seulement pour eux & pour leur famille : c'est ce qui leur est accordé par l'article 8.

Secondement , par l'article 9. il est permis aux P. R. de faire & continuer l'exercice de leur Religion *en toutes les villes & lieux du Royaume où il estoit par eux établi & fait publiquement par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust.*

Dans l'article 7. il n'estoit question que d'un exercice particulier qui regardoit les Hauts Justiciers , & les Seigneurs qui ont plein fief de Haubert ; mais l'exercice dont il est fait mention dans l'article 9. est un exercice public commun à tous ceux qui font profession de la R. P. R. En quels lieux cét exercice se peut-il faire : Le Roy permet qu'il se fasse en tous les endroits où il se trouvoit par eux établi & publiquement fait dans les années 1596. & 1597. jusqu'à la fin d'Aoust. Quand les P. R. de Saintonge feront voir par bons titres au Syndic qu'en l'année 1596. & 1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust , ils avoient un exercice établi & publiquement fait de leur Religion dans un lieu , le Syndic ne leur contestera point ni leur exercice ni leur Temple , pourvû que d'ailleurs il n'y ait point quelque empeschement particulier ; mais aussi quand ils ne prouveront point la possession requise par cét article 9. il a droit de demander l'interdiction de l'exercice & la démolition du Temple.

Que si l'on demande qu'est-ce que l'on entend par *un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.* il est facile de répondre. On entend ce que tout le monde entend : quand on dit par exemple qu'il y a exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. à la Rochelle , ou à Saintes , on entend qu'à la Rochelle ou à Saintes il y a au moins un Ministre residant , qui dans un lieu public où ceux de la R. P. R. ont accoutumé de s'assembler , fait des presches à certains jours reglez , baptize des enfans dans l'assemblée publique , y celebre des mariages , y donne la Cene , & y regle avec quelques personnes choisies qu'on appelle Anciens & Diares , les affaires qui regardent l'exercice de leur Religion.

Quand les P. R. montrent qu'ils avoient durant les années requises par l'Edit un Ministre residant dans un lieu , qui de Dimanche en Dimanche baptizoit des enfans dans l'assemblée pu-

B. S. to F.

blique , & y faisoit des presches , leur preuve est bonne. S'ils avoient perdu leur Papier Baptistaire , & qu'ils fissent voir par leur Registre de mariages & papiers de Consistoire , que dans l'assemblée publique leur Ministre a fait dans le Bourg dont est question , des mariages , qu'il a donné la Cene par plusieurs & diverses fois pendant ces deux années , & fait d'autres actes d'exercice public , la preuve est encore bonne , & on auroit tort de chicanner les P. R. On ne doit point leur contester leur exercice quand ils se trouvent aux termes de l'Edit.

Mais au lieu de bonnes preuves , ils n'en apportent ordinairement que de tres-foibles.

Par exemple , des baptêmes seuls , principalement quand on ne voit point qu'ils ayent esté faits dans le lieu des assemblées avant ou après le presche , ne sont point des preuves d'un exercice établi & publiquement fait de leur Religion : parce qu'il arrive souvent que des Ministres viennent faire des baptêmes dans des lieux où il n'y a point d'exercice établi. Les P. R. ne peuvent pas nier ce fait , il est conforme à leur usage & à leur discipline.

Dans leur premier Synode National tenu à Paris en l'année 1559. le 25. jour de May , il fut décidé qu'on pouvoit faire des baptêmes dans les lieux où il n'y avoit point d'Eglise dressée , ni d'exercice établi de leur Religion. Voici ce que porte l'article 7. des faits particuliers. *Art. 7. S'il est nécessaire qu'il y ait assemblée pour baptizer les enfans , ou si cela se peut faire sans assemblée , comme en une famille où il y a peu de personnes.*

Réponse. Où il y a Eglise dressée publiquement , seront baptizer en l'assemblée publique ; & où elle n'est point publique , & les parens pour infirmité craignent les aller faire baptizer en l'assemblée , les Ministres aviseront prudemment combien ils leur doivent conceder , quoy-que ce soit qu'il y ait toujours quelque forme d'Eglise , ensemble exhortation ou priere : mais où il n'y auroit aucune Eglise , & qu'il ne se pourroit assembler Compagnie , nous sommes d'avis que le Ministre ne doit point faire difficulté de baptizer l'enfant à luy présenté avec priere & exhortation. Le mesme reglement fut fait à leur Synode National tenu à Saumur au mois de Juin de l'année 1596. Es Eglises qui ont exercice public , dit le Synode , on ne baptizera qu'aux lieux où sera l'exercice ; mais es Eglises qui n'ont tels exercices , selon les occurrences , toujours avec quelque forme de predication. Conformément à ces décisions l'article 6. du Chapitre II. de leur Discipline , où il est traité des

Baptêmes, ordonne que *s'il n'y a aucune Eglise, & ne se peut assembler Compagnie, le Ministre ne fera difficulté de baptizer l'enfant avec prieres & exhortation.* Il est donc constant qu'on baptize souvent chez les P. R. dans des lieux où ils n'ont point d'exercice public de leur Religion : aussi nous voyons par les pieces que les Religionnaires de Saintonge ont produites, que c'estoit une chose fort ordinaire aux Ministres d'aller faire des baptêmes dans des granges, dans des maisons particulieres, & hors le lieu de leur Eglise.

De mesme, il est certain que quelques mariages faits dans un lieu, ne sont point des preuves constantes d'un exercice établi & publiquement fait, parce que nous voyons que les Ministres celebrent quelquefois des mariages dans des maisons particulieres & dans des lieux où l'exercice public de la R. P. R. n'est point établi. Cela est assez conforme à l'article 16. du Chapitre 13. de leur Discipline qui traite des Mariages, où il est dit qu'après que les annonces auront esté publiées dans le lieu où les parties ont accoutumé de venir à l'exercice, il pourra estre solemnisé *ailleurs.* Cét *ailleurs* est quelquefois la maison d'un particulier. Cela est conforme aussi à leur pratique : car nous voyons par les pièces que les P. R. de Saintonge ont produites, que leurs Ministres alloient souvent dans des villages ou dans des bourgs y faire des mariages, quoy - que dans ces lieux il n'y eust point d'exercice de leur Religion établi : ces lieux estoient souvent des annexes d'une Eglise principale où le Ministre residoit, & quelquefois c'estoit des lieux où l'exercice avoit cessé, & dont les habitans alloient à l'exercice tantost d'un costé, & tantost d'un autre. Le Mariage selon les P. R. n'est point un Sacrement, c'est un contract purement civil, qui par consequent peut estre fait dans des maisons particulieres ; & nous ne voyons point que par aucun statut ou reglement de leurs Synodes il ait esté défendu de faire les mariages ailleurs que dans un lieu où l'exercice public de leur Religion est établi.

Les deliberations de Consistoire sans Cene donnée, sans presches faits, sans baptêmes administrez dans un lieu public destiné pour les assemblées, ne sont point non plus des preuves assurées d'un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. En voyey deux raisons.

La premiere, parce qu'il est constant que dans beaucoup de

bourgs ou villages où il y a plusieurs familles de ceux de la R. P. R. & où il n'y a point d'exercice établi & publiquement fait de leur Religion, les P. R. ne laissent pas de s'assembler & de faire entre eux une espece de Consistoire, & ils choisissent pour cela des Diacres & des Anciens. Que si les Religionnaires vouloient contester ce fait, il est facile de les en convaincre. Il paroist par les pieces qu'ils produisent eux-mesmes, où l'on voit que dans les lieux qui sont des annexes d'une Eglise principale, il y a des Consistoires particuliers établis, où l'on fait des délibérations que l'on porte au Consistoire de l'Eglise principale où l'exercice se fait. En Saintonge cela est en usage en beaucoup de lieux; pour peu qu'il y ait de Religionnaires dans un bourg ou dans un village, on y voit des Diacres & des Anciens établis, & l'on met ordinairement dans ces Charges, le Cordonnier, le Marechal, ou le Boulanger du village; & ces Messieurs s'assemblent entre eux, ils font des deliberations dans le Consistoire, & reglent les affaires qui regardent la discipline de leur Eglise.

Cet usage d'avoir des Consistoires particuliers dans des lieux où il n'y a point d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. est conforme à ce qui fut réglé en Saintonge dans un Colloque des Isles tenu dans l'Isle d'Oleron au bourg de Bonne-Mine en l'année 1594. & produit par les P. R. d'Arvert. Voici les paroles de ce Colloque. *Sur ce que Monsieur de la Corbiniere (Ministre d'Arvert) amis en avant touchant les Consistoires particuliers & extraordinaires qui se tiennent quelquefois au lieu de la Tremblade, par luy & les Anciens dudit lieu, après les presches qui s'y font pour les remontrances, reconciliations, & autres parties de la Discipline qui se peuvent traiter hors les Consistoires entiers & ordinaires pour le soulagement & support de maintes personnes qui ne se pourroient pas trouver ailleurs; l'assemblée a approuvé tels Consistoires, pourvu que les affaires plus importantes, & celles qui concernent tout le Corps de l'Eglise, soient renvoyées aux Consistoires generaux & ordinaires qu'on a accoustumé de tenir au lieu du Bourg.* Les actes du Synode que les P. R. de Saintonge ont tenu cette année à Jarnac, sont encore une preuve constante de cet usage. Il est bien certain qu'il y a plus de cinquante ans qu'on n'a fait d'exercice public de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron. A Brisambourg il n'y en a jamais eu d'établi: cependant il paroist par les actes de ce Synode, qu'ils ont des Diacres & des Anciens, & ^{un} ont espece de Consistoire dans ces deux

lieux, puisqu'ils les ont mis dans la Table de leur Synode au nombre des Eglises qui ont accoutumé d'assister aux Synodes, & d'y envoyer quelques Deputez. Il est donc constant qu'on ne peut point conclure qu'il y ait dans un lieu un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. à cause qu'on y voit des Diacres & des Anciens établis, & qu'on y a fait quelques deliberations de Consistoire. Cette preuve est insuffisante.

La seconde raison qui prouve que des deliberations seules de Consistoires ne sont point des preuves assurées d'un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. c'est qu'il arrive quelquefois que mesme dans un lieu où l'exercice est établi, il ne se fait point neantmoins pendant un temps considerable. En voici des exemples. Un Ministre vient à mourir ou à quitter l'Eglise qu'il serroit, le Consistoire demeure, on y fait des deliberations, & souvent ou par la disette de Ministres qu'on ne trouve pas, ou par la pauvreté de l'Eglise qui ne peut donner qu'une pension modique, ou par quelque autre raison, il se passe des trois & quatre ans, sans qu'on ait de Ministre, sans qu'aucun baptême soit administré, sans qu'on celebre aucun mariage; en un mot, sans qu'on fasse aucun exercice public de la R. P. R. en ce lieu. A Saintes par exemple, après que le sieur Merlat fut fait prisonnier, & qu'il eut cessé d'exercer son ministere, les P. R. de cette ville ont esté plus de deux ans sans aucun exercice public: ils avoient neantmoins un Consistoire, mais ils n'avoient point de Ministre, on ne baptizoit point dans leur Temple, on n'y celebrait point de mariage, on n'y preschoit point, & on n'y administrait point la Cene. Il est donc clair que d'alleguer seulement des deliberations de Consistoire dans les années requises par l'Edit, sans Cene, sans presches, sans baptêmes faits dans le lieu des assemblées, & sans Ministre residant, ce n'est point prouver un exercice publiquement fait.

Il faut bien remarquer que dans cet article 9. l'Edit demande deux choses.

1. Il demande un exercice *établi* par les P. R.
2. Il veut qu'il *ait esté fait publiquement* par plusieurs & diverses fois.

Pour estre aux termes de l'Edit, il faut donc que ces deux conditions se rencontrent. Un exercice établi, sans l'avoir eu publiquement fait, cela ne suffit pas: de mesme un exercice publique-

ment fait par hazard , par rencontre dans un lieu où il n'auroit point esté établi , cela ne suffiroit pas non plus. Il faut l'établissement de l'exercice , & il faut qu'il ait esté publiquement fait par plusieurs & diverses fois durant les années 1596. & 1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust.

Pour preuve d'exercice public , lorsqu'on n'allegue que des quittances de Ministre , la preuve est encore tres-foible , & n'est point suffisante : parce qu'il est constant qu'il y a beaucoup de lieux , dans lesquels l'exercice de la R. P. R. n'est point établi , qui contribuent à la subsistance d'un Ministre d'une Eglise voisine où l'exercice se fait. Ainsi il est visible que de conclure qu'il y avoit exercice public de la R. P. R. dans un lieu , parce qu'on voit que les habitants de ce lieu donnoient des gages à un Ministre ; ce n'est pas raisonner juste. De plus , il arrive quelquefois qu'un Ministre à qui l'on a donné quelque chose pour sa subsistance , n'exerce pas son ministère par des accidens qui surviennent : il peut estre interdit , il peut devenir incapable de faire ces fonctions ; de sorte que des quittances seules de Ministre ne font point une preuve solide. Mais si avec ces quittances on allegue dans les années requises par l'Edit , des baptêmes faits de Dimanches en Dimanches , des presches faits & des Cenes administrées ; pour lors la preuve est bonne , pourvû que d'ailleurs il ne paroisse pas que l'exercice dont est question , ait esté un exercice de fief fait dans la maison du Seigneur.

Les Religionnaires alleguent encore souvent pour preuve d'exercice , des comparitions de Ministres aux Synodes ou Colloques tenus dans les années requises par l'Edit. Mais cette preuve n'est point assurée , parce que l'on voit par les pieces que les P. R. produisent , qu'un Ministre comparoit souvent à un Synode ou Colloque en mesme temps pour plusieurs Eglises , où il est constant qu'on ne fait point en toutes , ce qu'on appelle exercice public de la R. P. R. Et d'ailleurs , il est encore constant que des Ministres passagers & non residans dans un lieu , ne laissent pas quelquefois de comparoitre pour ce lieu , à un Synode ou Colloque. Il ne faut que lire les pieces que les Religionnaires de Saintonge ont produites , pour estre convaincu de cette verité. Mais ce qu'ils ont fait mesme cette année à leur Synode tenu à Jarnac , prouve invinciblement que les comparitions de Ministres & d'Anciens à un Synode pour une Eglise , ne font point

des preuves d'un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Ils ont fait comparoître à leur Synode l'Eglise de Brisambourg, & ont mis parmi les absentes l'Eglise de l'Isle d'Oleron : cependant il est constant, comme il a déjà esté dit, qu'il y a plus de cinquante ans qu'on n'a fait d'exercice public de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron, & qu'il n'y en a jamais eu d'établi dans le lieu de Brisambourg. Il est donc evident que des comparitions de Ministres ou d'Anciens à un Synode pour une Eglise, ne prouvent point que dans cette Eglise on fasse exercice public de la R. P. R. Voici ce que porte la table de ce Synode ; *Pour le Colloque de Saint Jean d'Angely. . . l'Eglise de Brisambourg recueillie au Douët, par Maistre Audibert Durand Ministre. Pour le Colloque de Saintonge. . . l'Eglise d'Oleron n'a point comparu.* Le Douët est une Terre qui appartient à Monsieur le Marquis de Tors : il fait faire dans son chasteau l'exercice de la R. P. R. Rien n'est plus constant, que l'exercice qui se fait au chasteau du Douët, est un exercice de fief. Plusieurs P. R. des Paroisses voisines viennent à cet exercice; ceux de Brisambourg y viennent ordinairement. A cause de cela les P. R. de Saintonge donnent au lieu de Brisambourg la qualité d'Eglise, & la mettent dans la table de leur Synode comme une Eglise subsistante, dans laquelle on avoit accoûtumé de faire l'exercice de la R. P. R. Cependant il est constant qu'il n'y a jamais eu d'exercice établi dans ce lieu.

Il est expressément défendu aux Religionnaires, & cela est porté en propres termes dans la Declaration du 1. Février de l'année 1669. article 14. de mettre dans les tables de leurs Synodes, les lieux où l'exercice de leur Religion ne se fait que par le privilege du Seigneur dans son chasteau. Les P. R. de Saintonge ont contrevenu à cet ordre. Dans la table de leur Synode de Jarnac tenu cette année 1681, ils y ont mis l'Eglise de *Beaumont* & celle de *Parcou*, sans mesme ajouter, que les exercices de ces lieux sont des exercices de fief, & ne les distinguant nullement des autres Eglises où il y a exercice reel de la R. P. R. établi. Cependant dans ces deux lieux l'exercice n'est que personnel, les Seigneurs le faisant faire dans leur chasteau. Si les Religionnaires de Saintonge ont la hardiesse de faire ces sortes d'entreprises dans le temps mesme qu'on les poursuit au Conseil pour avoir justice des contraventions qu'ils ont faites : que

peut-on penser de toutes les preuves qu'ils alleguent? Peut-on ajoûter aucune foy aux tables de leurs Synodes? peut-on se fier aux comparitions de leurs Ministres? & peut-on prendre ces comparitions pour des preuves assurées d'un exercice établi & publiquement fait dans le lieu pour lequel ils ont comparu au Synode? Certainement si l'on n'allegue point d'autres actes qui prouvent clairement, que dans ce lieu, dont est question, on a fait un exercice public de la R. P. R. cette comparition à un Synode ne peut point passer pour une preuve constante d'exercice.

Troisièmement, par l'article 10. de l'Edit de Nantes: il est permis aux P. R. de faire exercice public de leur Religion, *en tous les lieux où il a esté établi ou dû estre selon l'Edit de 1577.*

Cét Edit article 7. accordoit aux Religioneux la permission de faire l'exercice public de leur Religion en toutes les villes & bourgs où il se trouvoit publiquement fait le 17. jour de Septembre de cette année 1577. outre les lieux où l'exercice public de la R. P. R. estoit établi & fait dans les années 1596. & 1597. jusques à la fin d'Aoust: les P. R. peuvent donc encore faire ledit exercice dans toutes les villes & bourgs, où il estoit fait publiquement au mois de Septembre de l'année 1577. Voilà encore un nouveau droit que le Roy leur accorde. Pourvû donc qu'ils ayent dans un lieu la possession requise, ou par l'Edit de Nantes, ou par l'Edit de 1577. on ne leur peut point contester leur exercice; mais aussi il faut que cette possession soit prouvée par bons titres, & les preuves qu'on a fait voir estre insuffisantes pour les années 1596. & 1597. ne sont pas meilleures pour le mois de Septembre de l'année 1577.

Quatrièmement, par l'article 11. de l'Edit de Nantes, outre les lieux d'exercice que les P. R. peuvent avoir par titre de possession, dont il est fait mention dans les articles 9. & 10. le Roy leur a accordé encore deux lieux dans chaque Bailliage & Seneschaussée, ressortissans nuëment & sans moyen és Cours du Parlement, dans lesquels deux lieux qui doivent estre choisis & assignez par des Commissaires, ils pourront faire l'exercice public de leur Religion.

Par l'Edit de 1577. le Roy Henry III. avoit accordé aux Religioneux de France dans chaque Bailliage un lieu pour faire l'exercice public de leur Religion. Par l'Edit de Nantes
le

le Roy Henry IV. confirme ce lieu de Bailliage, & en outre il en accorde encore un second, outre les autres exercices que les P. R. peuvent avoir par titre de possession.

De sorte que quand il est question de sçavoir si les P. R. ont droit d'exercice dans un lieu, il ne faut que voir si ce lieu dont on dispute, leur a esté donné pour premier, ou pour second lieu de Bailliage. S'ils montrent des Ordonnances données par des Commissaires deputez pour l'exécution des Edits, par lesquelles ils font voir qu'un tel bourg ou village leur a esté assigné pour premier, ou pour second lieu de Bailliage, il faut s'en tenir là, & ne point contester l'exercice: s'il ne leur a point esté donné pour premier, ou pour second lieu de Bailliage, il faut voir s'ils ont dans ce lieu la possession requise, ou par l'Edit de 1577. ou par celui de Nantes; c'est-à-dire, si dans ce lieu on faisoit l'exercice public de la R. P. R. ou au mois de Septembre de l'année 1577. ou dans les années 1596. & 1597. jusques à la fin d'Aoust. Si on ne prouve point par bons actes, que dans ce lieu, dont est question, on ait fait l'exercice de la R. P. R. ni dans le temps requis par l'Edit de Poitiers, ni dans les années spécifiées par l'Edit de Nantes, l'exercice ne doit point subsister en ce lieu, il doit estre interdit.

Il y a un abus qu'on ne doit point souffrir, touchant les lieux de Bailliage: c'est qu'il se trouve que dans plusieurs endroits les Religionnaires ayant eu leurs deux lieux de Bailliage, & y faisant actuellement l'exercice de leur Religion, en ont néanmoins demandé encore un autre, exposant contre la verité, ou qu'ils n'avoient point le premier, ou que le second ne leur avoit point encore esté assigné. Quand on fait voir qu'ils ont eu, ou deux fois le premier lieu de Bailliage, ou deux fois le second, le lieu de Bailliage qu'ils ont surpris sur un faux exposé, doit estre interdit: car dans chaque Bailliage, outre les lieux de possession qu'ils peuvent avoir, ils ne doivent avoir que deux lieux de grace, qu'on appelle de Bailliage; l'un accordé par l'Edit de 1577. art. 8. l'autre par l'Edit de Nantes art. 11.

Par les choses qu'on a expliquées touchant les articles 7. 9. 10. & 11. de l'Edit de Nantes, on voit que les P. R. ont trois sortes d'exercices; sçavoir le personnel, qu'on appelle de fief ou de chasteau; le reel ou de possession; & l'exercice de Bailliage. Le premier est particulier pour les Hauts-Justiciers, & pour ceux

qui ont un plein fief de Haubert, & doit estre réglé par l'article 7. de l'Edit de Nantes: les deux autres sont publics, & accordez indifferemment pour toutes sortes de personnes, & doivent estre reglez par les articles 9. 10. & 11. de l'Edit de Nantes.

Cinquièmement, par l'article 16. de l'Edit de Nantes il est permis aux P. R. de pouvoir bastir des lieux pour faire l'exercice de leur Religion, dans les villes & places où il leur est permis de le faire. L'article 2. de la Conference de Nerac permet aux Religionnaires de France de bastir des lieux pour faire l'exercice de leur Religion dans tous les endroits, où en vertu de l'Edit de 1577. ils avoient permission de faire cét exercice. Le Roy Henry IV. conformément à cét article de la Conference de Nerac, permet par l'article 16. de l'Edit de Nantes aux P. R. de bastir des lieux qu'on appelle *Temples*, dans toutes les villes & places, où en vertu de l'Edit de Nantes ils ont permission de faire exercice public de leur Religion. C'est-là assurément le sens de l'article 16. car de vouloir que les P. R. ayent permission d'avoir des Temples dans les lieux où il leur est permis de faire exercice public de leur Religion en vertu de l'Edit de Poitiers, & non pas dans les lieux où il leur est permis de faire ledit exercice en vertu de l'Edit de Nantes, cela ne me paroist pas raisonnable, & c'est aller, ce me semble, contre l'intention de l'Edit.

Les P. R. peuvent donc bastir des Temples pour faire l'exercice de leur Religion, dans tous les lieux où ils ont permission de le faire. Ces lieux sont,

Premierement, tous ceux qui leur ont esté donnez dans chaque Seneschaussée par des Commissaires deputez de Sa Majesté, pour premiers, & pour seconds lieux de Bailliage. L'Ordonnance des Commissaires qui leur ont assigné ces lieux, est reputée pour une permission d'y bastir des Temples; & quand ils produisent cette Ordonnance, on ne doit point leur contester ni leur exercice, ni leur Temple, à moins qu'on ne montre clairement qu'on a surpris l'Ordonnance, & qu'elle a esté donnée sur un faux exposé.

Secondement, ces lieux sont, tous les endroits où l'exercice de leur Religion se faisoit dans le temps requis, ou par l'Edit de Poitiers, ou par celuy de Nantes. Veritablement il y a plus de

difficulté touchant ces sortes d'exercices, qu'on appelle de possession: car quoy-que par l'article 16. de l'Edit de Nantes les P. R. ayent pouvoir de bastir des Temples dans tous les lieux où l'exercice public de leur Religion leur est accordé, & que ces lieux soient toutes les villes, tous les bourgs & tous les endroits, où dans les années 1596. & 1597. ils avoient exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. il n'est pas néanmoins facile de juger, si en particulier dans un tel bourg ou village, ils avoient ledit exercice dans ces années. Cela demande un examen & une discussion exacte: qui sera le juge de ce differend? Assurément les P. R. ne le doivent point estre pour deux raisons.

La premiere, ils sont parties: la seconde, nous voyons combien ils sont déraisonnables dans ces sortes de matieres. Qu'on ait fait un ou deux baptêmes dans un lieu, qu'on luy ait donné dans les années requises par l'Edit de Nantes le nom d'Eglise; ils pretendent conclure de là qu'il y avoit en ce lieu dans ces années, l'exercice specifié par l'Edit de Nantes: & tous les jours nous les voyons soutenir au Conseil, des exercices comme estans aux termes de l'Edit, qui non seulement n'y sont pas, mais qu'on voit clairement par les pieces produites devoir estre interdits sans aucune difficulté.

Ce n'est donc pas les P. R. qui doivent regler & determiner, par exemple, si dans un tel bourg ou village l'exercice de la R. P. R. y estoit établi & fait publiquement dans le temps requis par l'Edit. Pour agir dans les regles, & observer les formalitez necessaires, les P. R. qui après l'Edit de Nantes ont voulu bastir un Temple dans un bourg ou village, devoient se pourvoir par-devant les Commissaires executeurs de l'Edit, ou leurs subdeleguez, disant qu'en tel lieu ils avoient l'exercice de leur Religion dans le temps requis par l'Edit de Nantes, ou celui de Poitiers, demandant d'y estre maintenus, & la permission d'y bastir un Temple conformément à l'article 16. de l'Edit de Nantes; & si sur leur requeste & declaration, les Commissaires ou leurs subdeleguez ont fait une enqueste, pour verifier s'il est vray qu'ils soient aux termes de l'Edit, & qu'ils ayent eu dans le lieu, dont est question, la possession requise, & que lesdits Commissaires ou subdeleguez après avoir reconnu leur droit, les ayent maintenus dans leur exercice par une Ordonnance, & donné permission de bastir un Temple; cette Ordonnance est pour eux une

pièce decisive, leur Temple se trouve basti dans les regles, & le Syndic n'a rien à dire contre. Mais il s'en faut beaucoup que les Religionnaires de Saintonge se soient comportez de cette maniere. Comme ils avoient accoutumé d'estre les maistres dans le pays, ils ont agi par voye de fait, & ont pris un chemin bien plus court. Qu'ont-ils fait ? Ils ont commencé par bastir des Temples : après l'Edit de Nantes, ils en ont construit plus de trente dans le Diocese de Saintes, sans observer aucune regle ni formalité. A l'égard de quelques-uns, quand ils ont esté bâtis, ils ont demandé permission au Lieutenant General de Saintes d'égaliser sur les particuliers une somme d'argent, pour payer les ouvriers qui avoient basti le Temple ; mais ils n'ont jamais demandé permission de bastir un Temple, & ils les ont bastis sans faire aucune enqueste prealable de leur droit pretendu, & se sont mis ainsi en possession par voye de fait.

Dans les sept ou huit premieres années qui ont suivi l'Edit de Nantes, c'est-à-dire, au commencement de ce siecle, les Religionnaires de Saintonge ont construit de cette maniere beaucoup de Temples dans le Diocese de Saintes. Dans les années suivantes ils en ont encore basti d'autres, & ont établi quantité de nouveaux exercices, le tout par voye de fait, & de leur autorité propre, sans se pourvoir pardevant des Commissaires deputez de Sa Majesté ou leurs subdeleguez, & sans faire une enqueste prealable de leur possession.

On leur demande : Qui vous a donné permission de bastir un Temple en tel lieu ? Ils répondent que dans ce lieu ils avoient un exercice établi & publiquement fait de leur Religion dans les années requises par l'Edit de Nantes. Mais on leur dit : C'est une question si vous aviez cet exercice ; qui jugera de ce differend ? est-il juste que ce soit vous, & est-il raisonnable que vous vous fassiez justice à vous-mesmes ?

Cette maniere d'agir par voye de fait est une espece d'intrusion contraire à toutes les regles, qui devroit mesme faire déchirer les P. R. de leur droit, s'ils en avoient mesme aucun dans les lieux où ils ont ainsi basti des Temples de leur autorité propre, & sans une enqueste prealable faite juridiquement de leur possession.

Il est si vray qu'ils devoient en agir d'une autre maniere, & se pourvoir devant des Juges avant que de bastir des Temples,

que Messieurs de la Force & Refuge, premiers executeurs de l'Edit de Nantes en Saintonge, dans l'Ordonnance qu'ils firent à Saintes le dernier jour d'Aoust de l'année 1600. par laquelle ils ordonnerent aux Officiers, tant du Siège Presidial de Saintes, que du Siège Royal de Saint Jean d'Angely, de pourvoir chacun au dedans de son ressort, aux requisitions qui pourroient leur estre faites concernant l'execution de l'Edit de Nantes, disent en termes formels, que *les villes & Communautez qui pretendront droit d'exercice de la R. P. R. en vertu des articles 9. & 10. de l'Edit de Nantes, seront tenus de faire leurs declarations pardevant les Officiers desdits Sièges, & icelles verifier, afin d'y estre maintenus.* Cette Ordonnance est produite au procès par les P. R. de Saintonge; & ces termes, *seront tenus de faire leurs declarations pardevant les Officiers desdits Sièges, & icelles verifier*, font bien voir que les Religionnaires de Saintonge ne devoient pas eux-mêmes se faire justice, ni bastir des Temples, ni établir des exercices de leur autorité propre dans les lieux où ils pretendoient avoir permission d'en avoir.

Et c'est ce qui a esté condamné par la Declaration de Sa Majesté donnée à Paris le 16. jour de Decembre de l'année 1656. dans l'article 4. de laquelle il est ordonné, que *tous les Temples qui ont esté établis depuis l'Edit de Nantes & contre la teneur d'iceluy, sans Lettres de permission de Sa Majesté registrées es Cours du Parlement, seront demolis.* Les termes dont le Roy se sert dans cette Declaration, font assez connoistre que de bastir des Temples de nouveau après l'Edit de Nantes, sans aucune permission de Sa Majesté, c'est agir contre les regles prescrites par l'Edit, & mesme contre l'intention du Roy, qui ayant député des Commissaires dans les Provinces pour faire droit aux parties touchant l'execution de cet Edit, n'a point pretendu que les parties elles-mêmes se fissent justice; mais a voulu qu'elles se pourvussent pardevant lesdits Commissaires, pour leur estre fait droit sur leurs requisitions.

Quelque raisonnables que soient les poursuites que font les Syndics des Diocèses de France contre les Religionnaires; nous voyons néanmoins que ces Messieurs les P. R. se plaignent hautement des injustices, à ce qu'ils disent, qu'on leur fait: ils crient, ils font des declamations, & disent qu'on les persecute; comme si c'estoit les persecuter que de les vouloir reduire à la regle, &

encore à une regle qu'ils n'ont extorquée de la main des Rois que par la force des armes, ou qu'on ne leur a accordée que dans des temps fascheux, où les necessitez pressantes dans lesquelles l'Etat se trouvoit, obligeoient d'en user ainsi. Il ne faut point s'étonner de leur maniere d'agir, eux qui ont toujours fait toutes choses contre les regles, & qui ont établi leur Reformation Pretendue sur des principes tout-à-fait extraordinaires: on ne doit point trouver étrange, si de les obliger d'observer les Loix & les Edits, cela leur paroist une persecution.

Ils ont fait imprimer depuis peu un petit ouvrage intitulé, *La Politique du Clergé de France*, où ils font de grandes plaintes contre les jugemens que l'on rend au Conseil d'Etat de Sa Majesté touchant la demolition de plusieurs Temples qu'ils ont construits par contravention aux Edits; & aussi contre les moyens que Sa Majesté prend pour tascher de les obliger à rentrer dans la communion de l'Eglise: mais rien n'est plus injuste & plus déraisonnable que toutes ces plaintes. Il est vray que l'Auteur de ce Livre tourne les choses d'une maniere qu'on ne peut pas nier, qu'il n'y ait de l'esprit, & beaucoup d'artifice & de malignité dans son ouvrage: mais aussi il est certain que tout le Livre est rempli de déguisemens, de faussetez & d'horribles impostures. Je ne remarquerai que ce qui fait à mon sujet.

Après la mort d'Henry le Grand les Religionnaires de France exciterent de nouveaux troubles dans le Royaume, & les guerres civiles de Religion recommencerent: cela obligea le Roy Louis XIII. d'oster aux Huguenots les places dont ils estoient les maistres. L'armée du Roy en l'année 1621. assiégea en Saintonge la ville de Saint Jean d'Angely: les P. R. se défendirent contre l'armée du Roy; mais ne pouvant pas resister longtemps, Sa Majesté prit cette Ville de force. L'année suivante le Roy se rendit aussi maistre de Royan; & en l'année 1627. il attaqua les Rochelois, leur Ville qui paroissoit imprenable, fut reduite sous son obeïssance. En 1629. la paix fut faite, & le Roy fit un Edit de pacification à Nismes, où après avoir pardonné aux Huguenots toutes leurs rebellions, il declara qu'ils jouïroient entierement de l'Edit de Nantes.

Mais comme après l'Edit de 1577. durant les guerres de la Ligue les P. R. firent une infinité de contraventions à cet Edit, en établissant des exercices dans des lieux, où ils n'avoient point

permission d'en avoir : ainsi après l'Edit de Nantes , & principalement durant les troubles , ils firent encore de nouvelles contraventions , & ne se contentant pas d'un grand nombre d'exercices qui leur avoient esté accordez par cet Edit , ils en établirent encore beaucoup d'autres qu'ils n'avoient point permission d'avoir : en quantité de lieux ils changerent des exercices qui n'estoient que personnels & de fief , en des exercices reels & publics ; & en beaucoup d'endroits où ils n'avoient point eu d'exercice établi & publiquement fait dans les années 1596. & 1597. ils ne laisserent pas d'y faire & d'y établir l'exercice public de leur Religion. Ce n'estoit point l'Edit de Nantes qui les regloit touchant les établissemens des exercices de leur Religion , c'estoit uniquement leur volonté & leur pouvoir ; cela se faisoit ainsi en Saintonge plus qu'en aucune autre Province , parce que les P. R. y estoient les plus forts : les Catholiques n'osoient rien dire , ils estoient encore trop heureux qu'on les laissast vivre en repos , & qu'on ne les persecutast plus.

Durant les guerres que la France fut obligée de soutenir presque toujours contre les étrangers depuis l'année 1630. jusques à la paix des Pyrenées , les P. R. faisoient encore de nouvelles contraventions , en usurpant beaucoup de choses sur les Catholiques , & en établissant de nouveaux exercices. Le Clergé de France portoit souvent ses plaintes au Roy , & luy demandoit justice de toutes ces contraventions ; mais à cause des guerres il estoit difficile de remedier à toutes ces entreprises. La paix des Pyrenées estant conclüe , on pensa serieusement à remettre les choses dans l'ordre. Pour cet effet le Roy nomma en l'année 1661. par des Lettres Patentes , des Commissaires pour se transporter dans les Provinces , & pour informer des contraventions faites à l'Edit de Nantes , à celui de 1629. & aux Declarations données en consequence. Dans chaque Province il y eut deux Commissaires deputez ; l'un Catholique , & l'autre de la R. P. R.

Les Religioneux disent dans leur *Politique du Clergé de France* , dont nous avons fait mention cy-dessus , qu'on prit des lors à la Cour le dessein de ruiner les Huguenots en France , & de les opprimer. Voici comme l'Auteur de cet ouvrage fait raisonner ceux qui avoient part au gouvernement des affaires ; *Il faut oster à ces gens-là la liberté qu'ils ont de prescher leur Religion* ,

il faut raser leurs Temples, leur oster la liberté d'exercice; il faut persecuter leurs Ministres, en bannir les uns, en emprisonner d'autres.

Jamais le Roy ni son Conseil n'ont eu le dessein d'opprimer & de persecuter les Huguenots en France. Il est bien vrai qu'on empesche autant que l'on peut, qu'ils ne se multiplient, & qu'ils n'augmentent les exercices de leur Religion au delà des regles prescrites par les Edits.

Trois raisons obligent le Roy d'en user ainsi.

La premiere, il a pour les P. R. des sentimens de compassion, il voit avec regret qu'ils sont engagez dans le schisme, & separez de la communion de l'Eglise; il voudroit les pouvoir retirer de cét état funeste, & c'est ce qui l'oblige de les tenir en bride, & de ne pas souffrir qu'ils établissent en tant de lieux l'exercice de leur fausse Reformation.

La seconde, on a connu par experience que la diversité de Religion dans un Etat, & principalement en France où il y a eu sur ce sujet des guerres civiles pendant long-temps, estoit une occasion continuelle de troubles; & mesme on a remarqué dans les Religioneux qui suivent en France la Reformation Pretendue de Calvin, un certain esprit de revolte & de dissension qui éclate dans les occasions. Tant de mouvemens qu'ils ont faits, & de troubles qu'ils ont excitez dans le Royaume pour l'établissement de leur Religion, obligent le Roy à ne leur pas donner toute la liberté & la licence qu'ils souhaiteroient.

La troisieme raison, c'est que le Roy doit justice à l'Eglise Catholique, dont il est le fils aîné. De tous les exercices de la R. P. R. qui sont établis dans le Royaume, il n'y en a pas un qui ne soit une servitude imposée à l'Eglise Catholique, & qui ne luy ravisse un droit qui luy appartient uniquement. En effet, depuis l'établissement de la Monarchie, l'Eglise Catholique estoit en possession de tous les Temples, où les peuples s'assembloient pour faire leurs prieres, & témoigner à Dieu leur culte. La Religion, dont on faisoit profession dans tous les lieux du Royaume, estoit celle que l'Eglise Catholique enseigne. Les P. R. sont venus dans le siecle passé oster à l'Eglise son droit; & si par le malheur des temps on a esté obligé de tolerer par des Edits l'usurpation injuste que les Religioneux ont faite dans certains lieux contre le droit de l'Eglise, en établissant l'exercice d'une Religion

Religion contraire à la Foy qu'elle enseigne : au moins ne doit-on pas souffrir que cette usurpation s'étende davantage, & le Roy est obligé de rendre justice à l'Eglise sur ce sujet. Il y avoit long-temps que le Clergé faisoit des plaintes à Sa Majesté de beaucoup de contraventions que les Religionnaires avoient faites dans les Provinces aux Edits de pacification : le Roy pouvoit-il s'empescher d'écouter les plaintes de l'Eglise, & de luy faire droit, lorsqu'il l'a pû faire facilement ?

Voilà les raisons principales qui ont obligé Sa Majesté à nommer des Commissaires en l'année 1661. pour informer dans les Provinces des contraventions faites aux Edits ; & ce n'a point esté du tout à dessein de ruiner, d'opprimer & de persecuter ceux qui font profession de la R. P. R. en France. Le Roy les regarde comme ses sujets aussi-bien que les Catholiques, & il souhaiteroit avec ardeur qu'ils rentrassent dans la communion de l'Eglise, que leurs premiers Reformateurs ne leur ont fait quitter que sur de faux pretextes, & des accusations mal fondées.

L'Auteur de *la Politique du Clergé de France*, continuë à déguiser les choses, & à en donner une idée desavantageuse pour les Catholiques.

Les Huguenots, dit-il, donnerent bien alors dans le piège qu'on leur tendoit, ils s'imaginèrent que cette Declaration qui nommoit des Commissaires, leur estoit avantageuse, & ils crurent que par le moyen de ces Commissaires ils alloient se faire relever de toutes les contraventions qu'on avoit faites aux Edits & Declarations qui leur estoient favorables ; & ces contraventions dans ces temps n'estoient pas en petit nombre. p. 24.

Ce paroles insinuent que c'estoient les Catholiques qui avoient fait des contraventions aux Edits, & qui empeschoient les P. R. de jouir de beaucoup de choses qui leur estoient accordées par les Declarations de Sa Majesté ; & c'est tout le contraire. En effet, les Religionnaires peuvent-ils dire que les Catholiques les troublent dans la possession des lieux de Bailliage qu'on leur avoit assignez en chaque Seneschauflée, ou dans la possession des exercices qui leur avoient esté conservez en vertu de l'article 9. & 10. de l'Edit de Nantes ? Jamais les Catholiques ne les ont troublez là-dessus. Empeschoient-ils les Hauts-Justiciers de faire dans leurs chasteaux l'exercice de leur Religion ? Point du

tout. Usurpoient-ils sur les Religioneux des Temples, des Cimetieres, ou autres places? Encore moins. C'estoient au contraire les Huguenots qui estoient coupables de toutes ces contraventions. Dans de certains endroits ils avoient obtenu par surprise deux premiers lieux de Bailliage; dans d'autres ils etablissoient de nouveaux exercices de possession, & bastissoient des Temples de leur autorité propre, & sans faire apparaitre de leur droit pretendu pardevant aucuns Juges: ils changeoient des exercices de fief en des exercices reels; & enfin dans beaucoup de lieux ils s'emparoiient des Cimetieres des Catholiques, & les usurpoient en tout, ou en partie: rien de plus commun en Saintonge que toutes ces contraventions.

p. 25. 16.

Mais, disent-ils, par la Declaration que le Roy a donnée en 1661. par laquelle il a nommé des Commissaires pour informer dans les Provinces des contraventions faites aux Edits, on nous oblige de représenter tous nos titres, en vertu desquels nous faisons exercice public de nôtre Religion en chaque lieu. *Nous vivions depuis soixante ans sous la bonne foy des Edits, nous n'avons point pris soin de conserver nos titres, nous croyions n'en avoir point besoin. Estant en possession depuis si long-temps, quelle injustice de nous obliger de produire des preuves, & des titres, pour un bien dont nous sommes en possession depuis soixante ans? n'y a-t-il point de prescription pour nous? c'est un bien si general qu'on le peut appeller le droit des gens: on prescrit mesme contre les crimes.*

Ce sont là les declamations & les plaintes qu'ils font ordinairement, & c'est ce que l'Auteur de la *Politique du Clergé de France*, représente comme une injustice manifeste qu'on leur fait.

Il faut les détromper, & leur faire voir que ce qu'ils appellent injustice, est la chose du monde la plus raisonnable, & mesme une justice que le Roy ne pouvoit pas s'empescher de rendre à l'Eglise Catholique. Pour estre convaincu de cette verité, il faut remarquer seulement deux choses.

La premiere est, que l'exercice de la R. P. R. n'est que toleré en France: les Huguenots n'ont aucun titre legitime qui leur donne un veritable droit d'avoir exercice public de leur Religion dans le Royaume. Depuis l'établissement de la Monarchie il n'y a point eu en France d'exercice d'autre Religion, que de la Catholique: dans le siècle passé, les P. R. sont ve-

neus usurper le droit legitime de l'Eglise , & établir une nouvelle Religion. Les Rois de France pour le bien de la paix , & pour éviter de plus grands maux , ont toleré par des Edits , non dans tous les lieux du Royaume , mais seulement en certains endroits , l'exercice de cette nouvelle Religion. La permission que les Religioneux ont eue en vertu des Edits , ne leur donne pas dans le fonds un veritable droit ; elle fait seulement qu'on les tolere dans un droit qu'ils n'ont pas , & qui appartient uniquement à l'Eglise Catholique.

La seconde chose qu'il faut remarquer , c'est qu'il est constant , & de notorieté publique , qu'après l'Edit de Nantes les P. R. ont établi dans plusieurs endroits du Royaume des exercices publics de leur Religion , qu'ils ne devoient point avoir selon les regles prescrites par cet Edit. Ce fait est si certain , que je ne croy pas que les P. R. eux-mesmes le voulussent contester. Voudroient-ils , par exemple , soutenir que tous les exercices publics de leur Religion qu'ils ont à present en Saintonge , sont aux termes de l'Edit de Nantes ? Peuvent-ils s'empescher d'avouer qu'il y en a au moins quelques-uns , & mesme beaucoup , qui ne sont pas bien fondez ? S'ils estoient assez déraisonnables pour ne pas reconnoître une verité si constante , il seroit facile de les en convaincre malgré eux ; & Nosseigneurs du Conseil , qui jugent souvent de ces sortes d'affaires , peuvent témoigner qu'il y a beaucoup d'exercices que les P. R. ne peuvent point défendre , non seulement faute de titres qu'ils pourroient dire avoir esté perdus ; mais parce que la chose est evidente par elle-mesme , & paroist par des actes produits. On voit clairement , par exemple , qu'en certains lieux il n'y a pas plus de trente & quarante ans que les P. R. ont commencé d'y établir un exercice public de leur Religion.

Ces deux choses qui sont constantes , estant ainsi supposées , il est facile de répondre aux declamations des P. R. & de leur faire voir que leurs plaintes sont les plus injustes du monde.

Premierement , il n'est pas vray qu'ils fussent en possession depuis soixante ans , de tous les exercices qu'ils ont aujourd'huy , lorsque le Roy nomma en 1661. des Commissaires , pour informer dans les Provinces des contraventions faites à l'Edit de Nantes , & à celui de 1629. Il ne couste rien à ces Messieurs d'avancer les faussetez les plus visibles. Comme leur but prin-

cipal n'est pas d'éclaircir la vérité, mais d'imposer à ceux de leur parti, & de rendre odieux tout ce que l'on fait contre eux; ils ne se mettent pas fort en peine s'ils déguisent la vérité: pourvu qu'ils fassent de grandes declamations, qu'ils se plaignent, & qu'ils puissent au moins dire quelque chose capable de donner de l'aversion contre la conduite que l'on tient aujourd'hui contre eux, cela leur suffit. Il ne faut que voir ce qui s'est passé en Saintonge, & examiner les pieces par eux produites touchant plusieurs exercices qu'ils ont dans cette Province, pour estre convaincu que ce qu'ils avancent avec tant de hardiesse, est visiblement faux. Je ne sçai pas ce qu'ils ont fait dans les autres Provinces; mais je sçai bien que dans le Diocese de Saintes ils ont établi de nouveau, non seulement depuis l'Edit de Nantes, mais mesme depuis trente, quarante & cinquante ans, plusieurs exercices de leur Religion dans des lieux où ils n'avoient point permission d'en avoir.

Secondement, posons que ce qu'ils disent, soit veritable: s'imaginent-ils que pour estre en possession depuis soixante ou quatre-vingts ans, de faire exercice public de leur Religion dans un lieu, cela leur donne un droit legitime de l'y continuer? Ils ont oublié ce qu'ils sont, il faut qu'ils se souviennent qu'ils ne sont que tolerez en France, & encore avec certaines conditions marquées par les Edits. C'est donc sur ces Edits qu'ils doivent se regler touchant l'exercice de leur Religion, & non point sur une possession pretendue. Qu'est-ce que dit l'Edit de Nantes? leur donne-t-il permission de faire à l'avenir l'exercice public de leur Religion, dans toutes les villes, dans tous les bourgs, & dans tous les villages, où par un long-temps ils auront esté en possession de le faire? Point du tout. Il leur permet seulement de faire cet exercice dans tous les endroits, où il estoit *par eux établi & publiquement fait par plusieurs & diverses fois dans les années 1596. & 1597. jusques à la fin du mois d'Aoust.* Voilà ce que l'Edit leur donne. Mais outre cela ils ne peuvent rien acquerir par la prescription, parce que tout ce qu'ils possèdent contre les regles spécifiées par l'Edit, ils le possèdent de mauvaise foy, & par consequent ne peuvent point prescrire.

De plus, la prescription qui de foy est odieuse, parce qu'elle permet la propriété des choses auxquelles on n'a point de droit, n'a esté introduite que pour le repos des familles, & éviter les

contestations entre les particuliers. C'est pourquoy il n'y a que les choses qui sont dans le commerce, & que les particuliers peuvent acquérir, qui soient sujettes à la prescription : mais pour celles qui sont de droit public, on ne prescrit point contre ; & encore moins quand ces choses appartiennent en propre à l'Eglise, comme est le droit d'avoir des Temples, & d'y faire des exercices de Religion, quelque possession qu'on puisse alleguer au contraire, c'est une injuste usurpation qui ne fait point de droit. Que les P. R. cessent donc de se plaindre, & de dire qu'ils sont en possession depuis plus de soixante ans, des exercices qu'on leur conteste. Cela n'est pas vray à l'égard de plusieurs ; & de plus, ce n'est point par la possession qu'on regle ces sortes d'affaires : c'est par la loy que l'Edit de Nantes a prescrite, qu'on les doit regler, & les P. R. n'ont point sujet de se plaindre si l'on les juge conformément à cette loy.

Mais, disent-ils, si l'on examine tous les exercices dont nous sommes à present en possession, & qu'on ne conserve que ceux que nous prouverons par bons titres estre aux termes de l'Edit de Nantes, il arrivera de là un inconvenient fort fascheux. Car il se peut faire aisément que dans beaucoup de lieux on n'ait pris aucun soin de garder des titres, & que mesme dans les endroits où l'on en gardoit, on en ait perdu beaucoup durant les guerres : nous obliger à représenter ces titres, c'est nous demander une chose impossible, & c'est ruiner tous nos exercices, mesme ceux qui seroient les plus anciens & les mieux établis.

Voilà tout ce qu'ils peuvent dire de plus plausible & de plus raisonnable. J'avouë que l'inconvenient qu'ils alleguent, peut arriver ; & que faute de représenter des titres qui auront esté perdus, ils peuvent estre privez de certains exercices fort anciens & bien établis. Mais que faire ? Pour éviter cet inconvenient, faut-il tomber dans un plus grand ? Il faut necessairement ou examiner les titres, en vertu desquels les P. R. font exercice public de leur Religion dans certains lieux, & voir si ces exercices sont conformes aux regles prescrites par l'Edit de Nantes : ou bien il les faut laisser dans leur possession, & leur permettre de jouir paisiblement de tous les exercices qu'ils ont à present.

On ne peut point prendre ce dernier parti, sans faire une injustice visible à l'Eglise Catholique. Car estant constant que les P. R. ont beaucoup d'exercices par contravention aux Edits, il

est certain que tous ces exercices sont autant d'usurpations contre l'Eglise Catholique, qui ne sont point tolerées par les Edits. Cette Eglise se plaint, & demande justice au Roy, on luy ravit son bien, on la dépouille de ses droits. Le Roy qui est son fils aîné, luy refusera-t-il justice? & peut-il luy rendre justice sans examiner cette affaire, & voir quels sont les exercices qui sont aux termes de l'Edit, & ceux qui n'y sont pas? Il faut donc necessairement prendre le premier parti, & discuter les choses: & c'est pour cela que le Roy s'est trouvé obligé de nommer des Commissaires & des Juges qui examinassent les exercices que les P. R. ont dans les Provinces, pour leur conserver ceux qui se trouveront estre aux termes de l'Edit de Nantes, & condamner les autres. Et comme cet examen ne se peut faire sans preuve par écrit, (car il est impossible à present de prouver par témoins que dans les années 1596. & 1597. on faisoit en tel lieu l'exercice public de la R. P. R.) il a bien falu obliger les P. R. de rapporter pardevant les Commissaires les titres, en vertu desquels ils font en ce lieu l'exercice public de leur Religion: s'ils ont perdu quelques titres, c'est un inconvenient, c'est un malheur pour eux, mais qui ne tire pas à grande consequence.

De deux inconveniens, le bon sens & la raison demandent qu'on tasche d'éviter le plus grand. Laisser les P. R. en possession de tous les exercices qu'ils ont, estant constant qu'ils en ont beaucoup par contravention aux Edits, c'est refuser de faire justice à l'Eglise, c'est refuser de la rétablir dans ses droits qu'on luy a ravis, & c'est ne vouloir pas luy rendre ce qui luy appartient. Cét inconvenient est tres-grand, & assurément beaucoup plus grand, que celuy dont les P. R. se plaignent. En effet, l'inconvenient qu'ils alleguent, est celuy-cy; sçavoir, que si l'on les oblige de représenter leurs titres, & qu'on ne leur conserve de Temples & d'exercices que ceux qu'ils prouveront estre aux termes de l'Edit, il se pourra faire qu'on leur en condamnera quelques-uns, faute de titres, qui cependant dans le fonds leur devoient estre conservez. Mais cet inconvenient n'est pas grand, & n'est rien en comparaison de l'autre: car mesme dans ce cas, on ne leur fait aucun tort, on ne leur oste rien de ce qui leur appartient; on cesse seulement de les tolerer dans un droit qu'ils n'ont pas veritablement. Car il ne faut pas qu'ils s'imaginent que les exercices qu'ils ont en vertu des Edits, leur appar-

tiennent de droit : ce droit appartient à l'Eglise Catholique ; & quand les Edits permettent aux P. R. de faire dans un lieu l'exercice public de leur Religion, ils ne font que les tolerer dans un droit qu'ils n'ont pas. Or cesser de tolerer les P. R. dans quelques exercices, qui dans le fonds ne leur appartiennent pas, n'est pas sans doute un inconvenient si grand, que de souffrir qu'on ravisse à l'Eglise ce qui luy appartient, & de permettre qu'on luy impose de nouvelles servitudes, que les Edits mesmes ne souffrent pas.

Il a donc falu necessairement en venir à l'examen des titres. Cela chagrine les P. R. je l'avouë : il peut mesme arriver de là qu'on leur ôtera quelques exercices qui ont esté établis en consequence des Edits. Ils peuvent avoir perdu des titres ; mais voudroient-ils que le Roy eust tant de complaisance pour eux, que de crainte de les chagriner, & de les priver de quelques droits, qui dans le fonds ne leur appartiennent pas, mais dont ils pourroient jouir par tolerance en vertu des Edits, prist le parti de ne point rendre justice à l'Eglise, de ne vouloir point écouter les justes plaintes qu'elle luy fait, ni prendre les moyens necessaires pour la rétablir dans ses droits qu'on a usurpez sur elle, mesme par contravention aux Edits. Si les Religionnaires avoient ce sentiment, & qu'ils eussent assez de presumption pour croire que Sa Majesté devoit en user de cette maniere à leur égard, & preferer leurs interêts à ceux de l'Eglise Catholique ; on ne craint point de leur dire qu'ils sont à plaindre, parce qu'il se trouve que leurs sentimens & leurs desirs sont tout-à-fait déraisonnables.

Les plaintes qu'ils font contre les jugemens que les Commissaires deputez dans les Provinces & Nosseigneurs du Conseil rendent touchant leurs Temples & leurs exercices, ne sont pas plus justes. L'Auteur de *la Politique du Clergé de France*, parle de ces jugemens d'une maniere à faire croire, qu'on y fait toutes les chicannes & toutes les vexations possibles aux P. R. Cependant rien n'est plus faux que cela ; & nous voyons tous les jours, que quand la cause des Syndics des Diocèses n'est pas tout-à-fait claire, on conserve aux Religionnaires & leurs Temples & leurs exercices.

Après l'Edit de Nantes, dit cet Auteur, les Commissaires nommez par le Roy se transporterent dans les Provinces, ils donnerent p. 26.

dans les lieux, où il y avoit quelque difficulté, des actes d'établissement pour quelques Presches, mais non pas pour tous, parce que cela n'estoit pas necessaire, ayant trouvé l'établissement tout fait: on s'en est prevalu, on a condamné les P. R. de ces lieux, parce qu'ils n'ont pu représenter un titre qu'ils n'avoient jamais eu, & dont on a crû qu'ils n'avoient pas besoin.

C'est ainsi que cét Auteur tasche de tourner en ridicule ce qui s'est fait dans les Provinces touchant le jugement des Temples: il déguise hardiment la verité, & avance des mensonges grossiers. Quand les P. R. prouvent par bons actes, que dans les années requises par l'Edit ils avoient en tel lieu, ce qu'on appelle un exercice établi & publiquement fait de leur Religion, les Commissaires & Noisseigneurs du Conseil leur conservent leurs exercices; & il est faux qu'on les condamne, pour ne pas représenter un acte d'établissement fait par les Commissaires premiers executeurs de l'Edit de Nantes.

Dans les lieux, ajoute cét Auteur, où les Commissaires avoient donné des actes d'établissement. Si ces actes n'ont pas esté representez, quoy-qu'on en donnast des enseignes tres-evidentes, & qu'on eust d'autres pieces où celles-là sont rapportées, on n'y a eu aucun égard: dans les lieux où l'on a trouvé ces premiers titres, on y trouve des nullitez, & vous sçavez qu'il n'est pas difficile d'en faire là-mesme où il n'y en a point.

Voilà l'idée qu'il donne des jugemens que l'on rend contre les Temples des P. R. & il n'y a personne qui ne croye, à entendre parler cét Auteur, qu'on fait les dernieres injustices aux Religionnaires: cependant cela n'est pas vray, on les juge selon l'Edit. Il est faux qu'on n'ait point d'égard aux pieces qui prouvent clairement que les Commissaires premiers executeurs de l'Edit, ont établi dans un lieu l'exercice public de la R. P. R. Il est encore plus faux, que lorsque les P. R. produisent les actes mesmes de ces établissemens, cela ne leur sert pas de grande chose, à cause des chicannes, à ce qu'ils disent, qu'on leur fait touchant ces actes, & des nullitez qu'on pretend y trouver; au contraire il est certain qu'on a tout l'égard possible à ces actes d'établissement, & qu'à moins que les Syndics ne fassent voir clairement, ou la fausseté de ces actes, ou la surprise qu'on a faite aux Commissaires par de faux exposez, les exercices sont conservez. Ce qui s'est passé au Conseil touchant le Temple de
Saint

Saint Lo, Diocèse de Coutance, & celuy de Marennnes, Diocèse de Saintes, fait bien voir la fausseté de ce qu'avance l'Auteur de *la Politique du Clergé de France*, & prouve que bien loin de faire des vexations aux P. R. & de les chicanner mal à propos sur les pieces qu'ils produisent, on leur fait exactement justice, & quelquefois mesme on les traite favorablement.

Le Syndic du Clergé de Coutance prouvoit par bons actes & par des raisons tres-solides, que les P. R. de Saint Lo n'avoient point eu dans leur ville d'exercice public de leur Religion, dans les années requises par l'Edit de Nantes, il s'agissoit d'un exercice reel. Cependant, parce que les Religioneux de ce lieu produisoient une Ordonnance des Commissaires premiers executeurs de l'Edit, qui leur permettoit l'exercice de leur Religion à Saint Lo, ils furent maintenus.

Le Syndic du Clergé de Saintes demandoit que l'exercice établi dans le bourg de Marennnes, fût transferé au village du Lindron : il prouvoit qu'en l'année 1579. le Sieur de Riveri, Gouverneur de Broüage, commis par Lettres Patentes de Sa Majesté pour donner & assigner un lieu aux P. R. de Marennnes, où ils pussent faire exercice de leur Religion, avoit établi ce lieu du consentement des P. R. au village du Lindron. Le Syndic produisoit une copie en forme de l'Ordonnance du sieur de Riveri. Cependant, parce que les Commissaires premiers executeurs de l'Edit de Nantes, avoient permis aux P. R. de Marennnes de faire l'exercice de leur Religion dans le Temple qu'ils avoient construit de nouveau dans le bourg de Marennnes, ils furent maintenus.

Après ces deux exemples, peut-on dire avec quelque vraisemblance, que dans les jugemens qu'on rend touchant les Temples & les exercices des P. R. on n'a point d'égard aux établissemens que les Commissaires premiers executeurs de l'Edit, ont faits en leur faveur.

L'Auteur de *la Politique du Clergé de France* avance encore d'autres faussetez sur ce sujet, qu'il ne sera pas inutile de remarquer, pour faire voir quelle est la bonne foy de Messieurs les P. R. Le Commissaire Catholique, dit-il, a un ordre secret de ne p. 29.
trouver aucun bon titre, & de condamner tout. Dans le jugement des Temples on corrompt ou l'on intimide le Commissaire Huguenot, on le trompe, on luy promet de confirmer un Temple, s'il veut consentir à

la démolition d'un autre: & enfin si l'on ne peut rien obtenir de luy, le Commissaire Catholique condamne: le partage se fait, & l'on envoie ce partage au Conseil, où l'on prononce ordinairement sur le jugement du Commissaire Catholique sans autre examen.

Il faut avoir un terrible front pour avancer tant de choses si visiblement fausses.

Le Commissaire Catholique a un ordre secret de ne trouver aucun bon titre, & de condamner tout.

C'est tout le contraire, le Commissaire de la R. P. R. a un ordre secret de la part de ceux de son parti, de ne condamner aucun Temple, quelque mal fondé qu'il puisse estre. Cela est si vray, qu'en effet les Commissaires Huguenots n'en condamnent aucun. Ce qui s'est passé touchant le Temple de Bourg-Charante, (c'est un lieu proche de Jarnac dans le Diocèse de Saintes) est une preuve evidente de cette verité, & fait voir la mauvaise foy de Messieurs les P. R. Lorsque les Commissaires examinerent en l'année 1664. si ce Temple estoit bien fondé, & si l'exercice public de la R. P. R. qui se faisoit à Bourg, estoit aux termes de l'Edit de Nantes. Les P. R. de ce lieu ne purent produire aucunes preuves, ils alleguerent seulement qu'ils avoient perdu leurs titres. La verité du fait estoit, que non seulement du temps de l'Edit de Nantes, mais mesme plus de soixante ans après, il n'y avoit point eu à Bourg d'exercice reel de la R. P. R. L'exercice qu'on y avoit fait, estoit un exercice de fief, qui se faisoit dans le chasteau du Seigneur de Bourg, & qu'on y avoit fait jusques en l'année 1659. Mais Monsieur le Comte de Miosan Catholique, ayant épousé l'heritiere de Bourg, & faisant sa demeure dans la Terre de sa femme, ne voulant pas souffrir qu'on fust dans sa maison l'exercice de la R. P. R. cet exercice de fief fut changé en exercice reel, & transporté dans le bourg de Bourg-Charante, où les P. R. de ce lieu s'emparerent d'une maison qui appartenoit à un Catholique, & en firent une espece de Temple, où ils se sont souvent assemblez depuis pour faire l'exercice de leur Religion. Ce fait est si veritable, que Madame la Comtesse de Miosan, qui fait profession de la R. P. R. l'a elle-mesme reconnu & exposé dans une requeste qu'elle a présentée au Conseil, & qui fut lûë le 29. Decembre 1681. Nonobstant que ce fait fust constant, & qu'il fust tout recent en l'année 1664. n'y ayant que cinq ans que la chose s'estoit passée, les P. R. de

Bourg ne laisserent pas de soutenir qu'ils estoient aux termes de l'Edit de Nantes ; & le Commissaire Huguenot contre sa propre connoissance , & contre une verité publique , conserva le Temple & l'exercice de Bourg , comme estant un exercice reel , établi & publiquement fait dans les années 1596. & 1597. requises par l'Edit de Nantes. Cét exemple fait bien voir le peu de sincerité de Messieurs les P. R. & prouve clairement qu'ils sont coupables du reproche qu'ils font aux Catholiques. Car c'est proprement le Commissaire Huguenot , qui a ordre de ne condamner aucun Temple , quoy-que ce soit une chose publique qu'il soit mal fondé & établi long-temps après l'Edit de Nantes. La conduite au contraire des Commissaires Catholiques dans le jugement des Temples , est beaucoup plus raisonnable : il arrive souvent qu'ils en conservent plusieurs , ce qui montre qu'ils agissent dans ces jugemens avec beaucoup plus d'équité & de justice que les P. R. Le Commissaire Catholique dans le Diocese de Saintes a esté si favorable aux P. R. de Saintonge touchant leurs Temples , que le Syndic du Diocese s'est trouvé obligé de se rendre appellant de quelques-unes des Sentences qu'il a données.

Dans le jugement de leurs Temples on corrompt ou l'on intimide le Commissaire Huguenot , on le trompe , on luy promet de confirmer un Temple , s'il veut consentir à la démolition d'un autre.

Messieurs les P. R. devroient garder quelques mesures dans leur maniere d'agir : s'ils sont resolus de tout employer , de déguiser la verité , & de se servir du mensonge , pour retenir dans leur parti ceux qui y sont malheureusement engagez , ils devroient au moins estre un peu plus discrets , & ne pas avancer des faits qui peuvent estre si facilement convaincus de faux.

Mais peut-on souffrir sans indignation ce qu'ils disent des jugemens que Nosseigneurs du Conseil rendent touchant leurs Temples ? *Enfin* , (ajoute l'Auteur de *la Politique du Clergé de France*) *si l'on ne peut rien obtenir de luy* , c'est le Commissaire Huguenot dont il parle , *le Commissaire Catholique condamne , le partage se fait , & l'on envoie le partage au Conseil , où l'on prononce ordinairement sur le jugement du Commissaire Catholique sans autre examen.*

Tout cecy n'est que fausseté. La verité du fait est , qu'on examine ces sortes d'affaires au Conseil avec la dernière exactitude.

Monseigneur le Marquis de Chasteau-neuf, Ministre & Secrétaire d'Etat, Rapporteur des procès, prend la peine luy-mesme de lire exactement toutes les pieces; & ceux qui ont eu l'honneur de l'avoir pour Juge, peuvent témoigner, sans craindre qu'on les accuse d'aucune flaterie, qu'il marque jusques aux moindres choses qui peuvent favoriser ou la cause des Catholiques, ou celle des P. R. Il joint à cette exactitude une intelligence singuliere, & une experience consommée dans ces sortes d'affaires: il en fait son rapport au Conseil devant Monseigneur le Chancelier & Messieurs les Conseillers d'Etat. Monseigneur le Chancelier qui est un Juge si integre, si équitable, & si penetrant; un Juge que toute la France revere, & dont la justice demeurera jusques à la fin des siècles, *Iustitia ejus manet in seculum seculi*; Monseigneur le Chancelier, dis-je, ne se contente pas de faire lire les pieces qui sont essentielles à la cause; il a mesme la bonté de faire entrer les Parties, de les interroger touchant l'affaire dont est question, & de leur permettre de représenter au Conseil ce qu'elles jugent estre de consequence pour la défense de leur droit.

Si les P. R. sont condamnez souvent, ce n'est pas qu'on n'examine point leurs affaires, & qu'on leur fasse injustice; on les juge selon les regles prescrites par les Edits & les Declarations du Roy: mais c'est que la plupart des exercices qu'ils ont établis, ne sont pas bien fondez. Ils se plaignent néanmoins quand on les condamne, parce qu'ils s'imaginent, que quand on ordonne la démolition de quelques-uns de leurs Temples, on leur oste un droit qui leur appartient; & cela n'est pas vray. Ils doivent considerer que l'exercice de leur Religion n'est que toleré dans le Royaume; & ainsi dans les jugemens que l'on rend au Conseil touchant leurs Temples, il ne s'agit point de leur oster, ou de leur conserver un droit qui pourroit legitime-ment leur appartenir: il s'agit seulement ou de les conserver dans la tolerance d'un droit qui ne leur appartient pas, mais qui appartient à l'Eglise; ou de rendre à l'Eglise ce droit qu'ils ont usurpé contre elle. Pour estre maintenus dans la tolerance & dans l'usurpation de ce droit qui ne leur appartient pas, il faut qu'ils soient precisément aux termes de la Loy qui les tolere dans ce droit. A l'égard d'un grand nombre de Presches qu'ils ont établis, les conditions sous lesquelles les Edits leur permet-

tent l'exercice public de leur Religion, ne se rencontrent point : c'est pourquoy il ne faut point s'étonner, si on les condamne souvent ; & quand ils sont condamnés, on ne fait que restituer à l'Eglise Catholique ce qui luy appartient, & on luy oste une servitude qu'elle n'est obligée de souffrir, que lorsque les P. R. se trouvent aux termes de la Loy qui tolere leur exercice. Dans le temps qu'ils estoient les plus forts en certaines Provinces, comme en Saintonge, ils croyoient qu'il n'y avoit qu'à entreprendre, ne s'imaginant pas qu'il viendrait un jour qu'ils seroient obligés de restituer à l'Eglise Catholique ce qu'ils ont usurpé contre elle, par contravention aux Edits ; & que Louis le Grand, après avoir réglé toutes les affaires de son Royaume avec tant de prudence, après avoir gagné le cœur de ses peuples par la protection qu'il leur donne, & par le doux empire qu'il exerce sur eux, après avoir fait trembler ses voisins par la force de ses armes, & s'estre rendu l'arbitre de l'Europe, mettroit sa gloire à rendre justice à l'Eglise, à la rétablir dans ses droits, & à faire fructifier dans son Royaume la Foy Catholique.

Il est vray que cela ne plaist pas aux P. R. & que le zele que Sa Majesté fait paroistre pour attirer tous ses sujets à la Foy Catholique, est encore pour eux un nouveau sujet de plaintes & de declamations. Il semble à les entendre crier, qu'on leur fasse les dernières violences pour les obliger de rentrer dans l'Eglise. *Qu'avons-nous fait, disent-ils, pour meriter tant de malheurs & de si severes chastimens ? on nous chasse, on nous éloigne, comme si nous estions des pestes de la Republique. Peut-on dire qu'il y a liberté de conscience dans un Royaume où l'on bannit les personnes, où l'on leur fait faire amende honorable, où l'on confisque leurs biens pour cause de Religion ?* p. 123.
p. 124.

On croira sans doute qu'on bannit & qu'on chasse hors de France les P. R. qui ne veulent pas changer de Religion, & qu'on confisque leurs biens. Cependant il est bien certain que cela est faux : si l'on en a chassé quelques-uns hors du Royaume, & qu'on leur ait fait faire amende honorable, c'est pour quelques insolences & quelques crimes qu'ils avoient commis, ou parce qu'ils estoient des relaps.

Mais il est au moins certain, dira-t-on, qu'on ne les souffre plus dans les Charges, qu'on leur oste leurs emplois & leurs commissions ; & qu'enfin on les porte à changer de Religion, &

à se faire Catholiques, en les attirant par des promesses avantageuses qu'on leur fait.

Il est vray que le Roy qui aime son peuple, a des sentimens de compassion pour ceux qu'il voit dans son Royaume estre engagez dans le schisme & dans l'heresie; il les regarde comme des malades qu'il faut tascher d'empescher de perir: il arrive souvent que les Medecins sont obligez de se servir de remedes un peu forts, qui sont mesme amers & desagreables aux malades, mais qui sont necessaires pour les guerir; & quelquefois on leur applique ces remedes malgré eux. Sa Majesté suit à peu près cette maxime, elle a reconnu par experience qu'on ne convertissoit guere d'heretiques par les seuls moyens de douceur; je veux dire par la voye seule des enseignemens & des exhortations: c'est ce qui l'a obligée d'employer des remedes plus forts pour retirer les Religionnaires de leur aveuglement, & les faire rentrer dans la communion de l'Eglise, hors laquelle il n'y a point de salut. Il y a certains malades qui ne reviendroient point d'un assoupissement dangereux qui les conduiroit au tombeau, si on ne les tourmentoit, & si on ne leur appliquoit des remedes vifs qui font revenir les esprits: il est vray qu'on les tourmente, qu'on les fatigue, & qu'on leur fait du mal; mais ce seroit une fausse douceur & une complaisance cruelle, si de crainte de leur causer quelque douleur passagere, on les laissoit mourir sans appliquer le veritable remede à leur mal.

Nous voyons tous les jours combien il est difficile de se défaire de certaines preventions qu'on a sucées avec le lait; & de quitter une Religion, quoy-que fausse, dans laquelle on a esté élevé dès l'enfance, c'est ce qu'on ne fait guere; & pour faire une démarche de cette consequence, quand d'ailleurs on n'est point obligé de la faire, il faut que l'esprit soit bien convaincu de la fausseté de la Religion que l'on quitte, & de la verité de celle que l'on embrasse. Or la plupart des P. R. ne sont point en état d'estre convaincus par des raisons qui prouvent la fausseté de la Reformation Pretendue, & la verité de la Religion Catholique. Les uns ne sont pas capables d'entendre ces raisons, & de les penetrer: ceux qui en pourroient estre capables, ne se donnent pas la peine d'examiner ces sortes de matieres, ils sont prevenus contre l'Eglise Catholique, cela leur suffit, & il y en a beaucoup qui ne se mettent pas en peine de quelle Religion ils soient.

Cela estant, il faut ou laisser perir ces gens-là dans leur faul-
 se Religion, ou se servir d'autres moyens que de raisons de
 controverse, pour les gagner. Les raisons d'intérêt sont cel-
 les qui sont ordinairement le plus d'impression sur le cœur de
 l'homme, parce qu'elles sont tres-sensibles: le Roy s'en est
 voulu servir pour réveiller un peu les P. R. de leur assoupisse-
 ment. Si on ne leur dit rien, & qu'on les laisse dans les Char-
 ges & dans les emplois comme les Catholiques, & qu'ils ayent
 les mesmes avantages, ils ne penseront point du tout à changer
 de Religion. Mais si l'on cesse de leur faire du bien, & qu'on
 les touche par l'intérêt, la crainte d'estre privez de leur repos,
 & de perdre les avantages temporels qu'ils aiment, fait qu'ils
 sont plus disposez à entendre parler de Religion qu'ils n'estoient
 auparavant: ils ouvrent les yeux, ils écoutent ce qu'on leur
 dit, l'Eglise Catholique ne leur paroist plus si horrible, & les
 fausses idées que les Ministres leur en avoient données, s'éva-
 nouissent. C'est ainsi qu'on les fait entrer dans l'Eglise, & qu'on
 les y pousse, s'il faut ainsi parler: *Compelle intrare*; & quand ils
 y sont, ils sont bien aise qu'on en ait usé de cette maniere à
 leur égard: & la plupart avouënt franchement, que si on ne
 les eust ainsi poussez, ils seroient toujours demeurez dans leur
 aveuglement, & n'auroient point pensé du tout à connoistre la
 verité; & bien loin de se plaindre qu'on les ait maltraitez, ils
 se sentent obligez de la grace qu'on leur a faite. Il est vray
 que cette conduite que l'on tient à l'égard des P. R. chagrine
 ceux qui veulent opiniastrément demeurer dans le schisme: ils
 ne scauroient souffrir qu'on se serve de moyens raisonnables
 pour les porter à rentrer dans l'Eglise; ils crient, ils disent
 qu'on les traite avec trop de rigueur; ils se plaignent qu'on les
 contraint, & qu'on leur fait des violences horribles.

Mais ces Messieurs devroient un peu ouvrir les yeux & se faire
 justice: ils ont fait autrefois aux Catholiques tant d'outrages, tant
 de violences & tant de cruautéz. Que n'ont-ils point fait, par
 exemple, en Angleterre & en Hollande pour établir leur Re-
 formation Pretendue, & abolir dans ces Provinces l'exercice
 de la Religion Catholique que les peuples avoient toujours
 suivie depuis qu'on leur avoit presché l'Evangile de JESUS-
 CHRIST? Ce n'a esté que par la violence & la force des armes
 qu'ils y ont établi dans le siècle passé leur Religion nouvelle,

& forcé les peuples de renoncer à la Foy Catholique qu'ils avoient reçûe de leurs peres. En France, ont-ils esté plus mode-
rez? Point du tout : ce n'estoit par tout que fureur & qu'em-
portement. Dans la seule Province de Saintonge ils nous ont
ruiné, démoli, renversé plus de six cens Eglises; ils ont com-
mis mille profanations; ils ont pillé, usurpé les biens des Ec-
clesiastiques; ils ont massacré les Religieux & les Prestres; ils
ont fait cent vexations injustes aux pauvres Catholiques dans
les lieux où ils estoient les maistres. Et aujourd'huy ces Mes-
sieurs crient à la violence & à l'injustice, si-tost qu'on leur fait
la moindre chose qui les chagrine & qui les incommode: *Quis
tulerit Graccos de seditione querentes?*

Du temps de Saint Augustin les Empereurs qui estoient ze-
lez pour la Foy Catholique, firent des loix fort rigoureuses con-
tre les Donatistes. Ces Donatistes estoient des gens qui s'estoient
imaginez que l'Eglise de JESUS-CHRIST s'estoit corrompue,
& qu'elle estoit perie. Sur ces principes ridicules & ces fausses
visions, ils se separerent de la communion des Catholiques, &
firent une secte à part, & croyoient eux seuls faire l'Eglise de
JESUS-CHRIST. Voilà justement ce qu'ont fait les P. R. dans
le siècle passé. Ce changement dans la Religion, & cet établis-
sement de la secte des Donatistes, causa beaucoup de troubles
& de seditions dans l'Afrique, les peuples s'armant les uns con-
tre les autres. Les Empereurs pour remedier à ce mal qui pou-
voit causer encore de plus grandes divisions dans l'Etat, firent
des reglemens fort rigoureux pour obliger les Donatistes de
rentrer dans la communion de l'Eglise qu'ils avoient quittée:
par ces reglemens on bannissoit ceux qui ne vouloient point se
faire Catholiques, & on leur ostoit leurs biens. Ce que l'on fait
aujourd'huy en France pour porter les Religionnaires à rentrer
dans la communion de l'Eglise, n'est rien en comparaison de
cela. Les Donatistes se plaignoient de la violence qu'on leur
faisoit; & mesme parmi les Catholiques on agitoit cette que-
stion, sçavoir si l'on pouvoit ainsi forcer les gens à rentrer dans
l'Eglise, & les contraindre d'embrasser la veritable Foy.

Epist. 48.

Saint Augustin croyoit au commencement qu'on ne devoit for-
cer personne de rentrer dans la communion de l'Eglise: *Mea pri-
mitus sententia erat neminem ad unitatem Christi esse cogendum;* qu'il
faloit agir par paroles, & convaincre les heretiques par bonnes
raisons,

taisons: *Verbo esse agendum, disputatione pugnandum, ratione vincendum*; autrement qu'il seroit à craindre, que les heretiques declarez qu'on forceroit ainsi de rentrer dans l'Eglise, ne demeurassent toujors heretiques cachez, & ne fussent de faux Catholiques.

Les autres au contraire souvenoient, que si l'on ne combattoit contre les heretiques que par la raison, on n'avanceroit jamais rien, & qu'il estoit absolument necessaire de se servir de remedes exterieurs qui sont plus efficaces que les raisons. Ils prouvoient leur sentiment par des exemples bien sensibles, & disoient à Saint Augustin :

Ne voyons-nous pas tous les jours par experience, qu'une infinité de ceux qui estoient engagez dans le schisme & dans le parti de Donat, & qui sont à present Catholiques, ne se seroient jamais convertis, si on ne les eust point tourmentez ?

N'est-il pas vray, que parmi ces Donatistes qui sont à present convertis, il y en avoit quelques-uns qui voyoient visiblement que la verité estoit dans l'Eglise Catholique, & que Donat & ses partisans avoient eu tort de se separer de la communion des Fidéles, pour faire une secte à part ? Cependant ils n'osoient pas se faire Catholiques, ils estoient retenus par des motifs humains, ils avoient crainte de fascher leurs parens, & de contrister leurs amis : *Quàm multi jam volebant esse Catholici manifesta veritate commoti, & offensionem suorum reverendo quotidie differebant !* Jamais ils n'auroient surmonté cette crainte, & jamais ils n'auroient rompu ces liens qui les retenoient dans l'heresie, si les Loix des Empereurs ne les y avoient forcez. C'est ce qu'ils nous témoignent eux-mêmes en nous disant : Il est vray, nous voyions bien que la verité estoit du costé des Catholiques : *Hoc esse verum jam sciebamur* ; mais nous estions retenus par une certaine habitude, qui nous empeschoit de nous faire Catholiques : *Sed nescio qua consuetudine tenebamur*. Dieu soit loüé, qui a eu la bonté de rompre nos liens, & de nous faire rentrer dans la communion de l'Eglise : *Gratias Deo qui vincula nostra dirupit, & nos ad pacis vinculum transtulit*.

Beaucoup d'autres croyoient que le parti de Donat estoit la veritable Eglise : *Quàm multi putant veram Ecclesiam, esse partem Donati !* Ils estoient malheureusement trompez ; & comme on ne leur disoit rien, & qu'on ne les tourmentoit point, ils ne se

mettoient pas en peine de s'éclaircir de la verité : *Quia eos ad cognoscendam Catholicam unitatem securitas, torpidos, fastidiosos, pigrosque faciebat.* Ils seroient toujours demeurez dans cet état, & n'auroient jamais pensé à se retirer de l'erreur & du schisme; mais les menaces qu'on leur a faites, s'ils ne se faisoient Catholiques, & la crainte de perdre leurs biens, les a réveillés de l'assoupissement où ils estoient; & ces menaces & cette crainte ont esté cause qu'ils se sont fait instruire, & qu'ils ont cherché la verité qu'ils ne se mettoient pas en peine de connoistre, lorsqu'on les laissoit en repos : *Sed nos ad cognoscendam veritatem metus fecit intentos; gratias Domino qui negligentiam nostram stimulo terroris excussit, ut saltem solliciti quæreremus, quod securi nosse nunquam curavimus.*

D'autres estoient prevenus contre l'Eglise Catholique, & avoient de l'aversion pour elle, parce qu'on la leur avoit représentée sous de fausses idées: on leur avoit fait accroire que les Catholiques faisoient des choses étranges au sacrifice de l'Autel. Ces faux bruits & ces calomnies qu'on inventoit contre l'Eglise, empeschoient beaucoup de personnes d'entrer dans la communion : *Quàm multis aditum intrandi obserabant rumores maledicorum, qui nescio quid aliud nos in altare Dei ponere jactabant!* Certainement ces personnes n'auroient jamais esté déabusées des calomnies qu'on avoit répandues contre l'Eglise pour la décrier, si elles ne fussent venues parmi nous, & n'eussent reconnu par elles-mêmes, en assistant à nos mystères, la fausseté des idolatries & des superstitions dont on nous accusoit. Mais ces gens-là seroient-ils venus parmi nous, & auroient-ils assisté à nos mystères, s'ils n'eussent esté contraints d'y venir? *Nos falsis rumoribus terrebamur intrare, quos falsos esse nesciremus, si non intraremus; nec intraremus, nisi cogeremur. Gratias Domino qui trepidationem nostram flagello abstulit, expertos docuit, quàm vana & inania de Ecclesia sua mendax fama jactaverit.*

Enfin, n'est-il pas vray qu'il y en avoit d'autres qui croyoient que toutes les societez Chrestiennes estoient bonnes, & qu'il n'importoit pas où l'on adorast JESUS-CHRIST? Cette fausse persuasion qu'ils avoient, faisoit qu'ils demeuroient dans le parti de Donat, parce qu'ils y estoient nez, & qu'on ne les contraindoit point de rentrer dans la communion de l'Eglise: *Quàm multi nihil interesse credentes, in qua quis parte Christianus sit! &*

ideo permanebant in parte Donati, quia ibi nati erant, & eos inde discedere, atque ad Catholicam nemo transfere cogebat. Ces personnes seroient toujours demeurées dans leur erreur & dans le schisme, si on ne les eust contraintes de rentrer dans l'Eglise; & elles louënt aujourd'huy Dieu de ce que les Loix des Empereurs leur ont esté une occasion de quitter le parti schismatique, & d'estre desabusées de cette fausse opinion, que pourvû qu'on adorast JESUS-CHRIST, il n'importoit pas en quelle Eglise on fust, ou veritable, ou schismatique: *Putabamus quidem nihil interesse, ubi fidem Christi teneremus; sed gratias Domino qui nos à divisione collegit, & hoc uni Deo congruere, ut in unitate colatur, ostendit.*

C'est ainsi que raisonnoient contre Saint Augustin ceux qui soutenoient qu'il estoit necessaire d'employer contre les heretiques, autre chose que des raisons. Les exemples qu'ils alleguoient, estoient constantes & si fortes, que Saint Augustin en demeura convaincu: *His ergo exemplis à collegis meis mihi propositis cessi.* Il quitta son premier sentiment, avouant que ce dernier estoit fondé sur des demonstrations sensibles: *Sed hæc opinio mea non contradicentium verbis, sed demonstrationum superabatur exemplis;* & qu'il estoit clair que les vexations qu'on avoit faites aux Donatistes, en avoient fait rentrer dans la communion de l'Eglise un grand nombre, qui ne se seroient jamais convertis sans cela. Et quand les Donatistes se plaignoient des rigueurs que l'on exerçoit contre eux, ce Saint leur répondoit, que leurs plaintes estoient injustes, & semblables à celles de ceux qui estant malades d'une fièvre chaude, se plaignent de ce qu'on les lie, qu'on leur fait violence, & qu'on les empesche de se precipiter: *Si enim quispiam inimicum suum, periculosis febribus phreneticum factum, currere videret in præceps, nonne tunc potius malum pro malo redderet, si eum sic currere permitteret, quam si corripiendum ligandumque curaret? & tamen tunc ei molestissimus & adversissimus videretur, quando utilissimus & misericordissimus exitisset.*

Ce Saint leur disoit, qu'à la verité la conduite que l'on exerçoit contre eux, pourroit leur paroistre une tyrannie, si on se contentoit de les menacer, de les faire craindre, & de les tourmenter, sans les instruire touchant les dogmes & les pratiques de l'Eglise: *Si enim terrentur, & non docerentur, improba quasi dominatio videretur;* mais qu'on n'en usoit pas ainsi, puisqu'on

travailloit à les instruire & à les desabuser des fausses impressions qu'on leur avoit données contre la doctrine de l'Eglise. Il est vray qu'on ajoûtoit aux instructions la crainte, les menaces & les peines; parce que, dit ce Pere, sans cela on n'avanceroit rien pour vostre salut. Tous tant que vous estes, vous estes endurcis depuis long-temps dans le schisme; si l'on n'employoit que les raisons & l'instruction pour vous en retirer, vous n'en sortiriez point: *Sed rursus, si docerentur, & non terrentur, vetustate consuetudinis obdurati, ad capefcendam viam salutis pigrius moverentur.* Ce que disoit Saint Augustin, est bien veritable: l'heresie gaste l'esprit, elle rend les gens opiniastrés & déraisonnables, & même insensibles aux preuves les plus claires; & c'est pour cela que peu d'heretiques se convertissent, à moins qu'on ne les presse par des raisons exterieures & sensibles; & qu'on ne les pousse puissamment à rentrer dans l'Eglise.

Enfin, Saint Augustin faisoit entendre aux Donatistes, qu'une espece de contrainte estoit quelquefois utile & necessaire, quand c'estoit pour le bien que l'on estoit contraint: non pas qu'on pût estre honneste-homme, & estre Catholique malgré soy; mais parce que la crainte de perdre ce que l'on aime, & de souffrir ce que l'on n'aime pas, est d'un grand secours pour nous faire changer de disposition: elle fait qu'on quite plus aisément certaines aversions qu'on avoit conçûes, & qu'on est plus disposé à connoistre la verité qu'on ignoroit: *Vides itaque, ut opinor, non esse considerandum quod quisque cogitur, sed quale sit illud, quo cogitur, utrum bonum, an malum: non quia quisque bonus possit esse invitus, sed timendo quod non vult pati, vel relinquit impediētes animositates, vel ignoratam compellitur cognoscere veritatem.*

Saint Augustin explique dans son Epistre 48. toutes ces choses dont nous venons de faire mention: il ne faut que les opposer aux P. R. pour leur fermer la bouche sur les plaintes qu'ils font aujourd'huy. En effet, on ne peut rien alleguer de plus juste, pour justifier la conduite que l'on tient à présent en France à l'égard des Religionnaires: ils sont dans le même état qu'étoient les Donatistes du temps de Saint Augustin, ils se sont separés de la communion de l'Eglise pour faire une secte à part, comme avoient fait ces heretiques. Les plaintes qu'ils font aujourd'huy touchant les vexations pretendues qu'on leur fait,

sont les mêmes que celles que les Donatistes faisoient; & nous leur répondons les mêmes choses que Saint Augustin répondoit à ces hérétiques. Toute la différence qu'il y a, c'est que les rigueurs que l'on exerçoit contre les Donatistes, estoient à la vérité grandes; & celles dont se plaignent les P. R. sont légères; toutes ces rigueurs, toutes ces vexations, & toutes ces prétendues violences qu'ils disent qu'on leur fait, se réduisent à faire du bien à ceux qui se font Catholiques; & à ne point faire de grace, ni procurer aucun avantage à ceux qui veulent opiniâtrément demeurer dans le schisme. On a vû par expérience combien ces sortes de moyens, qui doivent plutôt passer pour des remèdes salutaires, que pour des violences, sont efficaces dans les occasions. Il y a une infinité de personnes qu'il faut aider, & même qui demandent d'estre pressées; & nous pouvons dire aujourd'huy ce qu'on disoit du temps de Saint Augustin: *His omnibus harum legum terror ita profuit*. La conduite qu'on a tenue à l'égard de plusieurs personnes, a tres-bien réussi: elles ne se seroient jamais faites Catholiques, si on ne les eust aidées, & attirées par des moyens puissans; sans cela elles n'auroient jamais eu la force de quitter le parti schismatique, & de revenir à l'Eglise: *Patentur nos sibi molestos esse debuisse, ne tamquam mortifero somno, ita morbo veternosæ consuetudinis interirent*, up 38

Il se trouve parmi les Calvinistes à peu près les mêmes personnes que Saint Augustin rencontroit parmi les Donatistes. Par exemple: combien y en a-t-il qui voyent bien que la vérité est du costé des Catholiques, & qui ne peuvent pas desavouer qu'on a eu tort de faire le schisme qu'on a fait, & que la Pretendue Reformation de Calvin est une chimere? Cependant ils sont retenus dans leur parti par des liens tres-puissans; ils n'oseroient se déclarer; ils craignent leurs parens; le moindre mot qui leur échape quelquefois en faveur de l'Eglise Catholique, est capable de les ruiner, & de causer dans leur famille autant de troubles, que s'ils avoient renversé la maison: *Ubi si unum verbum pro Catholica dicerent, & ipsi & domus eorum funditus everterentur*. Ne doit-on pas secourir ces gens-là? ne les doit-on pas aider, & les obliger par des moyens puissans à quitter le schisme, à rentrer dans l'Eglise, & à surmonter certaines considérations humaines qui les empêchent de se convertir?

Aug. Epist.
50.

*Quis est tam demens, qui neget & ipsis debuisset per iussa Imperialia
subveniri, ut de tanto eruerentur malo?*

Combien y en a-t-il qui sont trompez de bonne foy, croyant que c'est au Presche qu'on enseigne la verité : Ils sont si persuadez de cela, qu'ils ne penseroient jamais à se faire instruire sur le sujet de la Religion : ils demeureroient toujours dans le schisme, croyant estre dans l'unité. N'est-ce pas une misericorde qu'on leur fait de les réveiller de cet assoupissement mortel, & de les porter puissamment, tantost par des instructions, & tantost par d'autres moyens extérieurs, à considerer qu'ils sont dans le schisme, & qu'il n'y a que six-vingts ans que leurs premiers Reformateurs ont établi leur société, en se separant de la communion des autres Fidèles, & en faisant une secte à part ?

Combien y en a-t-il qui sont prevenus contre l'Eglise Catholique, s'imaginant qu'elle est une société d'idolâtres, qui rendent sans cesse aux creatures l'adoration qui n'est dûë qu'à Dieu ? Les Ministres la leur ont toujours représentée sous cette idée affreuse, & ne leur ont jamais parlé des points de sa creance qu'ils ont rejettez, que comme des erreurs manifestement contraires à l'Ecriture sainte : mais sur tout ils leur ont fait entendre que le sacrifice de la Messe estoit une abomination. Ces personnes n'auroient jamais esté desabusées sur ce point, si on ne les eust pressées de venir à la Messe, & obligées d'écouter les instructions qu'on leur a données. Quand on leur a fait comprendre ce qu'on fait à la Messe, elles ont reconnu qu'on n'y fait rien que de saint, elles ont vû par elles-mêmes que le Prestre y fait ce que nostre Seigneur fit, quand il fit la Cene avec ses Disciples. Le Prestre estant à l'Autel, prend du pain, il le benit, il le consacre, & en fait le corps de JESUS-CHRIST, comme JESUS-CHRIST fit luy-mesme : il prend du vin, il le benit, il le consacre, & en fait le sang du mesme JESUS-CHRIST, comme JESUS-CHRIST fit encore luy-mesme : il offre ce corps & ce sang au Pere eternal, comme JESUS-CHRIST luy offrit, & comme l'Eglise a toujours fait depuis le temps des Apostres jusques à nous. Voilà l'essenciel de ce qui se fait à la Messe ; le reste comprend des prieres, où il n'y a rien que de saint, que d'auguste, & de digne de la grandeur du mystere que l'on celebre. Quand on a expliqué aux P. R. toutes ces choses en François, & qu'on leur a fait voir, que toute

L'Eglise Chrestienne a toujours fait ce que nous faisons à la Messe, ils demeurent tout étonnez. Est-ce là, disent-ils, ces abominations & ces idolatries, dont nos Ministres nous parloient, & qu'ils nous repetoient sans cesse? Dieu soit loüé de ce qu'on nous a obligez d'aller à Messe, & qu'on nous a fait connoître combien sont fausses & vaines toutes les calomnies que les Ministres debitent contre l'Eglise Catholique: *Gratias Deo qui trepidationem nostram flagello abstulit, expertos docuit, quàm vana & inania de Ecclesia sua mendax fama jactaverit.*

Enfin, il n'y en a que trop qui s'imaginent que toutes les Religions sont indifferentes, & qu'on peut faire son salut par tout, pourvû qu'on reconnoisse JESUS-CHRIST pour son Sauveur. Ces gens-là estant un peu aidez, se font aisément Catholiques; & quand ils sont une fois parmi nous, on les instruit, on les desabuse de leur erreur, & on leur fait voir que quiconque n'a point l'Eglise pour mere, ne peut point avoir Dieu pour pere.

Voilà comme quoy ce qui arrivoit du temps de Saint Augustin touchant la conversion des Donatistes, arrive aujourd'huy touchant la conversion des Calvinistes à la Foy Catholique; & les Ministres ne sçauroient blasmer les soins que l'on prend pour retirer par des moyens raisonnables les Religionnaires de l'erreur, qu'ils ne blasment à plus forte raison ce qui se faisoit du temps de Saint Augustin par ordre des Empereurs, & que Saint Augustin luy-mesme approuvoit: *Donatistæ (Calvinistæ) Epist. 48. nimium inquieti sunt, quos per ordinatas à Deo potestates cohiberi atque corrigi mihi non videtur inutile: nam de multorum conversione gaudemus, qui tam veraciter unitatem Catholicam tenent atque defendunt, ut à pristino errore se liberatos esse latentur; ut eos cum magna gratulatione miremur, qui tamen nescio qua vi consuetudinis, nullo modo mutari in melius cogitarent, ni hoc terrore percussæ, sollicitam mentem ad considerationem veritatis intenderent.*

Mais si l'on ajoute encore, qu'on a vû par une experience qui a coûté bien cher à la France, que les P. R. ont causé dans l'Estat tant de troubles & de guerres sanglantes qui ont pensé ruiner la Monarchie, & qu'ils se sont plusieurs fois revoltez contre l'autorité de nos Rois: personne ne trouvera étrange, si Sa Majesté travaille à réunir tous ses peuples dans une mesme Foy, & à ôster l'occasion qui les a divisez, & si cruellement armez les uns contre les autres.

L'Auteur de *la Politique du Clergé de France* fait encore d'autres plaintes dans son ouvrage, mais qui ne sont pas plus raisonnables ny plus justes. Il se plaint qu'on en use avec eux de mauvaise foy, & qu'on ne leur garde point la parole qu'on leur a donnée. *L'on nous a promis, dit-il, ce qu'on ne nous tient pas; il n'y a que contre nous qu'on fait profession de ne rien tenir de ce qu'on promet; les Edits de pacification ont esté proposez pour estre des Loix irrévocables, & comme des fondemens de la paix de l'Etat: nous nous reposons sur la bonne foy de tant de promesses; & tout d'un coup nous nous voyons enlever ce que nous regardions comme le plus assuré, & ce que nous possédions depuis plus de cent ans.*

C'est accuser le Roy de mauvaise foy: cependant cette accusation est tres-injuste, comme il est aisé de le faire voir.

Premierement, on croiroit à entendre parler les P. R. que le Roy revoque tous les Edits de pacification, & qu'il ne veut plus permettre dans son Royaume l'exercice de la R. P. R. Cela n'est pas vray neantmoins. Pourquoi se plaindre d'une chose qui n'est point arrivée, & d'un mal prétendu qu'on ne leur fait point? En effet, le Roy n'empesche pas les Ministres de prescher, de faire leurs fonctions dans les lieux où l'exercice de la R. P. R. est établi, conformément aux regles prescrites par les Edits; il ne défend point aussi aux peuples d'aller au Presche: il employe seulement des moyens salutaires pour convertir à la Foy le plus qu'il pourra de P. R. Cela n'est point contre les Edits: le Roy par ses Edits s'est-il lié les mains, & s'est-il imposé une necessité de ne point travailler à la conversion de ceux de ses sujets qui se trouvent engagez dans le schisme? Point du tout.

Secondement, les P. R. abusent de la credulité du monde par leurs declamations. Quand le Roy revoqueroit l'Edit de Nantes, on ne pourroit point justement l'accuser de manquer de parole & d'agir de mauvaise foy: en voicy la raison.

Il y a bien de la difference entre une parole que l'on donne de bonne foy, & entre des Loix & des Edits que l'on fait pour le gouvernement de l'Etat: on est toujours obligé de tenir sa parole; il n'en est pas ainsi des Edits & des Loix, elles sont sujettes aux changemens, & il arrive souvent qu'on est obligé de les revoquer & d'en faire d'autres.

Mais je passe plus avant, & je supplie les P. R. de considerer, que tous les Edits de pacification qui ont esté faits en leur faveur, ont

ont esté extorquez de la main de nos Rois par la force des armes , ou accordez eu égard aux necessitez fascheuses , dans lesquelles l'Etat se trouvoit pour lors. Il est certain que les Edits que Charles IX. & Henry III. ont faits en faveur des Religioneux , ont esté extorquez par des rebelles les armes à la main , dans des temps fascheux & dans des minoritez. Il est vray que Henry IV. n'a pas esté forcé par les armes d'accorder l'Edit de Nantes , les Religioneux n'estoient pas revoltez contre luy : mais on sçait que les necessitez pressantes dans lesquelles ce Prince se trouvoit , l'obligerent d'avoir cette condescendance pour les Pretendus Reformez. Les guerres civiles n'estoient pas encore tout-à-fait éteintes , il falloit une fois assurer le repos des peuples & affermir la paix , & pour cét effet on ne pouvoit pas s'empescher d'accorder quelque chose aux Religioneux. L'Edit de Nantes fut donné pour lors , comme un remede necessaire pour faire cesser les maux dont la France avoit esté tourmentée pendant si long-temps. Peut-on pretendre qu'un Roy soit obligé de garder inviolablement des Loix , que ses predecesseurs n'ont faites que par force , que par contrainte , & lorsque les necessitez fascheuses dans lesquelles ils se sont trouvez , les obligeoient de les faire. Quand les considerations pour lesquelles ces Loix ont esté faites , cessent , & qu'au contraire le bien des particuliers sans que l'Etat en souffre , demande qu'elles soient revoquées ; il est constant qu'on n'est point obligé de les garder : au contraire , c'est agir avec prudence de les changer. Car il est certain qu'il y a des Loix & des Edits qu'il est utile quelquefois de revoquer ; cela dépend des conjonctures des temps dans lesquels on se trouve.

Des Communautez peuvent tous les jours se relever de certaines transactions qui n'ont pas esté faites avec toute la liberté necessaire , & qui portent un notable préjudice à la Communauté : des particuliers mesme sont reçûs à faire casser des contrats , quand ils font voir qu'ils ne les ont faits que pour se redimer des vexations qu'on leur faisoit. Et aujourd'huy le Roy n'aura pas la liberté de revoquer des Edits , non pas qu'il a faits luy-mesme , mais que ses predecesseurs ont esté contraints d'accorder au préjudice de l'Eglise , lorsqu'il jugera à propos de le faire pour le bien de l'Etat & l'avantage des particuliers ? Les P.R. ne le veulent pas , mais ils veulent tant de choses qui ne

sont point raisonnables, qu'on ne doit pas beaucoup se mettre en peine de ce qu'ils veulent ou ne veulent pas; & toutes leurs crieries & leurs declamations n'empescheront point que ce qu'ils appellent injustice, ne soit souvent une chose fort juste.

On a raison de dire que l'heresie a cela de particulier, qu'elle gaste l'esprit, qu'elle rend les gens opiniastrés, & les fait souvent renoncer au bon sens. On voit cela par experience en plusieurs rencontres, & l'Auteur de *la Politique du Clergé de France* nous en donne des preuves bien claires.

Après avoir declamé fort injustement contre ce qui se fait au Conseil de Sa Majesté touchant le jugement des Temples, & contre la conduite que le Roy tient à l'égard des P. R. il parle avec beaucoup de malignité du Livre de Monsieur de Condom, à present Evêque de Meaux.

Ce sçavant Prelat ayant reconnu, qu'un des plus puissans artifices dont les Ministres se sont toujours servis, & se servent encore à present pour abuser les peuples & les retenir dans le schisme, estoit de déguiser la doctrine de l'Eglise Catholique, de la faire paroître affreuse à leurs auditeurs, & de faire passer pour des superstitions & des inventions sorties de la boutique de Satan, ses pratiques les plus innocentes: ce sçavant Prelat, dis-je, a fait pour ruiner cet artifice une exposition claire, courte & facile de la doctrine de l'Eglise Catholique. Son Ouvrage a esté admirablement bien reçu de tout le monde, des Evêques tres-éclairez l'ont approuvé, & témoigné qu'ils ont trouvé la doctrine de ce Livre si conforme à la Foy de l'Eglise Catholique & Romaine, qu'ils se croient obligez de la proposer comme telle aux peuples qui leur sont commis. A Rome on en a fait une estime toute particuliere, le Pape mesme l'a honoré de son approbation. Enfin, tous les sçavans ont loué le travail de cet Evêque, reconnoissant qu'il avoit tres-bien expliqué la doctrine de l'Eglise, & avoit mis les heretiques hors d'état de la pouvoir décrier & calomnier, comme ils faisoient.

Ce Livre n'accommodoit pas les Ministres, il faisoit voir leur mauvaise foy, & ruinoit le plus puissant de leurs artifices. Il a donc falu tâcher de le décrier; c'est ce qu'ils ont fait. Mais l'Auteur de *la Politique du Clergé de France* s'est signalé sur ce

sujet pardeffus les autres : il parle de ce Livre avec tant de mauvaise foy, & une malignité si grande, qu'on voit bien que l'Ouvrage luy déplaist extrêmement. Il dit qu'il n'est bon qu'à *faire des relaps*; qu'il ne contient point la véritable doctrine de l'Eglise Catholique; mais qu'il la déguise par des détours & des adouciffemens, qui font que ce qu'il y a de mauvais dans cette doctrine, ne paroist pas. p. 94.

Il introduit deux Catholiques qui se plaignent extrêmement de ce Livre, il leur fait dire qu'il ruine la Foy de l'Eglise, & qu'il sert à augmenter le parti de ceux qui ne croient pas même les principaux mysteres de la Religion. *Cét Ouvrage*, disent-ils, *reduit le service des Images à rien, l'invocation des Saints, & la veneration des saintes Reliques à tres-peu de chose, il parle tres-faiblement des Indulgences, il ne dit rien du Purgatoire, & ne donne pas une grande idée des fruits du sacrifice de la Messe.* C'est ainsi que cet Auteur fait parler ces deux Catholiques, & qu'il tasche malicieusement, & par une médisance tout-à-fait raffinée, de décrier le Livre de Monsieur l'Evesque de Meaux, & d'en donner une idée fascheuse, non seulement aux P. R. mais même aux Catholiques. p. 112.

Mais on dit aux Ministres & aux autres P. R. à qui ce Livre donne du chagrin : Est-il possible que le Pape & les Theologiens de Rome ne sçavent pas quelle est la doctrine de l'Eglise Catholique, sur les points que nous avons en dispute avec vous? Est-il possible que les Evesques de France les plus celebres & les plus éclairez ignorent cette doctrine? Est-il possible enfin, que les sçavans qui sont dans la communion Catholique, prennent pour véritable doctrine de l'Eglise, une doctrine qui la ruine & qui l'aneantit? A qui faut-il s'adresser pour sçavoir quelle est la doctrine d'une société? Est-ce à ceux qui la sçavent, & qui sont établis pour l'enseigner aux autres, comme sont les Evesques & les Theologiens? ou bien est-ce à ceux qui ne la sçavent pas, & qui ne l'ont point étudiée? Le bon sens voudroit que ce fust aux Evesques & aux sçavans à qui l'on s'adressast pour sçavoir quelle est la doctrine de l'Eglise sur des points dont on est en dispute: mais cela n'accommode pas les Ministres, ils ne trouveroient pas dans la doctrine de l'Eglise des idolatries & des superstitions. Il est cependant de leur interest d'en trouver: ils veulent demeurer dans le schisme, & y

retenir tant de personnes qu'ils perdent malheureusement. Il faut donc trouver le moyen de décrier & de condamner la doctrine de l'Eglise; & pour cela cette doctrine ne sera pas celle que des Evêques & des Theologiens habiles leur proposent; il faudra l'aller chercher ailleurs. Où les Ministres la vont-ils chercher? S'il y a quelque Livre fait par des gens, dont le zèle est indiscret, & qui poussent souvent dans l'excès, des dévotions mal réglées; s'il y a dans quelque endroit quelques abus pratiqués par des peuples grossiers: c'est-là où les Ministres vont chercher la Foy de l'Eglise. Voilà, disent-ils, la véritable Foy de l'Eglise Romaine: si les Conciles, les Evêques & les sçavans nous la proposent autrement, il ne les faut pas croire: ceux-là seulement doivent estre crus qui nous donnent sujet d'accuser les Catholiques d'erreur & de superstitions, & qui nous fournissent des pretextes pour demeurer dans la separation que nos premiers Reformateurs ont faite.

Y a-t-il rien de plus injuste & de plus inique que ce procédé? C'est-là cependant la conduite des P. R. & ces Messieurs font de grandes declamations contre nous, ils crient, ils se plaignent des injustices, à ce qu'ils disent, qu'on leur fait.

Lib. 20.
cont. Faust.
c. 21.

C'est avec grande raison que S. Augustin dit, *qu'il ne faut pas confondre ce que nous enseignons, avec ce que nous sommes obligés quelquefois de supporter. Autre chose est, dit ce Pere, ce que l'Eglise nous commande d'enseigner aux Fidèles, & autre chose ce que nous sommes obligés de corriger, & qu'on nous commande même de supporter & de tolérer jusqu'à ce qu'il soit corrigé. Aliud est quod docemus, aliud quod sustinemus, aliud quod precipere jubemur, aliud quod emendare precipimur, & donec emendemus, tolerare precipimur.*

Les Ministres n'entrent pas dans le sentiment de Saint Augustin: ils n'ont garde de distinguer ce que l'Eglise croit, & ce qu'elle enseigne aux Fidèles, d'avec certaines opinions particulières qu'elle ne regarde pas comme des points de sa Foy; ni d'avec certains abus qu'elle n'autorise point, mais qu'elle tolère quelquefois jusqu'à ce qu'ils soient corrigés. Bien-loin d'avoir cette équité pour l'Eglise, ils ne veulent pas reconnoître pour sa véritable doctrine, ce que des Evêques éclairez, ce que des Theologiens tres-habiles leur proposent comme étant la Foy de l'Eglise, à cause qu'ils ne trouvent rien dans la doctrine qu'on

leur explique, qu'ils puissent condamner d'erreur, à cause qu'il n'y auroit point parmi nous d'idolatries & de superstitions, & qu'il ne paroistroit rien que de pieux, que de saint dans le culte des Catholiques. L'aversion qu'ils ont conçûe contre l'Eglise qu'ils ont quittée, fait qu'ils veulent, malgré qu'elle en ait, la rendre coupable d'erreur & de superstition; & s'ils n'en peuvent pas trouver dans sa véritable doctrine qu'on leur propose, ils luy en imposent, & soutiendront hardiment que ces erreurs & ces superstitions sont des points de la Foy. C'est l'esprit de schisme qui leur inspire cette maniere d'agir, ils ne veulent point se réunir avec les Catholiques: on leur leve toutes les difficultez, on leur applanit le chemin, on leur ouvre la porte; au lieu de faire un pas, ils reculent; au lieu de s'aider, ils sont ingénieux à se vouloir perdre, & se font des obstacles imaginaires, pour s'empescher de rentrer dans la communion de l'Eglise.

L'Auteur de *la Politique du Clergé de France*, disant que le Livre de Monsieur l'Evesque de Meaux *reduit le service des Images à rien, l'invocation des Saints, & la veneration des saintes Reliques à tres-peu de chose, qu'il parle tres-faiblement des Indulgences, qu'il ne dit rien du Purgatoire*; (il en parle cependant, & conformément à ce qu'en a dit le Concile de Trente) *& qu'il ne donne pas une grande idée des fruits du sacrifice de la Messe*: Cét Auteur, dis-je, parlant ainsi, fait assez connoître qu'il est persuadé, que ce que Monsieur l'Evesque de Meaux enseigne touchant ces points, est orthodoxe. Certainement il ne tiendrait point ce langage, s'il croyoit que la doctrine proposée par cet Evesque contenoit des idolatries & des superstitions. Il faut donc conclure que cette doctrine est innocente, & ne peut point estre condamnée d'erreur & de superstition, au jugement mesme des P. R. Et comme il est constant que cette doctrine est celle de l'Eglise Catholique: (en peut-on douter raisonnablement, après le témoignage qu'en a rendu le Pape, qu'en ont rendu les Theologiens de Rome, les Evesques de France, & tous les gens sçavans; & après que Monsieur l'Evesque de Meaux a fait voir luy-mesme clairement, que ce qu'il disoit, estoit pris des definitions du Concile de Trente, comme il paroît par les passages qu'il a rapportez;) Et comme il est constant, dis-je, que cette doctrine est celle de l'Eglise Catholique; il est plus clair que le jour, que la doctrine de l'Eglise est hors d'atteinte,

& ne peut point estre condamnée d'erreur : & c'est belle malice & opiniastrété pure aux Ministres, de ne pas reconnoistre cette verité.

Mais quelque resistance que fassent les P. R. quelque déraisonnables qu'ils soient dans leurs plaintes & dans leurs accusations, les Catholiques auront toujours pour eux des sentimens de compassion ; & malgré qu'ils en ayent, on fera son possible pour les ramener dans les voyes du salut, & les empêcher de se perdre. Dieu veuille benir les desseins de nôtre invincible Monarque ! Il y a long-temps que la réünion des P. R. de France à l'Eglise, est le souhait de tous les gens de bien ; il y a long-temps qu'on a commencé de travailler à cét ouvrage. Fasse le ciel que l'accomplissement en soit réservé au plus puissant de tous les Rois, & que Louis le Grand ait l'avantage de procurer dans son Royaume, après y avoir fait tant de choses éclatantes & merveilleuses, une union qui rempliroit de joye & le ciel & la terre !

F I N.

de ne peut point estre condamnée d'erreur : & c'est belle ma-
 lice & opiniastreté pure aux Ministres, de ne pas reconnoistre
 cette verité.

Mais quelque résistance que fassent les P. R. quelque dé-
 raisonnable qu'ils soient dans leurs plaintes & dans leurs ac-
 cusations, les Catholiques auront toujours pour eux des sen-
 timens de compassion : & malgré qu'ils en aient, on sera
 son possible pour les ramener dans les voyes du salut, & les
 empêcher de se perdre. Dieu veuille donc les deffendre de né-
 tre invincible Monarque. Il y a long-temps que la réunion
 des P. R. de France à l'Eglise, est le souhait de tous les bons
 de bien : il y a long-temps qu'on a commencé de travailler à
 cet ouvrage. Fasse le ciel que l'accomplissement en soit réservé
 au plus puissant de tous les Rois, & que Louis le Grand ait l'a-
 vantage de procurer dans son Royaume, après y avoir fait tant
 de choses glorieuses & merveilleuses, une union qui rempliroit
 de joye & de gloire le ciel & la terre.

FIN

I
M A R E N N E S.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Marennes, défendeurs.

LA contestation qui est entre le Syndic du Clergé de Saintes & les Pretendus Reformez de Marennes, ne consiste pas à sçavoir si lesdits Habitans de Marennes sont bien fondez dans le droit qu'ils prétendent avoir de faire l'exercice public de leur Religion. Le Syndic ne leur conteste point ce droit : il est d'accord avec eux,

Que les articles particuliers de l'Edit du 17. Septembre 1577. estant, en ce qui concerne l'exercice public de la R. P. R. confirmez par la Conference de Nerac, par celle de Flex, & par l'Edit de Nantes, art. 10. & art. 11. doivent estre exécutez.

Que par le 6. desdits articles particuliers, il est porté, qu'il sera ordonné un lieu où l'exercice sera établi pour tous les Pretendus Reformez des Isles de Marennes.

Et que le Roy, en execution dudit article par ses Lettres du 3. d'Octobre de ladite année 1577. que les défendeurs produisent, sous la cote C. nomma pour lesdites Isles, le bourg de Marennes.

Mais le Syndic demande deux choses.

La première, que le Temple des défendeurs soit demoli jusqu'aux fondemens, & qu'il ne leur soit permis, ni de faire l'exercice, ni de bastir un autre Temple, qu'au lieu qui est proche de Marennes, appelé le Lindron.

Pour rendre evidente la justice de sa demande, il n'y a qu'à exposer le fait duquel dépend son droit.

Le Roy ayant nommé le bourg de Marennes, par ses Lettres du 3. d'Octobre 1577. commit par autres Lettres posterieures & datées du 4. Juin 1579. le sieur de Rivery son Lieutenant & Gouverneur en sa ville de Broüage, Isles & Pais adjacens, & luy enjoignit de marquer aux défendeurs le lieu & place où ils pourroient faire l'exercice.

A leur requeste, & sur la sommation qu'ils luy firent d'exécuter sa commission, & protestation, s'il ne l'exécutoit pas, d'en porter plainte

à S. M. il se transporta à Marennes, leur assigna & marqua le lieu ou village du Lindron qu'ils acceptèrent: de quoy il appert par le procès verbal du 5. d'Octobre 1579. dudit sieur de Rivery, que les défendeurs n'ont osé produire, voyant qu'il portoit la condamnation de leur Temple, mais que le Syndic a remis.

L'an 1600. les défendeurs, de leur autorité & sans permission du Roy, abandonnerent le lieu du Lindron, acheterent une place au milieu de Marennes, & y bastirent un Temple. Le contract du 4. Fevrier de ladite année 1600. de l'acquisition du fonds où ils l'ont basti, par eux remis sous la cote E. est une preuve convaincante de cette innovation.

Or tous ces titres rendent le droit du Syndic incontestable, & font voir la justice de sa demande.

En effet, leur exercice n'estant pas un de ces exercices qui sont maintenus par l'Edit de Nantes article 9. dont il y est parlé en ces termes, *où il estoit par eux établi*, mais un exercice établi par le Roy & tenant lieu d'exercice de Bailliage; il n'a pas esté en leur pouvoir de le faire, ni de bastir un Temple, qu'au lieu qui leur avoit esté assigné, & marqué par ordre & par autorité du Roy.

Et ils ne peuvent pas dire, pour justifier leur contravention, que les sieurs Commissaires premiers executeurs de l'Edit de Nantes, leur ont permis par leur Ordonnance du 30. d'Aoust 1600. qu'ils ont remise sous la cote F. de continuer l'exercice *au Temple qu'ils avoient fait bastir de nouveau*; parce que cette Ordonnance, bien loin de leur donner aucun droit d'avoir un Temple dans Marennes & ailleurs qu'au Lindron, est une nouvelle preuve de la justice de la demande du Syndic, pour les suivantes raisons.

Cette Ordonnance fait voir leur mauvaise foy & l'artifice dont ils userent pour surprendre la religion desdits sieurs Commissaires. En effet ils ne leur exposèrent pas, que déjà & depuis l'an 1579. le lieu du Lindron leur avoit esté assigné par ordre & par autorité du Roy, & que c'estoit là seulement où il leur estoit permis de faire l'exercice & bastir un Temple.

Cette Ordonnance fut donnée sur ce faux exposé, que jusqu'alors ils avoient fait l'exercice *audit bourg de Marennes en la salle de la Dame Comtesse dudit lieu*. Or cet exposé n'estoit pas conforme à la verité: car ils l'avoient fait au Lindron; ce qu'ils ne peuvent pas nier, à moins qu'ils avouent que leur exercice avoit esté une continuelle contravention à l'Edit de 1577. & mesme à l'Edit de Nantes.

Cette Ordonnance fut donnée à Saintes, sans que lesdits sieurs

3

Commissaires se fussent transportez sur les lieux, sans qu'aucune en-
queste eust esté faite, ni aucun témoin ouï sur cét article, à sçavoir,
si effectivement l'exercice avoit esté fait jusqu'alors dans le bourg de
Marennes, ou hors du bourg, au Lindron.

Ils ne peuvent point aussi dire, que les sieurs Commissaires, par-
devant lesquels ils ont esté assignez, ont esté d'accord de maintenir
& leur exercice & leur Temple, & que cela paroist par leur procès
verbal du 5 Mars 1664. de partage intervenu entre eux, parce que
le Syndic répond deux choses.

La premiere, que c'est seulement le sieur Commissaire faisant pro-
fession de leur Religion, qui, par son avis, maintient leur exercice au
mesme lieu où ils le font presentement. Mais le sieur Commissaire
Catholique ne parle pas en ces termes : il ne dit rien du Temple,
& n'en fait aucune mention ; il dit seulement que les Habitans
continuëront l'exercice.

La seconde, que quand mesme (ce que non) lesdits sieurs
Commissaires auroient esté d'accord de maintenir le Temple, leur
Ordonnance ne pourroit passer que pour une Ordonnance surprise,
les défendeurs ayant supprimé contre la bonne foy, & n'ayant
point remis pardevant eux celle du 5. d'Octobre 1579. du sieur de
Rivery, par laquelle le Lindron leur fut assigné.

La seconde chose que le Syndic demande, c'est touchant le Ci-
metiere que les défendeurs possèdent. Il demande que conformé-
ment à l'avis du sieur Commissaire Catholique, il soit rendu à la
Fabrique de l'Eglise Paroissiale de S. Pierre de Marennes.

1. Il appartient à ladite Eglise. Cela paroist clairement par deux li-
vres de censifs de rentes, dont le Syndic a remis un extrait colla-
tionné à son original.

2. La Fabrique en fait trois sols de rente au Seigneur de Ma-
rennes.

3. Les sieurs Commissaires premiers executeurs de l'Edit de
Nantes, ouïs sur cét article le sieur Curé de Marennes & les dé-
fendeurs, deciderent par leur Ordonnance du 30. d'Aoust de l'an-
née 1600. qu'il appartenoit à la Fabrique de l'Eglise, & condam-
nerent les défendeurs à en payer la rente au Seigneur du lieu, &
l'estimation de la place, à la Fabrique.

4. L'Edit de Nantes porte en termes exprés, article 3. *Que tous
ceux qui durant les troubles se sont emparez des Eglises, maisons, biens
& revenus appartenans aux Ecclesiastiques, & qui les detiennent &*

4

occupent, leur en delaisent l'entiere & paisible jouissance, en tels droits, libertez & seuretez qu'ils avoient auparavant qu'ils en fussent dessaisis.

5. Ils ont usurpé de leur autorité & par force cette terre, pour y enterrer leurs morts : la Fabrique de l'Eglise ne l'a jamais alienée; & quand mesme (ce que non) elle auroit esté alienée par autorité d'autre que du Roy, la restitution à l'Eglise en seroit incontestable. Car l'article 90. de l'Edit de Nantes est exprés sur ce point. En voicy les termes : *Les acquisitions que ceux de ladite Religion Pretendue Reformée, & autres qui ont suivi son parti, auront faites par autorité d'autres que des feus Rois nos predecesseurs pour les immeubles à l'Eglise, n'auront aucun lieu ni effet; ains ordonnons, voulons & nous plaist, que les Ecclesiastiques rentrent incontinent & sans delai, & soient conservez en la possession & jouissance réelle & actuelle desdits biens ainsi alienez, sans estre tenus de rendre le prix desdites ventes; & ce nonobstant lesdits contractz de vendition, lesquels à cet effet nous avons cassez & revoquez comme nuls.*

Les défenseurs ne pourront pas pretendre que la Communauté ou les Catholiques acheteront à leurs frais & dépens une piece de terre, dont ils puissent faire un Cimetiere, parce qu'outre que par la Declaration du 14. Decembre 1563. il est ordonné art. 10. qu'ils acheteront de gré à gré un lieu hors des villes, bourgs & villages pour les sepultures. L'Edit de Nantes art. 28. ordonne qu'il leur en sera pourveu gratuitement, lors seulement qu'ils seront privez des Cimetieres qui leur appartenoient, qu'on a pris sur eux durant les troubles, & qui ne peuvent leur estre rendus à raison *des bastimens & edifices* qui y ont esté élevez.

Mais jamais les Edits n'ont porté, & jamais ce n'a esté l'intention de nos Rois, que l'on dédommageast les injustes usurpateurs des biens de l'Eglise, & qu'on leur donnast des Cimetieres aux frais & dépens des Catholiques.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de S. M. & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que les défenseurs seront condamnez à demolir leur Temple jusqu'aux fondemens, avec défenses d'en bastir, & de faire l'exercice public de leur Religion ailleurs qu'audit Lindron, & à delaisser à la Fabrique de l'Eglise Paroissiale de S. Pierre le lieu où ils enterrent leurs morts.

Mr le Marquis DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

1

S A I N T J U S T .
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes , demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Saint Just , défendeurs.

SAINT Just est un Bourg situé tout proche de Marennes , n'en estant distant que d'une petite lieue : il est compris dans cet endroit qu'on appelle du nom commun *des Isles de Marennes*. Il est constant que devant l'année 1600. on n'avoit point fait à S. Just aucun exercice public de la R. P. R. Les défendeurs ne contestent point cette verité ; aussi dans tous leurs titres ils n'ont produit aucun acte qui prouvast , qu'avant l'Edit de Nantes on eust fait à S. Just aucun exercice public de leur Religion. L'on n'a commencé d'établir cet exercice qu'en l'année 1600. Les P. R. de S. Just le veulent maintenir , & ils se fondent sur deux piéces pour établir leur droit prétendu.

La premiere : ils alleguent l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes , qui porte *que dans les Isles de Marennes* , outre le lieu d'exercice qui avoit esté accordé aux P. R. par l'Edit de 1577. *il leur en sera encore donné un autre pour toutes les Isles de Marennes*.

La seconde : ils produisent une Ordonnance de Messieurs de la Force & de Refuge, Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes , par laquelle ils assignent aux P. R. des Isles de Marennes le Bourg de S. Just pour le second lieu d'exercice accordé par le Roy , par l'article 8. des particuliers de son Edit de Nantes. Voilà uniquement les deux piéces sur lesquelles le droit prétendu des défendeurs est fondé. Mais le Syndic du Clergé de Saintes soutient , que l'établissement

fait d'un second lieu d'exercice au bourg de S. Just, ne doit point subsister.

Primò. Il est constant que les articles particuliers de l'Edit de Nantes n'ont jamais esté registrez en aucun Parlement de France : & par l'Edit de 1629. art. 5. il est dit que les Edits en vertu desquels les P. R. peuvent jouir du droit d'exercice , doivent estre registrez en quelque Parlement. Voici les paroles de l'Edit : *Nous voulons que tous les susdits jouissent entierement dudit Edit de Nantes , & autres Edits, Articles & Declarations registrées en nos Parlemens, & ayent suivant ce , l'exercice libre de ladite Religion , en tous les lieux où il a esté concedé par iceux.* Les articles particuliers de l'Edit de Nantes n'ayant point esté registrez en aucun Parlement , il s'ensuit que les Religionnaires des Isles de Marennes ne peuvent point prétendre aucun droit d'exercice en vertu de ces articles.

Secundò. Il est visible que les P. R. des Isles de Marennes, ont obtenu par surprise un second lieu d'exercice, dont il est fait mention dans l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes. Ils ont représenté à sa Majesté , qu'outre le premier lieu d'exercice que le Roy Henry III. leur avoit accordé par l'article 6. des particuliers de l'Edit de Poitiers, il y avoit nécessité de leur en accorder un second dans les Isles de Marennes , à cause du grand nombre des P. R. qui sont dans ce canton ; & le Roy Henry IV. ne leur accorda ce second lieu qu'ils demandoient , que supposé cette nécessité.

Or il n'y avoit nulle nécessité d'établir un second lieu d'exercice : car selon leurs prétentions , ils avoient dans les Isles de Marennes beaucoup d'autres exercices , outre celuy qui leur avoit esté accordé par l'Edit de Poitiers. Ils prétendent qu'ils avoient Arvert , Mornac , S. Jehan d'Angle, Moise & encore d'autres. S'ils avoient ces exercices , il est clair qu'ils ont surpris la religion du Roy , en demandant un second lieu d'exercice ; & ainsi ayant obtenu S. Just sur un faux exposé , il ne doit point leur estre conservé.

Tertiò. S. Just est tout proche de Marennes, ceux de S. Just y peuvent venir facilement au Prêche; & il n'y a nulle necessité que dans ces deux endroits qui sont si proches l'un de l'autre, il y ait deux exercices publics de la R. P. R.

Quartò. Il est à remarquer que S. Just ne fait avec le Bourg de Marennes, & les autres endroits de ce petit canton, qu'on appelle *les Isles*, qu'une mesme *Taillabilité*; c'est à dire, qu'on ne leve qu'une seule taille pour tous ces lieux qui sont *abonnez* ensemble, comme on parle en ce lieu; & cette taille qu'on leve dans les endroits de ces Isles, est réglée: elle est de trente-quatre mille livres par an, & chacun desdits lieux en paye sa part, & ils sont tous solidaiement obligez les uns pour les autres. En vertu de cette taille que les P. R. de ce canton payent au Roy, ils sont exemptés de subsides, de droits d'entrées, & d'autres imposts de cette sorte.

Or les Arrests & les Declarations de Sa Majesté ne souffrent pas qu'on multiplie les Temples de ceux de la R. P. R. dans les lieux qui sont proches les uns des autres, & qui sont sous une mesme taillabilité. En 1663. le 28 Octobre il fut rendu Arrest au Conseil d'Etat du Roy, rapporté par Bernard pag. 327. par lequel il fut ordonné, conformément à l'avis de Monsieur de Bezons, Intendant dans la Province de Languedoc, que les Temples bâtis dans les lieux de *Bouillargues*, *Queyssargues*, *Marignargues*, *Rodillan*, *S. Césaire*, & *Courbesac*, du Diocèse de Nîmes, seroient démolis, parce que tous ces lieux ne faisoient qu'une mesme *taillabilité*, avec un autre lieu où il y avoit un exercice établi qu'on ne contestoit point. Cela marque que l'intention de Sa Majesté n'est point de multiplier si fort les exercices dans les lieux qui sont si proches les uns des autres, & qui ne font qu'une seule *taillabilité*.

Saint Just est tout proche du Bourg de Marennes, où il y a un exercice de la R. P. R. établi, & ne fait avec ce Bourg qu'une mesme taillabilité: on n'y doit donc point établir un autre exercice.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté,
& de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice
de la R. P. R. qu'on a établi à S. Just en l'année 1600. sera
interdit, & le Temple où il se fait, condamné a estre démoli
jusques aux fondemens.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
A R V E R T.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes , demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez d'Arvert ,
défendeurs.*

IL y a dans le Diocèse de Saintes un petit Canton qu'on appelle *les Isles de Marennes* : il comprend dix ou douze Bourgs , dont les principaux sont , Marennes , Arvert , la Tremblade , Saint Just , Soubise , & les autres.

Pour ce Canton des Isles de Marennes qui n'a que trois lieues de largeur , & environ quatre de longueur , le Roy par une indulgence particuliere a accordé aux P. R. de ces Isles , deux lieux , où il leur est permis de faire exercice public de leur Religion.

Le premier lieu leur a esté accordé par l'article 6. des particuliers de l'Edit de 1577. & il a esté établi au bourg de Marennes.

Le second lieu leur a esté accordé par l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes , & les Commissaires executeurs de cet Edit , ont établi ce second lieu en l'année 1600. au bourg de Saint Just , qui n'est éloigné de celui de Marennes que d'une petite lieue. Ces deux faits sont constans , & paroissent par les pieces qui sont produites tant par les défendeurs , que par le Syndic touchant le Temple de Marennes , & celui de Saint Just.

Ceci estant supposé , le Syndic du Clergé de Saintes fait ce raisonnement contre les P. R. d'Arvert.

Les Religionnaires d'Arvert ne peuvent pretendre d'a-

A

voir exercice public de leur Religion dans Arvert, ou qu'en vertu des articles particuliers de l'Edit de 1577. & de celuy de Nantes, qui leur accordent deux lieux d'exercice dans les Isles de Marennes; ou que par titre de possession réelle, donnant des preuves d'un exercice établi, & publiquement fait de leur Religion audit lieu d'Arvert és années portées par l'Edit.

Or le Syndic fait voir clairement, que par aucun de ces deux titres les P. R. d'Arvert ne peuvent maintenir & défendre leur exercice.

Il ne doit donc point subsister.

Ils ne le peuvent maintenir en vertu de l'article 6. des particuliers de l'Edit de 1577. & du 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, pour deux raisons.

1. Ils ne produisent aucun titre qui prouve que des Commissaires députez par Sa Majesté ayent établi audit lieu d'Arvert ou le premier, ou le second lieu d'exercice, accordez par ces deux Edits.

2. Le Syndic fait voir positivement par les titres remis touchant le Temple de Marennes & celuy de Saint Just, que le premier lieu d'exercice accordé par le Roy aux habitants P. R. des Isles de Marennes, a esté établi pour le bourg de Marennes; & que le second lieu d'exercice accordé par le Roy pour lesdites Isles, a esté établi au bourg de Saint Just.

Les Pretendus Reformez d'Arvert ne peuvent point aussi maintenir leur exercice par titre de possession réelle. En voici deux raisons.

1. Tout ce qu'ils produisent pour preuve d'exercice établi, & publiquement fait és années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, se réduit à quelques baptêmes & à quelques mariages administrez par un Ministre nommé Bernard sieur de la Corbiniere, audit Arvert, pendant ces deux années: or ces preuves sont fort équivoques, & ne sont point suffisantes. Car il est constant que selon l'usage & la discipline des P. R. Les Ministres peuvent faire, & font sou-

vent des mariages & baptêmes dans des lieux où il n'y a point d'exercice établi, & publiquement fait de leur Religion.

S'ils apportotent des Presches faits à des jours reglez, des Cenes administrées selon leur usage, & des censures faites selon les regles de leur discipline; cela pourroit faire une preuve raisonnable: mais ils ne produisent rien de tout cela.

2. Le Syndic passé plus avant, & il soutient que c'est une manifeste contravention à l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, que de vouloir pretendre dans les Isles de Marennnes, outre les deux lieux d'exercice accordez par le Roy, d'autres lieux d'exercice par titre de possession réelle.

En effet, pour peu qu'on fasse de reflexion sur cet article 8. on verra clairement que l'intention de Sa Majesté a esté, que pour tous les lieux des Isles de Marennnes, il n'y eust que deux exercices publics de la R. P. R. Voici les termes de cet article. *Outre les deux lieux accordez pour l'exercice de ladite Religion par les articles particuliers de l'an 1577. és Isles de Marennnes & d'Oleron, leur en seront donnez deux autres à la commodité desdits habitans, sçavoir un pour toutes les Isles de Marennnes, & un autre pour l'Isle d'Oleron.*

Il n'est point ici question de l'Isle d'Oleron, c'est une affaire à part; mais seulement des Isles de Marennnes. Pour ces Isles de Marennnes le Roy avoit accordé un lieu d'exercice par l'Edit de 1577. & par l'Edit de Nantes il en a encore accordé un second, & il est exprimé que c'est *pour toutes les Isles de Marennnes*: Lesquelles paroles font voir clairement que l'intention du Roy a esté qu'il n'y eust que deux exercices de la R. P. R. dans tout ce petit Canton, qu'on appelle du nom commun *des Isles de Marennnes*. Les P. R. de ces Isles ont ces deux lieux établis. Le premier est au bourg de Marennnes, & l'autre à Saint Just. L'exercice d'Arvert ne peut donc point subsister; & si on le vouloit conserver par le titre pretendu de possession réelle, l'exercice

de Saint Just devoit donc estre interdit: car enfin pour toutes les Isles de Marennes il ne doit y avoir que deux exercices publics de la Religion Pretendue Reformée. Et le Syndic du Clergé de Saintes ne demande en ce point que l'exécution de l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes.

On ne peut faire au Syndic qu'une seule objection, & elle consiste à dire que les deux lieux d'exercice que le Roy a accordez aux habitans des Isles de Marennes, faisans profession de la R. P. R. sont comme deux lieux de Baillage qui n'empeschent pas qu'on ne puisse avoir d'autres lieux d'exercice par titre de possession réelle dans le mesme ressort où les deux lieux de Baillage sont accordez; & que suivant cette maxime les P. R. des Isles de Marennes peuvent avoir dans le Canton de ces Isles les deux lieux accordez par le Roy, outre ceux qu'ils pretendront par titre de possession réelle.

Mais le Syndic fait voir, que ce qu'on luy oppose, est insoutenable.

1. Les défendeurs ne justifient point clairement leur droit d'exercice par titre de possession; & d'un autre costé, il paroist clairement par l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, que l'intention du Roy a esté, qu'il n'y eust que deux exercices pour toutes les Isles de Marennes. Ainsi il faut s'en tenir là, & n'en pas établir davantage.

2. Quelle apparence que le Roy ait voulu donner deux exercices pour un petit Canton qui n'a que trois lieux de largeur, & quatre de longueur, outre les autres exercices que les P. R. pourroient y avoir établis? Cela ne se peut point raisonnablement soutenir, & l'intention du Roy n'a point esté telle. Au contraire, en donnant un second lieu par l'art. 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, le Roy a crû qu'il y avoit quelque nécessité de l'accorder, laquelle ne se seroit point rencontrée, s'il avoit supposé qu'outre le premier lieu accordé par l'article 6. des particuliers de l'Edit de Poitiers,

5

les P. R. en avoient établi d'autres dans les Isles de Marennes.

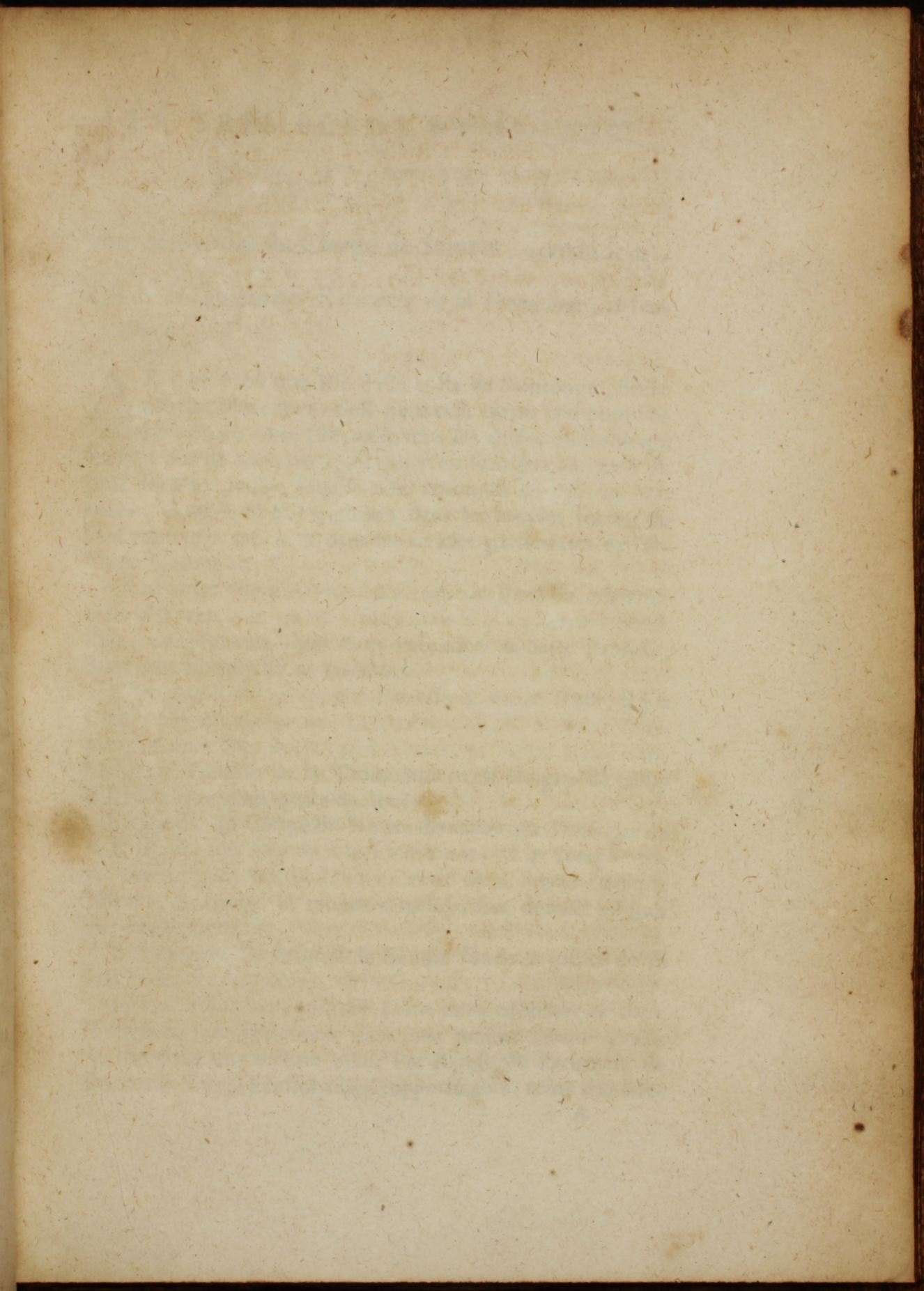
3. Le Canton des Isles de Marennes n'est point un lieu de Baillage, il dépend du Baillage de Saintes, & on appelle à Saintes des Sentences rendues par les Juges des lieux de ces Isles; de sorte que les deux exercices que le Roy a accordez pour toutes ces Isles, ne sont pas proprement des lieux de Baillages; ce sont des exercices accordez par une grace toute particuliere.

4. Il y a une difference notable entre les lieux de Baillages, dont il est fait mention dans l'article XI. de l'Edit de Nantes, & les deux lieux accordez par le Roy pour les Isles de Marennes. Quand le Roy parle d'un second lieu de Baillage accordé par l'article XI. de l'Edit de Nantes, il dit positivement qu'il accorde ce lieu, *encore qu'esdits Baillages, Seneschaussées, il y ait plusieurs lieux où ledit exercice soit à present établi.* Dit-il la mesme chose à l'égard des deux lieux accordez pour les Isles de Marennes? Nullement. Il ne dit point dans l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, qu'il accorde un second lieu d'exercice dans lescdites Isles. *Encore que dans les endroits de ces Isles il y ait plusieurs lieux où ledit exercice soit à present établi.* Au contraire ces mots dudit article 8. *Leur en sera donné un autre pour toutes les Isles de Marennes;* marquent évidemment que l'intention du Roy a esté, qu'il n'y eust que deux lieux d'exercice de la R. P. R. dans ce petit Canton qu'on appelle les Isles de Marennes. Que les défendeurs cessent donc de vouloir maintenir leur exercice d'Arvert, outre les deux lieux d'exercice accordez par le Roy pour les Isles de Marennes. Puisque le Roy a voulu qu'il y ait deux exercices pour tous les lieux de ces Isles, le Syndic du Clergé de Saintes y consent volontiers; mais aussi est-il obligé de demander qu'on n'en établisse pas davantage, & qu'on ne fasse point d'entreprises contraires à l'intention du Roy, qui est si claire sur ce sujet.

Par ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa

Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que
l'exercice public de la Religion Pretendue Reformée sera
interdit à Arvert, & le Temple où il se fait, condamné à
estre démoli aux frais & dépens des défendeurs.

Monsieur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.



I
LA TREMBLADE ~~DE ARVERT~~

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les *Pretendus Reformez de la Tremblade*, défendeurs.

ARVERT est une Isle de la coste de Saintonge, située proche Marennes : c'est pour cela qu'on comprend ce lieu où est située cette Isle, avec tous les autres endroits qui sont autour de Marennes, & qui n'en sont pas éloignez de plus de deux lieuës, sous le nom commun *des Isles de Marennes*, dont il est fait mention dans les articles secrets de l'Edit de 1577. art. 6. & dans les articles particuliers de l'Edit de Nantes art. 8.

Dans cette Isle d'Arvert il n'y a qu'une Paroisse, à sçavoir celle d'Arvert, & qu'un Curé : mais il y a plusieurs quartiers, ou plusieurs lieux dans l'étendue de cette Paroisse, dont l'un est appelé *la Tremblade*.

Quoy-qu'il n'y ait qu'une Paroisse & qu'un Curé, il y a néanmoins deux exercices publics de la R. P. R. deux Temples, & deux Ministres ; l'un à Arvert, & l'autre à la Tremblade : le Temple de la Tremblade n'est éloigné de celui d'Arvert que d'un quart de lieuë.

Le Syndic du Clergé de Saintes demande que l'exercice de la R. P. R. soit interdit à la Tremblade, & le Temple que les défendeurs y ont basti vers l'année 1610. depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'iceluy, soit demoli jusques aux fondemens.

Les moyens sur lesquels le Syndic fonde la justice de sa demande, sont constans.

1. Les Edits ne souffrent point deux exercices & deux Temples, non seulement dans une mesme Paroisse, mais mesme dans une mesme ville. Par Arrest du Parlement de Bordeaux du 26. Fevrier 1645. rapporté au 6. tome des Me-

moires du Clergé p. 422. le second Temple de Bergerac fut condamné à estre demoli. *Sera (dit l'Arrest) demoli le second Temple basti dans le fauxbourg de la Magdelene de la ville de Bergerac, dans laquelle les Habitans de la R. P. R. de ladite ville en ont un autre.* Par Arrest du Conseil d'Etat du Roy du 29. Octobre 1664. rapporté par Bernard p. 462. il fut ordonné que le Temple neuf qu'on avoit basti dans la ville de Montauban, seroit demoli; & fut seulement accordé permission aux P. R. de Montauban de faire *accroistre & agrandir leur Temple vieux pour leur commodité.* Par Arrest du mesme Conseil d'Etat du Roy du 28. Novembre de la mesme année 1664. rapporté par Bernard p. 484. il fut encore ordonné que le petit Temple de la ville de Nismes seroit demoli; permis aux P. R. *d'accroistre leur ancien Temple, si bon leur semble.* Par Arrest du mesme Conseil d'Etat du Roy du 18. Novembre 1670. rapporté au 6. tome des Memoires du Clergé p. 782. il fut ordonné que le second Temple de la ville de Montpellier que les P. R. avoient construit, seroit demoli; permis à eux *de faire croistre & agrandir leur Temple vieux.*

Mais il y a plus : la construction d'un second Temple dans la Paroisse d'Arvert, qui est celuy de la Tremblade, est une contravention manifeste aux articles particuliers de l'Edit de Nantes. Le Roy par le sixième des articles secrets de son Edit de 1577. *accorda un lieu d'exercice aux Pretendus Reformez pour toutes les Isles de Marennes :* outre ce lieu, il leur en accorda encore un autre par l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, dont voici les termes: *Outre les deux lieux accordez pour l'exercice de ladite Religion par les articles particuliers de l'an 1577. és Isles de Marennes & d'Oleron, leur en seront donnez deux autres à la commodité desdits Habitans, sçavoir un pour toutes les Isles de Marennes, & un autre pour l'Isle d'Oleron.* Il est evident que l'intention du Roy a esté, que les Pretendus Reformez n'eussent que deux exercices dans toutes les Isles de Marennes: ils en ont un pour le bourg de Marennes; ils en ont un autre à Arvert. Celuy de la Tremblade qu'ils ont basti longtemps après l'Edit, est de surcroist; & par consequent il doit

estre demoli aussi-bien que beaucoup d'autres qu'ils ont bastis encore dans des lieux qui sont proche de Marennes, & qui sont compris sous le nom *des Isles de Marennes*.

2. Le Syndic du Clergé de Saintes prouve clairement, que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'exercice établi & publiquement fait és années portées par l'Edit : & par conséquent (par une raison generale) le Temple qu'ils ont construit long-temps depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'iceluy, doit estre demoli.

Quant à l'année 1577. il n'en est pas dit un seul mot dans tous les titres qu'ils ont produits.

Pour les années 96. & 97. jusques à la fin d'Aoust requises par l'Edit de Nantes, les défendeurs ne produisent rien qui puisse prouver un exercice établi & publiquement fait à la Tremblade en ces deux années ; au contraire ce qu'ils alleguent, montre positivement qu'ils n'avoient pas cet exercice.

Il n'est jamais parlé dans leurs titres, ni de Presche, ni de Cene, ni d'Assemblée pour chant de Pseaumes faite en aucun jour de ces deux années, ni mesme de Consistoire établi alors : il est parlé seulement sous la cote L. de trois baptêmes faits en 96. à la Tremblade au lieu *de la Chapellanie*, & jamais d'aucun en particulier fait en 97. avant la fin d'Aoust ; & de huit mariages faits ésdites années, sous la cote N.

Mais outre que ces baptêmes & ces mariages ne sont pas des preuves d'exercice établi & fait publiquement, ayant toujours esté permis aux Pretendus Reformez de les faire dans les maisons des particuliers, & és lieux où il n'y a point d'exercice de leur Religion ; il n'est pas dit que ces baptêmes ayent esté faits, ni avant, ni après un Presche, ni en Assemblée publique, ni dans un Temple. Bien loin de cela, ce qui est dit des trois baptêmes, à sçavoir qu'ils ont esté administrez à la Tremblade, *au lieu de la Chapellanie*, fait voir qu'en 96 il n'y avoit aucun lieu destiné pour les exercices publics de la R. P. R. ni par conséquent d'exercice alors établi : parce que là où l'exercice est établi, les P. R. ne donnent jamais, au lieu où ils s'assemblent, d'autre

nom que celui de Temple; de sorte que ces baptêmes font voir seulement que n'y ayant point d'exercice établi à la Tremblade, le Ministre d'Arvert alla dans le quartier de son Eglise Pretendue Reformée, & y donna à quelques enfans, qu'on n'avoit pu porter à Arvert, le baptême dans la maison appelée *la Chapellanie*; parce qu'autre fois elle avoit esté donnée pour la fondation de quelque Chapelle.

Ces baptêmes ont esté administrez par le sieur de la Corbiniere, comme il est dit dans cette pièce produite sous cote L. & il est certain que ledit de la Corbiniere estoit pour lors Ministre de l'Eglise d'Arvert. Ce fait est constant par les pièces que ceux d'Arvert ont produites. Par la dernière qu'ils ont remise sous cote B. le sieur de la Corbiniere en 94. est qualifié *Ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise d'Arvert*. Par la penultième pièce remise sous la même cote B. en 94. & 97. ledit de la Corbiniere est encore qualifié *Ministre d'Arvert*, & baptize en cette qualité les enfans d'Arvert. De sorte qu'il est evident que les baptêmes qui ont esté faits à la Tremblade en 96. ont esté faits par le Ministre de l'Eglise d'Arvert, qui alloit quelque fois rendre service à ceux de la Tremblade, ce bourg étant un quartier & un membre de son Eglise d'Arvert. Ce qui fait voir visiblement qu'en 96. il n'y avoit point d'exercice public établi à la Tremblade, ni de Ministre residant.

Ce fait est constant, non seulement pour l'année 96. mais aussi pour l'année 97. & les pièces produites par les défenseurs & par ceux d'Arvert en font foy. Les défenseurs ont remis sous cote B. un extrait de plusieurs quittances. Ces quittances sont signées par le nommé Bernard Ministre. Il y en a une datée du 16. Octobre 96. par laquelle il reconnoist avoir reçu la somme de vingt-huit livres dix neuf sols *pour le quartier de la Tremblade*. Il y en a une autre datée du 11. Octobre 1597. par laquelle le même Ministre reconnoist avoir reçu la somme d'onze livres dix-huit sols *pour le quartier de la Tremblade*. Il paroist par ces quittances que le lieu de la Tremblade en 96. & 97. estoit un quartier & comme une annexe de l'Eglise d'Arvert. Le Ministre d'Arvert qui se nommoit Bernard, sieur

de la Corbiniere , comme le reconnoissent ceux d'Arvert dans l'inventaire de leurs productions , rendoit donc service en 96. & 97. à ceux de la Tremblade , comme à des personnes qui demeuroient dans un quartier , dans un lieu dépendant de son Eglise. Si l'on doutoit que ce Ministre nommé Bernard , sieur de la Corbiniere , fust Ministre d'Arvert és années 96. & 97. outre les preuves qui en ont déjà esté données , le Syndic en fournit encore de manifestes. Par les neuf & dixième pieces que ceux d'Arvert ont remises sous cote G. le sieur Bernard est qualifié *Ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise d'Arvert* en 97. Et par la dernière piece que ceux d'Arvert ont remise sous cote E. ce Ministre donne des quittances à ceux d'Arvert en qualité de leur Ministre és années 96. & 97.

De mesme les huit mariages que les défendeurs disent avoir esté faits au lieu de la Tremblade és années 96. & 97. ayant esté celebrez par Bernard , sieur de la Corbiniere , comme il est dit positivement dans la piece que les défendeurs ont remise sous cote N. & ce Ministre estant un Ministre de l'Eglise d'Arvert ; les Pretendus Reformez de la Tremblade ne peuvent rien conclure de ce fait , sinon qu'és années 96. & 97. ils estoient membres de l'Eglise d'Arvert , & qu'en cette qualité le Ministre de cette Eglise venoit souvent chez eux leur rendre quelque service , administrer des baptêmes , & faire des mariages.

Il est donc constant que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait au lieu de la Tremblade és années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes. Non seulement ils ne donnent aucune preuve de cet exercice ; mais on voit clairement par les pieces qu'ils ont remises , & par celles que ceux d'Arvert ont produites , qu'ésdites années la Tremblade estoit un membre , un quartier , une annexe de l'Eglise d'Arvert , servie par le Ministre de ladite Eglise d'Arvert.

Les défendeurs ont commencé de construire un Temple au bourg de la Tremblade vers l'année 1610. il n'estoit pas mesme encore tout-à-fait achevé en l'année 1614. comme il paroist par la première piece qu'ils ont remise sous

cote I. & ils ont construit ce Temple de leur autorité propre, sans obtenir aucune permission des Commissaires deputez par Sa Majesté; ce qui est une contravention manifeste aux Edits & aux Declarations du Roy. Et parce qu'en 1614. le Lieutenant General de Saintes ne leur a point reproché qu'ils avoient construit leur Temple de leur autorité propre & sans aucune permission de Sa Majesté; ils croient estre en droit de défendre cette entreprise, comme ils font dans l'inventaire des productions de leurs pieces. Mais il est impossible d'imposer à des Juges aussi éclairés que sont Nosseigneurs du Conseil.

Enfin le Temple du lieu de la Tremblade est bâti si proche de l'Eglise où le Curé d'Arvert tient un Vicaire pour servir les Catholiques de la Tremblade, qu'il est impossible de faire le Service divin dans cette Eglise, pendant que les P. R. sont dans leur Temple à chanter leurs Pseaumes. Ce fait est notoire; & Monsieur Colbert du Terron, Commissaire Catholique, en fait mention dans la Sentence qu'il a rendue.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à la Tremblade, & le Temple où il se fait, condamné à estre demoli par les défenseurs.

M^r le Marquis DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
M O I S E.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Moise, défendeurs.

ON ne peut pas nier que dans le bourg de Moise il n'y ait toujours eu depuis environ cent ans des personnes faisant profession de la R. P. R. Mais aussi il est certain que dans ce lieu il n'y a point eu d'Eglise formée, ni d'exercice établi & publiquement fait de ladite Religion es années portées par l'Edit. Les défendeurs alloient aux exercices voisins, tantost d'un costé, & tantost d'un autre; & quelquefois ils faisoient venir chez eux des Ministres des Eglises voisines, lorsqu'ils avoient besoin d'estre secourus dans les occasions.

Le Temple qu'ils ont aujourd'huy, dans lequel ils s'assemblent, n'a esté bâti qu'après l'année 1651. sans aucune permission de Sa Majesté.

Le Syndic du Clergé de Saintes demande que ce Temple que les défendeurs ont fait bâtir long-temps après l'Edit de Nantes, soit démoli, & l'exercice de la R. P. R. interdit audit bourg de Moise. La justice de sa demande est fondée sur deux raisons incontestables.

La premiere, c'est qu'il se trouve que le bourg de Moise est un de ces lieux qui est compris sous le nom commun *des Isles de Marennes*: les défendeurs en demeurent eux-mesmes d'accord. Dans l'inventaire des pieces que ceux de Soubise ont produites, ils reconnoissent que *Moise & Soubise* sont situez dans ces endroits qu'on appelle *les isles de Marennes*. Dans l'inventaire de leurs nouvelles productions qu'ils ont remises au procès, ils font encore mention au titre de *Soubise*, de sept lieux qui sont compris sous le nom commun

des Isles de Marennes. Ces lieux sont Marennes, Arvert, la Tremblade, Mornac, Saint Jehan d'Angle, Soubise & Moise. De sorte qu'il est clair que le lieu de Moise est un de ces endroits qui est situé dans les Isles de Marennes.

Or par l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, il est constant que l'intention du Roy a esté de n'accorder aux Pretendus Reformez que deux lieux dans les Isles de Marennes, pour y faire l'exercice public de leur Religion. Il est dit dans cet article, qu'outre le lieu qui estoit accordé és Isles de Marennes par l'Edit de 1577. il leur en *seroit encore donné un autre pour toutes les Isles de Marennes.* Ces paroles montrent clairement que dans toute l'étendue des Isles de Marennes les P. R. ne doivent avoir que deux lieux d'exercice : ils en ont un pour le bourg de Marennes, & un autre à Arvert : par conséquent tous les autres exercices qui ont esté établis depuis dans ces Isles, & qui sont tout proche les uns des autres, doivent estre interdits.

La seconde raison sur laquelle le Syndic fonde la justice de sa cause, est une raison generale, qui est decisive. Les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi, & publiquement fait au bourg de Moise és années portées par l'Edit : par conséquent le Temple qu'ils ont fait bâtir longtemps après l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'iceluy, doit estre démoli.

Dans les pièces qu'ils ont produites, il n'est fait aucune mention de l'année 1577.

Pour les années 96. & 97. qui sont requises par l'Edit de Nantes,

1. Les défendeurs ne produisent, ni baptêmes, ni mariages administrez, ni Cene, ni Presches faits au bourg de Moise pendant ces deux années : marque évidente qu'il n'y avoit point pour lors à Moise d'exercice public de la R. P. R.

2. Pour lescdites deux années, ils ne produisent qu'un extrait d'un papier de Consistoire de l'Eglise de Moise, coté sous la lettre D. où il est dit, *fol. 5. verso*, qu'en l'année 96. le huitième d'Avril les Anciens de l'Eglise de Moise s'assemblerent en presence de *M^r Jehan Neau, Ministre de la Parole de*

3

Dieu en l'Eglise de Tonnay-Charante.

Il est dit dans le mesme livre, *fol. 6. recto*, qu'en 96. le 22. May les Anciens de l'Eglise de Moise s'assemblerent au Consistoire, & delibererent touchant la pension que ceux de Moise devoient faire *de la somme de dix écus* audit sieur Neau.

Fol. 7. recto du mesme livre, il est dit que le douzième de Juin 1597. on nomma pour Anciens dans l'Eglise de Moise quelques Habitans dudit lieu; & dans le mesme endroit il est dit que le vingtième jour d'Aoust de l'année 1597. les Pasteurs & les Anciens tant dudit Moise, Saint Frioul, que Baujay, s'assemblerent au Consistoire. Voilà tous les titres des défendeurs: il est facile de faire voir qu'ils n'en peuvent tirer aucun avantage.

Il paroist veritablement par ce livre de Consistoire, qu'en 96. & 97. il y avoit plusieurs personnes à Moise qui faisoient profession de la R. P. R. ils avoient mesme une espece de Consistoire, & il y avoit des Anciens établis. Mais il est évident qu'il n'y avoit point de Ministre residant, ni d'exercice établi, & publiquement fait audit lieu.

En 96. au mois d'Avril ils s'assemblent en presence de *Mr Neau, Ministre en l'Eglise de Tonnay-Charante*. Cela fait voir qu'ils n'avoient point de Ministre residant parmi eux, & qu'ils faisoient venir quelquefois des Ministres des Eglises voisines, lorsqu'ils avoient besoin d'estre secourus dans les occasions.

En la mesme année 96. au mois de May, ils deliberent de donner au sieur Neau, Ministre de Tonnay-Charante, dix écus de pension. Cela prouve clairement qu'ils n'avoient point pour lors de Ministre chez eux, & qu'ils donnoient quelque pension modique à quelque Ministre voisin qui leur rendoit service.

En 97. au mois de Juin ils s'assemblent, & nomment de nouveaux Anciens, & il n'est fait aucune mention qu'ils se soient assemblez en presence de quelque Ministre. Cela fait voir qu'ils n'en avoient point pour lors. Et tous ces faits montrent non seulement que les défendeurs ne donnent point de preuve d'un exercice établi, & publiquement

4

fait audit bourg de Moise dans le temps requis par l'Edit ; mais mesme ils font voir avec évidence qu'ils n'avoient point pour lors ledit exercice , n'ayant point de Ministre residant parmi eux , & estant obligez dans leurs necessitez d'avoir recours aux Ministres des Eglises voisines.

Pour ces moyens , le Syndic espere de la justice de Sa Majesté , & de celle de Nosseigneurs de son Conseil , que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Moise , & le Temple où il se fait , condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monsieur DE CHASTEAU-NEUF ,
Rapporteur.

1

S O U B I S E.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes , de-
mandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Soubise ,
défendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes soutient contre les P. R. de Soubise , que l'exercice public de leur Religion doit estre interdit dans le lieu de Soubise , & le Temple qu'ils ont construit long-temps après l'Edit de Nantes , & sans avoir obtenu aucune permission du Roy , démoli jusques aux fondemens. La justice de sa cause est fondée sur trois raisons.

La premiere : il paroist que l'exercice qui se faisoit à Soubise , estoit un exercice personnel que Damoiselle *Catherine de Parthenay* , Dame de Rohan & de Soubise , faisoit faire par des Ministres qu'elle gageoit ; ce fait se prouve par les pieces que les défendeurs ont remises au procès. Sous cote A. ils produisent un extrait d'un livre Baptistaire , où il est dit , *fol. 2. recto* , que *le Dimanche second jour de Decembre 1590. a esté fait le Presche en la presente ville de Soubise par Maître Nicolas Blanc , en la presence de Madame.*

Sous cote D. les défendeurs produisent plusieurs extraits de comptes que rendoient à Madame de Rohan les Fermiers de sa Terre de Soubise. Dans le second compte , *fol. 4. recto* , il est dit , que *Philippomeau , Ministre du Saint E-vangile de Nostre Seigneur , a reçu quatre-vingts écus , pour une année & demie , de la somme de huit-vingts livres , qu'il a plû à ladite Dame luy ordonner pour partie de son entretien par cha-cun an.* La quittance dudit Philippomeau est du 20. Jan-

vier 1597. Dans le troisiéme compte, *fol. 2. recto*, les Fermiers de Madame de Rohan payent encore par son ordre la somme de cent cinquante-un écus, pour partie de l'entretien du Pasteur de l'Eglise de Soubise, pendant les années 1599. 1600. 1601. Et dans le dernier compte, *fol. 1. verso*, il est dit, que *les Fermiers de Madame ont payé au sieur Chevalier, Pasteur de l'Eglise de Soubise, la somme de sept-vingts dix-neuf livres, pour une année & demie de ce que madite Dame a ordonné pour son entretenement.* L'acquit du sieur Chevalier est daté du 3. Fevrier 1602.

Ces titres montrent que l'exercice de la R. P. R. qui se faisoit à Soubise, estoit un exercice personnel que Madame de Rohan faisoit faire par des Ministres qu'elle gageoit. Cét exercice ne doit plus subsister, parce que Monsieur de Rohan, qui est aujourd'huy Seigneur de Soubise, fait profession de la Religion Catholique. Et nous sommes dans l'espece de l'Arrest du Conseil de l'onziéme Janvier 1657. rapporté par Bernard p. 19. qui porte, *que les Temples qui auront esté établis par les hauts Justiciers faisans profession de la R. P. R. seront démolis, & l'exercice défendu, lorsque le Seigneur ou ses successeurs en la Terre seront Catholiques.*

Pour seconde raison, le Syndic allegue que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi, & publiquement fait à Soubise és années portées par l'Edit. Ainsi quand il seroit vray (ce qui n'est pas) que l'exercice de Soubise auroit esté un exercice reel, il doit estre interdit.

Pour l'année 1577. il n'en est fait aucune mention dans leurs titres. Dans les Registres des Baptêmes qu'ils ont produits sous cote A. il n'y en a aucun depuis le 7. Mars 1564. jusques au 9. de Janvier 1578.

Quant aux deux années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, les pieces que les défendeurs ont produites, sont insuffisantes, ne prouvant point qu'il y eust à Soubise pendant ces deux années jusques au mois d'Aoust, un exercice établi, & publiquement fait de la R. P. R.

Pour l'année 1596. ils ont remis sous cote A. un extrait d'un papier Baptistaire qui commence en 1594. & finit en

1600. Mais cette piece est informe, c'est un extrait d'un original non signé; & de plus, on ne voit point dans cet extrait aucun baptême en particulier de l'année 1596.

Pour cette mesme année, ils ont encore produit sous la mesme cote A. un extrait d'un autre papier informe & non signé, où il est dit, que les P. R. de Soubise aviserent le Samedy 5. Octobre 1596. d'aller querir Monsieur le Cocq, Ministre en Arvert, pour venir exhorter en ladite Eglise de Soubise. Cette piece fait plutôt contre les défendeurs, que pour eux. Car on a raison d'en conclure, que les P. R. de Soubise n'avoient donc point de Ministre residant chez eux au mois d'Octobre 1596. puisque quand ils vouloient avoir un Presche, ils estoient obligez d'envoyer querir des Ministres ailleurs.

Pour l'année 97. ils ont remis sous cote B. ces mots de la Table du Synode, tenu à la Rochelle le 7. May : *L'Eglise de Moise & Soubise par Monsieur Philippomeau Ministre.* Mais outre que l'extrait qu'ils ont produit des actes de ce Synode, est un extrait sur un autre extrait; cette piece leur est inutile. Car peut-on pretendre que l'assistance d'un Ministre pour une Eglise à un Synode, tenu au mois de May 1597. soit une preuve que dans cette Eglise il y avoit un exercice de la R. P. R. établi, & publiquement fait par plusieurs & diverses fois, jusques au mois d'Aoust de cette même année 97. (tout ce temps est requis par l'Edit.) Quiconque voudroit tirer cette conclusion, non seulement ne raisonneroit pas juste, mais seroit tout-à-fait déraisonnable.

A ces deux raisons du Syndic, qui sont claires & constantes, les défendeurs opposent dans leurs nouvelles productions,

1. Que mesme dès l'année 1573. ils ont eu un Temple à Soubise; & pour prouver ce fait, ils ont remis un extrait d'un vieux papier de recepte de la Seigneurie de Soubise, dans lequel en ladite année 1573. & en l'année 1593. *la rue du Temple* est donnée comme un endroit qui confronte à plusieurs maisons qui payent censive au Seigneur de Soubise.

Mais le Syndic répond,

Que l'original de cét extrait est une piece informe: ce n'est qu'un fragment qui n'est point signé, & par conséquent qui ne peut point faire de foy en Justice.

Que dans Soubise la ruë du Temple est la ruë dans laquelle est bâtie l'Eglise Collegiale.

Que les défendeurs sont dans une grande erreur de croire que dans les actes anciens où est le mot de *Temple*, ce mot signifie un bâtiment destiné pour y faire l'exercice de leur Religion. Les Eglises des Catholiques sont appelées *Temple* dans les anciens Edits, & dans les vieux actes. En effet, voicy les termes de l'Edit du 7. Janvier 1561. article 1. *Que tous ceux de la nouvelle Religion, ou autres qui se sont emparez des Temples, seront tenus après la publication des Presentes d'en vuider, & s'en départir. Rendront & restitueront ce qu'ils ont pris des Reliquaires & ornemens desdits Temples, sans que ceux de ladite nouvelle Religion puissent prendre autres Temples.* Je ne croy pas que les défendeurs voulussent pretendre que le mot de *Temple*, signifie dans cét article un bâtiment qui leur appartenoit, & qui estoit destiné pour les assemblées de leur Religion.

S'ils apportoit quelque contract de l'année 1573. ou des precedentes, d'achat d'un lieu pour y bâtir un Temple, on pourroit pretendre que le *Temple* dont il est fait mention dans ce vieux fragment, estoit le lieu de leurs assemblées; mais ils n'alleguent rien de semblable, & il n'y a point de Ville & de Bourg dans le Royaume, où en 1573. un Temple bâti par ceux de leur Religion ait donné le nom à une ruë. Cette ruë qui s'appelloit à Soubise la ruë du Temple en 1573. estoit, sans doute, la ruë dans laquelle l'Eglise Collegiale estoit bâtie, & qui s'appelloit la ruë du Temple il y avoit long-temps, & devant mesme que les P. R. eussent introduit leur Religion.

2. Les défendeurs opposent quatre quittances, trois d'un nommé le Blanc, qui se qualifie Ministre à Soubise, dont la premiere est du 25. Mars 1574. la 2. du 7. Novembre 1576. & la 3. du 20. d'Avril 1578. L'autre quittance est

3

d'un Bourgeois de la Rochelle, nommé Ablanc, du 10. Aoust 1577. Par ces quittances les défendeurs prétendent prouver qu'en 1577. l'exercice de leur Religion se faisoit à Soubise. Mais le Syndic fait voir que leur prétension est tres-mal fondée, & que ces quittances leur sont inutiles pour les raisons suivantes.

Il n'y en a qu'une où il soit parlé de l'année 1577.

Dans celle-là mesme il n'est parlé que du mois d'Aoust de ladite année. Si les défendeurs veulent maintenir leur exercice de Soubise en vertu de l'Edit de 1577. ils doivent prouver qu'au mois de Septembre de cette année 77. (ce temps est requis par l'Edit) on faisoit exercice public de leur Religion à Soubise; & c'est ce qu'ils ne prouvent point par cette quittance dont est question.

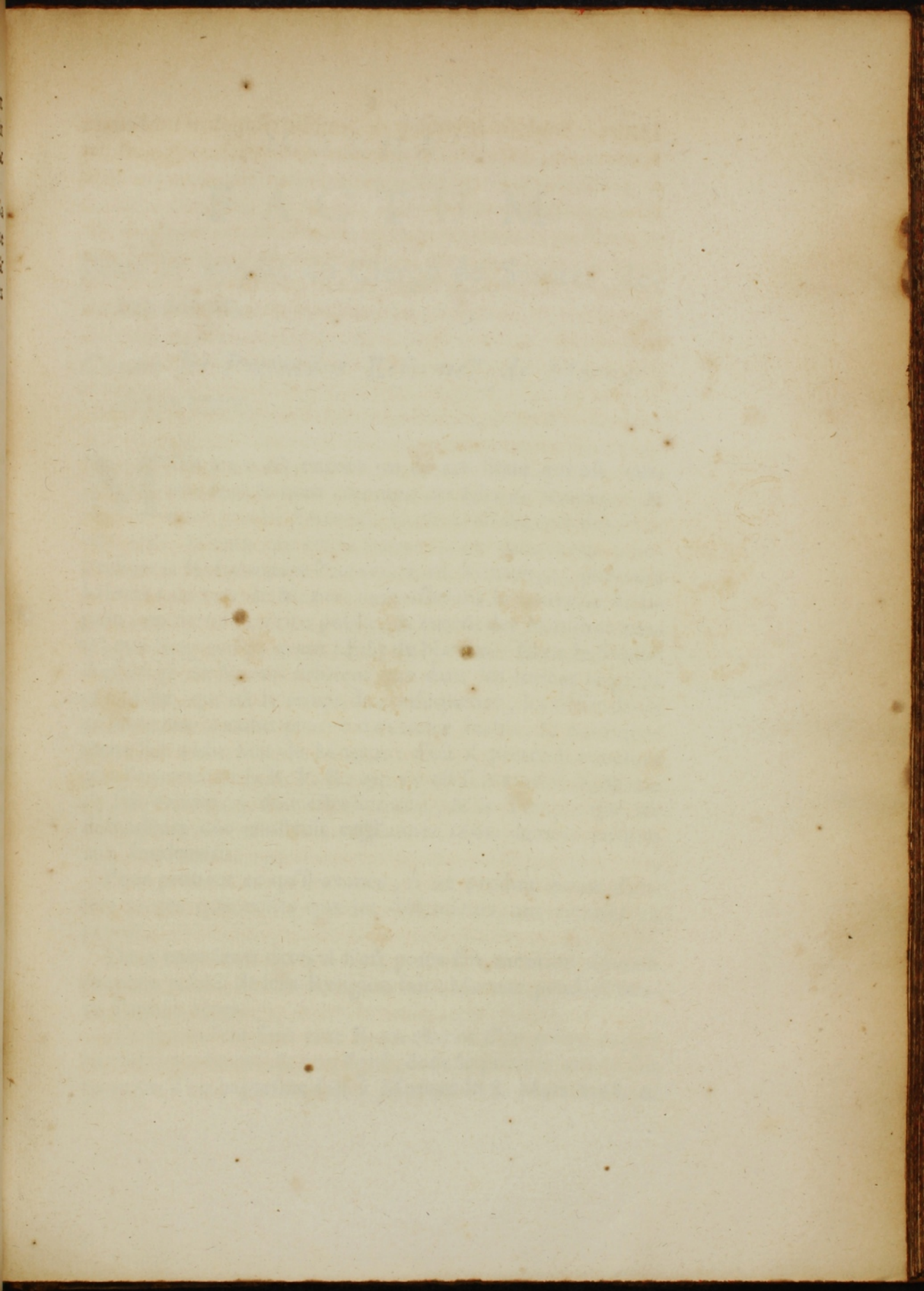
La personne qui donne cette quittance, n'est pas un Ministre, c'est un particulier qui demouroit à la Rochelle, qui reconnoist avoir reçu une somme de cent cinquante livres de la part de ceux de Soubise, pour estre employées au secours de Broüage; & il n'est fait aucune mention dans cette quittance de la moindre chose qui marque qu'il y eust à Soubise un exercice établi, & publiquement fait de la R. P. R. en cette année 1577.

La troisieme raison que le Syndic allegue, c'est que le lieu de Soubise est un de ces endroits qui est situé *dans les Isles de Marennes*. Les défendeurs en demeurent d'accord; ils le marquent expressément dans l'inventaire de leurs pieces, au dernier article. Or il est constant, que par l'article 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, l'intention du Roy a esté qu'il n'y eust que deux lieux d'exercice *pour toutes les Isles de Marennes*; les défendeurs ont ces deux lieux, qui leur sont conservez, un à Arvert, & l'autre pour le bourg de Marennes. S'ils en ont davantage, c'est une manifeste contravention à l'Edit du Roy; & tous ceux qui sont de surcroist, doivent estre interdits. Celuy de Soubise est encore moins soutenable que les autres, parce qu'il est constant qu'il n'a esté établi dans ce lieu, que par la Dame de Rohan, qui faisoit profession de la R. P. R. & qui estoit

Dame de Soubise. Monsieur de Soubise d'aujourd'huy estant Catholique, il n'y a nulle difficulté que l'exercice établi par ses predecesseurs, qui estoient de la R. P. R. doit cesser, & estre interdit en ce lieu.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Soubise, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défenseurs.

Monsieur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.



I
M O R N A C.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Mornac, défendeurs.

MORNAC est encore un de ces lieux qui est compris sous le nom commun *des Isles de Marennes*, & situé proche d'Arvert. Il est constant que dès l'année 1561. & 1562. qui est le temps qu'on commença à introduire la Reformation Pretendue en Saintonge, plusieurs habitans du lieu de Mornac embrasserent la nouvelle Religion, en firent exercice public, & eurent des Ministres parmi eux long-temps avant l'Edit de Nantes. Mais le Syndic du Clergé de Saintes soutient que dans les années requises par l'Edit, qui est le temps de consequence, les défendeurs ne donnent aucune preuve d'exercice établi, & publiquement fait audit lieu de Mornac: d'où il pretend conclure que l'exercice de la R. P. R. qui s'y est fait autrefois, & qui s'y fait encore, y doit estre interdit, & le Temple que les défendeurs ont construit en l'année 1601. démoli jusques aux fondemens.

Pour prouver ce qu'il avance, il ne produit point d'autres pieces que celles que les défendeurs ont remises au procès.

Dans tous leurs titres il n'est point fait mention d'aucun exercice public de leur Religion fait à Mornac pendant toute l'année 1577.

Ils produisent sous cote B. un extrait d'un vieux papier baptistaire informe, & non signé, dont le premier article fait mention d'un baptême fait à Mornac le 8. Mars 1568. &

le dernier article parle d'un autre baptême fait en l'année 1610. au mois de May. Il est bien dit dans l'extrait, que ce papier baptistaire continuë de semaine en semaine, de mois en mois, & d'année en année : mais il n'est marqué aucun baptême en particulier fait, non seulement au mois de Septembre 1577. mais mesme en toute cette année. S'il y en avoit eu quelqu'un de marqué pour l'année 77. fait par un Ministre à un jour d'exercice dans le lieu où les P. R. avoient coûtume de s'assembler, les défendeurs n'auroient pas oublié d'en faire mention.

Pour les années 96. & 97. jusques au mois d'Acust, bien loin de donner des preuves d'un exercice etabli, & publiquement fait parmi eux pendant ce temps, leurs titres font voir qu'ils ont esté sans Ministre, & par consequent, sans exercice public de leur Religion, une bonne partie de l'année 96. & pendant toute l'année 97.

En effet, il paroist par la premiere piece qu'ils ont remise sous cote C. que dès l'année 1595 ils se brouillerent avec leur Ministre, nommé le Cocq. Le Colloque tenu à Pons le 18. Fevrier de l'année 1595. tâcha d'appaiser cette brouillerie; mais le Ministre n'estant point payé de ses gages, se dégoûta, & prit resolution de quitter les P. R. de Mornac. Il porta ses plaintes contre eux au Colloque tenu à Savion le 4. Septembre de l'année 96. Le Colloque luy permit de les quitter, & d'aller à Soubise; & les Ministres d'Arvert & de Royan furent priez de se transporter à Mornac, pour obliger les P. R. de ce lieu, de compter avec le sieur le Cocq, & luy payer ce qu'ils luy devoient. Le compte fut arresté le 16. Septembre 96. Tout cela paroist par la seconde piece que ceux de Saint Jehan d'Angle ont remise sous cote G. & par les seconde & troisieme pieces que les défendeurs ont produites sous cote C.

Les P. R. de Mornac se porterent pour appellans de l'Ordonnance du Colloque, & ne vouloient point que leur Ministre les quittast; mais ledit le Cocq, sans avoir égard à leur appel, après avoir compté avec eux, se retira en Arvert, & s'en alla après à Soubise. Ce fait est encore constant, & paroist par la seconde piece produite sous cote C. par la

premiere produite sous cote D. & par un extrait d'un papier baptistaire que ceux de Soubise ont remis sous cote A.

Le Synode Provincial tenu à la Rochelle le 7. May 1597. confirma le jugement rendu par le Colloque de Savion l'année precedente, par lequel il estoit permis au Ministre le Cocq de quitter Mornac. Il appert de ce fait par la seconde piece produite par les défendeurs sous cote D. De sorte qu'il est constant que pendant une bonne partie de l'année 96. & toute l'année 97. ceux de Mornac furent sans Ministre, & par consequent sans exercice public de leur Religion: il paroist mesme qu'ils furent en cet état jusques en l'année 1601. auquel temps ledit le Cocq devint derechef leur Ministre.

Car nous voyons qu'au Synode tenu à Savion l'onzième Avril 1600. nul Ministre n'assiste pour Mornac, mais seulement un Ancien, nommé Pasteur.

Mais au Synode tenu à Jonzac le 28. Fevrier 1601. ledit le Cocq y assiste en qualité de Ministre de Mornac. Ces faits paroissent par la dernière piece produite sous cote D.

Et le dernier de Mars 1602. les Anciens, parmi lesquels est un habitant, nommé Pasteur, s'obligent de le payer, au cas que l'annexe de Bervellet ne le paye pas. Cela est clair par la seconde piece produite sous cote E.

Il est donc certain, & les titres des défendeurs ne souffrent pas que l'on en doute, qu'ils ont esté sans Ministre, & par consequent sans exercice, une bonne partie de l'année 96. & toute l'année 97. & mesme les suivantes, jusques en 1601.

Cela estant, ils ne sont point aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes, qui demande *un exercice établi, & fait publiquement par plusieurs & diverss fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques à la fin d'Aoust.*

A ces veritez les défendeurs opposent:

1. La Table du Synode Provincial tenu à la Rochelle, le 7. May 1597. où il est écrit: *L'Eglise de Mornac y a comparu par Monsieur le Cocq, Pasteur ancien.*

Le Syndic répond, que cela prouve ce qu'il soutient, à sçavoir qu'en 1597. les défendeurs n'avoient point de Ministre, parce que cette qualité de *Pasteur Ancien*, veut dire

qu'il avoit esté autrefois Pasteur, & qu'il ne l'estoit plus. Ce Ministre voulut bien prendre cette qualité dans ce Synode, parce que l'Eglise de Mornac n'y avoit point envoyé de Ministre, n'en ayant point pour lors, ni mesme aucun Ancien qui comparût pour elle.

2. L'enquête faite le 22. Octobre 1565. pour prouver qu'ils avoient l'exercice le 7. Mars 1562. & le procès verbal du Seneschal de Xaintonge, par lequel ils devoient estre maintenus en vertu de cette Enquête, ainsi que le Roy avoit ordonné par ses Lettres Patentes du 16. Septembre 1565. Le Syndic répond, touchant lesdites Lettres Patentes, & ladite Enquête, qu'il est vray, qu'alors le temps requis par l'Edit estoit le 7. Mars 1562. cela estant porté en termes exprés par l'Edit de 1562. ou 63. art. 5. mais que maintenant il n'y a que deux temps requis par l'Edit, qui donnent droit d'exercice; à sçavoir, ou le 17. Septembre 1577. ou les années 1596. & 97. jusques à la fin d'Aoust. Car par l'Edit de Nantes art. 91. il est dérogé à tous autres precedens Edits, Articles secrets, Lettres, Declarations, Modifications, &c. & par consequent ausdites Lettres Patentes du 15. Septembre 1565. & à l'Enquête faite en execution d'icelles.

Le Syndic ajoute que le lieu de Mornac estant situé dans ce canton qu'on appelle *les Isles de Marennnes*, il n'est point necessaire qu'il y ait d'exercice, les P. R. de ces Isles ne devant avoir que deux exercices pour tous les lieux de ces Isles, conformément aux articles particuliers de l'Edit de 1577. & de celui de Nantes. Ils ont ces deux exercices qu'on ne leur conteste point, l'un pour le bourg de Marennnes, & l'autre à ^{St. Julien} ~~Arvert~~: cela leur doit suffire, & il n'est point necessaire qu'ils en ayent un à Mornac.

Pour ces moyens le Syndic du Clergé conclut à ce que l'exercice public de la R. P. R. soit interdit à Mornac, & le Temple où il se fait, démoli par les défendeurs.

Monsieur DE CHÂTEAU NEUF,
Rapporteur.

I
SAINT JEHAN D'ANGLE.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de S. Jehan d'Angle, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure d'accord, que depuis plus d'un siècle, il y a toujours eu dans le Bourg de S. Jehan d'Angle, des personnes qui ont fait profession de la R. P. R. mais il soutient que les défendeurs n'ont point droit de faire exercice public de leur Religion audit Bourg, & que le Temple qu'ils ont bâti en l'année 1601. doit estre demolli.

Il fait voir clairement la justice de sa cause par deux raisons ; l'une generale, & l'autre particuliere.

La generale consiste, en ce que les P. R. de S. Jehan d'Angle ne donnent point de preuves d'exercice établi & publiquement fait dans leur Bourg es années portées par l'Edit : d'où il conclut conformément aux articles 9. & 10. de l'Edit de Nantes, qu'ils ne doivent point avoir d'exercice public de leur Religion à S. Jehan d'Angle.

Pour l'année 1577. ils produisent sous la cote B. une transaction passée au mois de Janvier de ladite année 77. entre le nommé Claude Geay & le nommé Laurent Pollot, qualifié *Ministre de l'Eglise de S. Jehan d'Angle* : d'où les P. R. de S. Jehan d'Angle veulent conclure qu'en l'année 1577. ils avoient dans leur Bourg exercice public de leur Religion, & un Ministre residant ; & par conséquent, qu'ils doivent estre maintenus dans cet exercice en vertu de l'Edit de 1577. confirmé par l'art. 10. de l'Edit de Nantes.

Le Syndic fait voir qu'ils sont mal fondez dans leur pretention, & que la pièce qu'ils ont produite, leur est inutile. En effet, ils ne peuvent pretendre maintenir leur exercice

en vertu de l'Edit de 1577. confirmé par l'art. 10. de l'Edit de Nantes, à moins qu'ils ne prouvent, qu'au mois de Septembre de l'année 1577. (ce temps est requis par l'Edit) ils avoient à S. Jehan d'Angle un exercice établi & publiquement fait de leur Religion. Une transaction passée au mois de Janvier en l'année 1577. ou le nommé Pollot est qualifié Ministre de l'Eglise de S. Jehan d'Angle, prouve-t-elle qu'au mois de Septembre de ladite année 1577. il y avoit à S. Jean d'Angle un Ministre residant, & un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.?

Quant aux années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, les défendeurs, bien loin d'alleguer quelques titres pour montrer qu'ils avoient pendant ces deux années un exercice publiquement fait de leur Religion dans leur Bourg, font voir par les pièces qu'ils ont produites, qu'ils n'avoient point ledit exercice audit temps.

Pour l'année 96. ils ont remis sous cote G. un extrait d'un Colloque des Isles, assemblé à Savion le 4. Septembre de ladite année; où il est dit, que *l'Eglise de S. Jehan d'Angle aussi n'a écrit ny envoyé excuse*. Ce titre prouve l'absence de l'Eglise de S. Jehan d'Angle au Colloque tenu à Savion en l'année 1596. Mais prouve-t-il qu'il y avoit à S. Jehan d'Angle en ladite année 96. un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.? Au contraire, il fait voir qu'il n'y en avoit point, puisque pour lors cette Eglise estoit si peu de chose, qu'elle ne pût envoyer ni Ministre ni Ancien, pour assister de sa part au Colloque de Savion.

Ce qu'ils produisent pour l'année 97. est tout à fait foible, & leur est inutile. Ils ont remis sous la mesme cote G. un extrait du Synode tenu à la Rochelle le 7. May de cette année 97. où il y a ces mots : *L'Eglise de S. Jehan d'Angle, par M^r Desfrancars Ancien*. Cette pièce prouve qu'au mois de May de l'année 1597. il y avoit à S. Jehan d'Angle plusieurs personnes qui faisoient profession de la R. P. R. entre lesquels il y en avoit quelques-uns qu'on avoit nommez pour Anciens. Mais peut-on pretendre qu'elle prouve qu'en l'année 97. jusqu'au mois d'Aoust, il y avoit un Ministre residant à S. Jehan d'Angle, & un exercice établi &

3

publiquement fait de la R. P. R. ? Certainement cela ne se peut pas, & les défendeurs n'apportant point d'autres titres pour l'année 96. & 97. que ces deux pièces cy-dessus mentionnées, il demeure constant qu'ils ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait de leur Religion pendant ces deux années jusques au mois d'Aoust, au Bourg de S. Jehan d'Angle; & par conséquent l'exercice qu'ils ont dans ce lieu, ne doit point subsister.

De plus il faut remarquer,

1. Que dans tous leurs titres il n'est fait aucune mention de Prêches, de Prières publiques, de baptêmes, de mariages, de Cene faite, & de Ministre résidant à S. Jean d'Angle, pendant les deux années requises par l'Edit de Nantes: marque évidente que pendant tout ce temps il n'y avoit point d'Eglise formée, ny d'exercice publiquement fait de la R. P. R. à S. Jehan d'Angle.

2. Qu'és Synodes & Colloques faits és années 94. à Pons, 96. à Savion, 97. à la Rochelle, 1600. à Savion, 1606. encore à Savion, les P. R. de S. Jehan d'Angle ne deputent que des Anciens: ce qui marque que pendant toutes ces années ils ont esté sans Ministre, & par conséquent sans exercice public.

3. Que leur Temple n'a esté bâti qu'en 1601. Cela paroist par la date qui est sur la porte de la principale entrée, où l'on voit cette inscription qui ne peut pas y estre tolérée: *Henrici IV. Regis Edicto & autoritate, & impensis civium Religionem Reformatam profitentium, anno Redemptionis 1601.*

4. Que le Temple est bâti si proche de l'Eglise, qu'il n'en est éloigné que de cinquante pas; ce qui cause beaucoup d'interruption dans le service divin, principalement aux jours de Dimanches, ausquels les Pretendus Réformez s'assemblent dans leur Temple, & y chantent des Pseaumes dans le mesme temps qu'on celebre la sainte Messe dans l'Eglise de la Paroisse.

La seconde raison que le Syndic allegue, qui est une raison particuliere; c'est que le Bourg de S. Jehan d'Angle est situé dans les Isles de Marennes. Les défendeurs en

demeurent d'accord par la piece qu'ils ont remise sous cote H. qui est une copie de l'Ordonnance de M^{rs} de la Force & Refuge, pour l'établissement d'un second lieu d'exercice dans les Isles de Marennes & celle d'Oleron ; & aussi par ce qu'ils disent dans l'inventaire de leurs pieces, en parlant de cette Ordonnance. Or il est constant que pour toutes les Isles de Marennes il ne doit y avoir que deux lieux d'exercice de la R. P. R. comme on l'a prouvé amplement dans les moyens qu'on a produits contre le Temple de S. Just ; & cela est clair par l'art. 8. des particuliers de l'Edit de Nantes, qui porte, que *dans les Isles de Marennes, outre le lieu accordé par l'Edit de 1577. il leur en sera encore donné un pour toutes les Isles de Marennes.* Ces paroles font voir que l'intention du Roy a esté, qu'il n'y eust pour tous les lieux des Isles de Marennes, que deux lieux d'exercice pour les P. R. Ils en ont deux établis qu'on ne leur conteste point, l'un à Arvert, & l'autre pour le Bourg de Marennes ; celui de S. Jehan d'Angle est de surcroist, & d'ailleurs il ne se trouve pas bien fondé : par consequent il ne doit point subsister.

Pour ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à S. Jehan d'Angle, & le Temple où il se fait, condamné à estre démolí jusques aux fondemens.

M^r le Marquis DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

FRONTENAY-L'ABATTU.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Frontenay-l'Abattu,
défendeurs.*

IL n'y a nulle difficulté dans la cause que le Syndic du Clergé de Saintes a contre les P. R. de Frontenay-l'Abattu. Il est constant qu'ils n'ont point droit d'avoir à Frontenay un exercice public de leur Religion, & il faut estre resolu de tout soutenir, quelque evidemment faux qu'il paroisse, pour défendre le contraire.

En effet, il paroist clairement par les pièces que les défenseurs ont produites, que non seulement dans les années requises par l'Edit de Nantes il n'y avoit point à Frontenay d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. mais mesme dans les années qui ont suivi l'Edit de Nantes & long-temps après.

Sous cote C. ils produisent un extrait informe des actes d'un Synode tenu en Poitou le 21. Aoust de l'an 1571. où il est dit *fol. 4. verso* que l'Eglise de Frontenay avoit présenté requeste *pour estre pourvûe d'un Ministre*. Cela fait voir qu'il n'y avoit point alors de Ministre à Frontenay; & il n'y en a point eu que long-temps après l'Edit de Nantes, les P. R. de ce lieu allant aux exercices voisins, & quelquefois priant des Ministres des autres Eglises de leur venir faire des Presches à certains jours, en leur donnant quelque emolument.

Sous cote B. ils produisent un extrait d'un Papier de Consistoire de l'Eglise de Frontenay. Ce Papier contient neuf articles, dont le premier est un traité que ceux de Frontenay firent en l'année 1595. avec le Ministre de Niort nommé *Blacherie*, pour leur venir faire des Presches sur se-

2

maine. Les cinq articles suivans n'ont point esté vidimez, comme il est dit dans l'extrait, à cause qu'on ne pouvoit lire l'écriture. Les défendeurs neanmoins pretendent dans l'inventaire de leurs pièces, qu'il est porté par ces articles, que ledit Blacherie Ministre de Niort, en vertu du traité fait avec ceux de Frontenay, s'estoit transporté plusieurs fois audit Bourg de Frontenay dans les années 96. & 97. & y avoit fait des Presches, & administré la Cene.

Mais le Syndic répond deux choses.

La premiere: Que c'est sans raison qu'ils pretendent cela, puisqu'il est expressement dit dans l'extrait, dont est question, que les cinq articles n'ont point esté vidimez, à cause qu'on n'a pu lire ce qu'ils contenoient. Ainsi ce que disent les défendeurs, est sans fondement, & ne peut point faire de preuve.

La seconde chose que le Syndic répond, c'est que quand il seroit constant (ce qui n'est pas) que les cinq articles contiendroient ce qu'ils pretendent, cela ne leur serviroit pas de grande chose. Car cela feroit voir que dans les années portées par l'Edit, les défendeurs n'avoient point à Frontenay d'Eglise dressée, ni de Ministre residant: par consequent point d'exercice établi de leur Religion, puisque pendant ces années ils donnoient quelque chose au Ministre de Niort qui leur venoit faire quelques Presches à sa commodité, & leur administrer la Cene. Les trois derniers articles de ce Papier de Consistoire témoignent que le Presche leur a esté donné, & la Cene administrée par le sieur Chaussé-pié, par trois diverses fois, sçavoir le 10. Aoust 1600. 3. Fevrier 1603. & 20. Aoust 1607. puisque ce Chaussé-pié, qui estoit un Ministre étranger, leur estoit venu faire des Presches, & donner la Cene. Il est clair encore que dans les années 1600. 1603. & 1607. les défendeurs n'avoient point de Ministre residant chez eux, & par consequent estoient sans exercice établi.

Ils n'en avoient pas mesme encore en l'année 1610. Car il paroist par deux actes du Colloque tenu à Niort au mois de Decembre 1610. remis sous cote C. que l'Eglise de Frontenay estoit jointe à celle de Foret; que toutes deux ont

3

comparu à ce Colloque par le nommé Pasquier, qui est qualifié *Pasteur de l'Eglise de Foret* en 1612. Ce mesme Ministre comparoist au Synode Provincial tenu à Luçon au mois d'Aoust pour l'Eglise de Frontenay & Foret, comme il paroist par la 3. pièce remise sous cote C. De sorte qu'il est visible que mesme en 1612. les défendeurs n'avoient point encore de Ministre residant à Frontenay, & par consequent estoient sans exercice établi, comme ils avoient toujours esté; & ce n'est que depuis environ vingt ou trente ans qu'ils ont un Ministre residant chez eux, qui leur fait des Presches, & les autres fonctions d'un exercice public dans la maison d'un particulier; car ils n'ont jamais eu de Temple.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit au Bourg de Frontenay, & défense faite à tous Ministres de l'y continuer, sous quelque pretexte que ce soit,

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

MONT-LIEU.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Mont-Lieu, défenseurs.

C'EST sans aucun fondement, que ceux de Mont-Lieu prétendent avoir droit de faire exercice public de leur Religion dans leur Bourg; & on a quelque sujet de s'étonner qu'ils soutiennent cette pretention devant Nosseigneurs du Conseil. Car il est constant, que non seulement dans les années requises par l'Edit de Nantes, mais mesme plus de quarante ans après, il n'y a point eu d'Eglise établie, de Ministre residant, & ce qu'on appelle un exercice public de la R. P. R. au Bourg de Mont-Lieu. Les défenseurs alloient de temps en temps aux exercices qui estoient proches, & contribuoient quelque chose pour l'entretien des Ministres des Eglises voisines, qui venoient quelquefois faire des mariages chez eux, & administrer le Sacrement de baptesme à leurs enfans.

Les pièces que les défenseurs ont produites, font foy de cette verité.

Sous la cote A. ils produisent un extrait d'un Papier Baptistaire, où il est fait mention de quelques baptesmes faits à Mont-Lieu. Le premier article contient le baptesme de Pierre Briolay, fait au mois d'Octobre de l'année 1595. par le sieur de Laigle, qualifié *Ministre audit Mont-Lieu*. Il est constant par les pièces que ceux de Montandre ont produites, que le nommé de Laigle estoit Ministre de Montandre; & cela prouve ce que le Syndic soutient, sçavoir que quand on faisoit quelques baptesmes à Mont-Lieu, c'estoit des Ministres des Eglises voisines qui les venoient faire. Les défenseurs dans le Papier Baptistaire, dont est question,

qualifient le sieur de Laigle *Ministre audit Mont-Lieu*. Ils avancement hardiment ce fait, quoy-qu'il ne fust pas vray; mais ils ont cru pouvoir faire cela à cause que ce Ministre qui estoit attaché à l'Eglise de Montandre, venoit faire quelquefois des baptêmes chez eux.

Ce mesme Papier Baptistaire contient des mariages & des baptêmes qui ont esté faits à Mont-Lieu és années 96. & 97.

Mais le Syndic répond deux choses.

1. Que quelques baptêmes & mariages faits dans un lieu, ne sont pas des preuves constantes qu'il y eust dans ce lieu un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. estant constant que les P. R. font souvent des baptêmes & des mariages dans des lieux où il n'y a point d'exercice public de leur Religion.

2. Qu'il paroist encore que le Ministre qui a fait ces mariages & ces baptêmes, estoit un Ministre d'une Eglise voisine, qui venoit quelquefois servir ceux de Mont-Lieu. Ce fait est constant, parce que ce Ministre est un nommé *Belot*, que ceux de Mont-Guion reconnoissent pour leur Ministre dans les mesmes années, comme il appert par les pièces qu'ils ont produites sous cote A. & sous cote B.

On voit encore par la dernière pièce que ceux de Mont-Guion ont produite sous cote B. qu'en l'année 1597. au mois de May, ce *Belot* Ministre assiste au Synode Provincial tenu à la Rochelle, pour les Eglises de *Mont-Lieu*, de *Montigni*, & de *Mont-Guion*. Qu'en 1600. au mois d'Avril ce mesme Ministre assiste au Synode tenu à Savion, seulement pour l'Eglise de *Mont-Guion*: & qu'en 1601. l'Eglise de *Mont-Lieu* & *Mont-Guion* jointes sont déclarées absentes au Synode tenu à Jonzac le 28. Fevrier. Ce qui fait voir clairement, qu'à Mont-Lieu il n'y avoit point dans ces temps d'Eglise établie, ni d'exercice public de la R. P. R. Aussi ne voit-on point qu'on y fait de Presches, qu'on y ait administré la Cene, & qu'il y ait eu un Consistoire formé. Tous ces petits lieux, *Montigni*, *Mont-Guion* & *Mont-Lieu* estoient servis par des Ministres portatifs, qui alloient faire des mariages & des baptêmes en plusieurs endroits, & qui n'estoient proprement ar-

tachez à aucune Eglise en particulier. Plus de quarante ans après l'Edit de Nantes, les choses se passoient de cette maniere à Mont-Lieu; & tout l'exercice qui s'y faisoit de la R. P. R. consistoit uniquement dans quelques baptêmes & mariages que des Ministres étrangers ou voisins venoient y faire quelquefois: & mesme en l'année 1663. & 64. pour tout exercice de leur Religion ils n'avoient qu'un Presche tous les mois, que le Ministre qui servoit ordinairement l'Eglise de Baigne, leur faisoit dans une maison particuliere, n'y ayant jamais eu de Temple à Mont-Lieu.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice de la R. P. R. sera interdit à Mont-Lieu, & défenses faites à tous Ministres de l'y continuer, sous quelque pretexte que ce soit.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

i

MORTAGNE SUR GYRONDE.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes , demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Mortagne , défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes soutient contre les P. R. de Mortagne, que l'exercice public de leur Religion doit estre interdit dans le Bourg & étendue de la Principauté de Mortagne, & le Temple qu'ils ont construit audit Bourg depuis l'année 1604. démoli jusques aux fondemens.

La cause du Syndic est incontestable pour deux raisons.

La premiere est decisive. L'affaire dont il s'agit, a esté examinée, discutée, & jugée contradictoirement au Conseil Privé du Roy, par un Arrest rendu le sixième Octobre 1634. par lequel la Sentence du sieur de Ville-Montée du 6. Octobre 1633. portant défense aux P. R. de Mortagne de faire le Presche & exercice public dans le Bourg & étendue de la Principauté & haute Justice de Mortagne, à peine de trois mille livres d'amende, de laquelle les P. R. s'étoient rendus appellans, est confirmée, l'appellation mise au neant, & les appellans condamnés aux dépens. Les P. R. de Mortagne n'obeirent pas à l'Arrest. En 1657. Monsieur le Duc de Richelieu, lors Seigneur de la terre de Mortagne, ne pouvant souffrir leur opiniâtreté, poursuivit au Conseil Privé de Sa Majesté l'exécution de l'Arrest de 1634. & sur sa requeste le neuvième Février 1657. il fut donné Arrest audit Conseil, portant que les P. R. de Mortagne seroient assignés aux fins de ladite requeste, pour voir déclarer contre eux les peines de trois milles livres d'amende, encouruës, pour n'avoir pas obei à l'Arrest de 1634. Et cependant défenses faites à eux de faire aucun exercice de la R. P. R. au Bourg de Mortagne. Les défendeurs n'obeirent point encore, & nonobstant cet Arrest ils ont toujours continué à Mortagne l'exercice de leur Religion, & jusques-icy on n'a pû leur faire executer l'Arrest de 1634. Cet Arrest a esté rendu contradictoirement, le Syndic du Clergé en produit une copie deuëment collationnée. C'est donc une justice qu'il demande à Nos-

E

seigneurs du Conseil, qu'il leur plaise de donner un Arrest portant que celui du 6. Octobre 1634. sera executé, & que le Temple des défendeurs sera par eux démoli jusques aux fondemens.

La seconde raison qu'allegue le Syndic, n'est pas moins constante. Il fait voir que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'exercice de leur Religion, établi & fait publiquement au Bourg de Mortagne, és années portées par l'Edit; sçavoir ou en l'année 1577. au mois de Septembre, ou és années 1596. & 97. jusques à la fin du mois d'Aoust. Ce fait paroist par les pieces qu'ils ont remises au procès.

Quant à l'année 1577. il n'y est jamais parlé du mois de Septembre, ni mesme d'aucun exercice public de la R. P. R. pendant toute cette année.

Pour ce qui est de l'année 1596. les défendeurs ont produit sous la cote D. une deliberation du 23. Octobre par laquelle ils consentent que Chastagnier, Ministre de la parole de Dieu, fera sa demeure à Saint Seurin, & promettent *de le reconnoistre pour leur Pasteur, & de se rendre obeissans à la parole de Dieu.*

Cette piece fait contre la pretension des défendeurs; car elle prouve qu'ils n'avoient point à Mortagne en l'année 1596. d'exercice public de leur Religion établi, puisqu'ils n'y avoient point de Ministre residant. Il est bien vray que le nommé Chastagnier qui residoit à Saint Seurin, & qui estoit en ce lieu Ministre du Chasteau, (comme il appert par les titres produits par ceux de Saint Seurin) rendoit aussi quelque service à ceux de Mortagne, comme estant membres de l'exercice de fief qu'il faisoit audit Saint Seurin.

Quant à l'année 1597. ils produisent sous cote D. une convention qu'ils firent avec Chastagnier; sçavoir, qu'ils luy donneroient par an cent soixante livres, payables par chaque quartier & par avance; & aussi qu'ils payeroient la tierce partie de la location de sa maison, qu'il avoit loüée à Saint Seurin.

Cela prouve, à la verité, que ce Ministre qui servoit au Chasteau de Saint Seurin, rendoit aussi quelque service aux P. R. de Mortagne: on ne conteste point ce fait. Mais cela ne prouve point qu'il y eust à Mortagne d'exercice publiquement fait de la R. P. R. au contraire, cela fait voir qu'on ne l'y faisoit point, ceux de Mortagne allant à l'exercice personnel de Saint Seurin, lorsque le Seigneur dudit lieu le faisoit faire dans son Chasteau.

Ils produisent de plus, sous la mesme cote D. un extrait d'un Synode Provincial, tenu à la Rochelle le 7. May 1597. où il est dit,

que l'Eglise de Mortagne, de saint Fort, & de saint Seurin sont marquées comme absentes.

Les défendeurs ne peuvent point se prevaloir du nom d'Eglise que l'on donne dans ce Synode au lieu de Mortagne. Car 1^o les P. R. donnent le nom d'Eglise indifferemment à tous les lieux où il y a des gens qui font profession de leur Religion, & ce nom ne marque pas pour cela aucun exercice établi, & d'Eglise formée. 2^o L'absence d'une Eglise à un Synode, est-ce une preuve qu'il y eust dans cette Eglise un exercice publiquement fait de la R. P. R. Au contraire, l'on auroit raison d'en conclure qu'il n'y avoit pour lors dans cette Eglise Pretendue Reformée, ni Ministre residant pour y faire l'exercice, ni Consistoire dressé pour deputer au Synode, au moins quelque Ancien.

Enfin sous la mesme cote D. ils produisent un testament d'un nommé François Vivien, daté du cinquième Juin 1597. dans lequel il declare qu'il veut estre *inhumé & ensepulturé* au Cimetiere acquis par ceux de la R. P. R.

Cela fait voir veritablement qu'il y avoit pour lors à Mortagne des personnes qui faisoient profession de la R. P. R. Mais cela ne prouve point qu'il y eust en ce lieu en 1597. un Consistoire formé, un Ministre residant, & un exercice publiquement fait de ladite Religion.

Ceux de Saint Seurin produisent un acte sous cote F. qui fait voir visiblement qu'en cette année 1597. il n'y avoit point à Mortagne d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Cét acte est un contract de mariage daté du 22. Avril 97. & accordé entre le nommé *Micheau Vrignaud & Esther Goyeau*, demeurans en la Paroisse de Mortagne, lesquels declarent dans leur contract, que leur mariage se fera selon les solemnitez de l'Eglise Reformée à Mortagne & à Saint Seurin, selon l'ordre qui est établi par ceux de la Religion, & *maintenant prêchée audit lieu de Saint Seurin par Monsieur Chastagnier, Ministre de la parole de Dieu*. De là le Syndic infere: On ne prêchoit donc point pour lors à Mortagne, mais seulement à Saint Seurin; & par consequent en 97. au mois d'Avril, il n'y avoit point à Mortagne d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Ceux qui faisoient profession de cette Religion, alloient au Presche à Saint Seurin, lorsqu'il s'y faisoit au Chasteau, par la permission du Seigneur. Aussi ne voit-on point dans tous les titres que les défendeurs ont produit, qu'il soit fait aucune mention, ni

4

de Presche fait à Mortagne, ni de Cene administrée, ni de Censures faites, & autres choses qui regardent la discipline d'une Eglise formée : ce qui prouve évidemment qu'il n'y avoit point audit lieu de Mortagne d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.

Les défendeurs en donnent encore une preuve bien claire, par l'acte du testament dudit Chastagnier, Ministre, qui est la dernière pièce qu'ils ont produite sous cote D. Ce testament est daté du neuvième Avril 1599. Chastagnier s'y qualifie *Ministre du saint Evangile en l'Eglise de saint Seurin & de Mortagne*; & il y est dit qu'il demuroit à saint Seurin. Par cet acte, & par le Livre des Baptêmes produit par ceux de Saint Seurin, sous la cote A. il conste que depuis l'année 1567. jusques en l'année 1599. ce Ministre a fait sa demeure ordinaire à Saint Seurin, y estant Ministre de l'exercice personnel que le Seigneur du lieu a fait faire pendant plusieurs années dans son Chateau; & ceux de Mortagne estoient membres de cet exercice, & estoient unis avec ceux de Saint Seurin. De sorte qu'il est évident que non seulement dans les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, mais mesme dans les précédentes & les suivantes, ceux de Mortagne n'ont point eu de Ministre qui ait fait chez eux de residence fixe; & par conséquent pendant tout ce temps il ne s'est point fait dans leur Bourg d'exercice public de leur Religion. Et ainsi il est clair qu'ils ne sont point aux termes de l'Edit de Nantes, qui demande article 9. *un exercice établi & publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques à la fin du mois d'Aoust.*

Pour ces causes le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Mortagne, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli, conformément à l'Arrest de 1634. aux frais & dépens des défendeurs.

M^r le Marquis DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
SAINT SEURIN.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes , demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Saint Seurin , défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes , demande la démolition du Temple , que les Pretendus Reformez de S. Seurin ont fait bâtir dans leur Bourg en l'année 1639. quarante ans après l'Edit de Nantes.

Pour faire voir la justice de sa demande , il avance deux propositions contre les défendeurs.

La premiere , Que l'exercice de la R. P. R. qui avant l'Edit de Nantes s'est fait à S. Seurin , n'estoit qu'un exercice personnel ou de Chasteau.

La seconde , Que quand mesme cet exercice n'auroit pas esté un exercice de Chasteau , il doit toujours estre interdit , parce que les défendeurs ne donnent point de preuves d'exercice établi & publiquement fait à S. Seurin , dans le temps requis par l'Edit.

C'est sur ces deux veritez , que la justice des demandes du Syndic est fondée : il les prouve avec évidence.

Quant à la premiere , les titres des défendeurs en donnent des preuves incontestables.

En effet , dans le livre des Baptêmes par eux produit sous cote A. on lit ces mots : *Fut fait exhortation en la grange dudit Seigneur de S. Seurin , par Mr Maistre Jehan Vallain , Ministre de Gemosac. Et ceux-cy : Par Maistre Michel Unechel ; & furent baptizez , &c. fol. verso.* Le mot de *grange*, en Guienne, en Saintonge, en Poitou , & en beaucoup d'autres endroits , signifie , soit dans un Chasteau , soit dans la maison des particuliers , le lieu où l'on met les gerbes & la paille : de sorte qu'il est évident , que les Baptêmes que les Ministres administroient , & les Presches qu'ils faisoient à S. Seurin aux Pretendus Reformez , se faisoient dans le Château du Seigneur dudit lieu.

On voit aussi en plusieurs endroits , ces paroles : *A esté fait exhortation au Chasteau de S. Seurin , par mondit sieur Chastagnier ; & ont esté baptizez , &c. fol. 4. verso.*

On lit encore celles-cy : *Ont esté baptizez par ledit Chastagnier, exhortant dans la douze du Chasteau dudit S. Seurin. fol. 7. recto.*

Il est dit dans le mesme Livre : *Que le Ministre Chastagnier retourna dans le Chasteau dudit Seigneur de S. Seurin, où il demeura pendant les troubles, y preschant & faisant exercice de la Religion. fol. 3. verso.*

On y lit encore, qu'après que les troubles furent pacifiez, & que le Roy eut donné liberté par son Edit, à tous Seigneurs Châtelains, de faire dans leur terre l'exercice de la R. P. R. le sieur Gabriel de la Mothe, comme estant Seigneur Châtelain dudit S. Seurin, voulant continuer d'avoir publiquement l'exercice de la Religion audit S. Seurin, avoit retenu & prié ledit Maistre Jehan Chastagnier, Ministre de la Parole de Dieu audit lieu de S. Seurin, pour y administrer la Parole de Dieu & les saints Sacremens; ce que ledit Chastagnier luy auroit accordé pour un an, commençant le premier de May ensuivant, moyennant certains gages, & que ledit Seigneur enverroient querir sa femme jusqu'à son pays de Montrichet. Ce qui luy auroit esté octroyé. Et leur fit bailler le Chasteau brisé pour leur demeure. fol. 6. verso.

Ce fut seulement en l'année 1639. c'est à dire, plus de quarante ans après le temps requis par l'Edit de Nantes, que les défenseurs parlerent d'avoir un lieu qui fût hors du Chasteau, pour y faire l'exercice de leur Religion.

En effet, leur contract d'achat, d'un chay ou cellier à vin, sis au devant le Port de S. Seurin, pour en faire un Temple, remis par eux sous cote G. est du 23. Juin 1639. & il n'a pas esté en leur pouvoir de prouver par aucun acte, qu'avant ladite année l'exercice ait esté fait hors du Chasteau, à la reserve de quelques baptêmes faits dans les maisons de quelques particuliers.

Le Temple fut basti du consentement, & mesme par les soins du Seigneur de S. Seurin, comme il appert par l'acte de donation qu'il fit aux acquerans, des lods & ventes qui pouvoient luy estre deuës, à raison dudit contract, & de la rente seigneuriale qu'ils pouvoient & pourroient luy devoir pour les lieux vendus.

Il est à remarquer, que les défenseurs bastirent ce Temple de leur autorité propre, sans avoir obtenu aucune permission des Commissaires deputez par Sa Majesté. Le Syndic du Clergé de Saintes, espere de la justice de Nosseigneurs du Conseil, qu'ils ne souffriront pas que les P. R. fassent impunément des entreprises si hardies, & si contraires aux Edits & aux Declarations du Roy.

La premiere proposition du Syndic est assez justifiée. Il est clair, &

des preuves aussi fortes que celles que les défendeurs même en donnent, ne souffrent pas que l'on en doute: il est clair, dis-je, que l'exercice des défendeurs, qui s'est fait devant l'Edit de Nantes, n'a esté qu'un exercice de Chasteau ou personnel; & le sieur de S. Seurin, à qui S. Seurin appartient, étant à présent Catholique, il n'y a nulle difficulté que le Temple construit à S. Seurin ne doive estre démoli. Nous sommes dans l'espece de l'Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1657. rapporté par Bernard page 18. qui porte, *Que les Temples qui auront esté établis par les Hauts Justiciers, faisant profession de la R. P. R. dans leurs Terres, seront démolis, & l'exercice défendu, lorsque le Seigneur ou ses successeurs en la Terre seront Catholiques.*

Quant à la seconde proposition que le Syndic a avancée, sçavoir que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait és années portées par l'Edit; il la prouve par les titres mêmes que les défendeurs ont remis au procès.

Il n'y est jamais parlé de l'année 1577. dans le livre de raison d'un particulier, qu'ils produisent sous cote B. L'on voit bien des Baptesmes en l'an 1575. 76. 78. 79. mais nul en l'an 1577.

Pour l'année 1596. ils ne donnent point d'autre preuve, que la table de leur Synode National assemblée cette année-là à Saumur, remise sous la cote F. où il est écrit, que *Maistre George Pascard Ministre de la Roche-foucaud, Maistre Pierre Constantin Ministre de l'Eglise de S. Seurin, M. Jehan Chatemet Ancien de l'Eglise de la Rochelle, ont comparu pour la Province de Saintonge, Aunis & Engoumois.*

Mais ce titre leur est inutile, pour les raisons suivantes.

1. Ce n'est qu'une copie faite sur une autre copie.
2. De ce que Constantin Ministre a assisté à un Synode National au nom d'une Eglise, on ne peut pas conclure que dans cette Eglise il y eust pour lors un exercice subsistant: car

Il arrive souvent, que le Ministre d'un lieu où l'exercice avoit esté, & même d'un lieu où il n'avoit point encore esté fait, a esté député par la Province à un Synode National. Mais de plus, ce Constantin n'estoit point établi à S. Seurin, on ne voit point qu'il y ait fait aucune fonction; c'estoit un Ministre passager, qui voulut bien comparoître pour ceux de S. Seurin au Synode National tenu à Saumur.

Pour l'année 1597. bien loin de donner des preuves d'un exercice fait alors à S. Seurin, ils en donnent d'un lieu, qui estoit apparemment sans aucun exercice.

En effet, ils ont remis sous cote E. ces paroles de la Table de leur Synode Provincial, assemblé ladite année à la Rochelle le 7. May : *L'Eglise de Mortagne, S. Fort, & S. Seurin absentes.* L'absence d'une Eglise, qui n'a envoyé au Synode, ni Ministre, ni Ancien, est plustost une preuve, qu'il n'y avoit pour lors en cette Eglise Pretendue Reformée, ni Ministre pour y faire l'exercice, ni Consistoire dressé pour députer au Synode au moins un Ancien.

Ils produisent de plus sous cote F. non un mariage célébré en 1597. mais seulement un contract de mariage, stipulé entre le nommé *Micheau Vrignaud* & la nommée *Esther Goyeau*, le 22. Avril 1597. Ce contract est-il une preuve d'un exercice publiquement fait au lieu de S. Seurin?

Mais donnons quelque chose aux défendeurs, accordons-leur qu'un Synode tenu à la Rochelle au mois de May de l'année 1597. où l'Eglise de S. Seurin est marquée comme absente, & qu'un contract de mariage stipulé le 22. Avril 97. pour estre célébré à S. Seurin, selon l'ordre établi par les Pretendus Reformez, puissent estre des preuves d'un exercice établi & publiquement fait à S. Seurin au mois d'Avril & de May 1597. cela ne serviroit pas de grand' chose aux défendeurs : car ils n'auroient pas pour cela un exercice fait dans tout le temps prescrit par l'Edit de Nantes. L'Edit demande art. 9. *un exercice établi & publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques à la fin du mois d'Aoust.* Il est bien constant qu'un contract de mariage stipulé au mois d'Avril 1597. & qu'un Synode tenu au mois de May de la mesme année, ne peut estre une preuve d'un exercice établi & publiquement fait jusques au mois d'Aoust de cette mesme année 1597. Les défendeurs ne produisant point d'autres titres, ni mesme aucune Cene administrée pendant les deux années requises par l'Edit de Nantes : il est clair qu'ils ne donnent point de preuves d'un exercice établi & publiquement fait à S. Seurin dans le temps porté par l'Edit. Et s'il y avoit quelque difficulté sur ce sujet, leur exercice n'ayant esté qu'un exercice de Fief ou de Chasteau, comme il a esté prouvé par les propres pièces des défendeurs : il est constant qu'il ne doit plus subsister, à present que le Seigneur est Catholique.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à S. Seurin, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli aux frais & dépens des défendeurs.

M^r le Marquis DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

SAINT FORT. FACTUM

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Saint Fort, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demande que l'exercice de la R. P. R. soit interdit à Saint Fort, & le Temple que les Pretendus Reformez ont construit en ce lieu en l'année 1605. depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'iceluy, soit demoli jusques aux fondemens. Il justifie sa demande par les titres que les défendeurs ont remis au procès, & fait voir non seulement que lesdits défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait à Saint Fort és années portées par l'Edit; mais mesme il prouve positivement par les pieces par eux produites, qu'ils n'avoient point ledit exercice audit temps. C'est sur ces deux veritez, que la justice de la cause du Syndic est fondée.

Quant à l'année 1577. il est bien certain que les défendeurs ne donnent point de preuve d'aucun exercice de la R. P. R. fait à Saint Fort pendant cette année: dans les titres qu'ils ont produits, il n'est fait aucune mention de l'année 1577. & leur livre de Baptismes dont l'extrait est remis sous cote B. ne commence qu'en Juillet 1578.

Quant aux années 1596. & 97. jusques à la fin du mois d'Aoust, il est encore constant que les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait en ce temps: au contraire les pieces qu'ils produisent, prouvent positivement qu'ils n'avoient pas pour lors cet exercice. Cela paroist par les raisons suivantes.

1. Dans les titres qu'ils ont produits, il n'est point parlé ni de Consistoire dressé, ni de Cene donnée, ni de lieu destiné pour recevoir leurs assemblées, & leur servir de Temple, dans aucune desdites années.

2. Ils produisent quant à l'année 96. sous cote I. deux extraits d'un Journal d'un particulier, où il est dit qu'une fille fut baptisée le 3. Mars 1596. & une autre le 10. Mars de la mesme année, toutes deux dans la grange de Monsieur Ciret, par Monsieur Constantin Ministre.

Pour l'année 1597. il est parlé dans l'un des deux extraits cottez sous la lettre I. d'un baptisme fait le 10. Avril 1597. par Monsieur

2

Cosson Ministre : & dans l'autre il est fait mention d'un mariage fait *en la grange de Monsieur François Grassi*, l'II. Octobre de la mesme année, *par Constantin Ministre, demeurant dans l'Eglise de Saint Fort.*

Voilà les principaux titres des défendeurs. Pour en faire voir visiblement la nullité, il faut remarquer que deux baptêmes faits au mois de Mars 96. un autre au mois d'Avril 97. & un mariage au mois d'Octobre de la mesme année 97. sans Cene administrée, sans Presches faits à des jours reglez pendant ces deux années, ne sont point des preuves d'un exercice établi, & publiquement fait, tel qu'il est requis par l'Edit.

Que ces trois baptêmes & ce mariage ne sont pas écrits dans aucun Registre de Baptêmes & Mariages, mais seulement dans le journal de quelque particulier.

Que les pieces produites ne sont que des extraits sur des autres extraits.

Mais sur tout il faut remarquer que depuis l'année 1592. jusques au mois d'Aoust 1597. il n'y a point eu de Ministre residant à S. Fort, & par consequent point d'Eglise formée, & d'exercice établi dans le temps porté par l'Edit. Cette verité se prouve clairement par les titres des défendeurs. En effet, sous la cotte G. ils produisent un acte du 5. May 1592. portant permission de la part des Habitans de Saint Fort au Ministre Constantin de demeurer six mois à Pons, à la charge qu'il viendra prescher les Dimanches à S. Fort. Et sous la cotte K. ils produisent un acte d'un Colloque tenu à Pons le 20. May 1597. par lequel il est dit que sur les plaintes & differens survenus entre Monsieur Constantin & son Eglise de S. Fort, *ledit Constantin retournera à son Eglise, & ses lettres de creance seront écrites à Monsieur de Jarnac & à l'Eglise, pour excuser ledit sieur Constantin.* Et au bas de l'acte, il est dit: *Le sieur Constantin a commencé à prescher à Saint Fort au commencement d'Aoust 1597.*

Il appert par ces deux actes cottez sous la lettre G. & K. que Constantin que les P. R. de Saint Fort reconnoissoient pour leur Ministre, se retira à Pons en 1592. qu'il n'eut ordre qu'en May 1597. de retourner à son Eglise, & qu'il ne commença qu'au mois d'Aoust de cette année 97. de prescher à S. Fort, & que depuis 92. jusques à 97. il servit quelque temps à Pons, & ensuite à Jarnac; & par consequent pendant ces six années il n'a pu faire que quelques voyages à S. Fort.

Ce Constantin estoit du nombre de ces Ministres qui sont portatifs, & qui courent de tous côtez. En 92. il estoit à S. Fort, la mesme année il alla servir l'Eglise de Pons: de là il va à Jarnac. Ceux de S.

Seurin sous la cotte F. le reconnoissent pour leur Ministre en 96. & il assiste pour eux au Synode de Saumur, & en 97. au mois d'Aoust il revient à S. Fort.

De tous ces faits qui sont constans par les titres des défendeurs, il paroist que justement dans le temps requis par l'Edit, sçavoir, depuis le commencement de l'année 96. jusques au mois d'Aoust 97. l'Eglise de S. Fort estoit abandonnée, il n'y avoit point dans ce lieu de Ministre residant, & point d'exercice établi dans les deux années 96. & 97. requises par l'Edit: on n'en peut excepter que le mois d'Aoust 97.

3. Les défendeurs produisent seulement trois baptêmes faits dans une grange, & un mariage célébré dans une autre grange: cela fait bien voir qu'ils n'avoient point pour lors de lieu fixe & destiné pour s'assembler, & que les particuliers faisoient venir quelquefois, tantost un Ministre, & tantost un autre, pour quelques baptêmes ou mariages qui se celebrent dans leurs maisons ou dans leurs granges; & pendant les deux années 96. & 97. le sieur Constantin Ministre, & le nommé Cossion y firent quelques voyages, lorsqu'on les y appelloit pour faire quelques fonctions qui pressoient.

Si le Ministre Constantin commence de s'y établir & d'y prescher au mois d'Aoust 97. comme il dit dans l'acte produit sous cotte K. cela ne prouve pas qu'il y eût à S. Fort un exercice aux termes de l'Edit. L'Edit veut art. 9. *que l'exercice soit établi & fait publiquement par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques au mois d'Aoust.* Et par cet acte & par celui qu'ils ont remis sous cotte G. il paroist qu'ils n'ont point eu de Ministre ni de Presche en 96. & que c'est seulement en Aoust 97. qu'ils ont commencé d'avoir Ministre & Presche: ainsi des deux années requises par l'Edit, il est constant qu'ils n'ont point la premiere; & à l'égard de la seconde, ils ne l'ont point encore telle que l'Edit la demande, car ils n'en peuvent au plus pretendre que le mois d'Aoust.

4. Cét abandon de l'Eglise de S. Fort depuis 92. jusques au mois d'Aoust 97. paroist encore visiblement par le Livre des Baptêmes de cette Eglise, que les défendeurs ont remis sous la cotte B. car on voit clairement que depuis 92. jusques à 98. il n'y a point eu à S. Fort de Registre public où l'on ait écrit les baptêmes.

Le premier Registre dont il est fait mention dans ce Livre des Baptêmes, remis sous la cotte B. commence au mois de Juillet 78. & finit en May 92. de mesme il est fait mention d'un livre où les actes du Consistoire estoient écrits, & ce livre commence au mois d'Octobre 78. & finit en Septembre 91. & depuis 92. jusques à 98. on ne voit aucun livre public de Baptêmes & de Con-

histoires. On recommença à faire les Registres publics, lorsque Constantin Ministre retourna servir l'Eglise de S. Fort sur la fin de 97. Le premier Livre de Baptêmes qu'on fit, commence en Janvier 98. & finit en Septembre 1601. Et le livre du Consistoire commence en Janvier 98. & finit en Avril 1638. Tout cela paroît par les pieces que les défendeurs ont remises sous cotte B. & sous cotte L.

Pour l'année 1597. les défendeurs produisent encore sous la cotte H. un extrait du Synode assemblé à la Rochelle le 7. May 1597. où sont ces paroles : *L'Eglise de Mortagne, de S. Fort & de S. Seurin absentes.* Mais l'absence d'une Eglise à un Synode, n'est pas une preuve qu'il y eust dans cette Eglise un exercice établi & publiquement fait, tel que les Edits le demandent.

D'ailleurs il paroît qu'en ce temps il n'y avoit nul exercice établi à Saint Fort : cette Eglise estoit unie avec celle de Saint Seurin, & les Habitans de Saint Fort alloient souvent à l'exercice personnel, qui se faisoit au Chateau de S. Seurin, par le Ministre Chastagnier. C'est ce qui se prouve par la table du Synode Provincial tenu à Pons le 22. May 1594. que les défendeurs ont remise sous cotte H. où il est dit, *que les Eglises de S. Fort & de Mortagne estoient jointes pour le present* ; c'est à dire qu'elles estoient servies par un mesme Ministre qui residoit pour lors à S. Seurin, & qui estoit le nommé Chastagnier. Apparemment cette jonction dura jusques à ce que Constantin fust revenu demeurer à S. Fort ; ce qui n'arriva qu'au mois d'Aoust 1597.

Ce que le Syndic avance, se trouve clairement justifié par les propres pieces des défendeurs. Les Pretendus Reformez de S. Fort non seulement n'ont donné aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait à S. Fort es années portées par l'Edit ; mais mesme les pieces qu'ils ont produites, montrent visiblement qu'ils n'avoient point ledit exercice dans ces années.

Cependant ils n'ont pas laissé de construire un Temple en l'année 1605. comme il paroît par l'inscription qui est au frontispice de ce Temple. C'est une contravention manifeste à l'Edit de Nantes, & il est à remarquer qu'ils ont construit ce Temple de leur propre autorité, & sans avoir obtenu aucune permission de Sa Majesté.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à S. Fort, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défendeurs.

M. le Marquis DE CHATEAU-NEUF, Rapporteur.

I
G E M O S A C.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Gemosac, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure d'accord, que les P. R. de Gemosac ont fait exercice public de leur Religion dans leur Bourg, & y ont eu un Ministre residant pendant quelques années, long-temps avant l'Edit de Nantes, & mesme avant celui de Poitiers. Mais il soutient qu'ils ne sont point aux termes ni de l'Edit de Nantes, ni de celui de Poitiers, ne donnant point de preuve d'un exercice établi & publiquement fait audit lieu de Gemosac dans le temps requis par l'un & l'autre Edit.

L'Edit de Poitiers donné au mois de Septembre de l'année 1577. permet art. 7. aux Pretendus Reformez de faire & continuer l'exercice de leur Religion en toutes les Villes & Bourgs où il se trouvera publiquement fait le dix-septième jour du mois de Septembre. Si ceux de Gemosac veulent maintenir leur exercice en vertu de cet Edit, ils doivent au moins prouver, qu'au mois de Septembre de cette année 77. il y avoit exercice de la R. P. R. établi & publiquement fait dans leur Bourg. Mais c'est ce qu'ils ne prouvent point ; & dans tous leurs titres il n'est point parlé du mois de Septembre de cette année 77.

Dans la piece produite sous cote A, ils rapportent deux baptesmes faits en l'année 77. l'un du 1. Janvier, & l'autre du 10. du mesme mois.

Le Syndic répond, que deux baptesmes faits au mois de Janvier de l'année 77. ne sont point des preuves d'un exercice établi & publiquement fait au mois de Septembre de cette mesme année.

Sous cote G. ils produisent une quittance du nommé Allais, dans laquelle il se qualifie *Ministre du saint Evangile en l'Eglise de Gemosac, Saint Germain & Saint Fort*, & confesse d'avoir reçu

des Freres de l'Eglise de Gemosac la somme de cent cinquante livres, *tant pour l'année passée 1577. que pour la moitié de la présente 1578.* écheuë la demie année le premier jour d'Avril : de laquelle quittance les défendeurs veulent que l'on infere, qu'il y a eu exercice à Gemosac en Septembre 1577. puisque ce Ministre a esté payé des gages qui luy estoient deus pour l'année 77.

Mais le Syndic répond,

1. Que cette quittance est une piece informe, estant sans date ni du jour, ni du lieu, auquel elle a esté faite, & par conséquent ne peut point faire de foy en Justice.

2. Que ces termes, *tant pour l'année passée 1577.* ne marquent pas necessairement qu'au mois de Septembre de cette année 77. ce Ministre ait exercé à Gemosac publiquement son ministere: il faudroit apporter quelque acte d'exercice de la R. P. R. fait à Gemosac au mois de Septembre de cette année 77. Mais les défendeurs ne produisent aucun acte semblable; & de plus, il est aisé au Syndic de faire voir qu'il leur estoit impossible d'avoir au mois de Septembre de l'an 77. exercice public de leur Religion, parce qu'au mois de Fevrier de ladite année il fut interdit dans tout le Royaume. Tous les Ministres furent bannis, & les armées du Roy vinrent fondre en Saintonge aux mois de Juin, Juillet, & Aoust, pour faire executer cette interdiction, qui ne fut ostée que par la publication de l'Edit de 1577. laquelle ne fut faite qu'en Octobre de ladite année. De sorte qu'au mois de Septembre de cette année 77. les défendeurs ne pouvoient pas faire exercice public de leur Religion, ils estoient environnez de troupes qui n'auroient pas manqué de donner la chasse à leur Ministre, & qui les auroient bien empesché de s'assembler.

Quant aux années 1596. & 97. jusqu'à la fin d'Aoust, requises par l'Edit de Nantes, les titres produits par les défendeurs & leur inventaire, portent leur condamnation: parce qu'ils font voir que leur exercice cessa au commencement de 1597. & qu'il n'y en eut point, du moins depuis la fin de Fevrier de ladite année, jusqu'en 1603. n'ayant pû durant ces six ans avoir de Ministre, soit à raison de leur pauvreté, soit à raison de la disette des Ministres, & ne s'estant pas mis en peine durant ces six ans d'en avoir. Cela estant, il est clair que leur exercice n'est pas aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes, lequel demande un exercice *établi & fait publiquement par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année*

1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust.

Le Syndic prouve clairement ce qu'il avance.

En effet, le nommé Roberfon, leur Ministre, mourut sur la fin du mois de Février 1597. L'inventaire du 8. Mars de ladite année, de ses meubles, fait après son décès, remis par les défendeurs sous la cote P. ne souffre point que l'on doute de cette vérité.

Or après la mort de Roberfon, ils furent sans Ministre jusqu'au premier de May 1603. auquel le nommé Gabard commença d'estre leur Ministre.

C'est eux-mêmes qui avouënt cette vérité dans l'inventaire de leurs pieces, où page 15. ils parlent en ces termes : *Après le décès dudit sieur Roberfon, ladite Eglise de Gemosac fut servie par le sieur Gabard, Ministre en l'année mil six cens trois, & continua jusqu'en mil six cens treize.* Ils avouënt donc que ce fut seulement en 1603. que Gabard commença à estre leur Ministre, & qu'il fut le premier Ministre qu'ils eurent après la mort de Roberfon.

La mesme vérité paroist encore par leurs titres, dans lesquels l'on voit non seulement qu'ils furent sans Ministre après la mort de Roberfon durant six ans; mais encore qu'ils ne se mirent point en peine d'en avoir, ni d'en demander à leurs Synodes.

En 1597. leur Synode Provincial s'assembla à la Rochelle le 7. May. Roberfon leur Ministre estant déjà mort, du moins depuis deux mois, bien loin de demander un Ministre au Synode, ils n'y députerent pas mesme aucun Ancien.

En effet, dans la table dudit Synode par eux remise sous la cote Q. on lit ces mots, *l'Eglise de Gemosac & de Saint Germain absente.*

Dans leurs titres il n'est point parlé ni de l'an 1598. ni de l'an 1599. quoi-qu'ils ayent affecté de produire quelque titre, & pour les années qui les precedent, & les autres qui les suivent: d'où il faut inferer, estant d'ailleurs certain que leur Ministre estoit mort en Février 1597. qu'ils furent ces deux années sans Ministre, & par consequent sans exercice.

En 1600. leur Synode s'assemble à Savion le 11. Avril: ils ne luy demanderent point de Ministre, & mesme n'y députerent aucune personne. Aussi dans la table dudit Synode par eux remise sous la mesme cote Q. il n'y a ni Ministre, ni Ancien pour Gemozac; mais seulement ces mots, *l'Eglise de Gemozac mise parmi les absentes.*

Mais dans la Deliberation de ce Synode par eux aussi remise sous la mesme cotte Q. l'on voit la veritable raison pour laquelle ils ne deputoient aucun aux Synodes. C'est que la veuve de Roberfon s'y rendoit pour les y faire condamner à luy payer les arerages dūs à son mari.

Le Synode neanmoins, sur la plainte qu'elle fit, ne laissa pas de nommer deux Ministres & deux Anciens, pour voir & arrester les comptes de ladite veuve avec ceux de Gemozac & S. Germain.

En 1601. leur Synode s'assemble à Jonzac le 28. Février: ils n'y demandent point de Ministre, & n'y deputent aucun; & dans la table par eux remise sous cotte Q. il n'y a que ces mots *l'Eglise de Gemozac* mise parmi les absentes.

En 1603. le 1. de May, le nommé Gabard commence d'estre leur Ministre: c'est luy-mesme qui nous l'apprend dans la quittance qu'il donna le 4. Juillet 1606. produite par les défendeurs sous la cotte R. où il dit en termes exprés, que *sa première année commença le 1. May 1603.*

Il nous l'apprend encore dans une autre quittance du mesme jour remise sous la mesme cotte, où il dit que sa seconde année commença le 1. jour de May 1604.

Il est donc certain que les défendeurs furent sans Ministre & sans exercice, du moins depuis le 1. de Mars 1597. jusques au 1. de May 1603. Ils ne sont pas donc aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes qui demande un exercice fait jusques à la fin d'Aoust 1597. l'ayant perdu six mois auparavant, & n'ayant pu le rétablir que six ans après.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Gemosac, & le Temple où il se fait (basti seulement depuis l'année 1620.) condamné à estre démolí jusques aux fondemens.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

S. GERMAIN DU SUDRE.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes ,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de S. Germain du Sudre,
défendeurs.*

IL ne faut que lire les pieces produites par les P. R. de S. Germain du Sudre, pour estre convaincu qu'ils n'ont pû établir un exercice public de leur Religion dans leur Bourg, ny construire un Temple, sans une contravention manifeste à l'Edit de Nantes.

En effet, de toutes les pieces qu'ils ont produites, il n'y en a pas une qui ne condamne leur prétention : car elles font toutes voir que depuis l'année 1575. jusques en l'année 1634. il n'y a point eu de Ministre residant à S. Germain du Sudre, point d'Eglise dressée, ny d'exercice public de la R. P. R. audit lieu. Les défendeurs alloient aux exercices voisins, & ne faisoient qu'une annexe d'une Eglise principale qui estoit proche d'eux, où il y avoit un Ministre qui venoit quelquefois chez eux leur rendre service, & pour cela ils contribuoyent quelque chose par an pour son entretien.

Les titres produits sous les cotes A. B. C. D. prouvent que l'Eglise de S. Fort & celle de S. Germain du Sudre estoient jointes à celle de Gemosac en l'année 76. & 78. Ces trois lieux estoient servis par le nommé Allés Ministre, qui vint demeurer à Gemosac au mois d'Avril de l'année 76. comme il paroist par la dernière piece remise sous cote B.

Depuis l'année 78. jusques en 90. il ne paroist point

qu'on ait fait aucun exercice public de la R. P. R. à S. Germain du Sudre, ny que ceux de ce lieu se soient joints à quelqu'une des Eglises voisines, & ayent contribué quelque chose pour l'entretien d'un Ministre.

En 90. le nommé Roberson s'accorda avec ceux de Gemosac, pour estre leur Ministre, comme il est porté dans la piece cotée sous la lettre C. & il est dit dans cette piece, que ceux de S. Germain estoient joints à l'Eglise de Gemosac.

En 96. ceux de Gemosac firent un nouvel accord avec le dit Roberson: ils ne l'avoient pas trop bien payé, pour les services qu'il leur avoit rendus dans les années precedentes. Il fut dit par cet accord, que pour tout ce qu'il pourroit prétendre des arrerages qu'on luy devoit, on luy donneroit comptant quatre-vingts - quinze livres, & pour l'avenir quatre cens cinquante livres par an, dont ceux de Gemosac en payeroient trois cens, & ceux de S. Germain, les autres cent cinquante. Il est encore marqué dans cet accord, que le Ministre fera sa demeure à Gemosac, & que de trois Dimanches l'un, il donnera un Presche à ceux de S. Germain du Sudre. Tout cela paroist par la piece produite sous cote F. & cela prouve clairement ce que soutient le Syndic: sçavoir, qu'il n'y avoit point d'exercice établi à S. Germain du Sudre; mais que ceux de ce Bourg estoient joints à une Eglise voisine, & donnoient quelque chose au Ministre de cette Eglise, pour les services qu'il leur rendoit quelquefois.

Pour l'année 97. ils ne produisent rien: il est seulement marqué dans la piece cotée sous la lettre G. que l'Eglise de *Gemosac & S. Germain* estoit absente au Synode tenu à la Rochelle le 7. Mars 1597.

En 1606. ils estoient encore joints à l'Eglise de Gemosac, & payoient au Ministre qui servoit cette Eglise, une certaine *quotité* dont ils estoient convenus, comme il est dit dans la piece produite sous cote H.

Cette union duroit encore en 1613. comme il paroist

3

par les pieces produites sous cote I.

Mais en 1616. ceux de S. Germain s'unirent avec ceux de S. Fort, à condition qu'ils payeroient une tierce partie de la pension que l'Eglise de S. Fort donnoit tous les ans au Ministre qui la servoit. Cela paroist par la piece cotée sous la lettre K. Ils renouvelèrent encore cét accord & cette union en 1634. promettant de payer au Ministre de S. Fort, la tierce partie de la somme dont on estoit convenu avec luy, pour son entretien. Cela se voit par la piece produite sous cote L.

De tous ces faits qui sont constans par les titres produits au procès, il est clair, que les P. R. de S. Germain du Sudre, non seulement dans les années requises par l'Edit de Nantes, mais mesme dans les suivantes, jusques à l'an 1634. n'ont point eu chez eux de Ministre residant, point d'Eglise formée, & point d'exercice public de leur Religion établi dans leur Bourg: aussi n'ont-ils pû produire ny baptêmes faits, ny mariages celebrez, ny Cene administrée audit lieu de S. Germain du Sudre.

Ils disent qu'ils estoient unis à l'Eglise de Gemozac. Cela prouve, à la verité, qu'à S. Germain du Sudre il y avoit plusieurs personnes qui faisoient profession de la R. P. R. Cela prouve qu'ils alloient à l'exercice de Gemozac, qu'ils y portoient baptizer leurs enfans, qu'ils y celebrent leurs mariages. Mais cela prouve-t-il qu'on a fait à S. Germain du Sudre, l'exercice public de la R. P. R. Il ne paroist pas qu'on en ait fait aucun acte. Cependant, les P. R. de ce lieu n'ont pas laissé, depuis environ quarante ans, d'établir dans leur Bourg, un exercice public de leur Religion, & de construire un Temple de leur autorité propre, & sans obtenir aucune permission du Roy. Mais comme ils n'ont pû faire cela sans une contravention manifeste à l'Edit de Nantes & aux Déclarations de Sa Majesté, le Syndic du Clergé de Saintes a sujet de croire qu'on ne les souffrira point dans cette possession.

Pour ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa

Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que
l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à S. Germain
du Sudre, & le Temple où il se fait, démoli jusques aux
fondemens, par les défenseurs.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

BOIS OU PLASSAC.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Plassac, dé-
fendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes demande la démo-
lition du Temple, que les Prétendus Reformez de
Plassac, Paroisse de Bois, ont établi dans leur Bourg
long-temps après l'Edit de Nantes, & contre la teneur
d'iceluy.

La justice de sa demande est fondée sur deux veritez
qu'il avance, & qu'il prouve tres-clairement.

1. Il soutient que l'exercice de la R. P. R. qui s'est fait
à Plassac avant l'Edit de Nantes, estoit un exercice de
Fief, qui se faisoit dans le Château du Seigneur de
Plassac.

2. Il soutient que les défendeurs ne donnent aucune
preuve d'un exercice établi & publiquement fait audit
lieu de Plassac, és années portées par l'Edit.

Pour prouver ces deux veritez, le Syndic ne produit
point d'autres pieces que celles, que les défendeurs ont
remises au procès.

La premiere se justifie,

1. Par la piece que les défendeurs ont produite sous
cote D. Cette piece est une convention faite entre le
Seigneur de Plassac, l'Eglise dudit lieu, & le nommé
Gabard Ministre, datée en l'année 1585. Par cette con-
vention il est dit, que ce Ministre servira l'Eglise de Plas-
sac, moyennant la somme de quatre cens livres, dont le
Seigneur de Plassac luy en donnera deux cens, & les
deux autres cens livres seront prises sur les habitans des

Paroisses voisines, qui font profession de la R. P. R. sçavoir, de Mirembeau, de Niévil, & de Soubrian. Cette convention nous fait voir clairement, que les Pretendus Reformez de Plassac n'entretenoient point de Ministre; c'estoit le Seigneur de Plassac qui luy fournissoit la principale partie de son entretien; & les P. R. des lieux voisins qui venoient à l'exercice qui se faisoit au Château de Plassac, contribuoient aussi quelque chose pour l'entretien du Ministre.

2. Par la piece produite sous cote E. Cette piece est une quittance dudit Ministre nommé Gabard, datée en l'an 1589. par laquelle il reconnoist avoir reçu la somme de quarante livres des habitans de S. Genis, qui est un lieu voisin de Plassac, & cette quittance est signée au *Château de Plassac*: ce qui fait voir que le Ministre demouroit au Château, & estoit par conséquent Ministre d'un exercice de Fief.

3. Par les deux testamens du mesme Ministre, dont l'un est de l'année 1589. & l'autre de l'année suivante 1590. que les défendeurs ont remis sous les cotes F. & G. Il est dit au commencement de ces deux testamens, que le nommé Gabard Ministre, *demeuroit au Château de Plassac*. Un Ministre qui demeure au Château d'un Seigneur, n'est-il pas censé estre Ministre d'un exercice de Fief?

Cela estant, la premiere verité que le Syndic a avancée, se trouve clairement établie, & l'on a droit de conclure, que l'exercice de la R. P. R. qui se faisoit à Plassac, estoit un exercice de Fief qui se faisoit dans le Château du Seigneur de Plassac. Le Seigneur de ce lieu est à présent Catholique.

La 2. proposition du Syndic n'est pas moins constante.

Il n'est fait aucune mention dans les titres des défendeurs, de l'année 1577.

Ils ne produisent rien aussi pour l'année 1596.

Quant à l'année 97. ils produisent deux pieces, mais qui ne prouvent point qu'il y eust en ce temps à Plassac un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. La premiere piece cotée sous la lettre D. est un extrait d'un

Synode tenu à la Rochelle le 7. May 1597. où il est dit, *Que l'Eglise de Plassac estoit absente.* Cette absence peut prouver qu'il y avoit pour lors à Plassac quelques-uns qui faisoient profession de la R. P. R. mais elle ne prouve point qu'il y eust dans ce lieu un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Elle prouveroit plutôt le contraire : car puisqu'il n'y avoit personne qui assistast au nom des Pretendus Reformez de Plassac au Synode tenu à la Rochelle : c'est marque qu'il n'y avoit pour lors dans cette Eglise, ny Ministre residant, ny Consistoire formé, qui pust au moins envoyer quelque Ancien au Synode.

La seconde piece cotée sous la lettre K. est une attestation de vie & mœurs, datée au mois de Juin 97. que les P. R. de Plassac donnent en faveur d'une femme nommée *Julienne Martineau.* Cette piece prouve tout au plus, qu'il y avoit à Plassac des personnes qui faisoient profession de la R. P. R. qui estoient de bonnes mœurs. Mais vouloir conclure de là, qu'il y avoit en ce lieu un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. ce n'est pas raisonner juste : on prouveroit par là, que dans tous les lieux où il y a des P. R. il y a aussi un exercice public de la R. P. R. ce qui est tres faux.

On ne peut guere donner de preuves plus foibles, d'un exercice établi & publiquement fait es années portées par l'Edit, que sont celles que les défenseurs produisent pour défendre leur exercice de Plassac. En effet, outre que dans leurs pieces il n'est jamais fait mention ny de Presche fait, ny de Cene administrée, ny de Discipline observée, ny de Consistoire formé audit lieu de Plassac : peut-on pretendre qu'une absence marquée de l'Eglise de Plassac, à un Synode tenu à la Rochelle au mois de May 97. & une attestation de vie & mœurs, que les P. R. dudit lieu de Plassac donnent à une femme de leur Religion au mois de Juin de la mesme année 97. prouvent qu'il y avoit à Plassac, pendant les années 96. & 97. jusques au mois d'Aoust, (tout ce temps est requis par l'Edit) un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. par plusieurs & diverses fois? C'est assurément ce qu'on ne

peut pas soutenir avec la moindre vray-semblance.

Cependant les défendeurs n'ont pas laissé d'établir un Temple audit lieu de Plassac , long-temps après l'Edit , pour y faire exercice public de leur Religion. Et ils ont établi ce Temple de leur autorité propre , sans obtenir aucune permission des Commissaires deputez par Sa Majesté. Cette maniere d'agir par voye de fait , est assurément la plus courte : mais estant une contravention manifeste aux Edits & aux Declarations du Roy ; le Syndic du Clergé de Saintes a sujet de croire , qu'elle ne sera point approuvée par Nosseigneurs du Conseil.

Pour ces raisons, le Syndic du Clergé de Saintes espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil , que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Plassac , & le Temple où il se fait condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monsieur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
MIREMBEAU.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur,

*Contre les Pretendus Reformez de Mirembau,
défendeurs.*

LE Temple que les P. R. de Mirembau ont construit dans leur Bourg, ne peut point subsister, & le droit du Syndic du Clergé de Saintes est incontestable.

1. Les défendeurs ont bâti ce Temple long-temps après l'Edit de Nantes, de leur autorité propre, & sans avoir obtenu aucune permission des Commissaires depu-
tez de Sa Majesté, & ils l'ont bâti dans une Chapelle anciennement appelée Nostre-Dame de Mirembau, comme il appert par des Images taillées, qui se voyent encore dans la muraille.

2. L'exercice de la R. P. R. qui s'est fait à Mirembau devant l'Edit de Nantes, n'estoit qu'un exercice personnel que le Seigneur du lieu faisoit faire dans son Château. Ce fait paroist par la premiere piece que les défendeurs ont remise sous cote A. Cette piece est un extrait de deux Papiers Baptistaires de l'Eglise de Mirembau; & le premier article du second papier est conçu en ces mots : *Le Mardy 3. Decembre audit. an 1596. madite fille a esté baptizée par M^r Cossou Ministre de la Parole de Dieu, au Château du present lieu de Mirembau.* De ces paroles, le Syndic tire cette consequence, qui est claire : sçavoir, qu'en 96. l'exercice de la R. P. R. qui se faisoit à Mirembau, se faisoit au Château du Seigneur, & par consequent estoit un exercice personnel.

3. Quand il seroit vray (ce qui n'est pas) que l'exercice qu'on a fait à Mirembau de la R. P. R. devant

l'Edit de Nantes , eust esté un exercice réel , les défenseurs ne peuvent point maintenir cét exercice , & leur Temple doit estre démoli ; parce qu'ils ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait audit Bourg de Mirembeau , és années portées par les Edits.

Cette verité est constante , & le Syndic la prouve clairement par les propres pieces que les défenseurs ont remises.

Quant à l'année 1577. il n'en est point parlé dans leurs titres.

Pour l'année 96. ils marquent seulement un baptesme fait le 3. Decembre dans le château du Seigneur. Et pour l'année 97. jusques à la fin du mois d'Aoust , il n'en est fait aucune mention. De sorte qu'il est évident , qu'ils ne sont point aux termes de l'Edit, qui demande article 9. *un exercice établi & publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust.*

Mais il y a plus. Il paroist par les titres que les défenseurs ont produits , qu'ils ont esté sans Ministre , & par consequent sans exercice établi, depuis l'année 1584. jusques en l'année 1598. En effet , on voit par la piece qu'ils ont remise sous cote B. que le sieur Gabard , qui estoit leur Ministre en 1584. declare au Synode tenu à Jonzac au mois de Juin de cette mesme année , qu'il prend congé de son Eglise , & qu'il quitte ceux de Mirembeau : apparemment il n'en estoit point payé. Ce Ministre tint sa parole : car en 85. on le voit Ministre à Plassac ; comme il appert par la piece que ceux du lieu ont produite sous cote D. & depuis cette année 84. jusques en 98. on ne voit aucun Ministre residant à Mirembeau , ny aucune marque d'exercice de la R. P. R. fait audit lieu.

En 94. les défenseurs estans sans Ministre , demanderent au Synode Provincial tenu à Pons au mois de Juin, ou qu'on leur donnast un Pasteur , ou qu'on leur permist de se joindre avec l'Eglise de Plassac. Ce fait paroist par la seconde piece produite sous cote B.

En 96. ils n'avoient point encore de Ministre : le sieur Coillon qui estoit de ces Ministres portatifs , qui alloit faire des mariages & des baptêmes dans plusieurs Eglises de Saintonge , lorsqu'on le demandoit , vint faire un baptême au Château de Mirembau , comme il a esté dit cy-dessus.

En 97. il est fait mention *de l'Eglise de Mirembau* au Synode Provincial tenu à la Rochelle le 7. May : cela se voit par la 2. piece produite sous cote B. Mais il n'est point dit que cette Eglise ait comparu au Synode, ny par aucun Ministre , ny par aucun Ancien. Il n'y avoit point pour lors de Ministre à Mirembau ; & c'est pour cela que les défenseurs n'en envoyèrent point au Synode , pour y comparoître en leur nom.

Les choses s'estant ainsi passées à Mirembau , il est plus clair que le jour qu'en 96. & 97. ceux de ce Bourg ont esté sans Ministre , sans Eglise établie , & sans exercice public de leur Religion.

Pour ces causes , le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Mirembau, & le Temple où il se fait , condamné à estre démoli par les défenseurs.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

V A U X.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes , demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Vaux , défendeurs.

LE Temple où les Pretendus Reformez de Vaux font l'exercice public de leur Religion , n'a esté construit qu'après l'année 1617. Ce fait paroist par les titres que les défendeurs ont remis sous les cotes C. & D. Ces pièces font voir que ceux de Royan , de S. Palais & de Vaux , tous habitans du Marquisat de Royan , faisans profession de la R. P. R. presserent le nommé François Morisseau & Jeanne Joli , de leur vendre un appand , ou une espeece de grange , qui joignoit un petit bâtiment , où ils s'assembloient quelquefois à Vaux , pour faire l'exercice public de leur Religion. Au mois d'Octobre 1617. ladite Joli & ledit Morisseau vendirent ausdits habitans du Marquisat de Royan cette grange , avec une partie d'un jardin , & dans ce lieu les défendeurs y bâtirent un Temple : le Syndic du Clergé de Saintes en demanda la démolition. La justice de sa cause est fondée sur deux raisons constantes.

La premiere est : Que les défendeurs n'avoient point au Bourg de Vaux , dans les années requises par les Edits , un exercice établi & publiquement fait de leur Religion. Pour estre convaincu de cette verité , il ne faut qu'examiner les pièces qu'ils ont remises au procès. En effet , il paroist par ces pièces , que le Bourg de Vaux n'estoit qu'une annexe de l'Eglise de Royan. Le Ministre de cette

Eglise qui residoit audit lieu de Royan , servoit en mesme temps ceux de Vaux & ceux de S. Palais , tous habitans du Marquisat de Royan , & il recevoit d'eux quelques émolumens pour son entretien. C'estoit Royan qui estoit la principale partie de son Eglise , où il faisoit ordinairement ses fonctions , il y preschoit les Dimanches au matin : & quelquefois l'apresdiné il alloit encore prescher à Vaux ; & il n'y a eu de Ministre residant à Vaux & d'Eglise formée , qu'après que le Roy eut pris la Ville de Royan , & que l'exercice public de la R. P. R. y fut interdit ; ce qui arriva en 1622. Pour lors les habitans du Marquisat de Royan établirent au Bourg de Vaux leur Eglise , & y firent l'exercice public de leur Religion ; ce ce qui leur fut permis seulement par provision en l'année 1623. par les Commissaires deputez de sa Majesté.

Tous ces faits se prouvent par les titres que les défenseurs ont produits.

Sous cote B. ils produisent une pièce qui contient une requeste présentée en 1606. au Lieutenant General de Saintes , par les habitans du Marquisat de Royan , qui sont ceux de la Ville de Royan , ceux du Bourg de Vaux , & de celui de S. Palais , pour avoir permission d'égaliser sur eux la somme de dix-neuf cens livres dont ils demeuroient redevables à leur Ministre , pour son entretien depuis l'année 1595. & autres suivantes , jusques au dernier jour de Juin 1606. Il est dit dans cette requeste , que ceux de Royan devoient six cens vingt-trois livres , ceux de S. Palais huit cens quatre-vingts-treize livres , & ceux de Vaux deux cens dix livres d'arrerages au Ministre de Royan qui leur deoient service. Le Lieutenant General de Saintes , par son Ordonnance du 4. Octobre 1606. permet de faire cét également. Le Syndic du Clergé tire de cette pièce cette conclusion : sçavoir , que depuis l'année 1595. jusques en l'année 1606. il n'y avoit donc point de Ministre residant à Vaux , non plus qu'à S. Palais , ces deux lieux estant des annexes de l'Eglise de Royan , contribuant quelque chose pour l'entretien du Ministre

3

de Royan qui leur rendoit service. Rien n'est plus constant que ce fait.

Les défendeurs le reconnoissent eux-mêmes dans l'inventaire de leurs pièces, où l'on lit ces paroles, fol 4. vers. *Comme il n'y avoit qu'un Ministre pour servir l'Eglise de Vaux & celle de Royan, qui estoit entretenue par tous les habitans du Marquisat faisant profession de ladite R. P. R. & estans lesdits habitans redevables pour les arrerages de l'entretien de leur Ministre, des années 1595. & suivantes, jusques au dernier de Juin 1606. de la somme de dix-neuf cens vingt-huit livres, &c.*

Sous cote D. les défendeurs produisent un acte, par lequel il paroît que ladite Joli, qui consentit de vendre cette grange, dont il est parlé cy-dessus, receut par les mains du nommé Claude Heraud, qualifié *Ministre de l'Eglise de Royan*, la somme de soixante livres, à la décharge des habitans de la Paroisse de S. Pierre de Royan. Ce nommé Heraud est qualifié Ministre de l'Eglise de Royan, & non pas de celle de Vaux; il residoit à Royan, & non pas dans le Bourg de Vaux; il rendoit veritablement service à ceux de Vaux, & de S. Palais, comme estant deux quartiers ou deux annexes de son Eglise de Royan, qui contribuoient quelque chose pour son entretien. Et comme les habitans de ces deux quartiers estoient assez éloignez de la Ville de Royan, ce Ministre pour leur commodité, leur alloit faire souvent des Presches à Vaux les Dimanches après midi; comme il est dit dans la pièce que les défendeurs ont remise sous cote F.

Après des preuves si évidentes, on ne peut pas douter que depuis l'année 1595. & les suivantes jusques en 1606. & par consequent dans les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, l'Eglise de Vaux ne fust une annexe de celle de Royan, servie par le Ministre de Royan: & par consequent il est clair que dans le Bourg de Vaux, il n'y avoit point pour lors de Ministre residant, point d'Eglise dressée, ni d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Aussi dans tous les titres que les défendeurs ont

produits, on ne voit point pendant ce temps de Ministre residant à Vaux, & l'on n'y faisoit point d'assemblées de Consistoire: on n'y administroit point la Cene, & l'on n'y celebrait point de mariages.

A cette verité si clairement établie par les propres titres des défendeurs, ils opposent un extrait d'un Papier Baptistaire, qui contient les baptêmes administrez à quelques enfans de ceux de la R. P. R. depuis le mois de Septembre 1592. jusques au 20. Aoust 1602. Les défendeurs ont remis cet extrait sous cote A. d'où ils pretendent conclure que depuis l'année 92. jusques à l'année 1602. il y avoit à Vaux exercice public de la R. P. R. & par consequent dans les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes. Mais le Syndic répond.

1. Que cet extrait, de la maniere dont il est produit par les défendeurs, ne leur peut estre d'aucune utilité. Il n'est point dit que ces baptêmes dont est question, ayent esté faits à Vaux.

Il n'est fait mention d'aucun en particulier fait és années 96. & 97.

On ne sçait point qui les a administrez: rien de plus informe que cette pièce.

2. Quand il seroit vray, que pendant les années 96. & 97. le Ministre de Royan auroit esté administrer quelques baptêmes à Vaux; pourroit-on conclure de là, que dans les années requises par l'Edit de Nantes, il y avoit au Bourg de Vaux exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Quelques baptêmes administrez dans un lieu, par un Ministre qui n'y demeure point, ne sont point des preuves d'un exercice établi: il faudroit que les défendeurs fissent voir, que dans le temps requis par l'Edit, il y avoit à Vaux une Eglise formée, un Consistoire établi, un Ministre residant, qui y eût fait par plusieurs & diverses fois les fonctions de son ministère; par exemple, donné la Cene, célébré des mariages, fait des Prêches, & administré des baptêmes. Mais c'est ce qu'ils ne font point voir: au contraire, les pieces qu'ils produisent, prouvent, qu'en ce temps, ils n'avoient point de

Ministre qui leur fût propre, & qui residât dans leur Bourg, & montrent qu'ils n'estoient pour lors qu'une annexe de l'Eglise de Royan, comme estoient aussi les habitans de S. Palais.

La seconde raison que le Syndic allegue contre le Temple des P. R. de Vaux; c'est qu'il se trouve que ce Temple est construit dans la Seigneurie de l'Abbaye de Vaux. Les défendeurs ne peuvent pas contester ce fait, il paroist par la pièce qu'ils ont produite sous cote D. car il est dit *fol. 1. recto*, que cét appand ou cette grange que la nommée Joli vendit aux P. R. du Marquisat de Royan, pour y bâtir un Temple, estoit de la censive de l'Abbaye de Vaux, luy payant par chacun an *certain devoir*. Or par l'Edit de Nantes art. 11. il est expressément défendu aux P. R. de bâtir des Temples *dans les lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques*. Le Roy n'ayant pas voulu qu'on établit les seconds lieux de Bailliage dans les Terres & Seigneuries appartenantes aux Ecclesiastiques, on ne doit point par consequent souffrir de nouveaux établissemens de Temples dans ces mesmes Seigneuries: aussi par plusieurs Arrests, les Temples bâtis dans ces lieux, ont esté condamnez à estre démolis.

Par Arrest de la Cour des Grands Jours de Poitiers du 29. Novembre 1634. rapporté au 6. tome des Memoires du Clergé, p. 103. il est défendu de faire aucun exercice de la R. P. R. au lieu de Mougon, *attendu* (dit l'Arrest) *que ce lieu où les P. R. font de présent ledit exercice, est situé dans le Fief du Prieur dudit Mougon.*

Par Arrest du Conseil d'Etat du 27. Juillet 1644. rapporté au 6. tome des Memoires du Clergé, p. 109. il est fait défense aux habitans de la R. P. R. de Bourgueil, de faire exercice public de leur Religion, *dans le lieu de la Lande, Fief de l'Abbaye de Bourgueil.*

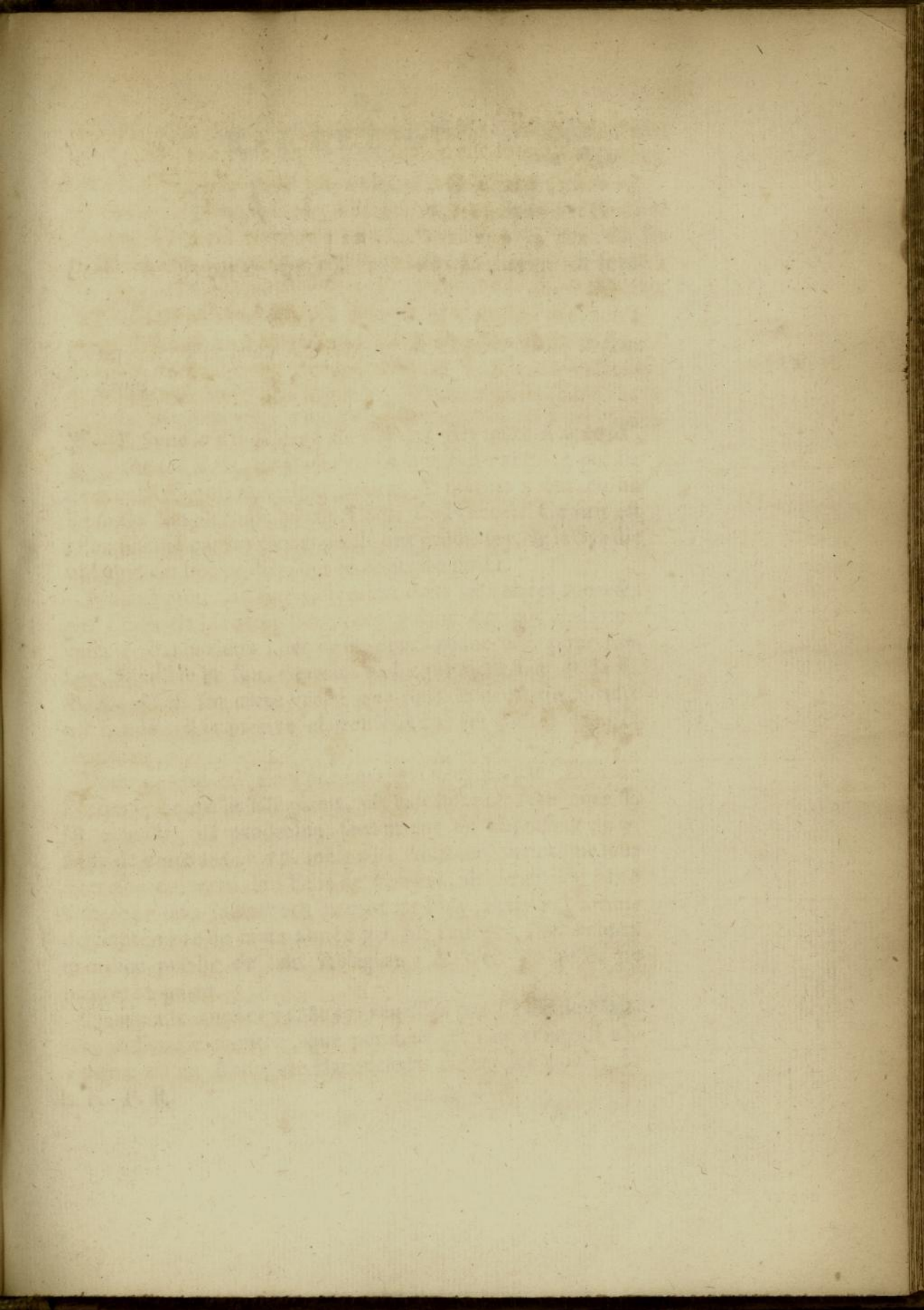
Par Arrest du Conseil Privé du 24. Janvier 1642. rapporté au 6. tome des Memoires du Clergé, p. 176. il est dit, que les habitans de la ville de Vitré ne pourront bâtir

leur Temple en la Justice, Censive ou dépendance des Seigneurs Ecclesiastiques.

Et enfin, par la Declaration du Roy donnée à Paris le 18. Decembre 1656. rapportée par Bernard, pag. 10. il est dit, art. 4. que les P. R. ne pourront faire l'exercice de leur Religion, aux lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques.

Pour ces raisons, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice de la R. P. R. sera interdit au Bourg de Vaux, & le Temple où il se fait, démoli aux frais des défenseurs.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.



BARBEZIEUX.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, défendeur.

Contre les Pretendus Reformez de Barbezieux, défenseurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure d'accord, que les P. R. de Barbezieux ont fait exercice public de leur Religion dans leur Bourg, & mesme y ont eu un Temple long-temps avant l'Edit de Nantes. Ce fait est assez justifié par les pieces qu'ils ont produites, & le Syndic qui agit de bonne foy, ne le conteste point.

Mais il pretend, que justement dans les années requises par l'Edit de Nantes, l'exercice public de leur Religion cessa à Barbezieux, les défenseurs ayant esté pour lors sans Ministre & sans exercice publiquement fait de la R. P. R. C'est sur cette verité que tout le droit du Syndic est fondé : il la prouve clairement par les pieces des défenseurs.

Pour ce qui est de l'année 1577. requise par l'Edit de Poitiers, ce qu'ils alleguent, est insuffisant. Sous cote I. fol. 2. recto, ils produisent seulement un baptême du 9. May de cette année 77. mais s'ils vouloient maintenir leur exercice en vertu de l'Edit de Poitiers, ils devroient faire voir, que non seulement au mois de May, mais qu'au mois de Septembre de cette année 77. on faisoit à Barbezieux exercice public de leur Religion : & c'est ce qu'ils ne prouvent point.

Quant aux années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, le Syndic montre, que pendant tout ce temps il n'y a point eu au Bourg de Barbezieux d'exercice public de la R. P. R.

Pour cét effet, il faut remarquer qu'en l'année 1590. ils avoient à Barbezieux le nommé Malescot pour Ministre.

Ce fait paroist par la piece produite sous cote B. Ce Malescot continua son ministère à Barbezieux jusques en l'année 95. En 94. il assiste au Synode Provincial tenu à Pons au mois de Mars, comme il est porté dans la piece remise sous cote C. & au commencement de 95. il fait encore quelques baptêmes à Barbezieux, comme il paroist par le dernier feuillet de l'extrait produit sous cote I.

Vers le milieu de cette année 95. ce Ministre mourut. Car on voit par la piece produite sous cote D. que les heritiers donnent quittance le 6. Septembre de l'an 1595. aux Pretendus Reformez de Barbezieux, des sommes qui pouvoient estre dûes au feu Malescot Ministre. Depuis la mort dudit Malescot, qui arriva vers le milieu de l'année 95. jusques au dixième d'Aoust 1597. c'est-à-dire, pendant plus de deux ans, (& justement dans les années requises par l'Edit de Nantes,) il n'y eut point de Ministre residant à Barbezieux, ny d'exercice public de la R. P. R. fait audit lieu.

Pour estre persuadé de cette verité, il ne faut qu'examiner la piece que les défendeurs ont produite sous cote I. On y voit *fol. 3. verso*, des baptêmes faits en 93. par ledit Malescot; on voit encore *fol. 6.* que ce mesme Ministre en fit quelques-uns en 95. & les Registres de Baptêmes finissent en cette année, & ne recommencent qu'en 98.

En 96. on ne voit point de Ministre residant à Barbezieux, point de Presches faits pendant toute cette année, point de Cene administrée, & pas mesme un baptême fait: il est seulement fait mention d'un mariage célébré le 29. Janvier de cette année 96. *fol. 4. recto*; mais on ne sçait si ce mariage a esté fait à Barbezieux, on ne sçait par quel Ministre il a esté célébré, & si ç'a esté dans une Assemblée publique, avant ou après le Presche: il est seulement dit: *Ledit jour 29 Janvier 96. furent épouzez Arnaud Quilbert & Marie Batailler.*

De mesme, en l'année 97. jusques au dixième d'Aoust il ne paroist point de Ministre à Barbezieux, on ne voit point qu'on ait fait aucun Presche, aucun mariage, aucun baptesme, & qu'on ait administré la Cene audit lieu.

Il est si certain, qu'il n'y avoit point de Ministre residant à Barbezieux en cette année 97. devant le 10. Aoust, qu'au Synode de la Rochelle tenu le 7. May de cette année, l'Eglise de Barbezieux comparoist seulement par un Ancien, comme il est dit dans l'extrait produit sous cote C. Et il est marqué dans l'extrait coté sous la lettre I. fol. 5. recto, que le nommé Petit eut son envoy du Synode de la Rochelle tenu le 7. May 97. pour aller estre Ministre à Barbezieux, où parconsequent il n'y en avoit point. Ce Ministre y vint au mois d'Aoust de cette mesme année, il y fut reçu par le peuple, & le nommé la Garde, Ministre de Chalais luy imposa les mains le 10. Aoust 97. comme il est dit dans l'extrait produit sous cote I. fol. 5. recto.

Le nommé Petit succeda donc à Malescot dans le ministère de Barbezieux. Mais depuis la mort de Malescot jusques à l'arrivée de Petit, il se passa plus de deux années, pendant lesquelles l'Eglise de Barbezieux fut sans Ministre, & sans aucun exercice public de la R. P. R. & justement ces deux années sont celles qui sont requises par l'Edit de Nantes: de sorte qu'il se trouve que les défenseurs ne sont point aux termes de cét Edit.

Ils diront sans doute, que quoy qu'ils n'ayent point eu de Ministre dans les deux années requises par l'Edit de Nantes, ils ont neanmoins eu un exercice établi & publiquement fait de leur Religion pendant tout ce temps, & que cela paroist:

1. Par un Cahier de *Protestations*, commençant au mois de Janvier de l'année 96. & continuant de mois en mois, & d'année en année, jusques au 7. Juillet 1604. dont l'extrait est remis sous cote I. fol. 4. recto, & dont le premier article est conçu en ces termes, *ledit jour a protesté André Besson.*

2. Par un autre cahier, intitulé *Mariages*, commençant

le 29. Janvier 1596. & continuant jusques au 27. Juin 1604. dont l'extract est aussi remis sous cote I. fol. 4. recto.

3. Par un Papier, contenant les Délibérations du Consistoire dudit lieu de Barbezieux, depuis le mois de Fevrier 1589. jusques au 28. Avril 1597. dont l'extract est encore remis sous cote I. où l'on voit que ledit jour 28. Avril 97. quelques personnes qui estoient mal ensemble, comparurent au Consistoire, & furent reconciliez.

Le Syndic répond à tous ces actes :

Premierement il dit, que pour estre aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes, il faut non seulement avoir un exercice établi dans les années 96. & 97. mais il faut l'avoir *publiquement fait par plusieurs & diverses fois* dans lesdites années, jusques à la fin d'Aoust, & qu'il est constant que les défendeurs n'ont point eu ledit exercice : car estant certain qu'ils n'ont point eu de Ministre chez eux pendant ces deux années, il doit estre certain aussi qu'on n'y faisoit point d'exercice public de la R. P. R. En effet, cet exercice consiste principalement dans la celebration de la Cene, dans les Presches qui se font à des jours reglez, dans l'administration des baptêmes & dans la celebration des mariages, faits non dans des maisons particulières, mais dans le lieu des Assemblées, avant ou après le Presche ; toutes lesquelles choses ne se peuvent faire que par un Ministre. Il faudroit donc que les P. R. de Barbezieux fissent voir, que pendant les années 96. & 97. dans lesquelles ils n'avoient point de Ministre ; il venoit régulièrement quelque Ministre voisin, qui leur faisoit des Presches aux Dimanches, baptizoit leurs enfans, celebreroit leurs mariages dans l'Assemblée publique, & leur administroit la Cene : & c'est ce que les défendeurs ne sçauroient prouver. On ne voit aucun baptême administré pendant tout ce temps à Barbezieux, on ne voit point de Presches faits, ny de Cene donnée, ny de Ministre qui y vienne, ou qui y fasse le moindre séjour.

Secondement, le Syndic soutient, que pas-un des trois actes produits ne prouvent ce que les défendeurs sont obligez de prouver.

Le Cahier des *Protestations* prouve seulement qu'il y avoit à Barbezieux beaucoup de Religionnaires qui s'assembloient souvent, & qui faisoient entre eux en 96. une espece de Consistoire. Mais un Consistoire dans un lieu où il n'y a point de Ministre, est un Consistoire imparfait, qui ne prouve point un exercice publiquement fait de la R. P. R. car sans Ministre, cét exercice ne se fait point.

Le Cahier intitulé *Mariages*, ne fait aucune preuve pour l'année 96.

On ne spécifie qu'un mariage du 29. Janvier 96. & encore ne sçait-on point, comme il a esté dit, si c'est à Barbezieux qu'il a esté célébré. On ne doute point que les défendeurs pendant l'année 96. & 97. ne se soient mariez: mais comme ils n'avoient point pour lors de Ministre chez eux, ils ont pû aller célébrer leurs mariages dans quelque Eglise voisine, & en tenir registre dans un cahier, où l'on a mis ensuite les mariages qui ont esté faits après, par le Ministre de Barbezieux. Pour faire preuve contre le Syndic, il faudroit alleguer plusieurs mariages faits à Barbezieux en 96. dans le lieu des Assemblées publiques, devant ou après le Presche; & c'est ce que les défendeurs n'alleguent point. L'extrait de ce Cahier de *Mariages* porte qu'il continuë depuis 96. jusqu'en 1604. mais ces paroles, *de mois en mois & d'année en année*, ne s'y trouvent pas: ainsi l'on ne sçait point s'il s'est fait plusieurs mariages de ceux de Barbezieux en 96. & s'ils ont esté faits à Barbezieux.

Pour ce qui est du Papier contenant les *Deliberations* du Consistoire, le Syndic dit:

Que cette piece est un acte informe, qui ne peut faire aucune preuve en Justice, n'estant point signé. Il est à remarquer que les autres actes produits sont tous signez du nommé *Magnen* Scribe du Consistoire. (cela est dit dans les extraits) Mais pour ce Papier de Consistoire, il n'est point signé; & quand il le seroit, quelle preuve les défendeurs en pourroient-ils tirer? Ils en pourroient seulement conclure, qu'en 97. au mois d'Avril, les P. R. de Barbezieux s'assemblerent, & que quelques personnes qui

estoyent mal ensemble, comparurent à l'Assemblée, & furent reconciliez. Cét acte est-il une preuve d'un exercice public de la R. P. R. fait à Barbezieux? Il prouve tout au plus, qu'il y avoit un Consistoire; mais ce Consistoire estant pour lors sans Ministre, n'estoit par conséquent qu'un Consistoire imparfait. Qu'on dise tant qu'on voudra, qu'il marque un exercice établi, cela ne suffit pas. Pour estre aux termes de l'Edit de Nantes, il faut *un exercice publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 96. & 97. jusques à la fin d'Aoust*; & il est constant que cet acte du 9. Avril 97. ne prouve point ledit exercice.

Le Syndic ajoute, qu'en l'année 1671. le 19. de Septembre, il fut rendu un Arrest au Conseil d'Estat du Roy qui decide l'affaire dont est question. Cét Arrest est rapporté dans le Recueil des Edits, Déclarations & Arrest rendus pendant l'Agence de Messieurs de la Hoguette & de Grammont p. 159. On voit par cet Arrest, que l'exercice de la R. P. R. fut interdit au lieu d'Aimet Diocese de Sarlat, & le Temple condamné à estre démoli. Les P. R. de ce lieu faisoient voir qu'ils avoient eu un exercice établi & publiquement fait de leur Religion dans les années qui precedent immédiatement celles qui sont requises par l'Edit de Nantes, & dans les suivantes. Outre cela, ils alleguoient un Livre de Baptêmes, commençant en l'année 1575. & finissant au mois de Decembre de l'année 97. Ils produisoient aussi un Livre de Consistoire commençant au mois de Mars 1589. & finissant au mois de Juin 1620. comme il est dit dans le Veu de l'Arrest. Neanmoins, parce que leur Ministre les quitta, & qu'ils furent sans Ministre depuis le mois d'Aoust 95. jusques au mois de Novembre 97. & qu'on ne vit point par leur Papier de Consistoire & par les autres pieces qu'ils produisoient, qu'on eust fait à Aimet *aucun exercice public de la R. P. R. es années spécifiées en l'art. 9. de l'Edit de Nantes*, leur exercice fut interdit, & leur Temple démoli.

Barbezieux est dans la mesme espece: leur Ministre mourut vers le milieu de l'année 95. Es années 96. & 97. ils furent sans Ministre jusques au dixième d'Aoust. Ils

alleguent veritablement des Livres de Baptêmes, depuis 1568. jusques en 1595. Ils produisent un Livre de Consistoire, commençant en l'année 1589. & finissant en 97. Mais on ne voit point ny par leurs Livres de Baptêmes, ny par leur Papier de Consistoire, & autres pieces qu'ils ont produites, qu'ils ayent eu quelque Ministre qui leur ait fait par plusieurs & diverses fois en 96. & en 97. l'exercice public de leur Religion. Le cas est tout semblable: toute la difference qu'il y a, c'est que le Papier de Consistoire de ceux d'Aimet estoit en forme, & que celui des défendeurs ne l'est pas.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Barbezieux, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

BARBEZIEUX.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, défendeur.

Contre les Pretendus Reformez de Barbezieux, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure d'accord, que les P. R. de Barbezieux ont fait exercice public de leur Religion dans leur Bourg, & mesme y ont eu un Temple long-temps avant l'Edit de Nantes. Ce fait est assez justifié par les pieces qu'ils ont produites, & le Syndic qui agit de bonne foy, ne le conteste point.

Mais il pretend, que justement dans les années requises par l'Edit de Nantes, l'exercice public de leur Religion cessa à Barbezieux, les défendeurs ayant esté pour lors sans Ministre & sans exercice publiquement fait de la R. P. R. C'est sur cette verité que tout le droit du Syndic est fondé : il la prouve clairement par les pieces des défendeurs.

Pour ce qui est de l'année 1577. requise par l'Edit de Poitiers, ce qu'ils alleguent, est insuffisant. Sous cote I. fol. 2. r. 870, ils produisent seulement un baptesme du 9. May de cette année 77. mais s'ils vouloient maintenir leur exercice en vertu de l'Edit de Poitiers, ils devroient faire voir, que non seulement au mois de May, mais qu'au mois de Septembre de cette année 77. on faisoit à Barbezieux exercice public de leur Religion : & c'est ce qu'ils ne prouvent point.

Quant aux années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, le Syndic montre, que pendant tout ce temps il n'y a point eu au Bourg de Barbezieux d'exercice public de la R. P. R.

Pour cet effet, il faut remarquer qu'en l'année 1590. ils avoient à Barbezieux le nommé Malescot pour Ministre.

Ce fait paroist par la piece produite sous cote B. Ce Malescot continua son ministère à Barbezieux jusques en l'année 95. En 94. il assiste au Synode Provincial tenu à Pons au mois de Mars, comme il est porté dans la piece remise sous cote C. & au commencement de 95. il fait encore quelques baptêmes à Barbezieux, comme il paroist par le dernier feuillet de l'extrait produit sous cote I.

Vers le milieu de cette année 95. ce Ministre mourut. Car on voit par la piece produite sous cote D. que ses heritiers donnent quittance le 6. Septembre de l'an 1595. aux Pretendus Reformez de Barbezieux, des sommes qui pouvoient estre dûes au feu Malescot Ministre. Depuis la mort dudit Malescot, qui arriva vers le milieu de l'année 95. jusques au dixième d'Aoust 1597. c'est-à-dire, pendant plus de deux ans, (& justement dans les années requises par l'Edit de Nantes,) il n'y eut point de Ministre residant à Barbezieux, ny d'exercice public de la R. P. R. fait audit lieu.

Pour estre persuadé de cette verité, il ne faut qu'examiner la piece que les défendeurs ont produite sous cote I. On y voit *fol. 3. verso*, des baptêmes faits en 93. par ledit Malescot; on voit encore *fol. 6.* que ce mesme Ministre en fit quelques-uns en 95. & les Registres de Baptêmes finissent en cette année, & ne recommencent qu'en 98.

En 96. on ne voit point de Ministre residant à Barbezieux, point de Presches faits pendant toute cette année, point de Cene administrée, & pas mesme un baptême fait: il est seulement fait mention d'un mariage célébré le 29. Janvier de cette année 96. *fol. 4. recto*; mais on ne sçait si ce mariage a esté fait à Barbezieux, on ne sçait par quel Ministre il a esté célébré, & si ç'a esté dans une Assemblée publique, avant ou après le Presche: il est seulement dit: *Ledit jour 29. Janvier 96. furent épouzez Arnaud Quilbert & Marie Batailler.*

De mesme, en l'année 97. jusques au dixième d'Aoust il ne paroist point de Ministre à Barbezieux, on ne voit point qu'on ait fait aucun Presche, aucun mariage, aucun baptesme, & qu'on ait administré la Cene audit lieu.

Il est si certain, qu'il n'y avoit point de Ministre residant à Barbezieux en cette année 97. devant le 10. Aoust, qu'au Synode de la Rochelle tenu le 7. May de cette année, l'Eglise de Barbezieux comparoist seulement par un Ancien, comme il est dit dans l'extrait produit sous cote C. Et il est marqué dans l'extrait coté sous la lettre I. fol. 5. recto, que le nommé Petit eut son envoy du Synode de la Rochelle tenu le 7. May 97. pour aller estre Ministre à Barbezieux, où parconsequent il n'y en avoit point. Ce Ministre y vint au mois d'Aoust de cette mesme année, il y fut reçu par le peuple, & le nommé la Garde, Ministre de Chalais luy imposa les mains le 10. Aoust 97. comme il est dit dans l'extrait produit sous cote I. fol. 5. recto.

Le nommé Petit succeda donc à Malefcot dans le ministère de Barbezieux. Mais depuis la mort de Malefcot jusques à l'arrivée de Petit, il se passa plus de deux années, pendant lesquelles l'Eglise de Barbezieux fut sans Ministre, & sans aucun exercice public de la R. P. R. & justement ces deux années sont celles qui sont requises par l'Edit de Nantes: de sorte qu'il se trouve que les défenseurs ne sont point aux termes de cet Edit.

Ils diront sans doute, que quoy qu'ils n'ayent point eu de Ministre dans les deux années requises par l'Edit de Nantes, ils ont néanmoins eu un exercice établi & publiquement fait de leur Religion pendant tout ce temps, & que cela paroist:

1. Par un Cahier de *Protestations*, commençant au mois de Janvier de l'année 96. & continuant de mois en mois, & d'année en année, jusques au 7. Juillet 1604. dont l'extrait est remis sous cote I. fol. 4. recto, & dont le premier article est conçu en ces termes, *ledit jour a protesté André Besson.*

2. Par un autre cahier, intitulé *Mariages*, commençant

le 29. Janvier 1596. & continuant jusques au 27. Juin 1604. dont l'extrait est aussi remis sous cote I. fol. 4. *recto.*

3. Par un Papier, contenant les Délibérations du Consistoire dudit lieu de Barbezieux, depuis le mois de Février 1589. jusques au 28. Avril 1597. dont l'extrait est encore remis sous cote I. où l'on voit que ledit jour 28. Avril 97. quelques personnes qui estoient mal ensemble, comparurent au Consistoire, & furent reconciliez.

Le Syndic répond à tous ces actes :

Premierement il dit, que pour estre aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes, il faut non seulement avoir un exercice établi dans les années 96. & 97. mais il faut l'avoir *publiquement fait par plusieurs & diverses fois* dans lesdites années, jusques à la fin d'Aoust, & qu'il est constant que les défendeurs n'ont point eu ledit exercice : car estant certain qu'ils n'ont point eu de Ministre chez eux pendant ces deux années, il doit estre certain aussi qu'on n'y faisoit point d'exercice public de la R. P. R. En effet, cét exercice consiste principalement dans la celebration de la Cene, dans les Presches qui se font à des jours reglez, dans l'administration des baptêmes & dans la celebration des mariages, faits non dans des maisons particulières, mais dans le lieu des Assemblées, avant ou après le Presche ; toutes lesquelles choses ne se peuvent faire que par un Ministre. Il faudroit donc que les P. R. de Barbezieux fissent voir, que pendant les années 96. & 97. dans lesquelles ils n'avoient point de Ministre ; il venoit régulièrement quelque Ministre voisin, qui leur faisoit des Presches aux Dimanches, baptizoit leurs enfans, celebreroit leurs mariages dans l'Assemblée publique, & leur administroit la Cene : & c'est ce que les défendeurs ne scauroient prouver. On ne voit aucun baptême administré pendant tout ce temps à Barbezieux, on ne voit point de Presches faits, ny de Cene donnée, ny de Ministre qui y vienne, ou qui y fasse le moindre séjour.

Secondement, le Syndic soutient, que pas-un des trois actes produits ne prouvent ce que les défendeurs sont obligez de prouver.

Le Cahier des *Protestations* prouve seulement qu'il y avoit à Barbezieux beaucoup de Religionnaires qui s'assembloient souvent, & qui faisoient entre eux en 96. une espece de Consistoire. Mais un Consistoire dans un lieu où il n'y a point de Ministre, est un Consistoire imparfait, qui ne prouve point un exercice publiquement fait de la R. P. R. car sans Ministre, cet exercice ne se fait point.

Le Cahier intitulé *Mariages*, ne fait aucune preuve pour l'année 96.

On ne spécifie qu'un mariage du 29. Janvier 96. & encore ne sçait-on point, comme il a esté dit, si c'est à Barbezieux qu'il a esté célébré. On ne doute point que les défendeurs pendant l'année 96. & 97. ne se soient mariez: mais comme ils n'avoient point pour lors de Ministre chez eux, ils ont pû aller célébrer leurs mariages dans quelque Eglise voisine, & en tenir registre dans un cahier, où l'on a mis ensuite les mariages qui ont esté faits après, par le Ministre de Barbezieux. Pour faire preuve contre le Syndic, il faudroit alleguer plusieurs mariages faits à Barbezieux en 96. dans le lieu des Assemblées publiques, devant ou après le Presche; & c'est ce que les défendeurs n'alleguent point. L'extrait de ce Cahier de *Mariages* porte qu'il continuë depuis 96. jusqu'en 1604. mais ces paroles, *de mois en mois & d'année en année*, ne s'y trouvent pas: ainsi l'on ne sçait point s'il s'est fait plusieurs mariages de ceux de Barbezieux en 96. & s'ils ont esté faits à Barbezieux.

Pour ce qui est du Papier contenant les *Deliberations du Consistoire*, le Syndic dit:

Que cette piece est un acte informe, qui ne peut faire aucune preuve en Justice, n'estant point signé. Il est à remarquer que les autres actes produits sont tous signez du nommé *Magnen* Scribe du Consistoire. (cela est dit dans les extraits) Mais pour ce Papier de Consistoire, il n'est point signé; & quand il le seroit, quelle preuve les défendeurs en pourroient-ils tirer? Ils en pourroient seulement conclure, qu'en 97. au mois d'Avril, les P. R. de Barbezieux s'assemblerent, & que quelques personnes qui

estojent mal ensemble, comparurent à l'Assemblée, & furent reconciliez. Cét acte est-il une preuve d'un exercice public de la R. P. R. fait à Barbezieux? Il prouve tout au plus, qu'il y avoit un Consistoire; mais ce Consistoire estant pour lors sans Ministre, n'estoit par conséquent qu'un Consistoire imparfait. Qu'on dise tant qu'on voudra, qu'il marque un exercice établi, cela ne suffit pas. Pour estre aux termes de l'Edit de Nantes, il faut *un exercice publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 96. & 97. jusques à la fin d'Aoust; & il est constant que cet acte du 9. Avril 97. ne prouve point ledit exercice.*

Le Syndic ajoûte, qu'en l'année 1671. le 19. de Septembre, il fut rendu un Arrest au Conseil d'Estat du Roy qui decide l'affaire dont est question. Cét Arrest est rapporté dans le Recueil des Edits, Déclarations & Arrests rendus pendant l'Agence de Messieurs de la Hoguette & de Grammont p. 159. On voit par cet Arrest, que l'exercice de la R. P. R. fut interdit au lieu d'Aimet Diocese de Sarlat, & le Temple condamné à estre démoli. Les P. R. de ce lieu faisoient voir qu'ils avoient eu un exercice établi & publiquement fait de leur Religion dans les années qui precedent immédiatement celles qui sont requises par l'Edit de Nantes, & dans les suivantes. Outre cela, ils alleguoient un Livre de Baptêmes, commençant en l'année 1575. & finissant au mois de Decembre de l'année 97. Ils produisoient aussi un Livre de Consistoire commençant au mois de Mars 1589. & finissant au mois de Juin 1620. comme il est dit dans le Veu de l'Arrest. Neanmoins, parce que leur Ministre les quitta, & qu'ils furent sans Ministre depuis le mois d'Aoust 95. jusques au mois de Novembre 97. & qu'on ne vit point par leur Papier de Consistoire & par les autres pieces qu'ils produisoient, qu'on eust fait à Aimet *aucun exercice public de la R. P. R. es années spécifiées en l'art. 9. de l'Edit de Nantes*, leur exercice fut interdit, & leur Temple démoli.

Barbezieux est dans la mesme espece: leur Ministre mourut vers le milieu de l'année 95. Es années 96. & 97. ils furent sans Ministre jusques au dixième d'Aoust. Ils

7

alleguent veritablement des Livres de Baptêmes, depuis 1568. jusques en 1595. Ils produisent un Livre de Consistoire, commençant en l'année 1589. & finissant en 97. Mais on ne voit point ny par leurs Livres de Baptêmes, ny par leur Papier de Consistoire, & autres pieces qu'ils ont produites, qu'ils ayent eu quelque Ministre qui leur ait fait par plusieurs & diverses fois en 96. & en 97. l'exercice public de leur Religion. Le cas est tout semblable: toute la difference qu'il y a, c'est que le Papier de Consistoire de ceux d'Aimet estoit en forme, & que celui des défendeurs ne l'est pas.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Barbezieux, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

J A R N A C.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Jarnac, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes ne conteste pas aux défendeurs le droit d'exercice, parce que Jarnac leur a esté donné pour premier lieu de Bailliage dans le Bailliage d'Engoumois. Mais il demande :

1. Que l'exercice soit transporté hors la Ville.
2. Qu'attendu que leur Temple est la Grange du Prieur de Jarnac, & une partie de son habitation, ils le delaissent au Prieur en l'état où il est, & vingt pieds de terre des environs, par eux arrentez du Seigneur de Jarnac avec ladite Grange.
3. Qu'ils en payent les loyers depuis 40. ans, à dire d'Experts, pour estre employez à la reparation de l'Eglise Paroissiale, & du Prieuré.
4. Que les maisons basties joignans l'Eglise du Prieuré & dans le Cimetière, & appartenances des maisons dudit Prieuré, & là où une Croix estoit élevée, soient démolies, & les choses remises en leur premier état.
5. Que les detenteurs desdites maisons en payent les loyers depuis 40. ans, à dire d'Experts.
6. Que les défendeurs delaissent aux Catholiques le grand Cimetière par eux usurpé.

Le tout conformément à l'Avis du sieur Commissaire Catholique, dans le partage intervenu entre luy & son Adjoint le 26. Juillet 1664.

Et afin que la justice des demandes du Syndic paroisse visiblement, il est parlé en ce Factum de chacune d'elles en particulier, & des titres sur lesquels elles sont fondées.

Du transport de l'exercice hors la Ville.

JARNAC a esté donné pour lieu de Bailliage: l'exercice ne peut donc estre dans la Ville.

Les défendeurs sont d'accord de la consequence, parce que tous les Edits de pacification, & particulièrement celuy de Nantes art. 11. portent qu'és Villes données pour lieu de Bailliage, l'exercice ne pourra estre fait que hors la Ville.

Ils ne peuvent pas nier l'antecedent, après les preuves qu'eux-mesmes en donnent dans leurs titres, pour l'intelligence desquelles il est necessaire de sçavoir:

Que le premier Edit qui a accordé des lieux de Bailliage, est celuy du 19. Mars 1562. donné à Amboise, ou 1563. selon la differente manière de compter, & de commencer l'année.

Qu'en la Declaration du 14. Decembre 1563. donnée à Paris, en consequence & en interpretation dudit Edit, le Roy y parle en ces termes, art. 3. *Les Gouverneurs de nos Provinces, & les Commissaires, s'ils sont encore és lieux de leurs Commissions, feront en chacun Bailliage ou Seneschauſſée, ressortissant en nos Cours de Parlement, l'établissement des lieux où se fera l'exercice de ladite Religion, és endroits designez par le Departement que nous en avons fait expedier, avec ceux que nous avons depuis changez & diminuez par grande & meure deliberation, & pour juste occasion.*

Le Roy donc dit deux choses en cét Article.

L'une, qu'il avoit fait luy-mesme le Departement des Villes & lieux qu'il vouloit estre donnez aux P. R. pour lieux de Bailliage.

L'autre, qu'il avoit envoyé dans les Provinces des Commissaires, pour conformément à ce Departement, assigner pour lieux de Bailliage les Villes & autres lieux qui y sont nommez, & y établir l'exercice public de la R. P. R.

Or dans ce Departement, qui est gardé parmi les manuscrits de la Bibliotheque du Roy, & dont le Syndic a remis un extrait en forme, Jarnac qui est du Bailliage d'Engoumois, est donné pour lieu de Bailliage.

Selon ce Departement, les Commissaires qui furent envoyez à Engoumois & en Saintonge, assignerent aux défendeurs Jarnac pour lieu de Bailliage, & y établirent l'exercice comme en lieu de Bailliage.

Ce sont les défendeurs mesmes, qui dans leurs titres nous donnent des preuves authentiques de cét établissement fait par lesdits sieurs Commissaires.

En effet, ils produisent dans une mesme liasse sous la cote I. seize contracts de mariage: or en chacun des onze premiers, qui sont des années 1563. 64. 66. 68. 69. & 70. les Notaires qui les ont reçûs, parlent en ces termes, *de l'Eglise Reformée en ce present pais d'Engoumois établie par le Roy au present lieu de Jarnac; ou en ceux-ci, assignée par le Roy en la presente ville de Jarnac; ou de cette sorte, designée de par le Roy au present lieu de Iarnac; en l'Eglise Reformée, établie de par le Roy audit Iarnac; en l'Eglise Reformée, designée & établie de par le Roy audit Iarnac.*

Lors mesme que dans lesdits contracts il est dit que le mariage pourra estre celebré ou à Jarnac, ou à Saint Mesme, Jarnac est distingué de Saint Mesme par cette qualité, *d'Eglise établie par le Roy.* Cela se voit par les contracts des 9. & 19. Juin 1570. où il est dit que le mariage pourra estre solemnisé *en l'Eglise Reformée, soit au lieu de Iarnac établi par le Roy, ou audit lieu de Saint Mesme.*

Il est donc certain que l'exercice fut établi à Jarnac, comme en lieu de Bailliage, pour le Bailliage d'Engoumois, & que les défendeurs s'estimoient alors si heureux, que Jarnac leur eust esté donné pour lieu de Bailliage, que les Notaires croyoient qu'il estoit de leur devoir de faire mention d'un tel établissement dans les Actes publics, afin qu'à l'avenir on ne pust pas leur contester le droit d'exercice public de leur Religion.

Les défendeurs neanmoins qui ont indubitablement l'Ordonnance desdits sieurs Commissaires, par laquelle Jarnac leur fut donné pour lieu de Bailliage, l'ont supprimée pour deux raisons. La première, parce qu'ils sçavent que l'exercice du lieu de Bailliage ne peut pas estre dans la Ville, mais seulement dehors.

La seconde, parce qu'ils ont vû, que si cette Ordonnance paroissoit, elle porteroit l'interdiction de l'exercice de Cognac, qui se trouve estre troisième lieu de Bailliage, l'Edit n'en souffrant que deux, & le Pont de Touvre ayant esté donné pour premier, en vertu de l'Edit de 77. sur ce faux exposé, que dans l'Engoumois ils n'avoient point de lieu de Bailliage, quoy-qu'ils eussent déjà Jarnac.

Mais il est arrivé que les défendeurs mesmes ont remis des titres, qui non seulement nous découvrent cette verité qu'ils ont affecté de cacher, mais encore nous en donnent des preuves évidentes.

I I.

De la restitution de la Grange du Prieur, dont ils ont fait un Temple, du Cimetière, & des autres biens d'Eglise usurpez par les défendeurs.

L'EDIT de Nantes art. 3. parle en ces termes : *Ordonnons que tous ceux, qui durant les troubles se sont emparez des Eglises, maisons, biens, & revenus appartenans ausdits Ecclesiastiques, & qui les detiennent & occupent, leur en delaissent l'entière possession & paisible jouissance, en tels droits, libertez & franchises qu'ils avoient auparavant qu'ils en fussent défaits : défendant aussi tres-expressement à ceux de ladite Religion Protestante Reformée de faire Presches, ni aucun exercice de ladite Religion, és Eglises, maisons, & habitations desdits Ecclesiastiques.*

C'est sur cet article que la justice des autres demandes du Syndic est fondée.

La Grange en Saintonge & en Guienne est dans une maison, ce bastiment où l'on met les foin, les pailles & le bois. La grange donc du Prieur de Jarnac estoit dans la maison du Prieur, (laquelle, comme il est dit dans le procès verbal du 25. Mars 1601. du sieur de Nesmond, Lieutenant General d'Engoulesme, Commissaire executeur de l'Edit de Nantes, estoit *grande & spacieuse*) la grange, dis-je, estoit ce bastiment où l'on mettoit les foin, les gerbes, les pailles & le bois.

Les défendeurs ne peuvent pas nier que leur Temple ne soit cette grange ; & par conséquent , par une manifeste contravention à l'article 3. de l'Edit de Nantes , le Presche & l'exercice de la R. P. R. se fait dans la maison & habitation du Prieur.

En effet, ils ont remis en original sous la cotte 24. le contract qu'ils appellent *lettre de Baillette* du 9. Aoust 1589. par lequel le sieur Leonor Chabot, Seigneur de Jarnac, faisant profession de la R. P. R. disposant d'un bien qui ne luy appartenoit pas, & qu'il s'estoit approprié, après avoir fait démolir l'Eglise & la maison Priorale, leur baille, delaisse & transporte *une grange & vingt pieds de large & de long au derriere d'icelle du costé du Temple*, c'est à dire, de l'Eglise Paroissiale qui est tout proche : car les défendeurs n'avoient pas encore de Temple. *Et ce, afin que là on puisse faire les Ordinaires, & autres Assemblées de l'Eglise, prescher la sacrée Parole de Dieu, administrer les saints Sacremens, & y faire tous autres actes de la vraie Religion.*

Les défendeurs voyant, que par ce contract que le Syndic a aussi produit sous la cotte B. il conste qu'ils n'ont jamais eu d'autre Temple que cette grange, disent dans le procès verbal de leur comparition & production, que ladite grange a depuis servi pour l'augmentation du Temple, qui estoit audit lieu de Jarnac.

Mais ils n'ont jamais pu prouver qu'ils ayent eu, ni avant ledit contract, ni depuis, autre Temple. Et pretendre que ces mots du contract *derriere le Temple*, doivent estre entendus d'un Temple de leur Religion, c'est montrer que l'on n'a pas lû les Edits de Pacification, où les Eglises des Catholiques sont appelées Temples. *Tous ceux*, dit le Roy art. 1. de l'Edit du 17. Janvier 1661. *de la nouvelle Religion qui se sont emparez des Temples, seront tenus après la publication de ces Presentes d'en vuider. Rendront & restitueront ce qu'ils ont pris des Reliquaires & Ornaments desdits Temples.*

Il conste encore par le procès verbal d'enqueste du 15. Octobre 1661. remis par le Syndic sous la cotte C. que ladite grange est le Temple des défendeurs.

Ils ne peuvent pas dire contre cette enqueste, que la

preuve par témoins est rejetée par l'Arrest du Conseil d'Etat du 7. d'Aoust 1662. rapporté par Bernard pag. 199. Parce que,

Outre que cet Arrest n'est que de l'an 1662. & n'a pas un effet retroactif, & que l'enquete est de l'an 1661.

Ledit Arrest du 17. Aoust 1662. ne rejette la preuve par témoins, qu'en ce qui concerne l'exercice établi & fait publiquement au temps requis par l'Edit; mais non pas en ce qui concerne l'usurpation des biens d'Eglise. Et de plus, cette enquete a esté faite si juridiquement, que l'Avocat mesme des défendeurs en l'année 1664. ne pût pas s'empescher de la reconnoistre, quant à la formalité, comme il est porté dans le procès verbal des Commissaires; & pour plus grande precaution, Monsieur le Lieutenant General d'Engoulesme fit faire encore une nouvelle repetition de témoins.

Pour le grand Cimetière, ils l'avoient déjà usurpé, avant que le sieur de Nesmond, Lieutenant General d'Engoulesme, & premier executeur de l'Edit de Nantes, eut dressé son procès verbal du 25. Mars 1601. par lequel, pour le bien de la paix, & à raison du malheur du temps, il fut delaisié aux défendeurs; mais le Syndic en demande la restitution.

Quant aux autres fins & conclusions du Syndic, il ne demande que l'exécution non seulement de l'art. 3. de l'Edit de Nantes, mais encore de l'Ordonnance du 25. Mars 1601. du sieur de Nesmond, dont, ainsi qu'il a esté déjà dit, il a remis le procès verbal sous la cotte C. confirmée par l'Avis & Jugement du sieur Commissaire Catholique, député pour informer des contraventions & innovations faites à l'Edit de Nantes.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice de la R. P. R. sera interdit à Jarnac dans la ville, avec défenses aux P. R. de le faire, ni de bastir aucun Temple, qu'au lieu qui leur sera designé hors la Ville; que le Temple où ils font presentement l'exercice, sera delaisié au Prieur en l'état auquel il est, & vingt pieds de terre aux environs, pour ledit Temple luy servir de grange, comme il faisoit, avant que les défendeurs l'eussent usurpée; qu'ils

7
en payeront les loyers depuis 40. ans; que les maisons bâties joignant l'Eglise Priorale & Paroissiale de Saint Pierre, & au dedans du Cimetière & appartenances de la Maison Priorale, & du lieu où estoit la Croix Ozaniere, seront démolies par ceux qui occupent lescdites maisons, avec défenses à eux d'emporter les matériaux qui se trouveront avoir esté de l'Eglise & Maison Priorale démolies; & qu'ils payeront les loyers desdites maisons depuis 40. ans, à dire d'Experts, au Prieur, pour estre employez à la reparation de ladite Eglise & Maison Priorale; que le Cimetière où les défendeurs enterrent leurs morts, sera rendu à l'Eglise; & que conformément à l'art. 10. de la Declaration du 14. Decembre 1563. ils n'en pourront avoir que hors la Ville au lieu qui leur sera assigné, qu'ils acheteront de gré à gré.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

BOURG-CHARENTE.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Bourg-Charente,
défendeurs.*

C E n'est que depuis environ trente ans , que les P. R. de Bourg-Charente ont commencé d'établir sans raison, & sans la moindre apparence de droit , un exercice public de leur Religion dans leur Bourg : cependant ils sont résolus de le soutenir, quelque mal fondé qu'il puisse estre; mais il est bon qu'ils sçachent que ce n'est pas assez d'entreprendre pour réussir, & ils doivent s'attendre qu'on ne souffrira pas qu'ils fassent impunément des entreprises si hardies, & si manifestement contraires aux Edits & aux Declarations du Roy.

Dans les titres qu'ils ont produits, non seulement il n'est point parlé de l'année 1577. mais mesme il n'est fait aucune mention des années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes. Le Papier Baptistaire qu'ils produisent, ne commence qu'en 1609. douze ans après l'Edit de Nantes. Croyent-ils pouvoir imposer aux Juges, en disant que leurs titres ont esté perdus ? On demeure bien d'accord que les Seigneurs de Bourg-Charente ont fait faire dans leur Chateau quelque exercice de la R. P. R. Ils faisoient venir quelquefois des Ministres des Paroisses voisines, qui leur donnoient quelques Presches, & qui administroient des baptêmes. Les baptêmes, dont il est fait mention dans les premières pages du Papier Baptistaire produit par les défendeurs, sont faits par les Ministres de Cognac, de Jonzac, de Lignieres, de Marcennes, de Pons, de Seconzac, de Saintes,

2

& de Baigne. Ce qui fait voir que les Seigneurs de Bourg-Charente n'avoient pas mesme un exercice réglé dans leur Chasteau, n'ayant pas pour l'ordinaire de Ministre qui leur fût propre, & qui fût attaché à eux.

Dans la suite du temps ils firent cesser tout-à-fait l'exercice dans leur Chasteau, & voulurent se décharger de l'incommodité qu'apportent ordinairement ces sortes d'Assemblées. Pour cet effet, ils donnerent une maison dans le lieu de Bourg-Charente aux Pretendus Reformez de ce lieu pour y faire leurs Assemblées. Ils y ont établi depuis environ trente ans l'exercice public de leur Religion.

Le Syndic du Clergé de Saintes demande l'interdiction de cet exercice établi sans aucun fondement, & la démolition du lieu où il se fait. Demande aussi ledit Syndic la restitution d'un cimetière que les P. R. ont usurpé sur eux, sauf aux défenseurs de se pourvoir pour avoir un autre cimetière.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

SECONZAC.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes , demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Seconzac,
défendeurs.*

IL est certain que le Temple que les P. R. ont à Seconzac , n'a esté basti qu'en l'année 1607. Cela paroist par l'inscription qui est au dessus de la principale porte dudit Temple, & par la piece que le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes a produite sous cotte C. Ledit Syndic demande la démolition de ce Temple, & l'interdiction de l'exercice de la R. P. R. qui se fait à Seconzac.

Le droit du Syndic est constant , & le Temple & l'exercice des défendeurs, sont une manifeste contravention aux Edits.

Dans leurs titres soit par eux produits , soit par eux employez, il n'est jamais parlé d'aucun exercice de leur Religion fait à Seconzac en l'année 1577.

Pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes , les défendeurs sont aussi sans titres , & il leur a esté impossible de prouver que pendant lesdites années on ait fait à Seconzac aucun exercice public de la R. P. R.

Dans le registre des Baptêmes qu'ils ont produit , il n'y en a aucun administré à Seconzac ou en 96. ou en 97.

Ils n'ont point de livre de Consistoire.

Ils n'ont produit aucun acte , où il soit fait mention ni de Cene administrée à Seconzac, ni de mariage célébré, ni de censures faites, ni de Ministre residant, ni de Presches, ni de Temple, ou autre lieu destiné pour recevoir leurs assemblées dans les années 96. & 97.

Il y a plus : il paroist positivement que dans lesdites années on ne faisoit point d'exercice de la R. P. R. à Seconzac. En effet, dans le livre des Baptêmes remis par les P. R. de Jarnac, il y a particulièrement dans l'année 96. presque autant de baptêmes

administrez aux enfans de Seconzac, qu'à ceux de Jarnac, & les baptêmes sont distinguez dans ce livre par ces termes de *Seconzac*. Cela prouve visiblement qu'en 96. il n'y avoit point à Seconzac d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. car s'il y en eust eu, les défendeurs auroient-ils esté porter leurs enfans baptizer à Jarnac. De mesme, on voit dans le registre des Baptêmes produit par ceux de Lignieres, beaucoup de baptêmes administrez aux enfans de Seconzac en l'année 97. La Paroisse de Seconzac estant grande, ceux qui faisoient profession de la R. P. R. dans cette Paroisse, alloient les uns à l'exercice de Jarnac, & les autres à l'exercice de Lignieres, qui se faisoit dans la maison noble de Luchet : un chacun selon sa commodité, & selon qu'ils se trouvoient proches desdits exercices.

A cette verité si clairement établie par le Syndic, les défendeurs opposent,

1. Le procès verbal du 24. Juillet 1607. d'enquête faite par le Juge & Prevost Royal de la Chastellenie de Bouteville, remis sous le chiffre 1. dans lequel treize témoins déposent que l'exercice public de la R. P. R. se faisoit à Seconzac és années 96. & 97. jusqu'à la fin d'Aoust, & mesme és années precedentes, sur laquelle déposition ledit Juge de Bouteville leur permit de bastir un Temple.

Mais le Syndic répond, que cette enquête doit estre rejetée, & est inutile aux défendeurs, à raison des nullitez suivantes.

Le Prevost de Bouteville estoit & Enquesteur & Juge incompetent.

En effet, qui l'avoit commis ? qui l'avoit subdelegué pour faire ladite enquête, & pour juger si les défendeurs avoient droit de bastir un Temple.

Il ne fait point apparoir de sa Commission.

C'estoit Monsieur de Nesmond, Lieutenant General au Siege d'Engoulesme, qui estoit subdelegué pour tout l'Engoumois, où Seconzac est situé. La subdelegation de la part des sieurs Commissaires, premiers executeurs de l'Edit de Nantes, estoit notoire, & le Syndic en donne des preuves constantes par les pieces qu'il a remises sous corte B.

Quand mesme (ce qui n'est pas) il auroit esté commis pour cela, l'enquête seroit toujours nulle, attendu qu'elle a esté faite sans aucun Adjoint, & ce par une manifeste contravention à l'E-

dit de Nantes. Car il est porté en termes exprés dans l'article 61. de cét Edit , *qu'en toutes enquestes qui se feront pour quelque chose que ce soit es matieres civiles , si l'Enquesteur ou Commissaire est Catholique , seront les Parties tenues de convenir d'un Adjoint ; & où ils n'en conviendroient , en sera pris d'office par ledit Enquesteur ou Commissaire , un qui sera de ladite Religion P. R. & sera le mesme pratiqué , quand le Commissaire ou Enquesteur sera de ladite Religion , pour l'Adjoint qui sera Catholique.*

Les Catholiques ne furent ni appelez ni ouïs , ils devoient neantmoins l'estre , puisque c'estoit eux qui selon ledit article estoient *les Parties tenues de convenir d'un Adjoint.*

Les treize témoins ouïs faisoient profession de la R. P. R. & par consequent leur témoignage doit estre rejetté , nul ne devant estre témoin en sa propre cause.

Le Consistoire estoit constamment Partie , & neantmoins l'Enquesteur reçoit la déposition & l'attestation de quatre Anciens du Consistoire , nommez dans son procès verbal , qui en cette qualité d'Anciens estoient Partie principale.

Quelques-uns des témoins ont fait une déposition visiblement fausse : ce qui fait voir qu'ils ne faisoient point de reflexion à ce qu'ils disoient , & qu'ils ne déposoient que ce qui leur estoit suggeré par le Consistoire. En effet , le nommé *Abraham Bouhier* , Notaire & Procureur à Bouteville , âgé de trente-cinq ans , & *Jehan Bernard* , de quarante ans , au temps de leur déposition du 24. Juillet 1607. ont déposé concordablement & de compagnie avec leurs autres confreres , de la possession d'un exercice public de leur Religion au lieu de Seconzac depuis l'année 1560. c'est-à-dire , le premier , treize années avant sa naissance , & l'autre sept ; ils ne parlent pas pour l'avoir ouï dire à leurs peres ou aux Anciens de ce temps , mais pour avoir assisté aux Presches , prieres , & aux autres exercices de leur Religion , au Bourg de Seconzac , *non seulement es années 1597. & 98. mais auparavant & depuis , voire de tout temps depuis les troubles de l'an 1560.* Ce sont les termes de ces dépositions. La fausseté visible de ces deux dépositions doit faire rejetter les autres , quand elles n'auroient pas les defauts & les nullitez qui ont esté marquées.

Nulle formalité dans l'enqueste.

Les témoins sont ouïs conjointement & confusément , & non pas séparément , & l'un après l'autre.

En mesme temps que le Juge ordonne l'enqueste , les témoins se trouvent presens & tout prests à déposer, sans qu'il paroisse de l'assignation à eux donnée.

Nul témoin ne signe sa déposition , & il n'est point dit qu'ils aient déclaré ne pouvoir signer.

S'il y eut jamais d'enqueste nulle , celle que produisent les défendeurs , doit estre déclarée telle.

Tout ce donc qui a esté obtenu ensuite de ladite enqueste, soit Arrest du Conseil donné sur leur requeste , pour imposer les deniers nécessaires pour le bastiment du Temple , soit Ordonnance des Tresoriers de Limoges , ou des Elûs d'Engoulesme , ne peut point donner aucun droit aux défendeurs , & ne peut point estre une preuve d'exercice établi , & publiquement fait à Seconzac és années 96. & 97.

2. Les défendeurs disent que pendant les guerres civiles des années 1651. & 52. les Soldats pillèrent leurs titres.

Mais outre que c'est la chanson ordinaire de ceux qui n'ont point de titres , de dire qu'ils ont esté ou pillés ou bruslés ; le contraire de ce qu'ils avancent, paroist, puisqu'ils en ont produit beaucoup , mais nul pour le temps requis par l'Edit.

Les Soldats entendoient ils l'Edit de Nantes ? l'avoient-ils lû ? & firent-ils choix des titres où il estoit parlé des années 96. & 97. pour les piller.

3. Ils employent, disent-ils , les actes des Synodes & Colloques tenus en diverses années , & produits par les P. R. de Jarnac , de Lignieres , de Verreuil , de la Rochefoucaud & de Salles.

Le Syndic répond que cet employ leur est inutile : car il ne se trouvera point que par aucun acte de ces Synodes ou Colloques, on puisse prouver qu'és années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes , il y avoit exercice établi & publiquement fait de la Religion P. R. à Seconzac.

Pour ces causes le Syndic espere de la justice de Sa Majesté , & de celle de Nosseigneurs de son Conseil , que l'exercice de la R. P. R. sera interdit au bourg de Seconzac , & le Temple où il se fait , démoli jusqu'aux fondemens.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

LIGNIERES.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Lignieres, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demande que l'exercice public de la R. P. R. soit interdit au bourg de Lignieres, & le Temple que les défendeurs ont construit long-temps après l'Edit de Nantes, démoli jusqu'aux fondemens.

Le droit du Syndic est constant.

Premièrement, les défendeurs n'ont basti leur Temple qu'en l'année 1635. comme il paroist par la Sentence du Commissaire Catholique. Devant ce temps-là ils n'en avoient jamais eu, & ils l'ont basti de leur autorité propre, sans aucune permission, & sans avoir donné des preuves de leur droit prétendu d'exercice pardevant des Commissaires deputez de Sa Majesté.

Secondement, il paroist que l'exercice que les P. R. de Lignieres ont fait avant l'Edit de Nantes, estoit un exercice de fief qui se faisoit dans la maison noble des Seigneurs de Luchet, qui n'est pas beaucoup éloignée du bourg de Lignieres. Les P. R. de Lignieres & autres des Paroisses voisines, alloient à cet exercice de fief, & y portoient baptiser leurs enfans. Cela se voit par un livre de Baptêmes, que les défendeurs ont remis sous le chiffre 4. où l'on lit ces paroles : *Catalogue des enfans presentez au baptesme de l'Eglise de Lignieres, qui s'assemble à la maison noble de Luchet.* Dans

ce Livre Baptistaire il est fait mention non seulement des enfans du bourg de Lignieres , mais aussi des autres Paroisses voisines , comme de S. Preuël , de Sonnevillè , de Seconzac , de Malaville , de Cresteuil , & autres. Ces mots, *de l'Eglise de Lignieres qui s'assemble à la maison noble de Luchet*, font voir visiblement que le lieu où ceux de Lignieres alloient à l'exercice , estoit la maison noble de Luchet ; & il ne paroist pas qu'ils ayent fait ailleurs exercice de leur Religion avant l'Edit de Nantes.

Troisièmement, les défendeurs ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait au bourg de Lignieres és années requises par les Edits.

Quant à l'année 1577. il n'en est fait aucune mention dans leurs titres, & le premier Papier Baptistaire qu'ils produisent sous le chiffre 2. ne commence qu'en 1578.

Pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, ils ne produisent point d'autres titres que deux Papiers Baptistaires cottez sous les chiffres 5. 6. où l'on voit que des enfans du bourg de Lignieres & des autres Paroisses voisines ont esté baptizez en l'année 96. & 97.

Rien n'est plus foible que ces titres : ces deux Papiers Baptistaires sont des pieces informes, ils ne sont point signez ni de Ministre , ni de parains , ni de maraines , & par consequent ne peuvent faire aucune foy en Justice. Il n'est pas mesme dit que les baptêmes faits és années 96. & 97. ayent esté faits au bourg de Lignieres : on ne sçait point où ils ont esté administrez , ni par qui.

Enfin, les défendeurs ne produisent aucuns actes qui fassent mention qu'on ait fait à Lignieres ni Presche , ni Cene , ni mariage dans les années requises par l'Edit : ils ne font pas mesme voir qu'ils ayent eu aucun Ministre residant, & ne produisent aucun Papier de Consistoire. Cela estant, il est clair qu'ils ne prouvent point leur droit pretendu d'exercice , & qu'ils ne sont point aux termes de l'Edit de Nantes.

3
Par ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Lignieres, & le Temple où il se fait, démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

25
MAY 25 1862
J. H. CHASTANUT, JR.
NEW YORK

J. H. CHASTANUT, JR.

SAINT MESME.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Saint Mes-
me, défendeurs.*

IL est certain par l'Histoire, que les Seigneurs Hauts-Ju-
sticiers du Bourg de S. Mesme embrasserent la Reforma-
tion Pretendue, & en firent exercice public peu de temps
après qu'elle fut introduite dans le Diocèse de Saintes. Ce
fut un de cette Maison, qui estant Gouverneur de la Pro-
vince d'Engoumois, surprit en l'année 1568. la ville d'En-
goulême, & y commit quantité de violences contre l'Eglise
Catholique, pillant les Eglises, brisant les Autels, & fai-
sant tuer les Religieux & les Prestres. Dans leur Terre de
S. Mesme ils ont empesché pendant long-temps l'exercice
de la Religion Catholique, usurpant les revenus de la Cu-
re, qui sont assez considerables, & empeschant qu'aucun
Prestre s'y pût établir.

L'exercice qui s'est fait de la R. P. R. dans cette Pa-
roisse avant l'Edit de Nantes, estoit un exercice de fief
que les Seigneurs de Saint Mesme faisoient faire dans
leur Chasteau, où les P. R. de ladite Terre & des Pa-
roisses voisines venoient faire baptizer leurs enfans. Ce
fait paroist par un certificat de vie & mœurs que les
Anciens & Diacres de l'Eglise de S. Mesme donnerent
au nommé Rossignol, Ministre en l'année 1581. Ce certifi-
cat est produit par les défendeurs sous le chiffre 4. & il est
dit qu'il fut fait *au Chasteau de Grollet, Paroisse de S. Mesme,*
qui est le lieu de la demeure des Seigneurs de S. Mesme.

2

En l'année 1615. les P. R. de ce lieu firent construire un Temple dans leur Bourg, de leur autorité propre, & sans obtenir aucune permission par des Commissaires deputez de Sa Majesté. Ce fait paroist par l'inscription qui se voit au dessus des deux portes dudit Temple. Le Syndic du Clergé de Saintes demande la démolition de ce Temple, & l'interdiction de l'exercice qui s'y fait.

Son droit est constant, & les P. R. de S. Mesme sont mal fondez.

1. Il paroist clairement par la piece produite sous le chiffre 4. que l'exercice de la R. P. R. qu'on a fait à Saint Mesme avant l'Edit de Nantes, n'estoit qu'un exercice de fief, que les Seigneurs Hauts-Justiciers de ce lieu faisoient faire dans leur Chasteau.

2. Les défendeurs dans tous les titres qu'ils ont remis, ne donnent aucune preuve d'un exercice établi, & publiquement fait au Bourg de S. Mesme és années requises par les Edits.

Pour l'année 1577. ils produisent, à la verité, un Papier Baptistaire, coté sous le chiffre 2. où il est fait mention de quelques baptêmes faits au mois d'Aoust & au mois de Septembre de cette année 77.

Mais le Syndic répond:

1. Que des baptêmes faits dans un lieu ne sont point des preuves d'un exercice établi & publiquement fait audit lieu.

2. Que ce Papier Baptistaire produit par les défendeurs n'est point un registre public de Baptêmes: c'est un papier ou memoire de quelque particulier, qui n'est point signé ni de peres, ni de parains, ni de maraines, ni de Ministre, ni attesté par aucuns témoins, & par consequent qui ne peut faire aucune foy en Justice.

3. Il n'est point exprimé dans ce Papier Baptistaire, que ces baptêmes ayent esté faits au Bourg de S. Mesme; & le Ministre qui les a administrez, n'est point nommé.

Ce que les défendeurs alleguent pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, est insuffisant, & ne prouve en aucune maniere leur pretendu droit d'exercice.

Ils produisent sous le chiffre 3. des baptêmes faits en 96. & 97. Le Syndic répond que ce Papier Baptistaire, ou plutôt ces memoires de baptêmes, sont une piece informe, qui n'est signée ni de peres, ni de parains & maraines, ni de Ministre, & par consequent qui ne peut point faire de foy en Justice. Mais de plus, quand cette piece seroit en bonne forme, on ne pourroit point en conclure, qu'il y eust en 96. & en 97. au Bourg de S. Mesme un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. Ces baptêmes pouvoient avoir esté faits à l'exercice personnel qui se faisoit quelquefois dans le Chasteau de Grollet, demeure des Seigneurs de Saint Mesme.

Ils produisent aussi un certificat du 5. Juillet 1597. donné par un nommé Gautier, qui se qualifioit Ancien de l'Eglise de Saint Mesme & de Boutteville, & qui declare qu'une certaine femme est de l'Eglise de Saint Mesme & sans reproche. Cét acte n'est point signé de ce Gautier; mais à sa requeste, un nommé Passier l'a signé. Voilà les titres des défendeurs. Peut-on rien produire de plus foible, pour prouver qu'il y avoit à Saint Mesme en 96. & en 97. jusques au mois d'Aoust, un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.

Le Syndic du Clergé de Saintes espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice de la R. P. R. sera interdit à Saint Mesme, & le Temple où il se fait, démoli jusques aux fondemens.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

SAINT SAVINIEN.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes , demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Saint Sa-
vinien , défendeurs.*

IL est constant que le Temple où les P. R. de S. Savi-
nien font l'exercice public de leur Religion , n'a esté ba-
sti que depuis l'Edit de Nantes : le sieur de Loire , Commis-
saire de la R. P. R. en demeure d'accord dans son Avis. Le
Syndic du Clergé de Saintes demande la demolition de ce
Temple , & il se fonde sur deux raisons constantes.

La premiere est , que les défendeurs ne donnent point de
preuve d'exercice établi & publiquement fait audit bourg
de S. Savinien és années portées par l'Edit. Pour estre con-
vaincu de cette verité , il ne faut que jetter les yeux sur les
pieces qu'ils ont produites.

Quant à l'année 1577. requise par l'Edit de Poitiers , il
n'en est fait aucune mention dans leurs titres.

Pour ce qui est des deux années requises par l'Edit de
Nantes , ce qu'ils alleguent , est insuffisant , & il est clair qu'ils
ne sont point aux termes de l'Edit. L'Edit permet arti-
cle 9. aux P. R. de continuër l'exercice public de leur Re-
ligion *dans tous les lieux où il estoit par eux établi , & publi-
quement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. &
en l'année 1597. jusqu'à la fin du mois d'Aoust.* Pour maintenir
leur Temple , & continuër leur exercice en vertu de cet Edit ,
ils doivent donc monstrier que l'exercice de leur Religion
estoit établi & publiquement fait à S. Savinien par plusieurs
& diverses fois , & dans l'année 96. & dans l'année 97. Or

ils ne donnent aucune preuve de cét exercice pour l'année 96. Cela est visible par toutes les pieces qu'ils ont produites ; celles qu'ils ont remises sous les cottes B. C. D. E. ne parlent point du tout de l'année 96. il n'en est pas dit un seul mot, & on ne voit aucune marque dudit exercice public pendant toute cette année à S. Savinien : ce qui suffit pour faire démolir le Temple des défenseurs , & interdire leur exercice.

Il est vray que sous la cote A. ils ont produit un abregé d'extraict d'un Papier baptistaire qui contient quelques baptêmes faits depuis l'année 1561. jusqu'en l'année 1609. Il est dit dans cét extraict qu'és feuillets 77. 78. & 79. de ce Papier baptistaire *il y a plusieurs articles de baptêmes faits és années 96. & 97.* Si les défenseurs veulent prouver par cette piece qu'en l'année 96. l'exercice de leur Religion estoit établi & publiquement fait à S. Savinien , il est facile au Syndic de leur faire voir l'insuffisance & la nullité de cette preuve.

1. L'extraict dont est question , est fort informe , & ne peut faire aucune preuve : il falloit marquer tous les baptêmes en particulier , qui ont esté faits en l'année 96. & 97. Mais dans l'extraict on ne particularise rien du tout ; il est dit seulement en general , qu'és pages 77. 78. & 79. il y a plusieurs articles de baptêmes faits en l'année 96. & 97. Cela ne peut point faire de preuve. On ne sçait point si ces baptêmes ont esté faits par un Ministre dans un lieu public, où les peuples s'assembloient pour entendre le Presche. On ne sçait point non plus si l'original sur lequel cét abregé d'extraict a esté fait, est un livre public & signé , qui puisse faire foy en Justice ; rien n'est plus informe que cette piece produite par les défenseurs , & il est impossible d'en tirer aucune preuve qui soit solide.

2. Quand il seroit vray , ce qui n'est pas , que les défenseurs eussent marqué quelques baptêmes en particulier faits à Saint Savinien en l'année 96. cela ne leur serviroit pas de grande chose : car un ou deux baptêmes faits en l'année 96. peuvent-ils estre une preuve d'un exercice établi & publiquement fait par plusieurs & diverses fois en ladite année ? Les défenseurs disent , à la verité , dans l'inventaire de leurs pieces

que selon les regles de leur discipline Ecclesiastique , contenues en l'article 5. du Chapitre des Baptesmes , les baptesmes ne peuvent estre faits qu'aux Assemblées Ecclesiastiques & dans les lieux où il y a exercice public & Eglise formée : & de là ils pretendent conclure , que puisqu'en l'année 96. on a fait à S. Savinien quelques baptesmes , il falloit qu'il y eust pour lors un exercice établi & publiquement fait audit lieu. Mais ne sçavent-ils pas que l'usage leur permet de baptizer selon les occurrences dans les lieux où il n'y a point d'exercice public ? & mesme dans leur Discipline en l'article 6. du Chapitre 11. il est porté *que s'il n'y a aucune Eglise, & ne se peut assembler Compagnie, le Ministre ne fera nulle difficulté de baptizer l'enfant avec priere & exhortation.* Cela estant , il est clair qu'on ne peut point conclure qu'il y ait eu dans un lieu exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. à cause qu'on y a fait un ou deux baptesmes : & ainsi il demeure constant que les P. R. de S. Savinien n'alleguent rien qui puisse prouver qu'en l'année 96. il y ait eu dans leur Bourg un exercice public de leur Religion.

Ce qu'ils alleguent mesme pour l'année 97. est tres-foible. Sous cote C. ils produisent un extrait informe où il est dit qu'au mois de May de l'année 1597. l'Eglise de S. Savinien a comparu au Synode tenu à la Rochelle *par M. Alés & M. de Berneri, Ancien.* Et sous cote D. ils produisent un extrait d'un contract, où en l'année 1597. le septième de Mars ledit Alés est qualifié *Ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise de S. Savinien.* Cela, dis je, est tres-foible. Car 1. il n'est fait aucune mention dans les pieces produites, ni de prieres publiques, ni de Presches faits à certains jours reglez, ni de Cene administrée à S. Savinien pendant toute l'année 97. ni de Papier de Consistoire. Cependant ce sont là les marques les plus essentielles d'un exercice public.

2. Quand il seroit vray qu'au mois de Mars & au mois de May de l'année 97. il y eust eu un Ministre residant à saint Savinien, & qu'on y eust fait quelque exercice de la R. P. R. cela ne suffiroit pas aux défenseurs pour maintenir leur exercice. Ils doivent prouver que jusqu'à la fin du mois d'Aoust

4

de l'année 97. (ce temps est requis par l'Edit) on faisoit à S. Savinien exercice public de leur Religion , & c'est ce qu'ils ne prouvent point.

Pour 2. raison, le Syndic allegue contre les P. R. de saint Savinien , que leur Temple est construit si proche de l'Eglise des Peres Augustins , que le Service divin en est troublé & visiblement empesché. Ce fait est notoire , n'y ayant pas quarante pas d'espace entre ledit Temple & ladite Eglise des Augustins : il n'y a que la largeur de la ruë entre deux.

Ce fait que les défendeurs n'oseroient contester , parce qu'il est de notoriété publique , estant supposé , le Syndic est en droit de demander que ce Temple soit démoli , conformément à la Declaration du Roy du 16. Decembre de l'année 1666. qui porte article 4. *que les Temples qui se trouveront bastis si proche de l'Eglise , que le Service divin en pust estre troublé , seront démolis.* Cela doit estre d'autant plus executé à l'égard du Temple de Saint Savinien , qu'il se trouve qu'il n'est pas bien fondé , & que les défendeurs l'ont construit depuis l'Edit de Nantes & contre la teneur d'iceluy.

Par ces moyens le Syndic du Clergé de Saintes espere de la justice de Sa Majesté , & de celle de Nosseigneurs de son Conseil , que l'exercice de la R. P. R. sera interdit à S. Savinien , & le Temple où il se fait , condamné à estre démoli par les défendeurs.

Conseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
TONNAY. BOUTONNE.
F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Tonnay-
Boutonne, défendeurs.*

IL s'agit d'un exercice reel. Les P. R. de Tonnay-Boutonne ne peuvent pas défendre leur exercice en vertu de l'Edit de Poitiers : car dans tous leurs titres il n'est fait aucune mention de l'année 1577. Ils doivent donc prouver qu'ils sont aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes ; & c'est ce qu'ils ne prouvent point. Le Syndic fait voir cette verité par deux raisons constantes.

La premiere. De toutes les pieces alleguées au procès il n'y en a qu'une seule dont ils puissent tirer avantage, qui est un vieux papier de Consistoire en original qu'ils ont produit depuis quatre ou cinq jours : ce papier commence en l'année 1588. & finit en l'année 1603. On voit à la verité par ce Registre de Consistoire, que dans les années 1588. 1589. & 1590. il est parlé d'une Eglise P. R. subsistante ; on voit des Assemblées de Consistoire assez frequentes ; il y est fait mention de Presches, de Cenes administrées de temps en temps, & de Censures faites. Mais dans les années suivantes on voit du changement, les choses ne vont plus de la mesme maniere, & l'exercice ne se fait point regulierement. Le nommé Breton Ministre mourut en l'année 1591. comme il est dit (*fol. 15. verso.*) Les défendeurs furent longtemps sans Ministre ; & depuis l'année 1592. jusques en 1602. on ne voit plus d'Assemblées de Consistoires, plus de Censures faites : pour des Cenes, on en voit quelques-unes ; mais elles sont rares pendant ces dix années.

Pour ce qui est des années 1596. & 1597. requises par l'Edit de Nantes, on ne peut raisonnablement soutenir, qu'on a fait à Tonnay-Boutonne pendant ces deux années

par plusieurs & diverses fois un exercice public de la R. P. R. Pour l'année 1596. il n'est marqué qu'une seule Cene faite au mois de Novembre (*fol. 19. verso.*) Il n'est fait aucune mention ni de Baptêmes, ni de Mariages, ni d'Assemblées de Consistoires, ni de Censures faites, ni d'aucun autre acte d'exercice pendant toute cette année: on voit seulement qu'on a distribué deux ou trois fois de l'argent aux pauvres passans. Une seule Cene faite en 1596. sans aucun autre acte d'exercice de la R. P. R. n'est point assurément une preuve d'un exercice publiquement fait par plusieurs & diverses fois pendant ladite année. Cependant l'Edit de Nantes article 9. demande un *exercice publiquement fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596.* Il est donc clair que les défendeurs ne sont point aux termes de l'Edit. Pour l'année 1597. à la vérité, il est fait mention de deux Cenes; mais cela n'est point accompagné ni de Baptêmes, ni de Mariages, ni de Censures, ni d'aucun autre acte d'exercice: ce qui marque visiblement que l'exercice de la R. P. R. ne se faisoit point pour lors regulierement à Tonnay-Boutonne.

La seconde raison que le Syndic allegue, n'est pas moins constante. Il dit aux défendeurs: Vous devez donner des preuves certaines d'un exercice reel: or vous n'en donnez point qui soient certaines & assurées. Car quand il seroit vrai que ce que vous alleguez pour l'année 1596. seroit une preuve d'un exercice fait pendant ladite année par plusieurs & diverses fois; ce qui n'est pas: vous ne donneriez pas pour cela une preuve d'un exercice reel. En voici la raison. Il est certain que le Seigneur de Tonnay-Boutonne estoit pour lors de vostre Religion P. R. & il y a toutes les apparences du monde, que l'exercice qui s'est fait à Tonnay-Boutonne avant 1603. n'estoit qu'un exercice de fief, qui se faisoit dans la maison du Seigneur, comme l'a remarqué Monsieur Colbert du Terron dans son Avis. Cette circonstance rend vos preuves equivoques, & par consequent insuffisantes. Car il est constant que des Cenes, des Presches, & mesme des Assemblées de Consistoires, sont des choses qui conviennent également aux exercices de fief & aux exercices reels, l'usage des P. R. estant de faire la Cene, le Presche dans les exercices de fief, que les Seigneurs font faire dans

leurs chasteaux, & d'y avoir des Anciens & des Assemblées de Consistoire. Cela est commun en Saintonge; & aujourd'hui on en use ainsi au Douët, qui est un exercice de fief, que Monsieur le Marquis de Tors fait faire dans son chateau.

Non seulement il y a grande apparence qu'avant l'année 1603. l'exercice qui se faisoit à Tonnay-Boutonne, estoit un exercice que le Seigneur faisoit faire dans son chateau; mais les presomptions en sont tres-violentes.

1. Il paroist qu'en l'année 1602. le Seigneur de Tonnay-Boutonne changeant de demeure, quittant son chateau de Tonnay-Boutonne, & allant demeurer dans une autre Terre appelée la Greve, fit vne donation aux P. R. de Tonnay-Boutonne, d'une maison particuliere distinguée de son chateau, & d'un jardin qu'il avoit dans le bourg, à la charge que lesdits P. R. feroient *bastir & edifier un Temple dans ce lieu, pour y prescher & annoncer la sainte parole de Dieu*. Ce fait est rapporté dans le titre que les défendeurs ont produit sous cote E. & ce titre fait voir, qu'avant l'année 1602. les P. R. de Tonnay-Boutonne n'avoient point aucun lieu public pour faire leurs Assemblées. Où les faisoient-ils? Ils les faisoient sans doute dans le chateau, où il y avoit une grande salle qui contenoit beaucoup de monde. Mais comme cela ne se pouvoit plus faire dans l'absence du Seigneur, le Seigneur en quittant sa residence de Tonnay-Boutonne, remedia à cet inconvenient: il donna aux P. R. un lieu pour faire un Temple qui fut achevé de bastir en l'année 1604.

2. Il paroist par le Registre de Consistoire produit de nouveau, que le Seigneur Baron de Tonnay-Boutonne estoit le chef du Consistoire: il assiste aux Assemblées, & est nommé devant le Ministre.

Se sont assemblez au Consistoire, dit le livre, fol. 7. Monsieur le Baron (de Tonnay-Boutonne.)

Monsieur le Breton. (c'estoit le Ministre.)

Fol. 9. Se sont assemblez au Consistoire, Monseigneur.

Monsieur le Breton, & ensuite les Anciens.

Fol. 11. Se sont assemblez pour les Censures, Monseigneur le Baron de Tonnay-Boutonne, Monsieur le Breton, &c.

Si l'exercice n'eust point dépendu du Seigneur, & qu'il ne

4

se fust point fait dans le chasteau; verroit-on le Seigneur à la teste du Consistoire, & nommé devant le Ministre?

3. Les défendeurs ne sçauroient montrer par aucun acte, qu'avant l'année 1602. ils ayent fait leurs Assemblées hors du chasteau, dans quelque maison du bourg, dans quelque grange, ou dans quelque autre lieu; ce qui pourtant seroit necessaire pour rendre leurs preuves certaines. Non seulement ils ne sçauroient prouver ce fait, mais la presumption est contre eux, comme il a esté dit.

S'ils disent que ce n'est pas à eux à prouver que l'exercice s'est fait hors du chasteau, & que c'est au Syndic à faire voir qu'il s'y est fait:

Le Syndic répond, que s'il ne paroïssoit point que leur exercice n'eust esté qu'un exercice de fief qui se faisoit dans la maison du Seigneur, & que les presumptions ne fussent pas si fortes contre eux, il ne leur demanderoit pas qu'ils fissent voir que leur exercice se faisoit hors du chasteau dans quelque endroit du bourg. Mais les presumptions estant fortes contre eux, il a droit de leur demander la preuve de ce fait: car ils sont obligez de donner des preuves d'un exercice reel; & il est clair que dans les circonstances où ils sont, s'ils ne font voir le fait dont est question, toutes les preuves qu'ils alleguent, demeurent equivoques & insuffisantes, & par conséquent ne font rien pour maintenir leur exercice contre l'Eglise Catholique, qui n'est obligée de le souffrir, que lorsque les P. R. font voir clairement qu'ils sont aux termes de l'Edit de Nantes qui tolere leur exercice.

Le Syndic ajoûte, que s'il y eut jamais d'exercice & de Temple, dans le cas de l'Arrest du 11. Janvier 1657. rapporté par Bernard p. 18. qui ordonne, *que les Temples qui auront esté établis par les Hauts-Justiciers faisant profession de la R. P. R. seront démolis, & l'exercice défendu, lorsque le Seigneur ou ses successeurs en la Terre seront Catholiques*: c'est le Temple & l'exercice de Tonnay-Boutonne. Le Seigneur de cette Terre n'a-t-il pas établi le Temple, puisqu'il donna en 1602. une place & une maison qui luy appartenoit pour le faire bâtir? son successeur en cette Terre n'est-il pas aujourd'huy Catholique? Le Temple doit donc estre démoli, & l'exercice défendu.

C'est ce que le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil.

Monsieur DE CHASTEAU-NEUF, Rapporteur.

I
SAINTE S.

F A C T U M

POUR le Syndic du Clergé de Saintes,
demandeur.

CONTRE les *Pretendus Reformez*, de la
ville de Saintes, défendeurs.

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure d'accord que les P. R. de la ville de Saintes doivent avoir un lieu pour faire exercice de leur Religion. Leur exercice est un premier lieu de Bailliage, qui leur a esté accordé par les Commissaires executeurs de l'Edit de 1577. & confirmé en l'année 1600. par les Commissaires premiers executeurs de l'Edit de Nantes, comme il paroist par l'Ordonnance que les défendeurs ont remise sous cotte C. Il est marqué dans cette Ordonnance, que le lieu de *Magesy*, qui est distant d'une lieuë de la ville de Saintes, avoit esté assigné par les Commissaires en 1577. pour y établir ce premier lieu de Bailliage; mais les P. R. de la ville de Saintes ne s'accommoderent pas de ce lieu: nonobstant qu'il leur eust esté assigné par les Commissaires, ils le quitterent, & firent à Saintes leur exercice: durant les guerres ne le pouvant pas faire à Saintes, ils le transporterent à Taille-Bourg, où ils l'ont fait regulierement pendant six ou sept années, comme il se voit par le papier Baptistaire, produit par les P. R. de Taille-Bourg. Mais enfin, en l'année 1603. ils l'établirent au bout d'un des Fauxbourgs de la ville de Saintes, & y bâtirent le Temple où ils s'assemblent à present pour faire l'exercice de leur Religion.

Le Syndic pretend que ce Temple doit estre démoli, & remis au lieu de *Magesy*, qui leur avoit esté assigné par les Commissaires executeurs de l'Edit de 1577. parce que ledit Temple se trouve basti dans un Fief qui appartient à l'Eglise.

En effet, il est construit dans le Fief du Prieur de S. Vivien, & est mouvant de sa Censive au devoir de six sols trois deniers de rente noble & seigneuriale.

Ce fait est constant, les Pretendus Reformez en demeurent eux-mêmes d'accord, comme il paroît par l'Avis de Monsieur Colbert du Terron Commissaire Catholique; & le sieur de Loire Commissaire de la R. P. R. reconnoît aussi ce fait dans son Avis. Le Syndic le prouve d'abondant par une Sentence de condamnation rendue contre les Pretendus Reformez le 16. Fevrier 1661. par le Seneschal & Juge ordinaire de Saint Vivien: par laquelle Sentence il paroît, qu'à raison du lieu où est situé le Temple des défendeurs, ils doivent par chacun an au Prieur de S. Vivien une rente noble & seigneuriale de six sols & trois deniers. Le Syndic produit encore un extrait collationné d'un papier censif du Prieuré de S. Vivien, qui fait mention de cette rente seigneuriale de trois sols trois deniers, que les P. R. de Saintes font au Prieur de S. Vivien, à raison de la place où est basti leur Temple,

Or les Arrests & les Declarations du Roy ne souffrent pas que les Temples des P. R. soient bastis dans les Fiefs & Seigneuries qui appartiennent aux Ecclesiastiques.

Par Arrest de la Cour des Grands Jours de Poitiers du 29. Novembre 1634. rapporté au sixième Tome des Memoires du Clergé, p. 103. il est défendu de faire aucun exercice de la R. P. R. au lieu de Mougou, *attendu que ce lieu où les P. R. font de présent ledit exercice, est situé dans le Fief du Prieuré dudit Mougou.* Ce sont les termes de l'Arrest, & nous sommes dans la même espece.

Par Arrest du Conseil d'Etat du 27. Juillet 1644. rapporté au sixième Tome des Memoires du Clergé, p. 109. il est fait défense aux Habitans de la R. P. R. de Bourgueil de faire exercice public de leur Religion *dans le lieu de la Lande, Fief de l'Abbaye de Bourgueil.*

Par Arrest du Conseil Privé du 24. Janvier 1642. rapporté au sixième Tome des Memoires du Clergé, p. 176. il est dit que les Habitans de la ville de Vitre ne pourront *bastir leur Temple, en la Justice, Censive, ou dépendance des Seigneurs Ecclesiastiques.*

Enfin, par la Declaration du Roy donnée à Paris le 16. Decembre 1656. rapportée par Bernard, p. 10. il est dit art. 4. que les P. R. ne pourront faire l'exercice de leur Religion *aux lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques.*

Il est visible que la demande du Syndic dans l'affaire dont il s'agit, est fondée sur plusieurs Jugemens qui ont esté rendus en pareilles occasions, par les Arrests des Cours Souveraines, & par ceux du Conseil d'Etat de Sa Majesté.

Il ne sert de rien de dire, qu'il n'y a que les seconds lieux de Bailliage qui ne peuvent point estre établis dans les terres & Fiefs qui appartiennent aux Ecclesiastiques. Car 1°. Les Arrests cy-dessus mentionnez, condamnent absolument les Temples qui se trouvent bastis dans les Fiefs de l'Eglise, sans faire aucune distinction de premiers ou de seconds lieux de Bailliage. 2°. Le Roy par l'article 11. de l'Edit de Nantes, ayant expressement défendu d'établir les seconds lieux de Bailliage dans les lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques, n'a pas permis pour cela que les premiers lieux de Bailliage & les autres exercices reels y fussent établis; & pour preuve de cela, c'est que par sa Declaration du mois de Decembre de l'année 1656. art. 4. il est défendu absolument de faire exercice de la R. P. R. *es Villes où il y a Evêché ou Archevêché, ny aux lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques.*

Le Syndic ajoute encore une autre raison, qui est que les P. R. de la ville de Saintes ont mesme interest que leur Temple soit osté du lieu où il est. Il est situé proche l'Eglise de S. Vivien, & tous les ans le jour du Dimanche des Rameaux, il arrive ordinairement du trouble & du desordre. L'Eglise Cathedrale avec tout le Clergé & les Habitans Catholiques de la ville de Saintes, va ce jour-là en Procession à l'Eglise de S. Vivien. Comme cette Eglise est fort petite, les P. R. ayant pris la peine autrefois de l'abattre & de la ruiner, & n'ayant pû estre rétablie aussi grande qu'elle estoit, elle n'est pas capable de contenir tout le peuple qui assiste à la Procession; ce qui donne occasion à beaucoup de personnes, & principalement aux jeunes gens, d'aller vers le Temple des P. R. qui est tout proche; & rencon-

étant sur le chemin beaucoup de ceux de la R. P. R. qui vont au Presche, c'est une occasion de continuelles contestations entre les Habitans de l'une & de l'autre Religion, & quelquefois de desordre de consequence, comme il en arriva il y a un an.

Pour ces raisons, le Syndic du Clergé de Saintes espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que le Temple où les défenseurs font l'exercice de leur Religion, sera démoli, & remis au lieu de *Magesy*, où les Commissaires executeurs de l'Edit de 1577. l'avoient établi.

Monseigneur DE CHATEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
TAILLE-BOURG.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Taille-
Bourg, défendeurs.*

LE Temple que les Pretendus Reformez de Taille-Bourg
ont construit en ce lieu après l'Edit de Nantes, & contre
la teneur d'iceluy, ne doit point subsister; le Syndic du Cler-
gé de Saintes en demande la démolition.

Ses moyens sont,

Premierement, les défendeurs ont construit le Temple
dont est question, depuis l'année 1602. de leur autorité pro-
pre, sans justifier de leur droit pardevant aucuns Juges ou
Commissaires députez, & sans avoir obtenu aucune permis-
sion du Roy.

Secondement, ils ne prouvent point que dans les années
requises par l'Edit, il y ait eu à Taille-Bourg un exercice
reel de la R. P. R. *par eux établi*, & propre pour ceux de ce
lieu. Pour estre convaincu de cette verité, il ne faut qu'exa-
miner la principale piece que les défendeurs ont produite;
c'est un papier Baptistaire qui commence en l'année 1594. &
finit en l'année 1616.

On voit à la verité par ce papier Baptistaire, que dans les
années 96. & 97. on a fait à Taille-Bourg exercice public
de la R. P. R. Mais aussi le Syndic fait voir clairement, que
l'exercice qui se faisoit pour lors à Taille-Bourg, n'estoit point
un exercice reel ou de possession établi en ce lieu par les dé-
fendeurs: c'estoit l'exercice de la ville de Saintes, qui est un
premier lieu de Bailliage qui se faisoit à Taille-Bourg, les P.
R. de Saintes s'assemblant pour lors en ce lieu, & y ayant
recueilly leur Eglise.

Rien de plus clair & de plus constant que ce fait.

1^o. Il est dit en plusieurs endroits du papier Baptistaire dont est question, que l'Eglise de Saintes estoit dans les années 96. & 97. & mesme dans les precedentes & dans les suivantes recueillie à Taille-Bourg, & depuis le premier Dimanche de l'année 96. jusques au dernier Dimanche de l'année 97. ces paroles, *exhortant Monsieur Bonnet, Ministre dans l'Eglise de Saintes, recueillie de present à Taille-Bourg,* sont repetées plus de cinquante fois.

2^o. Les Ministres qui font l'exercice à Taille-Bourg dans les années 96. & 97. sont les deux Ministres de Saintes, dont l'un s'appelloit *Paul Bonnet*, & l'autre *Estienne Bonnet*, fils de Paul, comme il paroist par le papier Baptistaire (fol. 25.) & on ne voit aucun Ministre ny baptizer, ny prescher, qui prenne la qualité de Ministre de l'Eglise de Taille-Bourg: il n'y en avoit point, n'y ayant point pour lors d'autre exercice en ce lieu, que celui des P. R. de la ville de Saintes, qui est un premier lieu de Bailliage établi par le Roy, qui s'est fait pendant plusieurs années à Taille-Bourg, & qui depuis l'année 1603. a esté transferé à Saintes. Aussi tous les Dimanches dans l'année 96. & 97. c'estoit Paul Bonnet & Estienne Bonnet, qui faisoient les Presches. Dans quelques occasions le Ministre de Saint Savinien y a presché cinq ou six fois, le Ministre de Saint Jehan d'Angely une fois en passant, & une autre fois au mois d'Octobre de l'année 96. un nommé Potard, qualifié Ministre de l'Eglise de la Roche-Foucaud, y prescha, s'estant trouvé à Taille-Bourg; auquel lieu, dit le papier Baptistaire (fol. verso. 49) *l'Eglise de Saintes est à present recueillie.*

3^o. De cent baptêmes plus ou moins qu'on a faits à Taille-Bourg dans les années 96. & 97. il y en a plus de quatre-vingts des enfans de la ville de Saintes; & les Parains & Maraines sont presque tous habitans de la mesme Ville: Ce sont des Conseillers, des Eleus, des Avocats, des Procureurs & des Marchands de Saintes. Ce qui fait voir visiblement que les P. R. de la ville de Saintes avec leurs Ministres alloient faire tous les Dimanches l'exercice de leur Religion à Taille-Bourg, comme les P. R. de Paris vont avec leurs Ministres tous les Dimanches à Charenton,

3

Taille-Bourg n'estant guere plus éloigné de Saintes, que Charenton l'est de Paris, & la riviere de Charante donnant la mesme commodité pour aller de Saintes à Taille Bourg, que la Seine donne pour aller de Paris à Charenton.

40. Non seulement dans les années requises par l'Edit de Nantes, on ne voit point d'autre exercice de la R. P. R. fait à Taille-Bourg, que celui de Saintes, qui est un premier lieu de Bailliage; mais mesme dans les années precedentes & suivantes, jusques en l'année 1603. on ne voit aucune marque d'un exercice reel établi à Taille-Bourg, & distingué de celui de Saintes. Si l'on baptize à Taille-Bourg dans les années 85. 86. & 87. c'est le nommé Bonnet Ministre de Saintes qui administre les Baptêmes: en 88. & 89. ce mesme Ministre exhortoit à Taille-Bourg, comme il est dit dans les extraits de deux papiers Baptistaires produits sous cote A. dans les premieres pieces. En 94. & en 95 c'est encore le mesme Ministre qui baptize & qui presche, & les enfans qui sont baptizez, sont la pluspart de la ville de Saintes; de mesme les Parains & les Maraines qui presenterent au Baptême, sont de cette mesme ville: & les défendeurs ne scauroient montrer que devant l'Edit de Nantes aucun Ministre ait pris la qualité de Ministre de l'Eglise de Taille-Bourg, & qu'il y ait eu en ce lieu un exercice de la R. P. R. établi par ceux de Taille-Bourg, & distingué de celui de la ville Saintes que l'on y a fait pendant plusieurs années.

En 98. jusques en 1603. l'exercice de Saintes a toujours esté fait à Taille-Bourg, excepté qu'en 99. on l'a fait pendant quelques mois à Bussac, qui est un Bourg situé entre Saintes & Taille-Bourg. En l'année 1603. les P. R. de Saintes ayant fixé leur exercice à Saintes, & l'ayant établi au bout d'un des Fauxbourgs de la Ville, ils cesserent d'aller à Taille-Bourg, & pour lors ceux de Taille-Bourg commencerent d'établir un exercice reel en ce lieu; & le nommé Bonnet Ministre de Saintes imposa les mains au nommé *Champernon*, & l'établit Ministre à Taille-Bourg, comme il est dit dans le papier Baptistaire (*fol. 19. verso.*) Avant ce temps-là il n'y avoit point eu de Ministre qui eust pris la qualité de Ministre de Taille-Bourg, & qui eust esté propre & affecté

pour ce lieu. Environ le mesme temps, les défendeurs de leur autorité propre, sans faire apparoirre de leur droit pardevant aucuns Juges & sans avoir obtenu aucune permission du Roy, bâtirent le Temple qui est aujourd'huy subsistant. Il n'y en avoit point encore de construit au mois de May 1602. l'exercice se faisoit encore pour lors dans la Halle, comme il est porté dans le papier Baptistaire (*fol. 96. recto.*) On le faisoit aussi quelquefois dans la maison de Monsieur Orgeris, en la basse Ville, proche du Chasteau, où les P. R. s'assembloient souvent, comme il est dit au feuillet 24.

Tous ces faits estant clairs & justifiez par le papier Baptistaire produit de nouveau, le Syndic fait ce raisonnement.

Les P. R. de Taille-Bourg ne sçauroient défendre leur exercice, & le Temple qu'ils ont basti depuis l'année 1603. qu'ils ne fassent voir que dans les années qui ont précédé l'Edit de Nantes, ils avoient dans leur Ville un exercice reel de leur Religion, *par eux établi*, comme il est dit dans l'art. 9. de l'Edit de Nantes, & distingué de celui de Saintes, qui estoit un premier lieu de Bailliage, & par consequent établi par le Roy, que les P. R. de la ville de Saintes avoient transporté à Taille-Bourg.

Or c'est non seulement ce qu'ils ne sçauroient prouver; mais le contraire paroist clairement par leurs titres.

Par consequent l'exercice qu'ils ont établi chez eux, après que les P. R. de Saintes ont cessé de venir à Taille-Bourg, ne doit point subsister, & le Temple qu'ils ont construit après l'Edit de Nantes & contre la teneur d'iceluy, doit estre démoli.

Pour ces raisons le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Taille-Bourg, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF, Rapporteur.

TONNAY-CHARANTE.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Tonnay-
Charante, défendeurs.*

DANS toutes les pieces que les P. R. de Tonnay-Charante ont produites devant les Commissaires en l'année 1664. il n'y a pas la moindre preuve d'un exercice érably & publiquement fait de la R. P. R. à Tonnay-Charante, dans les années requises par l'Edit. Il n'est fait aucune mention dans ces pieces, ny de Baptesmes, ny de Presches, ny de Cene, ny de censure, ny d'aucun autre acte d'exercice de la R. P. R. Et c'est pour cela que Monsieur Colbert du Terron a esté d'avis que l'exercice des P. R. de Tonnay-Charante fust interdit, & leur Temple demoli. Mais depuis, les défendeurs ont produit une piece nouvelle, qui fait voir que dans les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, on faisoit regulierement le Presche tous les Dimanches à Tonnay-Charante. Le Syndic a examiné cette piece; & comme il est de bonne foy, il ne fait point difficulté de reconnoistre qu'il n'a rien de solide à y opposer.

Mais il supplie tres humblement Nosseigneurs du Conseil de luy faire Justice sur deux autres chefs.

Le premier regarde une maison appartenante au College des Pauvres, fondé dans la Paroisse de Tonnay-Charante, dont les P. R. s'emparerent en 1603. & depuis en ont fait un Temple, où ils s'assembloient à present pour faire l'exercice de leur Religion. Voicy le fait. En l'année 1548. un nommé Jean Herouët Docteur en Theologie de la Faculté de Paris, natif du Bourg de Tonnay-Charante, fit un testament daté à Paris au College de Montaigu où il demouroit, par

lequel il legue aux Fabriqueurs de la Paroisse de Tonnay-Charante, la somme de cinq mille livres, pour estre employée à élever douze pauvres enfans dans la connoissance des Lettres, & leur apprendre le plain-chant, afin qu'ils pussent rendre service à l'Eglise de Tonnay-Charante. Il veut que de ces cinq mille livres il en soit employé une partie pour acheter une maison le plus proche de l'Eglise qui se pourra, pour loger lesdits pauvres & un Regent; & l'autre partie pour acquérir des heritages qui serviront pour l'entretien des pauvres. Ce fait paroist par une copie en forme du testament dudit Herouët, que le Syndic a remis.

Cette fondation faite en faveur des pauvres de la Paroisse de Tonnay-Charante fut executée, & un College fut érably conformément à l'intention dudit sieur Herouët: & le bien de ce College consistoit en deux mille cinq cens livres de fonds, dont les Administrateurs qu'on éliroit de temps en temps, avoient soin, & en une maison appelée *le Chaix des Chartiers*, qu'on avoit achetée de l'argent laissé par ledit sieur Herouët, comme il l'avoit ordonné par son testament. C'est ce qui paroist clairement par un livre de compte rendu en 1610. par les Administrateurs de ce College, & que le Syndic a produit en original. Durant environ cinquante ans les Fabriqueurs de la Paroisse de Tonnay-Charante jouirent du revenu & de la maison appartenante au College des Pauvres, & le revenu estoit employé par les Administrateurs pour entretenir & élever de pauvres enfans, & la maison servoit pour loger les Regens dudit College.

Les Habitans de la R. P. R. audit Bourg de Tonnay-Charante ayant eu connoissance de cette fondation faite par un Prestre & Docteur en Theologie, en faveur des pauvres de la Paroisse de Tonnay-Charante, en voulurent avoir la moitié, pour l'employer aux necessitez de leurs pauvres; & comme en ce temps-là ils estoient fort puissans, & en beaucoup plus grand nombre que les Catholiques, il ne leur fut pas difficile de venir à bout de leur dessein. En l'année 1603. ils s'empreraent de la maison appartenante aux College des Pauvres; ils y établirent un Regent de leur

Religion, & empeschèrent les Regens Catholiques d'y loger. Cela fit une contestation & un procès entre les P. R. & les Fabriqueurs de la Paroisse de Tonnay-Charante; mais il fut bien tost appaisé. Les P. R. estant les plus forts, & estant appuyez de l'autorité de la Dame du lieu, obligerent les Fabriqueurs de leur laisser la moitié de la fondation faite par le sieur Herouët; & pour cét effet en l'année 1604. il fut passé entre eux & les Fabriqueurs une transaction qui fut depuis omologuée à la Chambre Mi-partie de Guyenne, seante pour lors à Nerac, par laquelle la maison appartenante au College des Pauvres, fut délaissée aux P. R. Le Syndic prouve tous ces faits par le livre de compte qu'il a produit.

Au feuillet 3. *verso*, il est dit que la somme de deux mille cinq cens soixante livres estoit tout ce en quoy consistoit le bien dudit College, avec une maison appelée le Chaux des Chartiers, située au present lieu.

Au feuillet 21. *recto* & *verso*, il est dit que cette maison a esté possédée par les Regens Catholiques, qui ont esté reçus au College, jusques à ce par contract de transaction fait & passé par autorité de Madame de la Cour de ceans . . . ladite maison auroit esté delaisée aux Anciens de la Religion Reformée, pour loger un Regent d'icelle, qu'il appert de ladite transaction passée par Longeri Notaire Royal, en date du 2. May 1604.

Et au feuillet 57. on lit ces paroles: Item, disent que ledit le Gendre s'estant voulu immiscer en vertu de son acte de reception, de jouir de la maison dudit College, il en auroit esté empesché par les Habitans de la Religion Reformée de ce lieu, qui y auroient mis un autre Regent: tellement que pour raison de cela, il y eut procès entre ledit le Gendre, ledit Sauvain, & les Habitans de ladite Religion, sur lequel il auroit esté transigé, & par ladite transaction esté accordé que ladite maison demurerait ausdits de la Religion.

Parce que les Catholiques estoient alors fort foibles, ils aimerent mieux abandonner la moitié de ce qui avoit esté donné aux pauvres de leur Eglise, que de soutenir un procès contre les P. R. qui estoient en ce temps-là fort puis-

fans ; & c'est ainsi que les Religionnaires de Tonnay-Charante usurperent la maison des pauvres dont ils ont fait un Temple, où ils font à present l'exercice de leur Religion.

Le Syndic demande justice sur ce sujet. Il est clair que cette transaction dont il a esté fait mention, & en vertu de laquelle les P. R. ont usurpé un bien qui appartient à l'Eglise Catholique, est nulle. Les Fabriqueurs ne pouvoient point céder aux Religionnaires de Tonnay-Charante le bien de l'Eglise ; & les Catholiques ne consentirent à cela que pour se délivrer des vexations que leur faisoient sur ce sujet les P. Reformez. Ils ne peuvent pas nier que cette maison qui s'appelloit autrefois *le Chaix des Chartiers*, & qu'ils ont usurpée, appartenoit au College des Pauvres, & quelle estoit partie de la fondation faite par le sieur Herouët Docteur en Theologie. Cela est clair par le compte que le Syndic a produit. Il demande qu'ils restituent cette maison pour estre employée à l'entretien des pauvres Catholiques de la Paroisse de Tonnay-Charante, conformément à l'intention du fondateur.

La seconde chose que le Syndic demande, c'est la restitution de la moitié du cimetiere des Catholiques, que les P. R. ont encore usurpée. Le fait est visible. Ils enterrent leurs morts dans un cimetiere, qui leur est commun avec les Catholiques ; & la moitié de ce cimetiere dont ils se servent, n'est distinguée de l'autre moitié, où les Catholiques enterrent leurs morts, que par un petit chemin qu'on a fait au milieu : & l'on voit encore des marques de croix dans cette partie de ce cimetiere dont les P. R. se servent. Le Syndic demande cette restitution, conformément à l'Avis de Monsieur Colbert du Terron Commissaire Catholique.

Monsieur DE CHASTEAU-NEUF, Rapporteur.

^I
T O R S.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes, demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Tors, de Matha, & de Fragneau, défendeurs.

LES Pretendus Reformez de Tors, de Matha, & de Fragneau, estant unis ensemble, ont composé depuis long-temps une espece de Consistoire, & ont fait un exercice public de leur Religion, tantost à Matha, tantost à Tors & à Fragneau, dans des lieux particuliers, lorsqu'ils ont eu le moyen d'entretenir un Ministre. Depuis environ trente ans ils se sont fixez à Tors, où ils ont construit un Temple plus de cinquante ans après l'Edit de Nantes.

Le Syndic du Clergé de Saintes demande la démolition de ce Temple.

Ses moyens sont,

1. Les défendeurs ont bâti le Temple dont est question en l'année 1650. comme il paroist par le procès verbal de Messieurs Colbert du Terron & de Loire, Commissaires deputez de Sa Majesté; & ils l'ont construit de leur autorité propre, sans se pourvoir pardevant aucuns Juges, sans faire apparoitre de leur droit prétendu d'exercice, & sans obtenir aucune permission du Roy. Selon les regles ils ne pouvoient bâtir de Temple, sans une enquete préalable de leur possession dans les années requises par l'Edit, faite par ordre de Justice, & sans une Ordonnance de la part des Commissaires deputez de Sa Majesté, ou de leurs subdeleguez. Mais ils n'ont observé aucune de ces formalitez necessaires, & de leur propre autorité ils ont construit un Temple. Cette maniere d'agir est une espece d'intrusion contraire aux Edits: aussi par la Declaration de Sa Majesté du 16. Decembre de l'année 1656. art. 4. il est dit, *que les Temples qui ont esté établis*

depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur d'iceluy, sans Lettres de permission de Sa Majesté, registrées aux Cours de Parlemens, seront démolis.

2. Par les pieces que les défendeurs ont produites, ils ne donnent aucune preuve d'exercice établi & publiquement fait, soit à Matha, soit à Tors ou à Fragneau és années requises par les Edits.

Quant à l'année 1577. il n'est point parlé du mois de Septembre de ladite année en aucun de leurs titres.

Outre que leur Papier de baptêmes est une piece informe, n'estant signée en aucun endroit.

Dans l'extrait qu'ils en ont remis sous cote A. il n'y en a aucun de l'an 1577. Ils produisent à la verité sous cote B. un acte pour ladite année; mais cét acte est du 13. Decembre, & par consequent de trois mois après le temps porté par l'Edit de 77. qui est le 17. de Septembre.

Pour ce qui est des années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, les pieces qu'ils produisent, sont insuffisantes, & ne font point de preuves.

Premierement, il est à remarquer, Qu'il n'est point parlé dans leurs titres, ny de Prêche, ny de Cene, ny d'Assemblée pour chant de Pseaumes & prieres publiques, ny enfin d'aucun exercice public de leur Religion, fait ny à Tors, ny à Fragneau, ny à Matha en 1596. & en 1597.

Secondement, pour l'année 1596. ils n'ont remis que deux actes dans la troisième piece des neuf produites sous la cote C.

Le premier est une Deliberation du Colloque tenu à Jarnac le 22. d'Avril 1596. dans lequel il est dit, que sur la plainte faite par M. Rousseau Ministre de l'Eglise de Tors, à cause du defect de payement de ses gages, la Compagnie a avisé que ladite Eglise le payera entierement de tout ce qui luy est dû par le passé, & ce dans un mois après qu'il sera venu à compte avec ladite Eglise, lequel compte se fera dans huit jours, autrement & à faute de ce faire, ledit Rousseau sera en liberté de se joindre à une autre Eglise.

Le second est un acte du 12. May, dans lequel ledit Rousseau expose, qu'il est venu à compte avec le Consistoire de Tors, & declare ce qui luy est dû pour les années 1594. & 95.

A ces actes le Syndic répond :

Qu'un Colloque tenu à Jarnac , n'est pas un exercice fait ny à Tors, ny à Fragneau, ny à Matha.

Que par ces actes , il n'appert point qu'aucun exercice public de la R. P. R. ait esté fait par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. soit à Tors, soit à Fragneau, soit à Matha ; & par consequent , que les défendeurs ne sont pas aux termes de l'art. 9. de l'Edit de Nantes , qui demande un exercice fait par plusieurs & diverses fois en 1596.

Que Rosseau dans l'arresté du compte, ne dit pas qu'il luy fust dû pour l'année 1596. mais seulement pour les années 1594. & 95. d'où il faut inferer , qu'il n'avoit servi qu'en 1594. & 95. & non pas en 96. de laquelle année neanmoins il est question.

Pour l'année 97. il n'est parlé dans leurs titres d'aucun exercice de leur Religion fait, ny à Tors, ny à Fragneau, ny à Matha.

Ils produisent neanmoins dans la mesme piece sous cote C. un acte de Consistoire du 16. May 1597. dans lequel Rosseau se plaignant de n'estre point payé, & demandant que l'on contribuast au procès qu'il avoit intenté contre les habitans de Tors , il est deliberé par ceux du Consistoire, *de défendre à leurs dépens le procès que ledit Rosseau intentera contre les habitans.*

Mais le Syndic répond à cet acte , que c'est une piece informe, qui ne peut point faire de foy en Justice, n'estant point signée par le Scribe du Consistoire, ni par aucun autre.

Que c'est une piece fabriquée, dont une preuve certaine est , que les autres actes de Consistoire dont l'extrait est remis dans la mesme piece, sont signez *Vincent Scribe*, ou portent qu'ils ont esté écrits, comme celui du 21. Aoust 1594. par *Vincent Scribe* : mais aucun n'a signé celui dont est à present question.

Que cet acte contient une contradiction manifeste : car il est dit que le procès estoit déjà intenté : *Pour le procès intenté contre les habitans de Tors.* Il n'estoit pas neanmoins encore intenté, puisque la Deliberation porte de soutenir & défendre *le procès que ledit Rosseau intentera contre les habitans.*

Enfin, que cet acte ne prouve point qu'on ait fait aucun exercice de la R. P. R. pas mesme une seule fois, soit à

4

Tors, soit à Fragneau, soit à Matha en 1597.

Les défendeurs ne sont donc pas aux termes de l'art. 9. de l'Edit de Nantes, qui demande un exercice *établi & fait publiquement par plusieurs & diverses fois en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques à la fin d'Aoust.*

Dans la Table même du Synode tenu à la Rochelle le 7. May 1597. dont l'extrait est dans la 2. piece qu'ils produisent sous cote C. l'on ne lit que ces mots, *l'Eglise de Tors*, qui font voir qu'ils n'avoient point de Ministre en 1597. puis-que nul Ministre ne paroist pour Tors au Synode, & qu'il n'y envoie point de lettre d'excuse. Car il est porté par leur Discipline c. 8. art. 2. que si les Ministres ne peuvent se trouver au Synode, *ils s'excuseront par lettres, desquelles les Freres assistans jugeront.*

Nul même Ancien de Consistoire n'assiste à ce Synode de l'an 1597. pour Tors, ny pour Fragneau, ny pour Matha. Ce qui est une grande preuve que les défendeurs n'avoient point pour lors d'Eglise dressée, ny d'exerce établi.

Ils ont remis plusieurs autres titres, ésquels il n'est parlé que, ou des années avant le temps requis par l'Edit, comme de 1583. 87. 90. 93. 94. ou de celles qui sont après ledit temps requis, comme sont celles de 1601. 1602.

Or ces titres, qui d'ailleurs leur sont inutiles, puisqu'il n'y est point parlé du temps requis par l'Edit, font voir que l'exercice qu'ils ont eu, a esté fort interrompu, & n'a point esté stable, puisque dans lesdits titres il y est presque toujours parlé de leur pauvreté, de leur impossibilité de donner des gages à un Ministre, & du Ministre qui n'estant point payé s'estoit retiré, & avoit pris parti ailleurs.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Tors, à Fragneau & à Matha, & le Temple où il se fait, démoli jusques aux fondemens par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

1
SAINT JEHAN D'ANGELY.

F A C T U M

POUR le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes , demandeur.

*CONTRE les Pretendus Reformez de Saint
Jehan d'Angely , défendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes demande que l'exercice de la R. P. R. soit interdit à S. Jehan d'Angely , & le Temple où il se fait , démoly jusques aux fondemens. Ses moyens sont.

Premierement , les preuves que les défendeurs alleguent pour justifier leur exercice dans les années requises par l'Edit , sont fort foibles : elles se réduisent à des quittances de Ministres datées des années 96. & 97. & à quelques baptêmes faits dans l'année 97. il n'est point parlé ny de Presche ny de Cene administrée. Ils ont produit un extrait d'un papier de Consistoire qui commence en l'année 94. & finit au mois de May 97. mais il n'y a rien de spécifié pour l'année 96. & à l'égard de l'année 97. il est seulement dit que le nommé du Moutier Ministre se trouvera au Synode qui se doit tenir à la Rochelle le 7. May de cette année : il n'est fait aucune mention de censures ny d'autres actes d'exercice de la R. P. R.

Secondement , il est constant que la permission qui a esté accordée à ceux de la R. P. P. de faire en plusieurs endroits du Royaume l'exercice public de leur Religion , qui ne s'est établie que depuis un siecle , & qui est contraire à la Religion Catholique qui a toujours esté celle de l'Etat ; est une grace & une espece de privilege que les P. R. tiennent de l'indulgence & de la bonté de nos Rois.

Or les Habitans de S. Jehan d'Angely qui font profession de la R. P. R. sont déchus de cette grace & de ce privilege , par leur rebellion & revolte arrivée en l'année 1621. Cette

verité se prouve par deux Declarations du Roy Louis XIII. d'heureuse memoire. L'une donnée à Niort au mois de May de l'année 1621. par laquelle les Habitans des villes de la Rochelle & de S. Jehan d'Angely, faisans profession de la R. P. R. sont declarez criminels de leze-Majesté, & déchûs de toutes graces & privileges. L'autre donnée à Cognac au mois de Juillet de la mesme année, spécialement contre les Habitans de S. Jehan d'Angely, faisans profession de la R. P. R. par laquelle le Roy declare lesdits Habitans privez *de toutes sortes de graces, privileges, concessions, cy-devant à eux faites par les Rois ses predecesseurs* : & par consequent du droit d'exercice public de leur Religion, qui est une des graces accordées par l'Edit de Nantes, & par les precedens; & en outre les declare *indignes à jamais d'en jouir & les posseder* : ce sont les termes de ladite Declaration.

Ces deux Declarations sont des pieces qu'on ne peut point revoquer en doute, elles sont publiques. Le Syndic les produit au procès sous les cotes N.^e & O. & le sieur de Loire, Commissaire de la R. P. R. en fait mention dans son Avis, & les a reconnues.

Quelque possession donc que pourroient alleguer les défenseurs, d'un exercice établi, & publiquement fait de leur Religion dans la ville de S. Jehan, ils ne le doivent & ne le peuvent plus continuer : ils sont déchûs de la grace & de la concession que nos Rois leur avoient accordée par les Edits; & ils ne font point voir qu'ils ayent esté rétablis dans cette grace de droit d'exercice.

La raison que le Syndic avance, est si veritable & si constante, qu'il a falu que les Habitans de la Rochelle obtinssent une nouvelle Declaration de Sa Majesté, verifiée dans les Cours Souveraines, pour pouvoir continuer l'exercice public de leur Religion dans leur Ville. Jusques à ce que les défenseurs ayent obtenu du Roy une semblable Declaration verifiée dans les Cours Souveraines, ils n'ont point de droit de faire l'exercice public de leur Religion à S. Jehan d'Angely.

La raison du Syndic est encore confirmée par des Arrests rendus au Conseil de Sa Maïesté, qui decident clairement, que dans les Villes qui se sont revoltées contre le Roy, & qui ont

esté prises par la force des armes sans capitulation, il ne doit point y avoir d'exercice public de la R. P. R.

En effet, par Arrest du Conseil d'Etat du 18. Novembre 1670. donné sur le partage intervenu entre les Sieurs Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes en Languedoc, & rapporté dans le Recueil des Edits, Declarations du Roy & Arrests de son Conseil, donnez durant l'Agence des Sieurs Abbez de la Hoguette & de Grammont, pag. 9. l'exercice fut interdit à Mesgüeil, Diocese de Montpellier, parce que ce lieu avoit esté pris par la force des armes du Roy sans capitulation.

La ville de S. Jehan d'Angely & les défenseurs sont dans cette espece, ils ont esté pris par la force des armes, ils n'ont ny capitulation, ny Arrest, ny Edit, par lequel ils soient rétablis dans les privileges & graces qui leur avoient esté accordées par l'Edit de Nantes, dont le droit d'exercice est la principale.

A cette verité si clairement établie, les défenseurs opposent la grace que Sa Majesté leur fit après la prise de leur Ville, par ses Lettres en date du 25. Juin 1621. au Camp de S. Jehan d'Angely, qu'ils ont remises sous cote K. dans lesquelles il est dit, qu'ils jouïront *de la liberté de conscience*.

Mais le Syndic répond, que cette piece, bien loin d'estre favorable aux défenseurs, est contre eux.

1. Sa Majesté y dit en termes exprés, *qu'elle ne pretend faire aucun traité avec eux* : ce n'est donc pas une capitulation, mais une pure grace.

2. Accorder la liberté de conscience, ce n'est pas accorder le droit d'exercice, ny celuy d'avoir un Temple; il n'est point de Ville ny de lieu dans le Royaume, où la liberté de conscience ne soit accordée à tous ceux, soit regnicoles, soit étrangers, qui font profession de la R. R. P. mais cependant il ne leur est pas permis pour cela, d'avoir dans tous les lieux du Royaume des Temples & des exercices publics de ladite Religion.

3. Lorsque nos Rois ont fait grace du droit d'exercice à quelque Ville rebelle & assiegée, ils ont mis en termes exprés, que les Rebelles à qui ils faisoient grace, pourroient y

4

continuer l'exercice de leur Religion ; ce qui ne se trouve pas dans les Lettres de grace dont est question.

4. Par lesdites Lettres Sa Majesté ne leur accorde que trois choses. La premiere, *la liberté de conscience*. La seconde, *la liberté de leurs personnes*. La troisiéme, *la jouissance de leurs biens*.

5. Après mesme que ces Lettres de grace leur furent expédiées, le Roy pour faire voir qu'il ne leur avoit accordé que la liberté de conscience, la liberté de leurs personnes, & la jouissance de leurs biens, donne contre eux la Declaration de Juillet de ladite année 1621. que le Syndic a remise sous cote O. Et par cette Declaration le Roy ordonne, à raison de leurs frequentes rebellions ; (car en 1569. ils avoient soutenu le siege contre Charles IX.) le Roy, dis-je, ordonne que non seulement les fortifications, mais encore les murailles seront entierement rasées, & les fossez comblez ; ce qui a esté executé. Et bien loin de leur faire grace du droit d'exercice, Sa Majesté par cette Declaration revoqua & supprima, éteignit & abolit *tous les privileges, exemptions, immunités & concessions*, que ses predecesseurs avoient accordées, & qu'elle avoit confirmées.

Troisiémemment, le Temple que les P. R. ont construit dans la ville de S. Jehan d'Angely, non seulement est basti dans le Fief & dans la Seigneurie de l'Abbaye de S. Jehan, de l'aveu mesme des défendeurs, comme il appert par les actes que le Syndic du Clergé a remis sous les cotes H. & I. Mais de plus il est basti en parti dans un fonds mesme qui appartient à ladite Abbaye. En effet les P. R. ont pris une partie considerable d'un jardin appartenant à l'Aumônerie, qui est un Office Claustral de cette Abbaye ; & ils se sont servis de cette partie de jardin pour bastir leur Temple en partie ; l'emplacement qu'ils avoient acheté proche dudit jardin, ne suffisant pas pour construire leur Temple de la grandeur dont il est à present.

Le Syndic du Clergé de Saintes & les Religieux de l'Abbaye de S. Jehan d'Angely prouvent abondamment ce fait par les pieces qu'ils ont produites sous les cotes A. B. C. D. où l'on voit un grand nombre d'Habitans de S. Jehan & des

lieux circonvoisins, qui ont déposé de ce fait; les uns pour l'avoir veu de leurs propres yeux, les autres pour l'avoir entendu dire par des personnes qui l'avoient vû, & ont dit de plus, que le Temple des défendeurs avoit esté construit des ruines de l'Eglise de l'Abbaye.

Comme cette preuve est importante, & qu'elle est incommode aux P. R. ils taschent de l'affoiblir par des chicaneries. Ils disent que les declarations de témoins faites pardevant Notaire, sans autorité de Justice, sont des actes informes, ausquels on ne doit point ajoûter foy. Ils disent que les Religieux, lorsqu'ils furent rétablis à S. Jehan par les Commissaires premiers executeurs de l'Edit de Nantes, ne se plainquirent point, que le Temple de ceux de la R. P. R. avoit esté basti des ruines de leur Eglise, & dans leur fonds. Et enfin ils disent, qu'estant en possession depuis long temps, & de leur Temple, & de la place où il est basti, il y a une espece de prescription, qui fait qu'on n'a point droit de les obliger à restituer une partie de la place où leur Temple est construit, ny se plaindre de ce qu'ils l'ont basti des ruines de l'Eglise qu'ils avoient renversée. C'est ce qu'ils disent dans leurs contredits sous cote O.

Il faut avouer que les défendeurs ont interest d'obscurcir la verité de ce fait: car il fait voir les excès horribles & les violences qu'ils ont faites contre l'Eglise Catholique, en ruinant ses Temples, brisant ses Autels, profanant les Reliques des Saints, & les brûlant dans les places publiques. Mais il est impossible d'imposer à des Juges aussi éclairés que sont Nosseigneurs du Conseil: rien n'est plus foible que la réponse des défendeurs. En effet, ils ne peuvent pas nier, que l'enqueste que le Syndic a remise sous cote A. n'ait esté faite par autorité de Justice, puisqu'elle a esté faite en vertu d'un Arrest du Parlement de Bordeaux: & les declarations & certificats que le Syndic a produits sous cote B. C. D. sont considerables; & estant joints à la premiere enqueste, sont une preuve solide & une conviction certaine du fait dont est question. S'il n'y avoit qu'une ou deux personnes qui témoignassent de ce fait, peut-estre que l'on pourroit avoir cette declaration pour suspecte; mais il y a plus de trente

personnes qui rendent témoignage de cette verité : sçavoir , que les P. R. de Saint Jehan ayant ruiné & abattu l'Eglise de l'Abbaye , ils se servoient des pierres & des materiaux de ladite Eglise pour construire leur Temple ; & n'ayant pas assez de place pour le faire de la grandeur dont il est à present , ils prirent une partie du jardin de l'Aumônerie , & s'en servirent pour la construction de leur Temple ; *en rompant certaines petites murailles qui faisoient la separation dudit jardin , & du surplus de la place où est basti ledit Temple.*

Mais ce qui fait voir clairement que ce qu'ont déposé ces particuliers , est veritable ; c'est que ce qu'ils disent , se trouve conforme , & s'ajuste tres-bien avec certaines choses que les P. R. eux-mêmes avouënt estre veritables. Par exemple , l'on voit par la pièce qu'ils ont remise sous cote C. qu'en 89. ils agrandirent leur Temple , & firent marché avec deux maisons pour le parachever de la maniere dont il est aujourd'huy. Les témoins déposent justement , que vers cette année 89. lorsque M. de S. Mesme estoit Gouverneur de S. Jehan d'Angely , ils travaillerent eux-mêmes à la construction du Temple , estant pour lors manœuvres ; & ils assurent que pour agrandir le Temple & le mettre de niveau , comme il est à present , on prit une partie du jardin de la grande Aumônerie de l'Abbaye de S. Jehan d'Angely. Il se trouve encore justement que le jardin de l'Aumônerie de lad. Abbaye est contigu au Temple , & que ce jardin qui estoit autrefois fort raisonnable , est à present tres-petit & fort diminué , n'ayant de longueur que cinq toises , comme il paroist par l'arpentement dudit Temple , que les défendeurs ont produit.

Si les Religieux de l'Abbaye de S. Jehan d'Angely ne se sont pas plaints si-tost qu'ils ont esté rétablis dans ladite Ville , que le Temple des P. R. estoit basti dans le fonds de leur Abbaye , & des ruines de leur Eglise ; c'est qu'ils n'avoient pas pour lors sur ce fait toute la connoissance qu'ils ont eüe depuis. Mais quand ils ont esté pleinement instruits des poursuites qu'ils pouvoient faire contre les défendeurs , ils ont agi contre eux , & ont poursuivi leur action , tant en la Cour du Parlement de Paris , qu'au Conseil.

La longue possession que les défendeurs alleguent, ne leur peut servir de rien : car estant contre les Edits, elle est une manifeste contravention, & ne peut devenir legitime. Car s'il est une fois vray qu'ils ont usurpé le fonds de l'Eglise, ils le luy doivent restituer, & ne peuvent point prescrire contre elle. L'Edit de Nantes est formel sur ce sujet; il est ordonné par l'article 3. *Que tous ceux qui durant les troubles se sont emparez des Eglises, maisons, biens & revenus appartenans aux Ecclesiastiques, & qui les detiennent & occupent, leur en delaissent l'entiere possession & paisible jouissance, en tels droits, libertez & seuretez qu'ils avoient auparavant qu'ils en fussent desaisis.*

Le fait dont est question, estant donc prouvé autant que fait de de cette nature le peut estre, & ledit article 3. de l'Edit de Nantes défendant expressément à ceux de la R. P. R. de faire le Presche ny aucun exercice de leur Religion *dans les maisons & habitations qui appartiennent aux Ecclesiastiques*, c'est avec raison que le Syndic du Clergé de Saintes demande la démolition du Temple, que les défendeurs ont construit à Saint Jehan d'Angely : car il est constant que le jardin de la maison Claustrale d'un Religieux fait un partie de son habitation.

Quatrièmement, le Temple des défendeurs est basti si proche de l'Eglise des Peres Cordeliers de S. Jehan, que le Service divin en est empêché & interrompu. Cela paroist par les actes que le Syndic a produits sous les cotes L. & M. & cela se justifie aussi par l'acte d'arpentement que les défendeurs ont produit, par lequel on voit que de la porte dudit Temple jusques à l'Eglise des Cordeliers, il n'y a que trente-neuf toises.

Le Syndic du Clergé de Saintes demande aussi que les Cimetieres de Nostre-Dame des Halles & de Saint Reverend, qui sont situez en ladite Ville de Saint Jehan, & qui appartiennent aux Catholiques, leur soient rendus par les défendeurs qui les ont usurpez. Sa demande est bien fondée, comme il paroist par la piece qu'il a produite sous cote P. & dans le fond, si l'on considere que ces Cimetieres portent le nom de Nostre-Dame & de Saint Reverend, on ne doutera point qu'ils n'appartiennent aux Catholiques.

Et les défendeurs ne peuvent point alleguer, que les Commissaires, premiers executeurs de l'Edit de Nantes, les ont maintenus dans la possession de ces Cimetieres: car ils n'ont esté maintenus dans cette possession, *que par provision, & jusques à ce qu'il en soit ordonné autrement*; comme il est dit dans le procès verbal desdits Commissaires, remis par les défendeurs sous cote H. comme aussi a fait Monsieur de Loire par sa Sentence, reconnoissant par là que les Cimetieres dont est question, appartiennent aux Catholiques. Le Syndic avouë neantmoins & est d'accord, qu'il doit estre permis aux défendeurs, conformément à la Declaration du 14. Decembre 1663. article 10. *d'acheter de gré à gré un lieu hors de la Ville*, pour y enterrer leurs morts.

Ledit Syndic demande encore, que les pierres dont le Temple des défendeurs est basti, soient restituées lors de la démolition, aux Peres Benedictins: attendu que par les pieces qu'il a remises, il paroist que le Temple a esté basti des pierres de l'Eglise & de la maison Abbatiale qu'ils démolirent pour cet effet.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice du Roy, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Saint Jehan d'Angely, & le Temple où il se fait, démoli jusques aux fondemens: que les Cimetieres de Nostre-Dame de la Halle & de Saint Reverend par eux usurpez, seront rendus aux Catholiques, & toutes les pierres du Temple, aux Religieux de Saint Benoist, pour rebastir leur Eglise.

Monseigneur le Marquis DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

BAIGNE OU MONTAUSIER.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes ,
demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Baigne & de Montausier , défendeurs.

POUR l'intelligence de la contestation qui est entre le Syndic du Clergé de Saintes & les P. R. de Baigne & de Montausier ; il faut sçavoir que Baigne & Montausier sont deux lieux proche l'un de l'autre , situez dans la Paroisse de Sainte Radegonde , & que le Seigneur de Montausier , qui a un Château dans ce lieu , est aussi Seigneur de Baigne.

En l'année 1646. le 13. Mars , Dame Marguerite de Châteaubriand , veuve de Messire Leon de Sainte-Maure Seigneur de Montausier , faisant profession de la Religion Pretendue Reformée , laissa aux P. R. de Baigne & de Montausier une place dans le Bourg de Montausier , pour y bâtir un Temple , & y faire l'exercice public de leur Religion. Ce fait paroist par la premiere piece que les défendeurs ont remise sous cote C. Ce Temple a esté bâti conformément à l'intention de ladite Dame. Le Syndic du Clergé de Saintes en demande la démolition. Ces moyens sont.

1. Il paroist que l'exercice de la R. P. R. qui s'est fait à Montausier devant l'Edit de Nantes , & mesme long-temps après , pour les Habitans de Baigne & de Montausier , estoit un exercice personnel , que les Seigneurs de Montausier avoient établi , & qui se faisoit ordinairement dans leur Château.

Cela se prouve par un extrait d'un Papier Baptistaire que les défendeurs ont remis sous cote A. Il est dit au 3. article de cet extrait , que les baptêmes qui s'administroient aux enfans de l'Eglise de Baigne , se faisoient quelquefois audit Bourg de Baigne , & quelquefois au Château du

Seigneur de Montausier, Seigneur dudit Baigne.

Cela se prouve encore par le contract de donation de la place que ladite Dame de Château-briand, veuve de feu Messire Leon de Sainte-Maure Seigneur de Montausier, laissa à ceux de la R. P. R. tant du lieu de Baigne que de celui de Montausier, pour y bâtir un Temple. Dans ce contract qui est produit par les défendeurs sous cote C. il est dit que cette place que ladite Dame laisse ausdits P. R. servira pour y bâtir un Temple où ceux de Baigne, de Montausier & autres lieux circonvoisins, feront exercice public de leur Religion, & s'y assembleront au lieu du Château dudit Montausier, où par la permission de ladite Dame ils ont accoutumé d'aller au Temple, qu'elle ou ses predecesseurs Seigneurs y ont fait bâtir à cet effet. Ces paroles font voir clairement, que l'exercice qui se faisoit à Montausier, où ceux du Bourg de Baigne & de Montausier alloient, estoit un exercice personnel que les Seigneurs de Montausier avoient établi, & qu'ils faisoient faire dans leur Château. Les Ministres qui servoient à cet exercice, faisoient ordinairement les fonctions de leur ministere dans le château de Montausier, & quelquefois ils alloient au Bourg de Baigne baptizer des enfans.

Les deux témoignages rapportez cy-dessus, & tirez des propres pieces des défendeurs, justifient assez cette verité. Le Seigneur de Montausier estant à present Catholique, l'exercice de la R. P. R. qu'on faisoit autrefois à Montausier pour les Habitans dudit lieu & de celui de Baigne, doit cesser. Nous sommes dans l'espece de l'Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1657. rapporté par Bernard page 18. qui porte que *les Temples qui auront esté établis par les Hauts-Justiciers faisant profession de la R. P. R. dans leurs Terres, seront démolis, & l'exercice défendu, lorsque le Seigneur ou ses successeurs en la Terre seront Catholiques.*

2. Le Syndic allegue une raison generale, & dit que quand bien mesme l'exercice que ceux de Baigne & de Montausier ont fait de la R. P. R. n'auroit pas esté un exercice de Fief établi par les Seigneurs de Montausier, il doit estre interdit; parce que les défendeurs ne donnent point de preuve d'un exercice établi & publiquement fait parmi eux es années portées par l'Edit.

3

Quant à l'année 1577. il n'en est fait aucune mention dans leurs titres.

Pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, ils n'alleguent aussi rien qui puisse faire la moindre preuve. Tout ce qu'ils produisent pour ces deux années, se réduit à un extrait informe des actes du Synode Provincial tenu à la Rochelle le 7. May 1597. où l'Eglise de Baigne est *marquée comme absente*. Comment les P. R. de Baigne & de Montausier peuvent-ils prétendre d'avoir un Temple, & de maintenir leur exercice, ne pouvant alleguer aucun titre qui prouve qu'on ait fait à Baigne ou à Montausier, le moindre acte d'un exercice public de leur Religion, es années requises par l'Edit de Nantes.

Les P. R. font bien voir qu'ils ne se conduisent dans leurs entreprises, que par un esprit d'entêtement & d'opiniâtreté, étant résolu de tout soutenir, quelque mal fondé qu'il puisse estre.

3. Les défenseurs ayant construit un Temple long-temps après l'Edit de Nantes, véritablement du consentement du Seigneur de Montausier, mais sans obtenir aucune permission de Sa Majesté, & sans faire apparaitre pardevant aucuns Juges de leur droit prétendu d'exercice; il est sans difficulté que ce Temple doit estre démoli, conformément à la Declaration du Roy du 16. Decembre de l'année 1656. qui porte, *que les Temples qui ont esté établis depuis l'Edit de Nantes & contre la teneur d'iceluy, sans Lettres de permission de Sa Majesté, seront démolis.*

Pour ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Baigne & à Montausier, & le Temple où il se fait, que les défenseurs ont construit long-temps après l'Edit de Nantes, démoli jusques aux fondemens.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

COSES.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes , demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Coses ,
défendeurs.*

ON ne peut pas nier que les Pretendus Reformez de Coses , n'ayent eu long-temps avant l'Edit de Nantes , pendant quelques années , un Ministre residant chez eux , & n'ayent fait exercice public de leur Religion dans leur Bourg , non pas à la verité dans le Temple qu'ils ont aujourd'huy : car il n'a esté construit qu'en 1601. comme il appert par les deux pieces remises dans les nouvelles productions ; mais dans des granges qui appartenoint à des particuliers. Le Syndic du Clergé de Saintes ne contestera point ce fait ; mais il soutient que les défendeurs ne sont point aux termes de l'Edit , ne donnant aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait audit Bourg de Coses, dans les années requises. C'est ce qui paroîtra clairement par l'examen des pieces qu'ils ont produites.

Pour ce qui est de l'année 1577. requise par l'Edit de Poitiers , il n'en est fait aucune mention dans leurs titres.

Ils produisent néanmoins sous cote B. un extrait d'un Papier de Baptesmes , qui commence le 12. Novembre 1560. & finit en Septembre 1599. On lit dans cet extrait ces mots , *estant ledit Papier , de mois en mois , & année par année.* Si les défendeurs vouloient conclure de là , qu'en l'année 1577. au mois de Septembre , (ce temps est requis

2

par l'Edit de Poitiers) on a administré quelques Baptesmes à Cofes.

Le Syndic répond :

1. Que ce Papier Baptistaire est une piece informe, qui ne peut point faire de foy en Justice, n'estant signé en aucun endroit.

2. Que pour prouver qu'il y avoit à Cofes exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. au mois de Septembre de l'année 1577. il falloit au moins alleguer quelque Baptesme en particulier fait audit mois, dans une Assemblée publique, par un Ministre residant à Cofes; & c'est ce qu'on n'allegue point: on s'est seulement contenté de produire un abregé d'extrait d'un Papier Baptistaire informe & non signé, où il est dit que ledit Papier continuë *de mois en mois & d'année en année, depuis 1560. jusques en 1599.* Ces paroles sont trop vagues & trop generales pour pouvoir en tirer une preuve solide, & faire voir qu'au mois de Septembre de l'année 1577. il y avoit un Ministre residant à Cofes, qui administroit aux enfans le Sacrement de Baptesme.

3. Il est impossible que l'exercice de la R. P. R. ait continué à Cofes sans interruption, depuis l'année 1560. jusques en 1599. les guerres & les troubles qui sont arrivez pendant ces temps en Saintonge, l'ont fait discontinuer beaucoup de fois; & l'on ne peut point soutenir que pendant ces trente-neuf années, on ait fait tous les mois des baptesmes à Cofes, dans une Assemblée publique. Si l'on avoit produit le Papier Baptistaire dont l'extrait est remis, on verroit visiblement, que non seulement il s'est passé plusieurs mois pendant tout ce temps, mais mesme plusieurs années où l'on n'a fait aucun baptesme à Cofes. Tout ce qu'on peut donc conclure de cet extrait, quand bien mesme l'original seroit en bonne forme (ce que non) c'est que depuis l'année 1560. jusques en 1599. il s'est fait plusieurs baptesmes à Cofes par des Ministres. Mais sçavoir si l'on en a fait quelques-uns en l'année 1577. & nommément au mois de Septembre de cette année, & dans

une Assemblée publique où les P. R. faisoient l'exercice de leur Religion ; c'est ce qu'on ne peut point assurer , & qu'on ne scauroit conclure de l'extrait dont est question.

Il paroît par les pieces produites sous cote E. qu'après la mort d'un nommé *Loursiere* , qui avoit rendu quelque service en qualité de Ministre , à ceux de Cofes , le nomme *Mallet* fut mis en sa place vers l'année 72. mais on ne voit point que ce Ministre ait fait aucune fonction publique de son ministere à Cofes en l'année 77. soit à cause des troubles qui arrivèrent en cette année , où l'exercice de la R. P. R. fut interdit par tout le Royaume , & où les armées du Roy vinrent fondre en Saintonge , pour faire executer cette interdiction ; soit que ce Ministre se fût retiré pour quelque autre raison , peut-estre , parce que ceux de Cofes ne luy procuroient pas les secours qu'ils luy avoient promis , comme la seconde piece produite sous cote E. (qui est une lettre d'un nommé la *Faille* Ministre de Savion) l'insinuë. Quoy qu'il en soit , on ne voit en 77. aucune marque d'exercice de la R. P. R. fait à Cofes , il n'y paroît point de Ministre , on n'y voit , ny Presches faits , ny Baptesmes administrez , ny Cene donnée.

Dans la dernière piece produite sous cote E. ce nommé *Mallet* est qualifié *Ministre de la Parole de Dieu à Cofes* , en 79. Ce Ministre peut avoir servi ceux de Cofes jusques en l'année 84. auquel temps il mourut , comme il paroît par la 6. piece produite par ceux de Meschers sous cote A.

Après que ce Ministre fut mort , ceux de Cofes furent long-temps sans Ministre , & ce ne fut qu'en 94. qu'ils travaillerent à en avoir un. Pour cet effet , ils traiterent avec un écolier nommé *Guerin* , & l'entretenrent aux études pendant un an , sur l'esperance qu'il leur avoit donnée , qu'il parviendrait à estre leur Ministre. Cela ne réussit pas , ce *Guerin* prit un autre parti , & se jetta dans le negoce ; ce qui obligea les P. R. de Cofes , d'agir contre luy en 96. pour luy faire rendre deux cens francs qu'ils

luy avoient fournis pour ses études. C'est ce qu'on voit par les 2. 3. & 4. pieces remises sous cote H.

Quant aux preuves que les défendeurs alleguent pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, elles sont insuffisantes.

Pour l'année 96. ils ne produisent que l'extrait d'un Colloque des Isles, tenu à Savion le 4. Septembre 96. auquel le nommé *Rossignol* assiste en qualité de Ministre de Cofes.

A quoy le Syndic répond :

1. Que cette piece n'est qu'un extrait sur autre extrait, qui par consequent ne peut point faire de foy en Justice.

2. De ce qu'un Ministre a comparu au mois de Septembre de l'année 96. à un Colloque pour l'Eglise de Cofes, on ne peut point conclure qu'on ait fait à Cofes pendant toute cette année, par plusieurs & diverses fois, exercice public de la R. P. R.

3. Que les défendeurs ne prouvent point que ce *Rossignol* ait fait aucun Presche, ny donné aucune Cene à Cofes en 96. Ce qui fait voir qu'ils ne sont point aux termes de l'Edit de Nantes, qui demande art. 9. *un exercice établi & fait publiquement par plusieurs & diverses fois en l'année 1596.*

Les pieces qu'ils produisent pour l'année 97. sont de mesme nature, & ne font point de preuve d'exercice public.

La premiere est un extrait des actes du Synode Provincial tenu à la Rochelle le 7. May 97. où il est dit, que ledit *Rossignol* Ministre a comparu pour l'Eglise de Cofes.

La seconde est un acte passé à Savion le 15. d'Octobre de l'année 1597. où ledit *Rossignol* est qualifié Ministre de l'Eglise de Cofes.

Le Syndic répond, que cette derniere piece ne prouve rien, estant du mois d'Octobre 97. qui est hors le temps requis par l'Edit.

Quant à la comparition que ledit *Rossignol* a faite pour l'Eglise de Cofes, au Synode Provincial tenu à la Ro-

chelle le 7. May 7. le ⁵ Syndic soutient que cette comparition n'est point une preuve d'un exercice établi & publiquement fait à Cofes, par plusieurs & diverses fois, pendant l'année 97. jusques à la fin du mois d'Aoust.

Sous cote B. les défendeurs ont encore produit un extrait d'un Papier de Consistoire, qui commence au mois d'Avril de l'année 1584. & finit l'onzième Juin 1611. Il est dit, qu'il suit de semaine en semaine, de mois en mois, & année par année; d'où les P. R. de Cofes veulent conclure, qu'en 96. & 97. il y avoit à Cofes une Eglise dressée, un Consistoire formé, & un exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.

Le Syndic répond:

1. Que ce Papier de Consistoire est une piece informe, estant à demi-rompu, comme il est dit dans l'extrait, & n'estant signé qu'en certains endroits, & non à l'égard de tous les articles qu'il contient.

2. Que cet extrait ne peut faire aucune preuve pour les années 96. & 97. parce qu'il n'y a rien de spécifié & de marqué en particulier pour lesdites années: il faudroit alleguer quelque chose de positif, comme des censures faites, ou des délibérations pour l'administration des Sacremens; ce qu'on ne fait point.

Mais enfin, pour estre pleinement convaincu de la nullité des preuves alleguées par les défendeurs, on n'a qu'à considérer, que dans les pieces par eux produites, pour les années 96. & 97. requises par l'Edit de Nantes, il n'est point parlé ny de Presches, ny de Cene, ny de Prières avec chant de Pseaumes, ny de Baptêmes, ny de Mariages faits en Assemblée publique, ny enfin d'aucun exercice de la R. P. R. fait publiquement à Cofes dans ces deux années. Cependant, l'Edit de Nantes art. 9. demande *un exercice publiquement fait, par plusieurs & diverses fois en l'année 96. & en l'année 97. jusques à la fin du mois d'Aoust.*

Pour ces causes , le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Cofes, & le Temple où il se fait , condamné à estre démoli jusques aux fondemens.

Monsieur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

MESCHERS.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé de Saintes ,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Meschers,
défendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes soutient contre les Prétendus Reformez de Meschers , que l'exercice public de leur Religion doit estre interdit dans le Bourg de Meschers, & le Temple qu'ils ont construit après l'année 1600. démoli jusques aux fondemens. La justice de sa cause est fondée sur des raisons constantes.

Il s'agit d'un exercice réel ou de possession, qui ne peut estre maintenu à Meschers, si les défendeurs ne prouvent par bons actes, qu'il y estoit établi & fait publiquement, ou au mois de Septembre de l'année 1577. qui est le temps requis par l'Edit de Poitiers; ou és années 1596. & 97. jusques à la fin du mois d'Aoust, qui est le temps requis par l'Edit de Nantes. Or non seulement ils ne prouvent aucun de ces deux établissemens; mais les pieces qu'ils ont produites, font voir clairement le contraire.

Quant à l'année 1577. il n'en est jamais parlé dans leurs titres.

Pour les années 96. & 97. les preuves qu'ils allèguent, sont insuffisantes.

1. Il n'est jamais fait mention dans les pieces qu'ils ont produites, ny de Cene donnée à Meschers, ny de mariages celebrez, ny de baptêmes administrez pendant les années 96. & 97. ny de livre de Consistoire, ny de **Censures** faites, ny de Synode ou Colloque, auquel un Ministre ait assisté en qualité de Ministre de Meschers, dans lesdites années: marque évidente, que pendant tout ce

temps, il n'y avoit point d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R. audit lieu de Meschers.

2. Bien loin d'avoir eu l'exercice dont est question, dans les années 96. & 97. l'on voit par leurs titres, qu'avant lescdites années, le Ministre avec lequel ils avoient traité, les avoit abandonnez, parce qu'ils ne le payoient pas, & qu'il leur fut impossible d'en avoir aucun de residant chez eux, que long-temps après le temps requis par l'Edit. Pour estre convaincu de cette verité, il ne faut que lire leurs titres selon la date des années.

En 1596. dans la table du Colloque des Isles assemblé à Savion le 14. Septembre, qui est la troisiéme des pieces par eux remises sous cote C. on voit ces paroles: *L'Eglise de Meschers a comparu par M. Estienne Dansay, Ancien de ladite Eglise, avec témoignage.* Ils n'avoient donc alors aucun Ministre: car s'ils en eussent eu un, il eust esté député au Synode, ou y eust envoyé lettre d'excuse.

La Deliberation du mesme Colloque, qui est après la table, est conceuë en ces termes: *La presente Compagnie ayant vû la lettre de M. Gabard, par laquelle il demande que l'Eglise de Meschers soit contrainte par la Discipline, de le payer des gages qu'elle luy doit, suivant le dernier article sur ce fait au Colloque tenu à Royan; & après avoir ouï M. Dansay present; est d'avis que ladite Eglise de Meschers le payera entierelement de ce qui luy est dû pour le temps qu'il a servi; autrement elle ne sera pourveuë de Pasteur, jusques à ce qu'elle ait satisfait audit sieur Gabard & M. Deschauves, suivant l'article dudit Colloque de Royan. Et quant à ce qu'ils ont recen audit Meschers M. Muguat Ministre du pays de Bearn, & l'ont fait prescher quelque espace de temps: Le present Colloque juge que ledit sieur Muguat ne devoit le faire sans en communiquer auparavant à deux ou trois Ministres de ce Colloque des Isles plus proches voisins dudit Meschers, ausquels mesme il devoit faire apparoir quelque témoignage de sa vocation, attendu qu'il n'y avoit nul en ces quartiers icy qui en pust testifier; & devoit premierement s'informer de l'état de ladite Eglise. Neanmoins sur le rapport de sa prudence, que nous en a fait M. Bonnet Ministre de Savion, qui l'avoit connu du temps qu'ils estoient ensemble à l'é-*

ude de la Theologie en Bearn : Nous en avons jugé en charité, & l'avons tenu pour Ministre de la parole de Dieu, ajoutant foy à l'assurance que ledit sieur Mugnat nous a donnée verbalement: & a esté avisé qu'il pouvoit prescher en ladite Eglise de Meschers durant quinze jours seulement, qu'il nous a dit que le congé qu'il a de son Colloque & de son Eglise, duroit; & que cependant il exhortera le peuple de ladite Eglise, par la voye legitime, de satisfaire ce qu'elle doit ausdits sieurs Gabard & Deschaumes.

Sur ces actes, il est necessaire de faire les suivantes reflexions.

Qu'en 1596. ceux de Meschers estoient depourvûs de Ministre: car ces termes, *autrement ne sera pourvenue de Pasteur*, marquent assez qu'ils en estoient actuellement depourvus, le nommé Gabard, qui és années precedentes leur avoit rendu service, les ayant abandonnez, parce qu'ils n'avoient pas le moyen de le payer.

Qu'avant mesme l'an 1596. Meschers estoit sans Ministre: car il est dit dans l'acte, que le Colloque tenu à Royan, avoit fait un article exprés en faveur de Gabard qui avoit quitté, & demandoit ce qui luy estoit dû. Or ce Colloque de Royan avoit esté tenu en 1595.

Qu'en 1596. Meschers n'eut point d'autres Presches, que ceux que luy donna durant quelques semaines un Ministre coureur, inconnu & sans vocation.

Que ce Ministre coureur n'eut permission de prescher à Meschers que durant quinze jours, & que cette permission estant du 4. Septembre, les quinze jours n'allerent point jusques à la fin du mois, ainsi ils furent sans Ministre & sans exercice, du moins tout le dernier quartier de 1596.

Que la Délibération du Colloque porte, qu'ils ne seroient point pourvus de Ministre, jusques à ce qu'ils eussent payé Gabard.

Or par les titres qu'ils ont remis, l'on voit que Gabard ne fut pas payé, non pas mesme huit ans après.

En effet, pour se faire payer il les mit en instance par-devant la Chambre de l'Edit de Guienne, où ils furent

condamnez à le payer, par Arrest du 8. Mars 1604. par eux remis sous la cote D.

En 1597. leur Synode Provincial s'assemble à la Rochelle le 7. May. Dans la table de ce Synode, qu'ils ont remise sous la cote C. l'on voit ces paroles : *L'Eglise de Meschers a comparu par Pierre Roy Ancien.* Il n'y avoit donc pas de Ministre à Meschers en 1597. puisqu'il ne parut point au Synode, & qu'il n'envoya point de lettre d'excuse.

Il ne seroit pas necessaire de parler des années qui suivent ; néanmoins le Syndic par surabondance de droit, veut bien examiner les pieces produites par les défenseurs : il en tirera une nouvelle preuve, pour faire voir que les P. R. de Meschers furent sans exercice en 1597. du moins jusques à la fin d'Aoust, & es années suivantes.

En effet, en 1598. Muguat ce Ministre Bernois, qui leur avoit donné quelques Presches en 96. écrit de Pau du 10. Avril, qu'il a demandé son congé au Colloque pour estre Ministre de Meschers, & que le Colloque l'a renvoyé au prochain Synode. Cette lettre est remise sous la cote E. Il n'y avoit pas donc encore de Ministres à Meschers en Avril 1598. & Muguat n'avoit pas encore son congé du Synode de Bearn, pour aller estre Ministre à Meschers.

La quittance qui est au bas de la mesme lettre, merite d'estre examinée, elle est du 4. Mars 1598. Muguat y dit, *qu'il a receu deux cens écus des Anciens du Consistoire de l'Eglise de Meschers ; cent qu'ils luy ont baillé pour l'exercice fait de son ministere pour la demie année passée, & cent qu'ils luy ont avancé pour l'autre demie année, Avril, May, Juin, Juillet, Aoust & Septembre, pour pouvoir fournir aux frais de son remuement en cette Eglise de Meschers, que je leur ay promis de faire, après qu'il aura esté approuvé par les Eglises de Bearn.*

Par cet acte qui est du 4. Mars, nous voyons,

Que Muguat n'avoit servi en 1597. qu'es mois d'Octobre, Novembre & Decembre, qui sont après le temps requis par l'article 9. & qui avec Janvier, Fevrier & Mars de l'an 1598. faisoient la demie année passée, pour laquelle

5

il avoit esté payé. Car il dit, que l'autre demie année pour laquelle il avoit esté payé par avance, estoient les mois d'Avril, May, Juin, Juillet, Aoust & Septembre.

En 1599. le Colloque des Isles s'assemble à Arvert le 6. Octobre. Dans l'acte que les défendeurs ont remis sous la cote E. il ordonne, que Muguat restituera à l'Eglise de Meschers ce qu'il avoit reçu d'elle, au cas qu'il ne luy soit accordé par le Colloque de Bearn. Muguat donc n'estoit pas encore accordé par le Colloque de Bearn pour Ministre de Meschers.

En 1600. leur Synode Provincial s'assemble à Savion le 12. d'Avril; nul Ministre n'y paroist pour Meschers, nul n'y porte la qualité de l'Eglise de Meschers; dans l'extrait de la Table remise par les défendeurs sous la cote C. elle n'y comparoist que par *Pierre Roy Ancien*.

Il est donc certain, 1. Que depuis l'an 1595 vers la fin de laquelle Gabard quitta ceux de Meschers, Meschers a esté sans Ministre, du moins jusques en 1600. 2. Qu'il n'y a point eu d'autre exercice, que celui qu'un Ministre de Bearn inconnu, sans mission & sans pouvoir, ny de Synode, ny de Colloque, y fit durant quelques mois. 3. Que les défendeurs n'ont pû prouver que ce Ministre y ait fait aucun exercice, ny les trois derniers mois de l'an 1596. ny les neuf premiers de 1597. Cela estant, il est évident qu'ils ne sont pas aux termes de l'article 9. de l'Edit de Nantes, qui demande un exercice *établi & fait publiquement, par plusieurs & diverses fois, en l'année 1596. & en l'année 1597. jusques à la fin du mois d'Aoust*. Car ils ne donnent point de preuves d'aucun exercice fait à Meschers en 1597. avant la fin du mois d'Aoust. Et à l'égard de l'année 96. pour tout exercice, ils n'ont eu que quelques Presches que leur a fait pendant fort peu de temps un Ministre coureur, & qui n'estoit point établi chez eux.

3. Non seulement ils ne donnent point de preuves d'un exercice réel ou de possession es années 1596. & 97. mais il paroist par leurs titres, qu'édites années, ils alloient à l'exercice personnel ou de Fief, qui se faisoit au château de Bardou.

En effet, leur Papier de Baptêmes, dont l'extrait est la première des pièces qu'ils ont remises sous la cote C. commence de cette sorte: *Du 26. d'Aoust 1596. à Chateau Bardon, au Presche fait par M. Gabard nostre Ministre, a esté baptizé, &c.* Gabard les ayant quittez, alloit faire des Presches dans quelques maisons de Seigneurs, & ceux de Meschers n'ayant plus d'exercice chez eux, portoient leurs enfans baptizer dans les lieux où ledit Gabard alloit prescher.

Dans ledit Papier il est dit, que les baptêmes sont ensuite *continuez, article par article, pour le mois d'Octobre, Novembre, Decembre, de ladite année 1596. & pour le mois de Janvier, Fevrier, Mars, Avril, May & Juin de l'année suivante 1597.*

Il est donc certain qu'en l'année 1596. & 97. ils portoient leurs enfans à Château Bardon, pour les y faire baptizer; ce qui fait voir qu'ils n'avoient pas pour lors de Ministre chez eux, & qu'on n'y faisoit point d'exercice. Aussi n'ont-ils remis aucun acte, par lequel il paroisse qu'édites années aucun enfant de Meschers ait esté baptizé à Meschers, & non pas à Château Bardon.

A ces raisons, qui montrent clairement que les P. R. de Meschers sont mal fondez, le Syndic en ajoute encore une autre particulière, & il soutient que quand il seroit vray, (ce qui n'est pas) que l'exercice auroit esté fait à Meschers es années 1596. & 97. néanmoins il devroit y estre interdit, en vertu de l'Arrest du Conseil d'Etat du 11. Janvier 1657. rapporté par Bernard, page 17.

Par ledit Arrest, le Roy, conformément à l'article 10. de l'Edit de Nantes, a ordonné & ordonne, que les Temples qui auront esté établis par les Hauts Justiciers, faisant profession de la R. P. R. dans leurs Terres, seront démolis, & l'exercice défendu, lorsque le Seigneur ou ses successeurs en la Terre, seront Catholiques.

Meschers, les défenseurs, leur exercice & leur Temple sont aux termes dudit Arrest.

M. le Duc de la Trimouille est Seigneur de Meschers, & fait profession de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine.

Or les défendeurs, par les pieces de leur nouvelle production remises sous la cote E. donnent des preuves incontestables, que Messire Claude de la Trimouille, Duc de Thouars, & en qualité de Baron de Didouë, Seigneur de Meschers, y a établi le Temple.

En effet, par contract du 24. Avril 1597. par luy signé, il leur fit don *de partie de la Hale, située audit lieu de Meschers, pour y faire faire un Temple pour l'exercice de leur Religion.*

Par le mesme contract, il s'oblige *de leur continuer cent livres de pension, qu'il leur avoit cy-devant octroyée*, pour aider à entretenir l'exercice.

Par le mesme contract, il les décharge de cinq sols de rente noble, qui luy estoit dûë, à raison d'une maison par eux acquise, & qui leur estoit necessaire pour bâtir le Temple.

Par les actes du 25. Aoust 1599. & du 13. Juin 1612. il appert que les fermiers estoient chargez de payer ladite pension de cent livres.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Meschers, & le Temple où il se fait, démoli jusques aux fondemens, par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

On a vu par là que le projet de loi
présenté à la commission des finances
par le ministre des finances, le 15
mars 1844, a été adopté par la
commission, le 22 mars 1844, et
par le conseil des ministres, le 24
mars 1844, et par le conseil
d'administration, le 26 mars 1844.

Le projet de loi a été adopté par
la commission des finances, le 22
mars 1844, et par le conseil
des ministres, le 24 mars 1844,
et par le conseil d'administration,
le 26 mars 1844.

Le projet de loi a été adopté par
la commission des finances, le 22
mars 1844, et par le conseil
des ministres, le 24 mars 1844,
et par le conseil d'administration,
le 26 mars 1844.

CHASSE ET PÊCHE
RAPPORT

SAVION, OU CHEBOUCHE.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé de Saintes ,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Savion ,
défendeurs.*

DANS l'affaire qui est en contestation entre les P. R. de Savion & le Syndic du Clergé de Saintes , il n'est question que de l'exécution d'un Arrest du Conseil Privé du Roy , donné le 18. Novembre de l'an 1633. & non pas d'examiner des titres. Le Syndic feroit bien voir que ceux que les défendeurs ont produits , leur sont inutiles : car dans tous ces titres il n'est fait aucune mention ni de Presches faits par des Ministres , ni de mariages celebrez , ni de Cene administrée , ni de Prières publiques faites audit lieu de Savion , és années portées par l'Edit : ce sont là cependant les marques essentielles d'un exercice public de la R. P. R.

Mais n'estant point question de discuter ces choses , le Syndic ne s'y arreste pas : il se plaint seulement d'une contravention manifeste que les P. R. de Savion ont faite tant à l'Edit de Nantes , qu'à un Arrest donné au Conseil Privé du Roy l'an 1633.

Voici le fait. En l'année 1603. les P. R. de Savion firent bastir un Temple dans le Bourg dudit lieu , comme il appert par les pieces que les défendeurs ont remises sous cote C.

En l'année 1632. l'exercice public de la R. P. R. fut interdit à Savion par deux Arrests du Parlement de Bordeaux des 5. & 6. Avril de cette mesme année.

Les défendeurs se pourveurent au Conseil contre ces deux Arrêts, soutenant qu'ils avoient esté jugez par des Juges incompetens, & que c'estoit à la Chambre de l'Edit de connoistre de telles affaires, & demanderent sur ce sujet reglement de Juges.

Le Roy par Arrest de son Conseil du 18. Novembre 1633. remis par les défendeurs dans leur nouvelle production sous la cotte G. *sans avoir égard aux reglemens de Juges & requeste des Habitans du bourg de Savion, faisans profession de la R. P. R. ordonne que les Arrests du Parlement de Bordeaux du 5. & 6. Avril 1632. seront executez selon leur forme & teneur; & ce faisant, leur fait tres-expresses inhibitions & défenses de rebastir & continuer aucun Temple, ni faire exercice de ladite R. P. R. audit bourg de Savion, & que les materiaux sequestrez seront employez à la reparation de l'Eglise.*

En execution de cet Arrest, leur Temple demeure démolli; mais par contravention manifeste & à l'Arrest & à l'Edit de Nantes, ils firent leurs Assemblées tout proche de ce Bourg dans le Village de Chebouché, & y bastirent un Temple de leur autorité propre, quoy-qu'il n'y eust jamais eu en ce lieu aucun exercice public de la R. P. R. voulant par un esprit d'entestement & d'opiniastreté continuer l'exercice qui avoit esté interdit. Ils croient en estre quittes, après avoir fait une entreprise aussi hardie qu'est celle-là, en disant, comme ils font dans l'inventaire de la susdite production nouvelle, *que cet Arrest de 1633. leur défend seulement de faire l'exercice dans le bourg de Savion, mais non pas dans le restant de la Jurisdiction.*

Mais peuvent-ils ignorer, que lorsque l'exercice est interdit en un lieu, le Temple condamné à estre démolli, & défenses faites d'en rebastir aucun: peuvent-ils, dis-je, ignorer, que cette interdiction & ces défenses ne soient pour toute l'étendue de la Jurisdiction? Si l'Arrest dont est question, leur eust seulement défendu de bastir un Temple dans le bourg de Savion, & leur eust permis d'en construire un tout proche, leur réponse auroit quelque couleur; mais cela n'est point dans l'Arrest, & l'interdiction portée est ab-

soluë & sans aucune restriction.

Le Syndic demande donc, que conformément aux fusdits Arrests des 5. & 6. Avril 1632. du Parlement de Bordeaux, & à celuy du Conseil du 18. Novembre 1633. l'exercice public soit interdit dans le bourg de Savion & dans toute l'étendue de la Justice dudit lieu ; & le Temple de Chebouché, basti sans aucune permission, & par contravention manifeste audit Arrest & à l'Edit de Nantes, soit démoli jusqu'aux fondemens. Il espere cette grace de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

CHALAIS.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes,
demandeur.

Contre les Pretendus Reformez de Chalais, défendeurs.

LEs défendeurs prétendent avoir droit d'exercice public de leur Religion; & ils fondent ce droit prétendu sur une transaction du 2. Decembre 1602. passée au Chasteau de Chalais entre leur Seigneur M. le Prince de Chalais, & eux.

Dans cette transaction il est dit,

Que l'an 1600. les P. R. de Chalais presenterent requeste aux sieurs Commissaires, premiers executeurs de l'Edit de Nantes, pour estre maintenus dans le droit d'exercice, attendu qu'ils l'avoient eu en l'année 1577.

Que le Seigneur du lieu ayant formé opposition, & soutenu qu'en 1577. il n'y avoit point eu d'autre exercice de la R. P. R. que dans le Chasteau, à cause que M. son pere faisoit profession de ladite Religion; ils furent par Ordonnance des sieurs Commissaires renvoyez pardevant le premier Juge Royal, pour verifier pardevant luy le contenu en leur requeste.

Qu'ayant, en vertu de ladite Ordonnance, fait assigner leur Seigneur pardevant un Juge Royal, & ledit Seigneur n'ayant point comparu, il avoit esté procedé à ladite enqueste: en suite de laquelle ils se seroient adressez au Lieutenant General de Saintes, subdelegué desdits sieurs Commissaires, qui par Sentence du 13. Septembre 1600. les auroit maintenus dans le droit d'exercice, avec défenses à leur Seigneur de les troubler sur peine de mille écus.

Que neanmoins lesdits Habitans sur l'opposition du Sei-

gneur auroient esté assignez pardevant ledit Lieutenant General de Saintes, qui ayant ordonné qu'ils contesteroient sur les faits contenus dans leur requeste, & permis au Seigneur de verifier ce qu'il avançoit, ils se seroient rendus appellans de cét appointement.

Qu'estant anticipez par ledit Seigneur au Conseil Privé de Sa Majesté, il y auroit eu Arrest le 22. Septembre 1601. portant que l'exercice seroit établi en un lieu dépendant du Bourg de Chalais, le plus commode & proche dudit Bourg, & du Chasteau.

Qu'en execution dudit Arrest ils auroient passé ladite transaction du 2. Decembre 1602. dans le Chasteau de Chalais, par laquelle l'on fut d'accord qu'ils établiroient leur exercice en un lieu situé en la Paroisse de Sainte Marie, tout proche du Bourg de Chalais, & y bastiroient un Temple.

A raison de ladite transaction les sieurs Commissaires, par leur procès verbal du 8. Fevrier 1664. ont maintenu les défendeurs dans le droit de continuer leur exercice, au lieu & dans le Temple où ils le font.

Mais le Syndic se rendant appellant de ce jugement du 8. Fevrier 1664. desdits sieurs Commissaires, dit & represente,

Que ladite transaction doit estre rejettée comme une pièce qui ne peut point faire de foy en Justice, ni y avoir aucune force, pour les raisons suivantes.

Le seing du Seigneur & Prince de Chalais n'y paroist pas, quoy que ce fust luy qui transigeoit, que la transaction se fist dans son Chasteau, & qu'il y soit dit qu'il estoit *present, & personnellement établi.*

Dans ladite transaction il est parlé d'Ordonnance des sieurs Commissaires, premiers executeurs de l'Edit, renvoyant pardevant le premier Juge Royal: d'enqueste faite par le premier Juge Royal, sans qu'il y soit dit de quel jour, ni mesme de quel mois est ladite Ordonnance & ladite enqueste, & sans que ledit Juge Royal y soit nommé, ni mesme dit de quel lieu il estoit Juge.

Les défendeurs ne rapportent aucune des pièces énoncées

dans la transaction, ni l'Ordonnance des sieurs Commissaires, renvoyant pardevant le premier Juge Royal, ni l'enquête faite par ledit Juge, ni la Sentence du Lieurenant General de Saintes, ni l'Arrest du Conseil Privé, qui est la principale pièce.

Enfin il est notoire, que dans une transaction, ceux qui transigent, mettent ce qui leur plaist. Ainsi, si l'on ne rapporte les pièces énoncées dans la transaction, elle doit estre rejetée.

Mais supposé (ce qui n'est pas) que tout ce qui est dit dans la transaction, soit conforme à la verité, le Syndic fait voir qu'elle porte la condamnation de l'exercice des défenseurs.

Il y est dit, que les défenseurs demanderent, que leur exercice fust maintenu, non pas pour l'avoir eu és années 1596. & 97. mais seulement pour l'avoir en 1577.

Ils n'ont donc pû, & ne peuvent encore aujourd'hui, fonder leurs pretentions que sur l'art. 7. de l'Edit de 77. où le Roy parle en ces termes :

Nous permettons aussi à ceux de ladite Religion faire & continuer l'exercice d'icelle en toutes les Villes & Bourgs où il se trouvera publiquement fait le dix-septième jour du present mois de Septembre.

Pour estre aux termes de cet article, il ne suffit pas qu'un exercice ait esté fait en 1577. il faut qu'il ait esté fait publiquement au mois de Septembre 1577. Or les défenseurs n'ont jamais dit que leur exercice avoit esté fait au mois de Septembre 1577. mais seulement l'an 1577. ce qui ne suffit pas pour estre aux termes de l'article.

Ils donnent eux-mesmes des preuves que leur exercice ne commença qu'en 1578. ou que sur la fin de 1577.

En effet, ils ont remis sous la cote A. l'extrait de leur Registre de Baptêmes, qui ne commence que le 1. Janvier 1578.

Mais davantage, il leur fut impossible de faire publiquement l'exercice à Chalais dans le mois de Juillet, Aoust & Septembre de l'année 1577. parce que les armées du Roy avoient tellement inondé la Saintonge & le pais d'Aunis,

que dans toute cette Province il ne restoit presque aucune autre place aux Religionnaires, que la Rochelle & Saint Jean d'Angeli, où ils pûssent faire publiquement l'exercice.

Cela étant, les défendeurs ne peuvent pas pretendre le droit d'exercice en vertu de l'art. 7. de l'Edit de 77.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Chalais, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli jusques aux fondemens par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

LA ROCHE-CHALAIS.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé de Saintes,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de la Roche-
Chalais, défendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes demeure facilement d'accord, que dès l'année 1594. il y avoit plusieurs personnes à la Roche-Chalais qui faisoient profession de la R. P. R. & que mesme il y en avoit quelques-uns d'entre eux qui prenoient la qualité de Diacres & d'Anciens. Cela paroist par la pièce que les défendeurs ont remise sous cote C.

Il avouera encore que les P. R. de la Roche contribuoient quelque chose pour l'entretien d'un Ministre és années 96. & 97. Cela se voit par la première & la troisième pièce produite sous cote A.

Mais le Syndic soutient qu'en 94. 95. 96. & 97. & les années suivantes, il n'y avoit point d'exercice de la R. P. R. établi & publiquement fait à la Roche-Chalais. En voicy la raison qui est decisive. C'est que pour lors, la Roche-Chalais estoit une annexe de l'Eglise de Chalais, & ceux de la Roche n'avoient point d'autre Ministre que celui de Chalais, auquel ils donnoient quelque chose par an pour les services qu'il leur rendoit. Ce fait est constant; & pour en estre convaincu, il ne faut que lire les titres que les défendeurs ont produits.

Par la première pièce remise sous cote A. fol. 1. recto, & fol. 2. recto, & par la troisième pièce remise sous la mesme cote A. fol. 1. verso, il paroist qu'en 96. 97. 98. & 99. le Ministre, pour l'entretien duquel ceux de la Roche-Cha-

2

lais contribuoient quelque chose , estoit le nommé *de la Garde*. Or ce Ministre nommé de la Garde estoit dans ces mesmes années residant à Chalais , & Ministre de l'Eglise de Chalais. Ce fait paroist par la pièce que ceux de Chalais ont remise sous cote B. & aussi par un Papier de Deliberations que ceux de Barbezieux ont produit sous cote I. Il est dit dans ce Papier *fol. 5. recto*, qu'en l'année 97. au mois d'Aoust, le sieur de la Garde, *Ministre des Eglises de Chalais & la Roche-Chalais*, imposa les mains au nommé Petit, & le constitua Ministre dans l'Eglise de Barbezieux. Il est donc constant que dans les années requises par l'Edit de Nantes, dans les precedentes & dans les suivantes, la Roche-Chalais estoit une annexe de l'Eglise de Chalais; & ceux de la Roche ne connoissoient point d'autre Ministre que celui de Chalais, qui leur venoit rendre quelquefois service. Aussi dans toutes les pièces que les défendeurs ont produites, on ne voit point de Presche fait à la Roche-Chalais, point de Cene administrée, point de baptesmes faits, point de mariages celebrez, point de censures faites: marque évidente qu'il n'y avoit point pour lors dans ce lieu, d'exercice établi & publiquement fait de la R. P. R.

Au Synode tenu à la Rochelle le 7. May de l'année 97. il est fait mention de l'Eglise de la Roche-Chalais; mais elle n'envoya personne qui comparût pour elle. Non seulement dans les années requises par l'Edit de Nantes, & dans les suivantes, mais mesme long-temps après, ceux de la Roche n'avoient point de Ministre qui leur fût propre. Le sieur Belot Ministre, dont il est parlé dans la pièce produite sous cote A. & dans la seconde sous la mesme cote, comme estant Pasteur de la Roche en l'année 1600. & les autres suivantes, estoit Ministre de Mont-Guion, comme il paroist par les pièces que ceux de Mont-Guion ont produites sous cote A. & sous cote B. & ce n'est que depuis environ 40. ans que ceux de la Roche ont eu un Ministre residant chez eux, ont construit un Temple de leur autorité propre, & ont établi un exercice public de leur Religion dans leur Bourg.

3
Pour ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté, & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à la Roche-Chalais, & le Temple où il se fait, condamné à estre démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
CITY OF LONDON
1871

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
CITY OF LONDON
1871

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
CITY OF LONDON
1871

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF NATURAL HISTORY
AND
ZOOLOGY
OF THE
CITY OF LONDON
1871

I
MONT-GUION.

FACTUM

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse
de Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Mont-
Guion, défendeurs.*

IL n'y a rien dans les pièces que les P. R. de Mont-
Guion ont produites, qui puisse faire aucune preuve d'un
exercice établi & publiquement fait à Mont-Guion, dans
le temps requis par les Edits.

Quant à l'année 1577. il n'en est fait aucune mention dans
leurs titres.

Pour l'année 96. ils produisent sous cote A.

1. Un Extrait d'un Papier de Baptêmes non signé, & qui
par conséquent ne peut faire aucune foy en Justice; & de
plus, dans cet Extrait mesme il n'est point parlé d'aucun
baptême en particulier administré en 1596.

2. Ils produisent un acte de Consistoire, où il est dit que
la Cene fut célébrée dans l'Eglise de Mont-Guion, le 22.
Decembre de l'année 1596. mais cette pièce est informe,
n'estant pas signée du Ministre, ny du Scribe du Consis-
toire, ny d'aucun autre.

Quand mesme cet acte pourroit faire foy en Justice,
l'exercice des défendeurs ne seroit pas aux termes de
l'article 9. de l'Edit de Nantes, qui demande *un
exercice établi & fait publiquement par plusieurs & diverses
fois en l'année 1596.* Car une seule Cene, particulièrement
faite sur la fin de Decembre 1596. par un Consistoire,
qui ne commença que sur la fin de cette année, n'est pas
un exercice fait *par plusieurs & diverses fois.* Et d'ailleurs,
on ne sçait point si cette Cene fut administrée par un

Ministre résidant à Mont-Guion, ou par quelque Ministre d'une Eglise voisine.

Pour l'année 97. ils produisent un extrait d'un Papier Baptistaire, où il est dit que le 5. Janvier de cette année 97. un baptême fut administré par le sieur Belot Ministre. Rien n'est plus foible que cette preuve: car premierement, cet acte est un extrait d'un original non signé, comme on a déjà dit. Secondement, un seul baptême fait dans un lieu, n'est point une preuve d'un exercice établi & publiquement fait audit lieu.

Ils produisent encore sous cote B. un extrait des actes du Synode Provincial tenu à la Rochelle le 7. May 97. où on lit ces paroles: *L'Eglise de Mont-lieu, Montigni & Mont-Guion, par Monsieur Belot Ministre, & Antoine Galet Ancien.* Mais le Syndic répond,

1. Que l'extrait dont est question, ne peut point faire de foy en Justice, n'estant qu'un extrait sur un autre extrait.

2. Qu'un Synode tenu à la Rochelle, au mois de May 97. où un Ministre a comparu pour les Eglises de *Mont-lieu, Montigni & de Mont-Guion*, n'est pas une preuve d'un exercice établi & publiquement fait à Mont-Guion, jusques à la fin du mois d'Aoust de l'année 97. On ne voit pas mesme que le nommé *Belot* Ministre, ait presché, ny donné la Cene, ny fait aucune fonction publique de Ministre à Mont-Guion, pendant toute l'année 97. De sorte qu'il est clair, que les défenseurs ne donnent aucune preuve d'exercice fait *par plusieurs & diverses fois en 1597.* non plus qu'en 96.

Pour ces causes, le Syndic espere de la justice de S. M. & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à Mont-Guion, & le Temple où il se fait, démoli jusqu'aux fondemens par les défenseurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I.
O Z I L L A C.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Saintes ,
demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez d'Ozillac , dé-
fendeurs.*

LE Syndic du Clergé de Saintes montre clairement que les P. R. d'Ozillac ne donnent aucune preuve d'un exercice établi & publiquement fait dans leur Bourg , en pas-une des années qui sont requises par les Edits.

Quant à l'année 1577. il n'en est point parlé dans leurs titres.

Sous cote A. ils produisent un extrait d'un livre couvert de parchemin , intitulé *Papier du Consistoire touchant les Baptêmes*, commençant le 26. Juillet 1563. & finissant l'an 1604. mais cet acte leur est inutile.

1. L'original est une piece informe , où il n'y a aucun seing.

2. Il n'y est point parlé d'aucuns baptêmes en particulier faits en l'année 1577.

3. Des baptêmes seuls ne sont pas des preuves d'exercice public.

4. L'on y voit mesme des baptêmes faits au *Château de Fontaines* ; ce qui fait voir que les défendeurs n'avoient pas d'exercice établi chez eux , & qu'ils alloient à l'exercice personnel qui se faisoit quelquefois au Château de Fontaines.

Dans un Livret de Baptêmes d'un particulier nommé *Boybellaud*, dont l'extrait est remis sous la mesme cote A. il est parlé d'un baptême fait en l'année 1584. le 2. Octo-

bre, par le nommé *de Laigle*, qualifié *Ministre de la Parole de Dieu*. Ce *de Laigle* estoit Ministre de Montandre, comme il paroist par les pieces que ceux de Montandre ont produites. Et cela fait voir que ceux d'Ozillac n'avoient point de Ministre residant chez eux : tantost ils alloient aux exercices voisins, & tantost ils faisoient venir quelques Ministres des Eglises voisines, qui leur rendoient service dans les occasions.

Pour les années 96. & 97. il n'en est fait aucune mention dans leurs titres ; de sorte qu'ils sont bien éloignez d'estre aux termes de l'Edit de Nantes. Il paroist mesme par les 5. & 6. pieces qu'ils ont produites sous cote B. qu'en 94. & dans les suivantes jusques en 99. ils estoient unis à l'Eglise de Montandre, & ne reconnoissoient point d'autre Ministre que celui de Montandre. Cela prouve, que non seulement dans les années 96. & 97. mais dans les precedantes & les suivantes immediatement, ceux d'Ozillac n'avoient point de Ministre residant chez eux, ny d'exercice public de leur Religion établi dans leur Bourg ; ils estoient seulement une annexe de l'Eglise de Montandre.

En 1603. ils s'unirent à l'Eglise de Mirebeau, & donnerent quelque chose par an au nommé Primerose, qui servoit cette Eglise. Cela paroist par la penultième piece qu'ils ont remise sous cote C. Il est donc évident que ce n'a esté que long-temps après l'Edit de Nantes, qu'ils ont établi un exercice public dans leur Bourg, & construit un Temple de leur autorité propre, & sans obtenir aucune permission de Sa Majesté

Aussi par Arrest du Parlement de Bordeaux, donné le 16. Mars 1659. sur la requête du sieur Procureur General, il fut défendu aux P. R. d'Ozillac, de faire leurs Prediches, & autres exercices publics de leur Religion dans ladite Paroisse. Le sieur Colbert du Terron Commissaire Catholique, fait mention de cét Arrest dans son Avis, & le sieur de Loire Commissaire de la R. P. R. demeure d'accord, qu'en effet cét Arrest a esté donné.

3
Pour ces causes, le Syndic espère de la justice de Sa
Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que
l'exercice public de la R. P. R. sera interdit au Bourg
d'Ozillac, & le Temple où il se fait, condamné à estre
démoli par les défendeurs.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

FONTAINES D'OZILLAC.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé du Diocèse de
Saintes, demandeur.

*Contre les Pretendus Reformez de Fontaines
d'Ozillac, défendeurs.*

LEs Pretendus Reformez de Fontaines d'Ozillac, n'ont jamais eu d'exercice public de leur Religion établi dans leur Bourg, ny de Temple, ny de Ministre residant chez eux, & n'en ont point encore à present. Ils alloient tantost aux exercices voisins, tantost à l'exercice personnel que le Seigneur de Fontaines, lorsqu'il estoit de la R. P. R. faisoit faire quelquefois dans son Château; & tantost ils donnoient quelque chose à des Ministres des Eglises voisines, pour leur venir faire quelquefois des Presches.

Pour estre convaincu de cette verité, il ne faut que lire les pieces qu'ils ont produites.

En effet, on voit par les extraits des Papiers Baptistaires qu'ils ont remis sous cote A. qu'ils portoient quelquefois baptizer leurs enfans au Bourg d'Ozillac, & quelquefois au *Château de Fontaines*, quand le Seigneur du lieu faisoit faire exercice de la R. P. R. En l'année mesme 1629. comme il est porté dans le second extrait des Papiers Baptistaires, il est fait mention d'un baptesme fait au *Château de Fontaines*.

Par la derniere piece qu'ils ont produite sous cote A. il paroist qu'ils ne faisoient qu'un mesme Consistoire avec ceux d'Ozillac leurs voisins; & ce Consistoire n'avoit point de Ministre. Les Habitans de ces deux lieux estoient servis ordinairement par le Ministre de Montandre, comme il paroist par la seconde piece produite sous cote B.

Ce qui est rapporté dans la premiere piece produite sous cette mesme cote , qu'en 97. le 15. May , un particulier de Fontaines , promit aux Habitans dudit lieu , de leur prester sa grange pour y faire le Presche , comme on avoit accoustumé du vivant de son pere ; prouve ce que le Syndic soutient ; sçavoir , que ceux de Fontaines faisoient quelquefois venir des Ministres des Eglises voisines , qui leur donnoient des Presches. Car il est dit dans cét acte , que ce particulier n'accorda sa grange , qu'à condition qu'on ne luy feroit rien payer de la dépense qu'on faisoit *pour l'entretienement & voyage des Pasteurs qui font le Presche.*

Ces paroles font voir visiblement , que c'estoit des Ministres voisins qui venoient quelquefois donner des Presches à ceux de Fontaines : pour cét effet , on les envoyoit querir , & on leur donnoit quelque émolument.

Estant donc certain que les défendeurs n'ont jamais eu chez eux , ny dans les années requises par l'Edit de Nantes , ny dans les autres suivantes , d'exercice établi & publiquement fait de leur Religion , non plus que de Ministre residant , & que mesme à present ils n'ont ny Temple , ny exercice , ny Ministre.

Le Syndic conclut , à ce qu'il leur soit fait défense de faire & d'établir aucun exercice public de leur Religion dans leur Bourg.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.

I
L'ISLE D'OLERON.

F A C T U M

Pour le Syndic du Clergé de Saintes , défendeur.

Contre les Pretendus Reformez de l'Isle d'Oleron , demandeurs.

DANS l'affaire dont il s'agit , le Syndic du Clergé de Saintes n'est point demandeur ; il prétend seulement se défendre contre les Religionnaires de l'Isle d'Oleron , qui demandent le rétablissement de l'exercice public de leur Religion dans ladite Isle ; & il oppose des moyens justes & pertinens pour empêcher ledit rétablissement.

Il y a cinquante-quatre ans qu'on ne voit plus dans l'Isle d'Oleron, de Temples , ny d'exercice public de la R. P. R. Il est vray que long-temps auparavant l'Edit de Nantes , les P. R. de cette Isle , après avoir ruiné toutes les Eglises , chassé & excédé les Prestres , ont fait exercice public de leur Religion , & ont eu des Ministres residans dans l'Isle. Ils ont fait cet exercice en plusieurs endroits ; tantost dans la Paroisse du Château , dans celle de Dolus , dans celle de S. Pierre , & dans celle de S. Denys ; & quelquefois en mesme temps en plusieurs endroits , ils s'assembloient dans des granges , dans des maisons , selon que les propriétaires & les Seigneurs des lieux leur estoient favorables.

Par l'Edit de 1577. dans l'art. 6. des Particuliers , le Roy accorda un lieu dans l'Isle d'Oleron , pour faire l'exercice public de la R. P. R. Il est constant que l'Isle d'Oleron n'est point un lieu de Bailliage , elle n'a jamais ressorti nuëment & sans moyen à aucun Parlement de France : de sorte que le Roy n'a accordé par l'Edit de 1577. l'exercice de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron , qu'en consideration des Seigneurs de cette Isle , qui faisoient tous pour lors profession de ladite Religion.

En consequence du lieu accordé par l'Edit de 1577. le Roy Henry III. écrivit à Mr de Lonzac Gouverneur de Broüage, pour établir ce lieu d'exercice dans l'Isle d'Oleron. Cela ne fut point executé, soit que ce Gouverneur connust qu'il n'estoit pas de l'intérêt du Roy, d'établir dans l'Isle d'Oleron l'exercice de la R. P. R. soit qu'il en fust empesché par d'autres raisons. Ce ne fut qu'en 1582. que Mr de S. Luc aussi Gouverneur de Broüage, assigna un lieu aux Pretendus Reformez dans la Paroisse de S. Pierre, pour y faire exercice public de leur Religion. Non contents d'avoir ce lieu d'exercice, deux ans après ils importunerent encore Mr de S. Luc, pour avoir un autre lieu plus commode dans l'Isle, pour faire l'exercice de leur Religion. Il leur accorda en 84. le Bourg du Château, à la charge qu'ils ne feroient l'exercice de leur Religion en ce lieu qu'alternativement, huit jours en la Paroisse de S. Pierre, au lieu qu'il leur avoit déjà assigné, & les huit jours ensuivans, en la Paroisse du Château.

Par le 8. article des Particuliers de l'Edit de Nantes, le Roy accorda encore aux P. R. d'Oleron, un autre lieu d'exercice, outre celuy qui leur avoit esté accordé par l'Edit de 1577. & Messieurs de la Force & de Refuge Commissaires executeurs de l'Edit de Nantes, assignerent en l'année 1600. le Bourg du Château aux P. R. d'Oleron pour second lieu d'exercice. En l'année 1606. ils bâtirent un Temple dans la Paroisse de S. Pierre, devant ce temps-là ils n'en avoient point eu, faisant leur exercice seulement dans des maisons particulieres; & en l'an 1608. ils bâtirent un autre Temple dans le Bourg du Château.

Depuis ce temps jusques en 1627. c'est à-dire, pendant vingt années, qui furent des temps de desordres & de guerres civiles de Religion, principalement dans le pays des Isles, proche de la Rochelle, qui estoit rebelle pour lors, les P. R. d'Oleron dominoient dans l'Isle, & faisoient tout ce qu'ils vouloient touchant l'exercice public de leur Religion. Mais en 1627. ils cessèrent leur exercice; l'armée du Roy qui estoit devant la Rochelle, & le siège de cette Ville, les épouvëntèrent: & de plus, ils se brouillerent avec leurs Ministres qui agissoient contre eux, pour se faire payer de leurs gages. Cela causa du des-

ordre dans leur parti, les Ministres se retirèrent ; & depuis ce temps, on n'a fait aucun exercice de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron.

En 1654. les P. R. de cette Isle presenterent requeste au Roy, demandant le rétablissement de l'exercice de leur Religion, disant que par l'Edit de 1577. & par celuy de Nantes, ils doivent avoir deux lieux d'exercice de leur Religion dans l'Isle, qu'ils en ont joui jusques en l'année 1627. que par violence on les a troublez dans le droit d'exercice, qu'on a brûlé leurs Temples, & chassé leurs Ministres. Sur cette requeste est intervenu Arrest du Conseil d'Etat du Roy le 28. May 1654. qui commet les sieurs de Fortia & de Villarnoux, Conseillers du Roy en ses Conseils, pour se transporter dans ladite Isle d'Oleron, écouter les Habitans, tant Catholiques que ceux de la R. P. R. sur le sujet du rétablissement demandé dans ladite requeste, dresser procès verbal, donner leur Avis, & envoyer le tout au Conseil.

Les Commissaires se transporterent dans l'Isle, entendirent respectivement les parties. Les Habitans Catholiques s'opposèrent audit rétablissement, & donnerent leurs moyens d'opposition. Sur le rapport desdits sieurs Commissaires, l'année d'après il fut donné un autre Arrest au Conseil le 10. May 1655. par lequel il fut ordonné, que les Curez, Syndics & Habitans Catholiques seroient assignez. Le sieur Baron d'Oleron, & quelques autres Habitans Catholiques furent veritablement assignez : mais les Curez & les Syndics ne le furent point ; neanmoins ils comparurent tous par un Deputé general. Les P. R. se défiant apparemment de la justice de leur cause, abandonnerent leur affaire, & ne firent aucune poursuite. Ils se réveillèrent en 1664. & demanderent à Messieurs Colbert du Terron & de Loire, Commissaires deputez par Sa Majesté, pour informer dans le pais de Saintonge, des contraventions faites aux Edits, le rétablissement de l'exercice de leur Religion dans l'Isle d'Oleron ; & aujourd'huy ils le demandent encore au Roy.

Le Syndic du Clergé de Saintes prétend qu'ils sont mal-fondez dans leur demande, & soutient qu'on ne doit point rétablir dans l'Isle d'Oleron l'exercice public de la R. P. R.

Ses moyens sont :

1. Il y a cinquante-quatre ans qu'on n'a fait aucun exercice public de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron. Cette interruption si considérable, est une raison plus que suffisante, pour empêcher le rétablissement que les P. R. demandent.

En l'année 1643. la Chambre de l'Edit de Guyenne donna un Arrest le 16. Septembre, qui porte défense de rétablir l'exercice de la R. P. R. dans les lieux où il a esté interdit ou *interrompu*. Et récemment par Arrest du Conseil d'Etat du Roy du vingt-quatre Fevrier 1681. l'exercice de la Religion Pretendue Reformée a esté interdit dans le Bourg de Carantan, Diocèse de Coutance, quoy-que ce lieu eût esté donné autrefois pour un lieu de Bailliage, à cause qu'il y avoit douze ans qu'on n'y avoit point fait d'exercice. Si une intermission d'exercice pendant douze ans a esté une raison suffisante à Nosseigneurs du Conseil d'interdire un exercice dans un lieu, où les P. R. avoient eu droit autrefois de le faire ; le Syndic du Clergé de Saintes n'est-il pas bien fondé, lorsqu'il pretend qu'une interruption de cinquante-quatre ans d'exercice de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron, est une prescription suffisante contre les P. R. & doit empêcher le rétablissement de l'exercice qu'ils demandent.

Ils ne peuvent point dire que les poursuites qu'ils ont faites pour obtenir le rétablissement de l'exercice de leur Religion, que les Commissaires qui ont esté nommez par le Roy, & qui sont descendus sur les lieux, pour écouter leurs plaintes, & leur faire justice, empêchent cette prescription. Car premiere-ment, ils ne produisent rien qui fasse voir qu'ils ayent poursuivi le rétablissement de leur exercice devant 1654. Depuis 1627. jusques à 54. il y a vingt-sept ans, & cette intermission est plus que suffisante, pour leur faire perdre le droit qu'ils pretendent. Secondement, toutes les poursuites qu'ils ont faites jusques-icy, ont esté inutiles ; & cela fait voir, que la demande qu'ils font, n'a pas paru juste au Roy, ny à Nosseigneurs de son Conseil.

Mais de plus, ils ne peuvent point à present fonder leur droit pretendu d'exercice sur l'art. 6. des Particuliers de l'Edit de 1577. ny sur le 8. des Particuliers de l'Edit de Nantes.

Pour ce qui est de l'Edit de 1577. il est evident, que le lieu d'exercice que le Roy leur a accordé, est une grace qu'il leur a faite, en consideration des Seigneurs Haut-Justiciers de l'Isle d'Oleron, qui faisoient tous en ce temps-là profession de la R. P. R. Mais comme à present ils sont tous Catholiques, (ce fait est notoire) on ne peut point pretendre que cet exercice qui a cessé depuis cinquante-quatre ans, puisse estre rétabli en vertu de cet Edit; car il est positivement dit dans l'article 10. de l'Edit de Nantes, que l'exercice de la R. P. R. ne doit point estre rétabli en vertu de l'Edit de 1577. es lieux esquels il auroit esté mis en consideration des personnes de la R. P. R. lorsqu'il se trouve que les personnes qui possèdent ces lieux, sont à present Catholiques. *N'entendons toutefois, dit l'article 10. que ledit exercice puisse estre rétabli es lieux & places dudit Domaine, qui ont esté possédées par ceux de ladite R. P. R. esquels il auroit esté mis en consideration de leurs personnes, ou à cause du privilege des Fiefs, si lesdits Fiefs se trouvent à present possédez par personnes de ladite Religion Catholique, Apostolique & Romaine.*

Quant à l'art. 8. des Particuliers de l'Edit de Nantes: outre que ces articles n'ont jamais esté registrez & verifiez en pas-un Parlement de France; les P. R. de l'Isle d'Oleron ne peuvent point pretendre le rétablissement de l'exercice de leur Religion en vertu de cet article 8. après cinquante-quatre années d'intermission: car ils se sont rendus indignes, quelle Roy leur conserve la grace qu'il leur avoit faite. Les liaisons particulieres qu'ils ont eües avec les rebelles de la Rochelle, ne meritent point que Sa Majesté leur accorde une seconde fois une grace dont ils se sont privez par une intermission aussi considerable qu'est celle de cinquante-quatre ans, pendant lesquels on n'a fait aucun exercice de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron.

Ce qui est rapporté dans l'art. 11. de l'Edit de 1629. donné à Nismes, fait bien voir que le Roy avoit sujet d'estre mécontent des intrigues que les P. R. de l'Isle d'Oleron avoient faites contre son service, pendant les guerres civiles de Religion, & durant la rebellion de la ville de la Rochelle: puisque par cet article il est permis à tous les P. R. du Royaume, de demeurer en telles Villes du Royaume qu'ils voudront, *hors les*

Iles de Ré, d'Oleron, la Ville de la Rochelle & de Privas. Ces quatre lieux sont expressement exceptez : & cela prouve que les P. R. de l'Isle d'Oleron ne s'estoient pas bien portez pour le service du Roy durant les troubles de Religion. Cela estant, comment peuvent ils pretendre que le Roy soit obligé de leur accorder une seconde grace, qu'ils ont perduë par le non-usage, & dont ils se sont rendus indignes ?

2. Le Syndic du Clergé de Saintes allegue pour second moyen, que les P. R. de l'Isle d'Oleron ont exposé faux dans leur requeste, par laquelle ils demandent le rétablissement de leur Religion. Ils ont produit cette requeste qu'ils presenterent au Roy en 1654. sous cote D. parmi les pieces qui regardent l'exercice du Bourg du Château. Ils disent dans cette requeste, qu'ils font six cens familles de la R. P. R. dans l'Isle d'Oleron, & la verité du fait est, qu'en cette année 1654. ils ne faisoient pas plus de trois cens familles, comme les Habitans Catholiques le soutinrent devant Messieurs de Fortia & de Villarnoux Commissaires, en faisant une enumeration speciale de toutes les familles de ceux de la R. P. R. qui estoient répandues dans les six Paroisses de l'Isle d'Oleron, & à present le nombre des P. R. dans l'Isle d'Oleron est diminué de plus de la moitié.

Ils disent encore dans cette requeste, qu'ils ont esté privez par voye de fait de leur exercice, que les Catholiques ont fait brûler leur Temple, & chassé leurs Ministres. Rien de plus faux, sauf correction, que ce fait qu'ils avancent : la verité est, qu'ils ont eux-mesmes cessé leur exercice volontairement, & se sont broüillez avec leurs Ministres, qui les ont quittez, attendu qu'ils n'estoient pas payez.

A l'égard du Temple qu'ils avoient dans la Paroisse de S. Pierre ; il est certain qu'un nommé Dubois Ancien de la R. P. R. & un nommé Abraham Compagnon, Diacre de la mesme Religion, y mirent le feu, & le brûlerent en 1627. avec le bois que leur fournit une femme veuve de leur Religion nommée la Chaleronne, apprehendant que les Catholiques ne fissent une Eglise de leur Temple.

Et à l'égard du Temple qu'ils avoient dans le Bourg du Château, il est certain qu'estant abandonné, les Officiers de

la Citadelle en firent un magazin , & puis après il fut donné aux Catholiques , pour en faire une Eglise Paroissiale , en la place de celle que les P. R. avoient détruite long-temps auparavant. Ces faits sont si veritables , qu'ayant esté avancez par les Catholiques d'Oleron , & inferez dans le procès verbal de Messieurs de Fortia & de Villarnoux , & depuis alleguez devant Nosseigneurs du Conseil en 1655. au procès qui estoit par-devers eux , les P. R. ne les ont point contredits.

3. Les Habitans Catholiques de l'Isle d'Oleron ont grand interest que l'exercice de la R. P. R. ne soit pas rétabli dans l'Isle. Ils ont vû par une funeste experience , combien il leur est préjudiciable que les P. R. s'augmentent & se fortifient dans l'Isle d'Oleron , & qu'ils y ayent des Ministres residans. Ils se ressouvienent de ce qui leur arriva en 1621. ils s'unirent veritablement avec les P. R. de l'Isle , comme il est dit dans la piece qui est produite sous cote D. mais cette union ne fut qu'apparente de la part des P. R. & ne servit , que pour trahir plus facilement les Catholiques , & les livrer entre les mains des ennemis du Roy. En effet , les Religionnaires firent venir dans l'Isle le sieur de Soubize avec l'armée qu'il commandoit contre le service du Roy. Estant entré dans l'Isle , il traita cruellement les Catholiques , il exerça toutes sortes de violence contre eux , il fit tuer quelques Prêtres , chassa tous les Curez , & il n'y eut qu'un pauvre vieillard , Vicaire de la Paroisse de Dolus , qui resta seul de Prêtre dans l'Isle , & qui ne pouvant prendre la fuite , fut obligé de se cacher pour sauver sa vie. Les Religionnaires avoient marqué leurs maisons , afin que les soldats du sieur de Soubize ne se méprissent pas , & qu'ils ne pillassent que les Catholiques. L'oppression que les Catholiques souffroient dans le temps des guerres civiles , de la part des Religionnaires qui estoient puissamment favorisez des Rochelois rebelles , fait qu'ils regardent le rétablissement de la R. P. R. dans l'Isle , comme un malheur considerable ; & ils fremissent , lorsqu'ils entendent parler de Ministres , de Colloques & de Consistoires. Il y a cinquante ans & davantage , que les Catholiques vivent en paix dans l'Isle d'Oleron avec les Religionnaires ; ils esperent que Sa Majesté les maintiendra dans cette paix , & qu'elle ne permettra pas qu'elle se

trouble par le rétablissement de l'exercice de la R. P. R. qui ne causeroit que du desordre & de la confusion dans l'Isle.

Pour ces moyens, le Syndic espere de la justice de Sa Majesté & de celle de Nosseigneurs de son Conseil, que l'exercice public de la R. P. R. ne sera point rétabli dans l'Isle d'Oleron.

Monseigneur DE CHASTEAU-NEUF,
Rapporteur.